Le Monde

numéro spécial

www.lemonde.fr

57e ANNÉE – N° 17626 – 7,90 F - 1,20 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE – JEUDI 27 SEPTEMBRE 2001 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le nouveau désordre mondial

● Dans notre cahier spécial, témoins, experts et intellectuels de tous horizons analysent la période ouverte par les attentats ● Des Etats-Unis à l'Europe, où en sont les enquêtes ? ● Opération « Liberté immuable » : l'appel de Bush aux Afghans

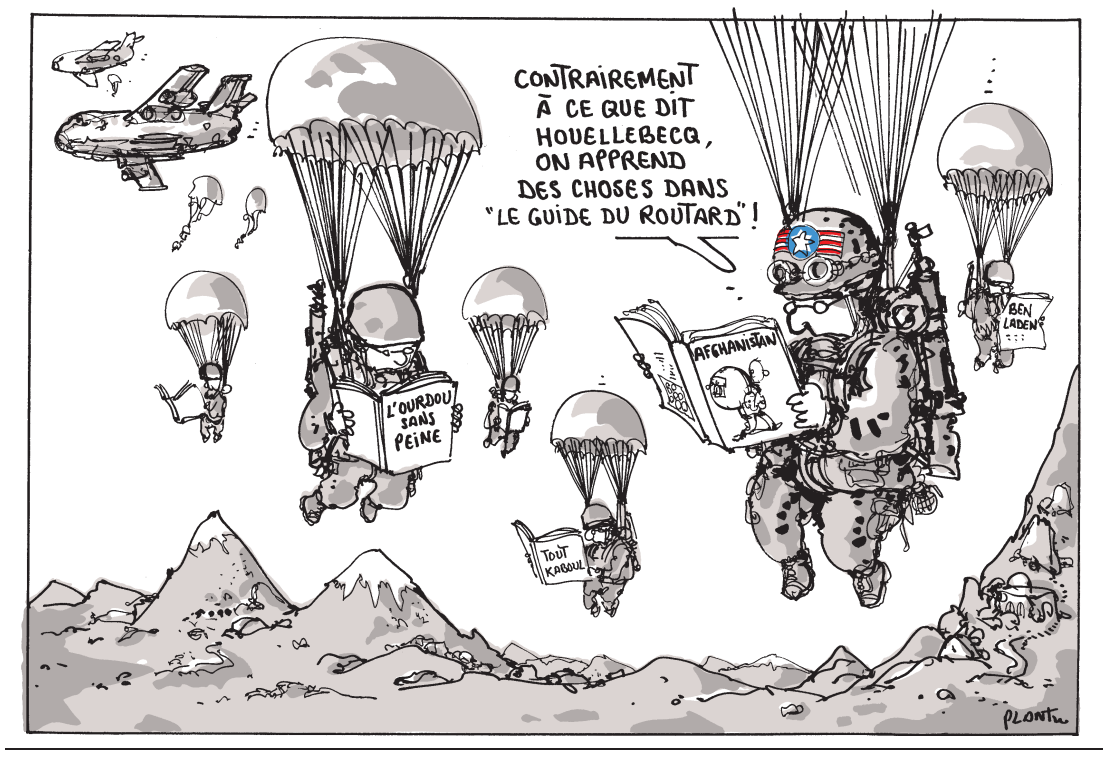
SOMMAIRE

● **Le nouveau désordre mondial :** Le débat sur la période ouverte par les attentats du 11 septembre. Points de vue de témoins et d'intellectuels de tous horizons. Le courrier des lecteurs. Notre cahier spécial

● **L'enquête policière et financière :** Le point sur une enquête sans frontières : aux Etats-Unis, en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, etc. L'enquête en France : portraits de Français convertis à l'islamisme radical. Le G7 et la lutte contre le financement offshore du terrorisme. p. 2 à 4

● La stratégie militaire : Washington impose le mutisme à ses services de renseignement. p. 5

● **Face aux talibans :** Opération « Liberté immuable ». Appel aux Afghans lassés des talibans. Vu de l'OTAN. Nos reportages en Afghanistan et en Asie. p. 6 et 7



● **La mise en place de la coalition :** La troïka européenne au Pakistan. Une revue de détail des soutiens, des défections et des absences. En Allemagne, Vladimir Poutine ovationné au Bundestag. p. 8 et 9

● **Détente au Proche-Orient :** La rencontre Pérès-Arafat a enfin lieu, mercredi. p. 10

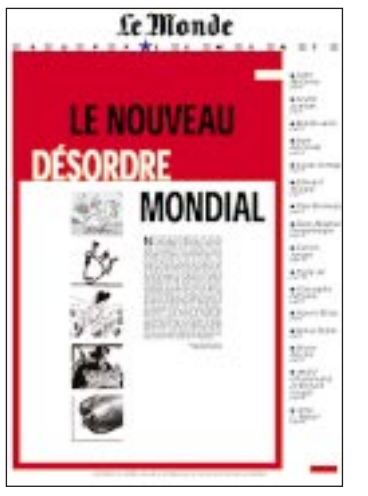
● **Horizons-Enquête :** Qui sont les dix-neuf ? Le récit des hésitations des enquêteurs américains. p. 11

● **Horizons-Analyses :** Editorial : « M. Poutine et le terrorisme ». p. 12

● **Les conséquences économiques :** Le pessimisme des économistes indépendants.La crise du secteur aérien. Les états d'âme des publicitaires. p. 14, 19 et 21

● **Le patrimoine artistique :** Les œuvres perdues à New York. p. 31

► www.lemonde.fr/11septembre2001



CAHIER SPÉCIAL

Le débat est ouvert

Ecrivains, intellectuels, experts et lecteurs du *Monde* analysent les enjeux des attaques terroristes contre les Etats-Unis dans un supplément de douze pages illustré par nos dessinateurs.

Des profs très stressés

UNE ENQUÊTE inédite de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN) montre que les enseignants sont plus stressés que les autres : un tiers d'entre eux sont anxieux, ce qui engendre de nombreuses pathologies psychosomatiques comme les allergies, les insomnies ou les ulcères. Mais ils ne sont pas plus exposés que les autres à la dépression. Les enseignants « fragiles », qui ont du mal à assurer leur travail devant une classe, sont souvent orientés vers le Centre national d'enseignement à distance (CNED) qui accueille des enseignants « en réadaptation ».

Lire page 16

► www.lemonde.fr/education

www.rawa.org, messages de femmes afghanes contre la terreur des talibans

C'EST un film court, d'une minute environ. La scène a pour décor un stade de football à Kaboul, capitale de l'Afghanistan, et remonte à 1999. Au milieu du terrain, quelques hommes au visage découvert, aidés de quelques silhouettes entièrement masquées, font sortir d'une voiture une autre silhouette, recouverte d'une burqa bleu pâle, et l'agenouillent à leurs pieds. Un homme s'approche, fusil en bandoulière. En un seul mouvement, il lève son arme et tire plusieurs balles dans le corps inerte.

Ces images ont fait le tour du monde. Diffusées une première fois en juin dans un documentaire de la chaîne britannique Channel 4, elles ont ensuite été reprises par le network américain CNN au mois d'août. En France, des extraits ont été intégrés dans plusieurs reportages sur l'Afghanistan programmés après les attentats aux Etats-Unis (« Envoyé spécial » sur France 2 le 13 septembre, « 7 à 8 » sur TF1 le 16 septembre), tandis qu'Arte diffusait le documentaire de Channel 4 dans le cadre d'une soirée thématique. Lundi 24 septembre, Nicolas Poincaré consacrait sa chronique hebdomadaire sur France-Inter à ces images barbares.

L'information n'est pourtant pas nouvelle. Il y a deux ans, Associated Press avait fait état de cette exécution publique, *« la première depuis que les talibans ont pris le contrôle du pays »* en 1996. Une dépêche de l'agence de presse américaine précisait alors que la victime, *« Zarmeena, mère de sept enfants »*, avait été condamnée à mort par les talibans après avoir été *« jugée coupable d'avoir tué son mari à coups de marteau pendant son sommeil »*.

Parmi les *« milliers »* de personnes présentes dans les tribunes du stade de Kaboul ce jour-là se trouvait l'une des membres de l'Association révolutionnaire des femmes en Afghanistan (RAWA). Munie d'une petite caméra digitale dissimulée sous sa burqa – vêtement qui recouvre le corps de la tête aux pieds, que sont tenues de porter toutes les femmes en Afghanistan –, elle a bravé les interdits et risqué sa vie.

Créée en 1977 par la poète militante Meena (assassinée en 1987), RAWA défend les droits des femmes afghanes, particulièrement mis à mal par le régime des talibans, qui leur interdit l'accès au travail, à la culture, et les oblige à sortir voilées, accompagnées d'un homme. On lui reproche parfois des affinités maoïstes, mais l'association se veut avant tout *« indépendante »*, comme en témoignent ses prises de position successives, depuis vingt ans, tant contre les Soviétiques que contre les moudjahidins ou les talibans.

Exilée au Pakistan, RAWA parvient, en Afghanistan, à s'organiser pour permettre aux jeunes filles de s'instruire malgré tout. Au Pakistan ou en Iran, elle a créé des écoles pour accueillir les enfants réfugiés, des centres de soins et des centres de confection artisanale.

Autre moyen mis en œuvre : sensibiliser l'opinion internationale. RAWA publie depuis 1981 son magazine, *Payam-e-Zan* (« Message de femmes »), qui fait état des atrocités vues ou subies en Afghanistan. *« Il est important de montrer comment ça se passe ici. Cela fait des années que l'on crie, mais on ne nous entend pas »*, regrette une membre de RAWA. L'association propose les images sur son site Internet (www.rawa.org), aux côtés de dizaines de photos et de communiqués.

José Barroso

MAISONNEUVE/SIPA

INDUSTRIE

Moulinex en attente

Un seul candidat à la reprise de Moulinex a rendu publiques ses propositions. La société financière Fidei offre de reprendre une partie de la branche petit électroménager du groupe, soit 5 379 emplois dans le monde sur 8 835. Quant à SEB, concurrente historique de Moulinex, elle reste encore silencieuse sur ses intentions. p. 20

► www.lemonde.fr/restructurations

Toulouse, la colère du maire

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Dans un entretien au *Monde,* le maire de la ville, Philippe Douste-Blazy, exprime sa colère après la catastrophe. Il se prononce pour la disparition de « *tout le pôle chimique de Toulouse* » et demande au gouvernement la création d'une *« cellule d'urgence nationale »*.

Lire page 18

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 $ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal CON., 300 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 927 - 7,90 F - 1,20 €

L'Europe unie dans la crise

LA CRISE internationale provoquée par les attentats de New York et de Washington constitue une épreuve pour l'Union européenne dont elle s'est jusqu'à maintenant plutôt bien sortie. Sans doute n'aura-t-elle pas à affronter le test majeur que représenterait une exigence américaine de solidarité militaire concrète. Une telle demande provoquerait un clivage entre ceux des Quinze qui sont membres de l'OTAN et ceux qui ne le sont pas. Pis encore, elle placerait certains des alliés atlantiques des Etats-Unis dans une situation délicate.

Mais, après avoir invoqué l'article 5 du traité de Washington, qui prévoit une sorte d'assistance mutuelle entre les membres de l'Alliance atlantique, ceux-ci se sont volontiers référés à la deuxième partie du même article, qui laisse à chaque pays le soin de décider la nature et l'ampleur de sa solidarité avec l'allié agressé. Aussi les Britanniques peuvent-ils faire des offres de services aux Américains sans provoquer l'irritation de leurs partenaires.

N'étant pas militairement sollicitée en tant que telle, l'Union européenne a réagi de manière à la fois rapide et pertinente. Dès le vendredi 14 septembre, trois jours après les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, les quinze ministres des affaires étrangères, en déclarant leur *« solidarité avec la nation américaine »*, ont adopté une résolution qui est un véritable ordre du jour pour une lutte à long terme contre le terrorisme. Ce texte va au-delà des mesures policières et judiciaires indispensables. Il esquisse ce que pourrait être le rôle de l'Europe pour favoriser *« l'intégration de tous les pays dans un système mondial de sécurité et de prospérité »*, autrement dit pour tenter de couper les racines du terrorisme par une politique de développement et de modernisation du tiers-monde.

Après les ministres des affaires étrangères, ce fut au tour des chefs d'Etat et de gouvernement de se retrouver à Bruxelles pour un Conseil européen extraordinaire. Quel que soit le pays à l'origine de la convocation du Conseil européen extraordinaire (sans doute l'Allemagne), cette réunion, vendredi 21 septembre, était une bonne idée, meilleure qu'une réunion du G8, le groupe des pays les plus industrialisés du monde, qui serait apparue comme le rassemblement des riches par opposition aux pauvres.

L'Union européenne n'encourt pas ce reproche. Pour plusieurs raisons.

Daniel Vernet

Lire la suite page 12

A.P.

RENFLOUAGE

La remontée du « Koursk »

Envoyé par le fond le 12 août 2000 avec 118 hommes d'équipage à la suite d'une explosion accidentelle, le *Koursk*, sous-marin nucléaire russe, devrait être renfloué dans les prochains jours. Cette opération spectaculaire a été maintes fois reportée tant pour des raisons techniques qu'en raison de conditions météorologiques difficiles en mer de Barents. p. 28

France	14	Météorologie-Jeux	29
Société	16	Culture	30
Régions	18	Guide culturel	32
Entreprises	19	Carnet	33
Communication	21	Kiosque	34
Tableau de bord	22	Abonnements	34
Aujourd'hui	25	Radio-Télévision	35

TERRORISME **Les enquêtes se poursuivent en France et en Europe pour tenter d'identifier les réseaux islamistes liés, de près ou de loin, à la nébuleuse terroriste Ben Laden. ● LES MINISTRES DES FINANCES des sept pays les plus industrialisés (G7) ont tenu une téléconférence, mardi 25 septembre, et décidé la mise en place de plans nationaux pour bloquer les avoirs des terroristes et de leurs associés. ● À BERLIN, Vladimir Poutine a été ovationné par les députés du Bundestag et soutenu par les Etats-Unis dans la lutte qu'ils mènent depuis les attentats de New York et de Washington. ● LA TROÏKA européenne, conduite par le ministre belge des affaires étrangères, Louis Michel, a, lors de sa visite à Islamabad, apporté le soutien des Quinze au régime du général Moucharraf. ● LE PRÉSIDENT américain, George W. Bush a lancé, mardi, un appel aux Afghans *« fatigués du terrorisme »*.**

Toutes les polices d'Europe traquent les nébuleuses islamistes

Les arrestations intervenues dans les pays européens avant et après les attentats du 11 septembre à New York et à Washington tendent à démontrer l'existence de filières proches des réseaux d'Oussama Ben Laden. Les enquêteurs travaillent en étroite collaboration avec les Américains

DEUX PERSONNES étaient encore détenues, mercredi 26 septembre, au commissariat de haute sécurité de Paddington dans le centre de Londres. Il s'agit de Lotfi Raissi, un pilote algérien âgé de vingt-sept ans et de Abu Imard, quarante-quatre ans, étudiant à l'université de Aston à Birmingham. La femme du premier, Sonia (25 ans), d'origine française, hôtesse de l'air du comptoir d'Air France à Heathrow a finalement été relâchée. Tous trois avaient été arrêtés, vendredi 21 septembre. Une quatrième personne, le frère du premier interpellé, Mohammed Raissi, 29 ans, appréhendé à son domicile à Hounslow à l'ouest de Londres, a également été libéré dès samedi sans être inquiété. Ces arrestations avaient été effectuées à la demande du FBI à partir d'une liste des appels téléphoniques effectués par l'un des terroristes morts le 11 septembre. Elles ont été opérées dans le cadre de la loi antiterroriste appeléee *« Anti-terrorism act 2000 »*. La garde à vue des deux personnes encore interrogées a déjà été renouvelée une fois. Le délai maximum de garde à vue est de sept jours.

Lotfi Raissi intèresse tout particulièrement les services de police. Arrivé en Grande-Bretagne au début de l'année, il suivait — pour un an — des cours intensifs de pilotage à Four Forces Aviation, une école proche d'Heathrow et de son domicile. Il aurait déjà obtenu un brevet de pilote américain et était en train de poursuivre son entraînement pour passer un brevet européen. Avant d'être arrêté il avait nié toute connexion avec les mouvements islamistes. *« Je suis un pilote en Algérie, et ici je suis un étudiant depuis neuf mois. J'ai un parent en Amérique qui s'entraîne pour devenir pilote et il a été interrogé par le FBI seulement parce qu'il est musulman »*, a-t-il déclaré. Avant de venir en Angleterre, il avait séjourné quelque temps en Arizona. La police a perquisitionné vendredi et samedi derniers au domicile des deux frères Raissi. Quant au troisième homme, Abu Imard, père de quatre enfants, il est arrivé des des Etats-Unis il y a six mois.

Selon la presse britannique qui cite le FBI, onze terroristes ayant participé aux attentats du 11 septembre ont séjourné en Grande-Bretagne entre le mois de janvier et le mois de juin. Le FBI cherche donc à savoir quelles sont les personnes qui leur ont procurés de l'aide lors de leur séjour. Leur présence a été établie grâce aux relevés de leurs cartes de crédits en Floride et en Californie. Par ailleurs, il a été établi que l'un des terroristes soupçonné d'avoir participé à la préparation des attentats de Nairobi et Dar es-Salaam, Anas Al-Libi, trente-sept ans, d'origine libyenne avait également vécu à Manchester où il était réfugié politique. Il a quitté le pays en 2000 peu avant que son nom soit ajouté à la *« wanted list »* du FBI.

ET EN ITALIE...

D'autre part, les enquêteurs britanniques s'intéressent de près à Yasser Al-Siri, individu condamné à mort par contumace en Egypte pour avoir participé à l'attentat contre l'ancien premier ministre égyptien Atef Sedki, à Heliopolis en 1993. Agé de trente-huit ans, il bénéficie du statut de réfugié politique. Il dirige une obscure organisation intitulé *« Islamic Observation Centre »* à l'ouest de Londres qui aurait fourni aux deux faux journalistes à l'origine de l'attentat contre le commandant Massoud, la lettre d'introduction qui portait l'entête de son centre. Interrogé pendant douze heures par Scotland Yard, il a tout nié affirmant *« je suis un pacifiste, mes seules armes sont les mots »*.

En dehors de la Grande-Bretagne, des investigations sont également menées en Italie sur l'existence de réseaux proches d'Oussame Ben Laden. Selon une note informative des services secrets, de tels réseaux existeraient dans le Piémont et en Lombardie. Cette note ne fait que confirmer ce que des enquêtes judiciaires avaient permis d'établir avant même les attentats du 11 septembre. Au parquet de Milan, le substitut Stefano Dambruso et son équipe avaient en effet mis à jour une cellule islamiste milanaise proche de Ben Laden. Le 4 avril, cinq membres d'un *« groupe Salafite pour la prédication et le combat »*, placé sous les ordres de l'émir Hassan Hattab avaient été arrêtés. Selon les services de renseignements américains, ils préparaient un attentat contre l'ambassade américaineà Rome. Un autre projet d'attentat contre le siège du Parlement européen à Strasbourg aurait également été éventé. C'est à la suite de ces investigations qu'a été appréhendé, à Madrid, le 22 juin, le responsable présumé pour les opérations du réseau européen de Ben Laden, Mohamed Besakhria, alias Meliani.

L'enquête judiciaire a également permis de remonter, au début de l'été, à un mystérieux Egyptien qui avait été intercepté par la police canadienne en provenance de Milan. Des plans du World Trade Center avaient été trouvés en sa possession. Mais ses explications avaient suffi et le suspect avait été relâché. Selon Interpol, cet égyptien installé depuis vingt ans dans la capitale lombarde avait pris la nationalité italienne et il serait membre de le Djihad islamique égyptienne, un des groupes placés sous les ordres de Ayman Zahawari le numéro deux supposé de Ben Laden.

D'autre part, le parquet de Naples a, début septembre, conclu une enquête préliminaire sur les agissements de vingt-deux personnes (dont seize ont été mises sous les verrous) supposées appartenir à la « filiale italienne de l'organisation terroriste Al-Takfir Wal–Hijra », dont un des membres lié à l'imam de Naples avait été arrêté vers la fin de 1999 par les autorités américaines alors qu'il venait d'entrer dans ce pays dans une automobile chargée d'explosif. Ces diverses enquêtes tentent à démontrer que tous ces groupes sont en relation avec d'autres groupes opérant en France, en Belgique, en Hollande, en Allemagne et en Angleterre.

Toujours est-il que le parquet de Rome a ouvert, vendredi 14 septembre, une enquête concernant quatre suspects : deux d'entre eux avaient été arrêtés à Vintimille et deux autres à Nice (un Afghan et un Iranien). Tous étaient porteurs de faux visas et arrivaient d'Espagne. Le parquet vient également de relancer une procédure classée sans suite concernant le mystérieux vol survenu à l'Hôtel Nazionale de Rome le 6 avril, de deux uniformes d'American Airlines ainsi que de badges de laissez-passer appartenant à un pilote et à un steward de cette compagnie.

Séquence international

Une enquête hors normes

Deux semaines après les attentats-suicides du 11 septembre, l'enquête menée aux Etats-Unis par la CIA et le FBI *(lire page 11)* prend des proportions considérables, tant la masse d'informations contradictoires est difficile à vérifier et à exploiter. Le champ d'investigation est planétaire – de la Malaisie à l'Afghanistan, de l'Allemagne au Canada en passant par le Moyen-Orient – alors que la relative méconnaissance, par les enquêteurs, des milieux islamistes, le manque d'agents capables de les infiltrer et la pénurie d'interprètes fiables ralentit leur progression.

Le FBI travaille toutefois sur une hypothèse *« haute »* : celle d'un plan d'attaque beaucoup plus vaste, impliquant jusqu'à trente terroristes. Dès le début, un faisceau de présomptions a conduit les enquêteurs jusqu'à Oussama Ben Laden. Mais les différentes pistes explorées jusqu'à ce jour impliquant indirectement le milliardaire saoudien illustrent la difficulté à prouver sa culpabilité.

Une centaine de « taupes » qui dorment en Allemagne

BERLIN
de notre correspondant

En Allemagne également, les enquêteurs tentent de découvrir les sources de financement du réseau islamiste. Citant une liste fournie par la Banque fédérale, le ministère allemand de l'économie a annoncé, mardi 25 septembre, le gel de treize comptes bancaires appartenant à des personnes souçonnées d'appartenir à la mouvance Ben Laden. Les sommes ainsi bloquées représentent quelque 1,38 million d'euros.

Le quotidien *Bild* affirmait le même jour que les policiers pensaient que les derniers attentats avaient été financés par un Emirati du nom de Mustapha Ahmed. L'information n'a pas été officiellement confirmée. La découverte que trois des terroristes kamikazes ayant participé aux attentats de New York et de Washington venaient de Hambourg, a suscité beaucoup d'émotion outre-Rhin. Il y a quelques jours, le ministre de l'intérieur du Land de Rhénanie-Westphalie expliquait, en se rapportant à des confidences issues des services secrets, qu'une centaine de « taupes » dormaient en Allemagne, attendant l'ordre de passer à l'action. Le 21 septembre, le procureur général fédéral Kay Nehm avait lancé deux mandats d'arrêts internationaux contre un Yéménite, Hamzi Binalshibh, et un Allemand d'origine marocaine, Saïd Bahadji, eux aussi anciens étudiants de l'université de Hambourg (*Le Monde* daté 23-24 septembre).

DE NOUVEAUX MOYENS ALLOUÉS À LA SÉCURITÉ

Recherchés pour *« appartenance à une organisation terroriste, meurtres et autres délits graves »*, les suspects auraient joué un rôle important dans la logistique du complot. Aux dires des enquêteurs, Bahadji, qui a disparu, était plus spécialement chargé de la recherche des appartements et des papiers d'identité du réseau. Le ministère de la défense a confirmé qu'il avait un temps servi dans une unité blindée de la Bundeswehr, avant d'en être réformé pour raisons de santé.

Le conseil de sécurité fédéral a confirmé mardi qu'une somme de 1,5 milliard d'euros serait inscrite au budget 2002 pour le renforcement de la défense et de la sécurité intérieure. La moitié ira au ministère de la défense, qui verra ainsi sa dotation augmentée de 750 millions d'euros pour être prêt aux missions auxquelles l'armée pourrait être amenée à participer à la demande des Etats Unis. Pendant des mois, les militaires, appuyés par l'opposition, avaient vainement demandé de nouveaux moyens pour moderniser leurs capacités d'intervention.

Georges Marion

En Belgique, une nébuleuse de réseaux dûment fichés mais que la législation protège involontairement

Les terroristes présumés interpellés appartiennent au mouvement salafiste Al-Takfir, qui entend convertir la société actuelle aux préceptes originels de l'islam

BRUXELLES
de notre correspondant

Une vingtaine de personnes identifiées, basées à Bruxelles et à Anvers, réparties en cellules cloisonnées, capables de se séparer très vite une fois leurs actions commises : tel est, pour ce que l'on sait, le réseau islamiste en Belgique. Comme leurs collègues étrangers, les policiers belges chargés de la lutte antiterroriste évoquent *« une nébuleuse »* lorsqu'on les interroge sur les réseaux islamistes radicaux basés dans le royaume. Des réseaux parfois dûment fichés mais que la législation belge protège involontairement. *« Faute de texte précis sur la répression du terrorisme, on recourt à des lois qui permettent de condamner l'auteur d'un acte de violence, mais pas l'action d'un réseau multiforme »*, commente la sénatrice socialiste Anne-Marie Lizin, qui a déposé un nouveau projet, clairement inspiré de la loi Marsaud.

Vingt personnes identifiées pour combien de « dormants » inconnus ? Pas de réponse, évidemment. Juste quelques témoignages et quelques indications. Ainsi cette jeune fille d'origine pakistanaise interrogée récemment par une chaîne privée de télévision et qui indiquait que certains de ses amis étaient allés s'entraîner en Afghanistan, avant de revenir en Belgique investis d'une *« mission »*. Des membres des services de renseignement, la sûreté de l'Etat, évoquent des camps d'entraînement organisés dans les forêts des Ardennes. Recrutés dans les quartiers difficiles, des jeunes, âgés parfois de 15 ans, seraient sélectionnés puis acheminés vers des pays islamiques. Recrutés par qui ? Les terroristes présumés interpellés jusqu'ici en Belgique – après les aveux de Djamel Beghal, arrêté en juillet à Dubaï – appartiennent, comme trois militants incarcérés aux Pays-Bas, à Al-Takfir Wal-Hijra. Ce groupe est connu des islamologues sous les noms « Anathème et retrait », « Expiation et renoncement », « Rédemption et exil », selon les traductions.

> Pour récolter des fonds, les activistes pratiquent le vol, le racket ou le trafic de faux papiers. Certains basculent même dans la grande délinquance

La double volonté de ce mouvement salafiste est claire. Il entend se retirer de la société actuelle et la remplacer, violemment s'il le faut, par une communauté basée sur les préceptes originels de l'islam. Né en Egypte, devenu une sorte de filiale idéologique extrémiste des Frères musulmans, un mouvement de prédication à visée mondialiste qui fut sévèrement réprimé par Nasser, Al-Takfir essaimera en Arabie saoudite. Ses membres dirigeront ensuite des camps en Afghanistan et s'illustreront tragiquement au Soudan, au Liban ou en Algérie, commettant dans ce dernier pays, au nom du GIA, quelques attentats meurtriers contre la population civile. Car le mouvement n'hésite pas à lancer l'anathème contre d'autres musulmans. Afghanistan, Algérie : ce sont précisément les deux causes qui ont motivé, au cours des quinze dernières années, l'activisme des réseaux islamistes en Belgique.

Quatre grands procès ont eu lieu dans le pays, visant deux groupes liés au GIA. Parmi les condamnés, plusieurs militants qui avaient commis ou préparé des attentats dans d'autres pays (dont la France) et suivi des formations, voire combattu, au côté des moudjahidins afghans. L'un d'entre eux aurait eu un contact direct avec Oussama Ben Laden. Pour les autres connexions de ces groupes, notamment avec les structures récemment démantelées, *« avouons que personne n'en sait rien »*, dit Monique Renders, une islamologue du Centre pour l'égalité des chances, organisme officiel chargé de la lutte antiraciste. Difficile, dès lors, de tracer la carte précise de mouvements dont les pions se déplacent fréquemment ou se terrent dans un parfait anonymat, pratiquant vraiment le retrait récolter des fonds, ils pratiquent le vol, le racket ou le trafic de faux papiers. Certains basculent même dans la grande délinquance, sans qu'on puisse toujours déterminer s'ils agissent « pour la cause » ou pour leur propre compte. S'ils sont incarcérés, ces hommes s'attachent à recruter de nouveaux adeptes. Derrière les barreaux, ils essayent de convaincre des jeunes laissés pour compte en établissant une logique d'identification entre leur situation en Occident et celles de leurs frères en Islam. *« La violence que certains jeunes marginaux exercent déjà quotidiennement deviendra alors légitime, voire même rédemptrice dans la bouche de leurs prédicateurs »*, écrit Alain Grignard, dérive de leurs enfants. *« Ainsi se trouveront ciblées les deux grandes catégories d'auditeurs des associations islamistes »*, poursuit Alain Grignard. Favoriser l'incompréhension, pousser les jeunes d'origine arabe à devenir ce qu'on redoute qu'ils soient : c'est le pari d'une poignée d'hommes qui, comme l'ont démontré les récentes arrestations, étaient prêts à passer à la phase suivante de leurs plans, celle de l'action terroriste. La Belgique semble désormais avoir le souci d'endiguer leurs projets et de démontrer qu'elle n'est pas le *« maillon faible »* de l'Europe antiterroriste que dénoncent certains services étrangers.

Jean-Pierre Stroobants

Des activistes d'Al-Takfir et d'autres groupuscules ont cependant suivi une autre voie. Pour

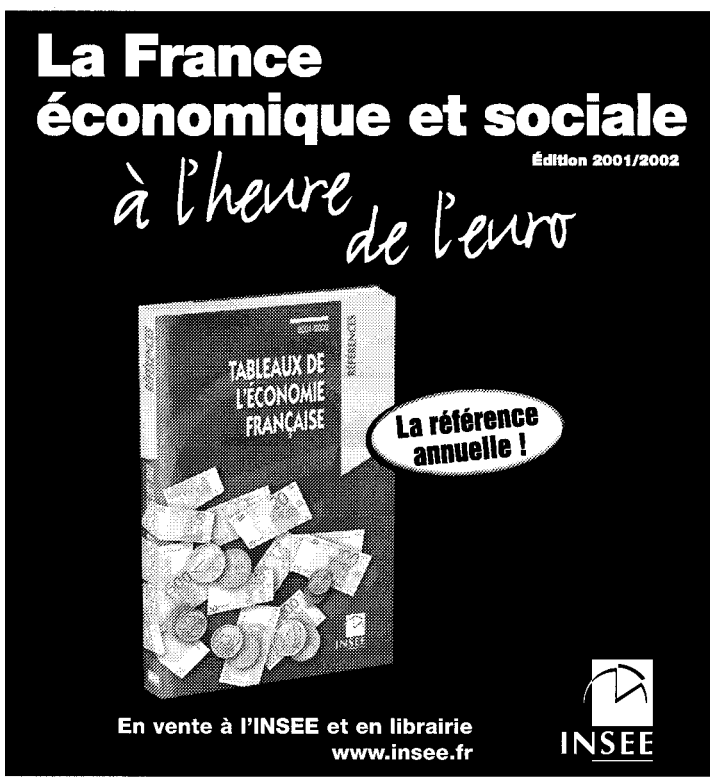
Pour

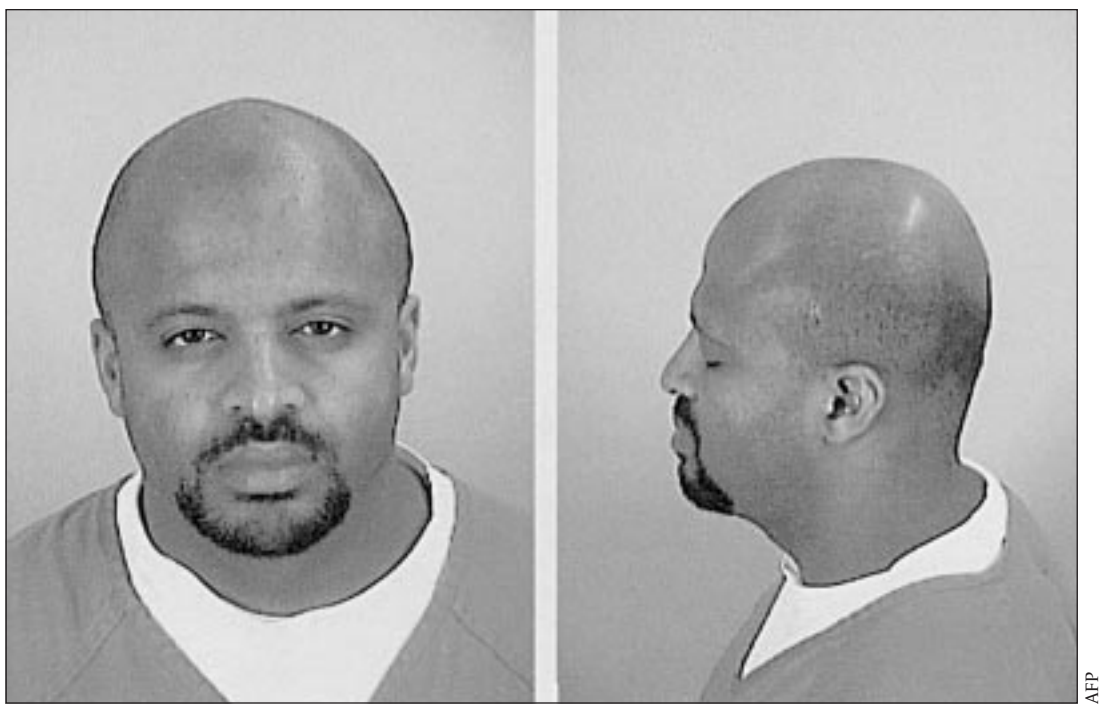
policier et spécialiste universitaire de l'Islam.

A l'extérieur, les relais de ces réseaux entreprennent simultanément de dénoncer aux parents la responsabilité de la société occidentale, matérialiste et athée, dans la

Arrestations prématurées ?

Les deux premières arrestations, intervenues à Bruxelles le 13 septembre étaient-elles prématurées ? Elles sont en tout cas au centre d'une discrète polémique entre les services français chargés de la lutte antiterroriste et leurs homologues belges. Ces derniers avaient en effet localisé depuis plusieurs mois le Tunisien Nazir Trabelsi (31 ans) et le Marocain Abdelkrim El Hadouti (24 ans). Ils ont procédé à leur interpellation dès le surlendemain des attentats commis aux Etata-Unis. Le même jour, deux autres personnes étaient arrêtées à Rotterdam, aux Pays-Bas. Pourquoi cette hâte ? Parce que les policiers belges et néerlandais craignaient que d'autres attentats. Cette précipitation a peut-être mis en alerte certaines personnes surveillées. Une cinquantaine dit-on. Ce qui a compromis la recherche d'indices. Malgré tout, les policiers belges ont, toutefois, arrêté deux autres suspects le 20 septembre. Des produits pouvant servir à la confection de bombes de forte puissance ont été découverts. – *(Corresp.)*





AFP

■ **MINNEAPOLIS.** Photographié par le bureau du shérif du conté de Sherburne, Zacarias Moussaoui est soupçonné d'appartenir au même réseau que les kamikazes des attents du 11 septembre à New York et Washington. Interpellé le 17 août et maintenu en détention pour violation des lois sur l'immigration, ce Français, né à Saint-Jean-de-Luz, aurait, selon les enquêteurs américains, tenté de s'inscrire à des cours de pilotage au Minnesota et en Oklahoma.

Sept membres présumés du réseau français proche de Ben Laden écroués

Un huitième homme, présenté comme le responsable de la logistique, a été interpellé à Londres

LES SEPT HOMMES soupçonnés d'appartenir aux milieux islamistes interpellés, vendredi 21 septembre, en région parisienne, ont été mis en examen et écroués, mardi 25 septembre, pour *« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste »* par les juges antiterroristes parisiens Jean-François Ricard et Jean-Louis Bruguière. Français, Algériens ou Franco-Algériens, âgés de vingt à trente-deux ans, les suspects arrêtés vendredi par la Direction de la surveillance du territoire (DST) ont été écroués en fin de soirée par un juge des libertés et de la détention, conformément à l'avis du parquet qui avait requis des mandats de dépôt. Ils ont été répartis dans différents établissements pénitentiaires de le région parisienne. Selon l'agence Reuters, citant leurs avocats, les trois premiers mis en examen auraient nié avoir préparé des attentats et se seraient dits *« opposés à la violence »*.

Un huitième homme qui avait réussi à prendre la fuite avant l'opération de police intervenue le 21 septembre a été arrêté, mardi 25 septembre à Londres. Kamel Daoudi, un Français de vingt-trois ans, est, comme les sept autres, soupçonné d'appartenir au réseau de Djamel Beghal, avec lequel il aurait partagé un appartement à Corbeil dans l'Essonne. Interpellé à la fin du mois de juillet à Dubaï (Emirats-Arabes-Unis), Djamel Beghal est présenté comme un membre du mouvement d'Oussama Ben Laden.

Selon les policiers, Kamel Daoudi occupait un rôle important au sein du groupe, dont il aurait été le responsable logistique. Il avait reçu une formation d'informaticien de haut niveau et exerçait cette profession. Il assurait les liaisons, notamment via internet, entre les différents membres du réseau installés dans plusieurs pays européens. Il avait été placé sous surveillance depuis plusieurs mois, notamment par la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) et la DST. Les policiers avaient pu déterminer ses points de chute dans la capitale britannique, où sont établis plusieurs groupes islamistes radicaux. Il a été interpellé dans l'un de ces lieux par les policiers britanniques qui agissaient à la demande de leurs collègues français.

PROCÈS-VERBAL

Selon une source proche de l'enquête, ce sont les déclarations faites par Djamel Beghal à la police de Dubaï qui sont à l'origine du coup de filet policier. Djamel Beghal est présenté par les enquêteurs comme le chef d'un réseau suspecté de préparer une campagne d'attentats contre les intérêts américains en France. Il avait été mis sous surveillance depuis au moins deux ans, et les policiers français guettaient son éventuel retour sur le territoire national. Ses voyages en Afghanistan avaient particulièrement attiré l'attention. Djamel Beghal avait été formé jusqu'à l'année dernière dans un camp lié au mouvement de Ben Laden, Al-Qaida (la base), au sein duquel il aurait fréquenté Zein Al Abidin Mohammed Hussein Tarek dit Abou Zoubeïda. Ce dernier figure au nombre des 27 personnes et organismes mis à l'index par les Etats-Unis, après les attentats qui ont frappé New York et Washington, le 11 septembre.

Selon des sources policières, Djamel Beghal aurait révélé lors de ses interrogatoires, à Dubaï, l'existence et les éventuels objectifs de son réseau, dont les ramifications s'étendaient au moins en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Il aurait également détaillé le rôle de chacun. Ainsi, Nizar Trabelsi, l'ancien footballeur professionnel arrêté à Bruxelles, le 13 septembre, devait être, selon les enquêteurs, le kamikaze, qui avait pour cible l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Les deux Français convertis, Johann Bonté, le beau-frère de Djamel Beghal, et Jean-Marc Grandvisir, étaient quant à eux chargés de la logistique, notamment de la location et la surveillance des garages dans lesquels le groupe avait entreposé du matériel en région parisienne.

Le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière s'est rendu à Dubaï, vendredi 21 septembre, pour entendre Djamel Beghal. Initialement, cette audition, qui avait pour but d'obtenir la confirmation sur procès-verbal des déclarations faites par Djamel Beghal à la police des Emirats, devait préluder aux arrestations des membres du réseau résidant en France. Les interpellations en Belgique et aux Pays-Bas, au lendemain des attentats aux Etats-Unis, et leur médiatisation ont précipité ces interpellations. Les perquisitions menées chez les sept suspects, qui étaient surveillés depuis plusieurs semaines, ne semblent pas avoir permis aux enquêteurs de mettre la main sur des éléments matériels susceptibles d'accréditer la thèse selon laquelle ils auraient été chargés d'effectuer des « repérages » sur des objectifs sensibles, en vue de futurs attentats. Certains d'entre eux auraient détruit, avant leur interpellation, divers documents écrits, ainsi que des fichiers informatiques et des puces de téléphones mobiles qui auraient permis de retracer leurs appels. Les policiers ont en revanche saisi, au domicile de l'un des suspects, un jeu vidéo simulant le pilotage d'un hélicoptère. Pour le moment, rien n'indique cependant que ce jeu ait constitué un « entraînement » en vue de la réalisation d'une attaque-suicide en hélicoptère.

Pascal Ceaux et Fabrice Lhomme

Des mesures préventives supplémentaires en France

Le gouvernement français a décidé de prendre des *« mesures préventives »* supplémentaires contre le terrorisme, a annoncé Matignon mardi 25 septembre, à l'issue d'une réunion organisée par le premier ministre, Lionel Jospin, et regroupant les ministres de la défense, de l'intérieur, de la justice, des transports et de la santé – Alain Richard, Daniel Vaillant, Marylise Lebranchu, Jean-Claude Gayssot et Bernard Kouchner. *« L'objet de cette réunion était, au-delà du plan Vigipirate renforcé, d'examiner les mesures préventives contre le terrorisme et d'arrêter des dispositions pour protéger les éléments essentiels à la vie de notre pays »*, a fait savoir Matignon, précisant toutefois qu'il n'y avait *« pas de menaces particulières visant la France »*. Les dispositions supplémentaires décidées mardi soir – qui n'ont pas été détaillées – comprennent *« des mesures d'effet immédiat »* et d'autres à court et moyen terme, a indiqué l'entourage du premier ministre.

Les quatre interpellés de mardi remis en liberté

Les quatre personnes suspectées d'appartenir à la mouvance islamiste qui avaient été interpellées à Paris, à Suresnes (Hauts-de-Seine) et à Gonesse (Val-d'Oise) par les policiers de la brigade criminelle, mardi 25 septembre (*Le Monde* du 26 septembre), ont toutes été remises en liberté, mercredi dans la soirée. Les perquisitions conduites à leurs domiciles se sont révélées infructueuses. Les enquêteurs ont découvert une abondante littérature religieuse fondamentaliste, mais ni armes ni objets suspects. Les quatre personnes, membres d'une association proche de l'islam fondamentaliste, ont été mises hors de cause. Ces interpellations étaient fondées sur un renseignement parvenu aux policiers via le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine). Il dénonçait l'existence d'un dépôt d'armes de guerre dont ces personnes auraient eu la charge.

La lente dérive intégriste de Zacarias Moussaoui

Ce Français a été interpellé à Boston en août

TOULOUSE
de notre correspondant

Dans son pavillon d'un lotissement à la sortie de Narbonne (Aude), Aïcha Moussaoui ne sait plus trop quoi penser. Elle ne s'explique toujours pas comment son fils Zacarias est devenu un fondamentaliste musulman, voire un apprenti terroriste. Ce Français âgé de trente-trois ans, interpellé il y a un mois à Boston (Massachusetts) pour avoir enfreint les lois sur l'immigration, est soupçonné d'appartenir au même réseau que les kamikazes du 11 septembre.

Aïcha Moussaoui n'a pourtant pas vraiment sursauté quand le nom de son fils a été cité à la télévision, au lendemain des attentats aux Etats-Unis. Lorsque sa fille lui a téléphoné le 12 septembre pour lui signaler que la télévision venait de diffuser la photo de « Zac », Aïcha s'attendait déjà au pire. Voilà plus de dix ans que cette Marocaine naturalisée française avait vu son fils glisser vers l'intégrisme. A plusieurs reprises, des agents de la DST lui avaient rendu visite à propos des voyages de Zacarias dans des camps d'entraînement au Pakistan et en Afghanistan. Elle leur avait confié des photos, en les suppliant de ne jamais les diffuser aux médias. Elle avait bien compris que c'était sérieux. Mais elle demeurait incrédule.

Parfaitement intégrée, la jeune grand-mère en retraite se définit comme une *« musulmane non pratiquante ». « Pour mes fils, je suis une mécréante »*, soupire-t-elle. Mariée à quatorze ans, divorcée à vingt-quatre, elle a élevé seule ses quatre enfants. Né en juin 1968 à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), Zacarias était le dernier de ses quatre enfants. Le plus doué, aussi. Sur le mur du pavillon, une photo le montre avec la coiffe traditionnelle des universitaires britanniques : le jeune homme venait de décrocher un doctorat de commerce international à Londres au début des années 1990.

A Narbonne, où la famille s'est installée en 1979, après un séjour à Mulhouse, le jeune Zacarias suit une scolarité presque sans histoire. Mais à la fin de la troisième, les enseignants du collège Jules-Ferry lui refusent l'accès au lycée et l'orientent vers un BEP. Sa mère jure avoir entendu, derrière une porte : *« C'est déjà pas mal pour un Arabe. »* Zacarias aussi a entendu la sentence. *« C'est là qu'il a eu la vraie haine »*, assure Aïcha.

L'adolescent envisage alors de faire carrière dans le bâtiment, avec son frère Abd Samad, de seize mois son aîné : l'un sera plombier, l'autre électricien. *« C'est pour eux que j'ai construit une aussi grande maison. Ils devaient y faire leurs ateliers »*, raconte la mère. Les deux inséparables décident de s'accrocher à leurs études, comme l'avait fait leur mère, qui a fait carrière à France Télécom à force de cours du soir. *« Ils ont bac + 3 et bac + 5 »*, s'exclame Aïcha, dans un élan de fierté.

A la Cité technique de Narbonne, où ils décrocheront leurs bacs professionnels, les frères Moussaoui commencent à avoir ce que leur mère considère comme de mauvaises fréquentations. *« J'avais fait en sorte qu'ils ne fréquentent pas les Arabes. C'est pour ça que j'ai toujours évité d'habiter dans des cités »*, raconte Aïcha. Zacarias et Abd Samad sont pourtant encore loin de l'islam. Ils fument du haschich, font la fête en boîte de nuit, portent des vêtements de marque et regardent des films pornos avec des copains sur le magnétoscope familial. Ils échappent au contrôle maternel. Aïcha doit même avoir recours aux gendarmes pour les mettre à la porte.

« ÉLEVÉS COMME DES FILLES »

Zacarias et son frère partent pour Montpellier et rompent les ponts après cet ultime reproche : *« Tu nous as élevés comme des filles. »* Pour Aïcha, le *« lavage de cerveau »* responsable de leur dérive vient de commencer. La rencontre d'une nièce, ancienne élève des Frères musulmans à Rabat, qui finira par épouser Abd Samad, aurait été essentielle. Le couple s'installe à Montpellier, où il vit toujours. Zacarias, lui, s'inscrit à l'université de Perpignan. Mais il n'ira jamais en cours et s'expatrie à Londres. Il s'y considère plus libre de vivre sa foi qu'en France. Au contact des associations financées par l'Arabie saoudite, il est devenu wahhabite – un courant rigoriste né au XVIII[e] siècle – et se fâche avec son frère. *« Chacun dit de l'autre qu'il n'est pas un bon musulman »*, se désole leur mère.

En 1997, Zacarias revient pour quinze jours à Narbonne. *« Pour me demander pardon »*, raconte Aïcha. Il porte la barbe, prie tous les jours, vient parfois manger chez sa mère et dort chez sa sœur. Il ne sort que pour se rendre à la nouvelle mosquée de Narbonne. Les jeunes musulmans de la ville qui ont fondé ce lieu de prière, en opposition aux « vieux » de la cité Saint-Jean - Saint-Pierre et de son imam algérien, assurent qu'ils n'ont aucun souvenir de ce court passage. Sa mère explique au contraire que Zacarias s'était violemment heurté avec eux, leur reprochant leur laisser-aller. Depuis cette visite, Aïcha assure qu'elle n'avait plus de nouvelles de lui. Jusqu'au coup de fil de sa fille, au lendemain de l'attentat contre le World Trade Center.

Stéphane Thepot

Jean-Marc et Johann, convertis à l'apparence tranquille et présumés islamistes

DES TERRORISTES, Jean-Marc et Johann ? A Montconseil, personne n'y croit vraiment. Dans cette cité de Corbeil-Essonnes (Essonne), ceux qui, parmi les 8 000 habitants, connaissent les deux jeunes d'origine antillaise convertis à l'islam dressent le portrait de jeunes gens assagis, connus dans le quartier et appréciés dans leur travail. Jean-Marc Grandvisir et Johann Bonté figurent parmi les sept personnes interpellées et mises en examen pour leur appartenance supposée au réseau islamiste dirigé par Djamel Beghal et chargé, selon les juges antiterroristes, d'effectuer des repérages en vue d'éventuels attentats contre des intérêts américains en France. Arrêté à Dubaï (Emirats arabes unis), le Franco-Algérien, considéré comme l'un des responsables des réseaux européens proches d'Oussama Ben Laden, avait séjourné, il y a deux ans, à l'Ermitage, le quartier voisin de Montconseil.

Vendredi 21 septembre, les policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST) ont effectué une perquisition dans l'appartement occupé un temps par Djamel Beghal. A quelques centaines de mètres de là, Jean-Marc Grandvisir et Johann Bonté, beau-frère de l'activiste franco-algérien, étaient arrêtés à leur domicile, tour n° 17, le long de la rue principale de la cité Montconseil. C'est là, au pied de cet immeuble en cours de ravalement, que se trouve la petite salle de prières fréquentée par les deux jeunes, devenus musulmans il y a un an et demi. *« Ils apprenaient la religion et venaient régulièrement aux prières,* souligne Mohamed, vingt-trois ans, responsable de la mosquée et jeune du quartier, qui a suivi Jean-Marc Grandvisir et Johann Bonté au moment de leur conversion. *Ils étaient motivés mais ils n'avaient aucun discours extrémiste. »* Ouverte il y a deux ans dans un local cédé par l'office HLM, la mosquée accueille, pour la prière du vendredi, une cinquantaine de fidèles parmi la population maghrébine du quartier. Elle est gérée par l'association culturelle des musulmans de Corbeil-Essonnes, interlocuteur reconnu des élus locaux et des pouvoirs publics.

« UNE TERREUR » AVANT SA CONVERSION

« Ici, tout se sait mais peut-être que les jeunes voyaient des gens sans qu'on soit au courant, explique Mohamed. *En tout cas, à la mosquée, personne n'a le droit de prendre la parole sans mon autorisation, de venir dire n'importe quoi ou de mal interpréter les choses. »* Le jeune homme, qui revient d'un voyage *« purement touristique »* d'une dizaine de jours aux Emirats arabes unis, affirme n'avoir jamais côtoyé Djamel Beghal. *« Je ne sais même pas qui c'est, je ne l'ai jamais vu »,* insiste Mohamed. Ce dernier dit ignorer que la grande sœur de Johann Bonté est la femme de Djamel Beghal. Mais, selon lui, c'est au cours d'un séjour de deux mois chez elle, en Angleterre, que le jeune homme se serait converti à l'islam.

Décrit par une ancienne camarade de collège comme *« une terreur »* avant sa conversion, le jeune homme semblait avoir trouvé sa voie. *« Il s'était calmé. Avant l'islam, il avait fait des petites bêtises »,* convient un ami, en évoquant des ennuis avec la police. A vingt et un ans, Johann Bonté cumulait les emplois en intérim. A ses heures perdues, il fréquentait le club multimédia de la salle de quartier. Jean-Marc Grandvisir, lui, avait été embauché comme médiateur par la mairie, en octobre 1999. Ce grand gaillard de presque 2 mètres, adepte de basket et de musculation, savait se faire respecter et apprécier des jeunes. Il était d'ailleurs l'un des rares emplois-jeunes à disposer d'un diplôme d'Etat, un CAP d'agent de médiation et de prévention. Considéré par les services municipaux comme l'un des meilleurs éléments de l'équipe de médiateurs, Oussama – de son nom de musulman – n'avait jamais suscité la moindre remarque sur un quelconque prosélytisme auprès des jeunes.

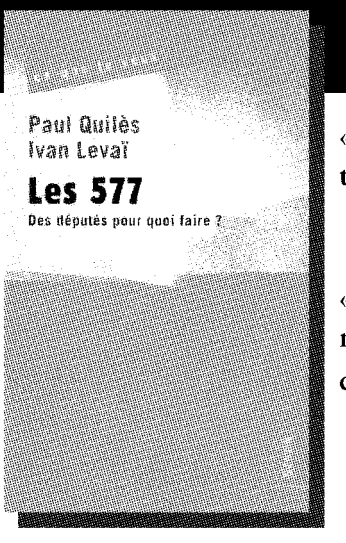
« Jean-Marc et Johann ne faisaient jamais parler d'eux, ils se tenaient en dehors des histoires », résume Karim, animateur municipal et musulman pratiquant. *« Leurs arrestations, ça va encore renforcer la psychose et la surveillance,* déplore le jeune homme. *Certaines personnes vont se dire que la salle de prières, c'est l'endroit où on prépare les attentats et qu'il faut la fermer. »*

Frédéric Chambon

Paul Quilès
Ivan Levaï

Les 577

Des députés pour quoi faire ?



« Une réflexion vive, tonique et intelligente. »
Dominique Chagnollaud, *L'Express*

« Des propositions nécessaires qui méritent d'être débattues »
Thomas Ferenczi, *Le Monde*

Stock

Le G7 en ordre de bataille pour lutter contre le financement du terrorisme

Le Pakistan annonce le gel des comptes du trust Al Rashid

BRANLE-BAS de combat général. La « fatwa » financière lancée, lundi 24 septembre par le président Bush contre onze organisations terroristes et certains membres de l'entourage d'Oussama Ben Laden a agi comme un électrochoc sur les pays du G7. Jusqu'aux attentats du 11 septembre, les grandes puissances, y compris les Etats-Unis, s'étaient peu mobilisées dans la lutte contre le financement du terrorisme, renvoyant toujours au lendemain la ratification de la Convention de l'ONU de décembre 2000 faisant obligation aux Etats de geler les avoirs provenant de ses activités. A son arrivée à Washington, l'administration républicaine avait même montré peu d'enthousiasme à coopérer avec le Groupe d'action financière (GAFI) chargé de traquer l'argent sale dans le monde.

L'engagement est désormais général. Mardi, à l'initiative du secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, les sept ministres des finances ont organisé une téléconférence pour « *discuter* (...) *de notre objectif commun de renforcer la lutte internationale contre le terrorisme* ». Ils se sont donné rendez-vous le 6 octobre à Washington pour examiner « *toutes les dispositions de notre coopération mutuelle pour lancer une campagne victorieuse* » contre le financement du terrorisme, ont-ils fait savoir dans un communiqué. « *Nous avons tous pris part à des plans d'action nationaux pour bloquer les avoirs des terroristes et de leurs associés.* » « *Nous unirons ces plans d'actions et mènerons une stratégie d'ensemble pour contrecarrer le financement du terrorisme dans le monde* », affirment les ministres, qui demandent « *à toutes les nations du monde de coopérer dans cet effort* ».

La liste publiée par le président Bush donne une dimension supplémentaire à l'action déjà menée par l'ensemble des Etats. La résolution 1 333 des Nations unies de décembre 2000 ne concernait que le régime taliban et les intérêts qu'il pouvait détenir à l'étranger, ainsi que l'état-major d'Oussama Ben Laden. Transposée en droit communautaire en mars 2001, cette résolution avait permis aux Quinze de commencer à agir. Ce qu'ils ont fait en gelant les comptes les plus faciles à débusquer comme ceux des représentations de la banque centrale afghane (Da Afghanistan Bank), ou des bureaux de la compagnie aérienne nationale (Ariana Afghan Airlines) qui figurent sur la liste publiée par l'Onu., Jusqu'alors discrets sur ces démarches, les gouvernements se sont empressés à partir des attentats, d'afficher la détermination qu'ils avait mise à appliquer cette résolution. Laurent Fabius a ainsi annoncé avoir gelé quelque 4 millions de dollars « *un peu avant les attentats* ». Ces sommes correspondraient à des avoirs détenus par la Da Afghanistan Bank dans trois banques françaises dont les noms n'ont pas été divulgués. Le chancelier britannique, Gordon Brown, a indiqué que la Grande-Bretagne avait de son côté gelé 68 millions de dollars dont l'un ouvert par un client soupçonné d'appartenir à un réseau islamiste à l'agence Barclay's de Notting Hill.

ÉLARGIR LE DISPOSITIF

Les cibles vont désormais au-delà du gouvernement taliban et le règlement onusien. Pour élargir leur dispositif de traque financière aux organisations terroristes comme Abu Sayyaf, l'Armed islamic group (GIA) ou l'Islamic Movement of Uzbekistan, figurant parmi les 27 ennemis désignés par le président Bush, et faute d'un règlement communautaire, chaque pays européen a donc dû dans l'urgence mettre ses propres lois en conformité avec la demande américaine. Dès hier après-midi, le ministère des finances a préparé un décret décidant « *le gel immédiat de l'ensemble des avoirs des personnes privées, dont Ousama Ben Laden ou des organisations et différentes entités* ». Soumis à la signature du premier ministre tard dans la soirée de mardi, le texte qui « *soumet à autorité préalable du ministre de l'économie les opérations de change, les mouvements de capitaux et les règlements de toute nature entre la france et l'étranger* » et « *la constitution ou la liquidation en France* » a été publié mercredi 26 septembre au Journal Officiel.

L'Italie devrait lui emboîter le pas par la publication vendredi d'un décret de même nature. Gordon Brown a réclamé pour sa part « *des pouvoirs accrus pour geler les comptes en cas de soupçon d'activités terroristes* et s'est prononcé pour alourdir les obligations des banques afin qu'elles déclarent les activités irrégulières.

La coalition américaine contre le financement du terrorisme va bien au-delà du strict cadre du G7. Mardi, le roi Fahd d'Arabie séoudite s'est déclaré déterminé à coopérer avec Washington. « *Le royaume est disposé à coopérer pleinement avec la communauté internationale pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes* » a-t-il affirmé. La Malaisie, la Chine, les Philippines ont affiché leur soutien à cette lutte. Le Pakistan a annnoncé mercredi matin le gel des comptes bancaires d'Al Rashid Trust, organisation caritative désignée par Washington comme ayant des liens avec le terroriste présumé Oussama ben Laden.

La vaste toile tendue par la communauté internationale pour asphyxier les réseaux terroristes est en train d'être déployée. Le 6 octobre à Washington, le G7 devrait entériner la décision formelle d'élargir la mission du Groupe d'action financière (Gafi) du blanchiment d'argent sale aux circuits de financement terroristes.

Babette Stern

Réunion du collège des autorités financières à Bercy

Le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, doit réunir, vendredi 28 septembre, le collège des autorités financières dans le cadre de la lutte contre les fonds du terrorisme. Ce comité de coordination rassemble les présidents de la Commission des opérations de Bourse, de la commission de contrôle des assurances et du conseil des marchés financiers ainsi que le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, en sa qualité de tutelle de la commission bancaire. Ce collège comprend également le secrétaire général du service antiblanchiment du ministère des finances, Tracfin, et son président, le directeur général des douanes et le directeur général des impôts. Ces entretiens doivent permettre de centraliser les informations sur les avoirs, déposés en France, susceptibles d'appartenir à la mouvance terroriste islamiste. Le représentant de la Banque de France doit également dresser la liste des institutions financières qui ont hébergé les fonds suspects.

Les paradis fiscaux offshore pénalisés par la « fatwa » financière du président Bush

LONDRES
de notre correspondant

La décision du président Bush de geler les avoirs financiers d'Oussama Ben Laden et d'autres organisations terroristes à travers le monde et les menaces proférées contre les banques étrangères qui refuseraient de livrer des renseignements à l'administration américaine pourraient profondément changer le paysage de la banque privée. Cette nouvelle donne pénalise au premier chef les paradis fiscaux extraterritoriaux gérant l'argent domicilié dans un autre pays que celui de son propriétaire.

Les super-riches frileusement accrochés à leur bas de laine placé dans le coffre-fort d'un éden fiscal et financier seraient-ils une espèce en voie de disparition ? « *Si elles refusent de nous prêter main-forte en divulguant les informations qu'elles possèdent,* dit-on à Washington, *le département du Trésor dispose désormais de l'autorité nécessaire pour geler les avoirs de ces banques et leurs transactions aux Etats-Unis* » : les paradis fiscaux offshore sont dans leurs petits souliers après les mesures annoncées, le 24 septembre, par la Maison Blanche pour démanteler les réseaux alimentant l'internationale terroriste. Abandon du secret bancaire, échange d'informations avec la justice américaine, meilleur contrôle des activités de la clientèle... : désormais, les paradis fiscaux exotiques ne devraient plus autant faire recette, à en croire les experts en gestion de patrimoine.

De l'avis général, la déclaration de guerre des Etats-Unis aux placements financiers trop bienveillantes envers leur riche clientèle étrangère devrait profiter aux rivales dites *on shore*, qui gèrent les flux domiciliés sur place. A l'instar de New York, Londres, Genève, Zurich ou Paris. Les banques internationales, dont les filiales fixées dans ces lieux cocotiers ferment les yeux sur l'origine des fonds, tremblent à l'idée d'être mises au ban de la communauté financière américaine et de perdre le créneau très rentable de la gestion de fortunes. Le comportement plus dynamique des nouveaux riches des années 1990, intéressés davantage par des rendements à deux chiffres que par la confidentialité bancaire, accentue cette menace de délocalisation vers des cieux plus cléments.

TRANSFERT DES AVOIRS

En cas de riposte militaire américaine contre l'Afghanistan, certains paradis fiscaux du Proche-Orient (Beyrouth, Bahreïn) ou liés à cette région (Chypre, Malte) vont inévitablement faire les frais du transfert des avoirs vers des pays moins exposés comme la Suisse ou la France. Les micro-Etats, qui possèdent des institutions de surveillance mais dont les contrôles antiblanchiment sont jugés insuffisants par les pays de l'OCDE – comme le Liechtenstein, Monaco ou Gibraltar – devraient également être pénalisés par cette offensive contre le réseau de financement occulte du terrorisme international. Offshore rime-t-il obligatoirement avec fonds illicites ? « *Une agence d'un grand groupe bancaire international a aujourd'hui autant de soucis à se faire qu'une petite banque privée des îles Caïman. Les circuits de blanchiment sont devenus tellement complexes que personne n'est à l'abri de se retrouver en toute bonne foi avec de l'argent sale dans ses livres* », insiste un porte-parole de l'Offshore Group of Banking Supervisors, association représentant une vingtaine de juridictions financières offshore.

A l'écouter, dans la City ou à Wall Street, il serait virtuellement impossible de séparer le bon grain de l'ivraie dans la masse de transactions. Le seul compte suspect fermé à Londres depuis les attentats new-yorkais avait été ouvert à l'agence de Notting Hill de la célébrissime banque Barclays. A l'évidence, Londres joue sur les deux tableaux : la gestion de grosses fortunes *on shore,* les dégrèvements fiscaux extraterritoriaux pour les riches non résidents. A l'exception de quelques points du Pacifique, des Antilles ou d'Europe du Sud, la plupart des paradis fiscaux n'ont pas attendu le drame du 11 septembre pour resserrer les boulons de réglementation. Enfin, alors que les nuages s'amoncellent sur certaines juridictions extraterritoriales, un certain nombre de places financières secondaires, au secret bancaire hermétique, en Europe (Autriche), en Extrême-Orient (Singapour) ou en Afrique (île Maurice) ont déjà pris le relais pour recycler les nouvelles grandes fortunes. Le combat du président George Bush est loin d'être gagné.

Marc Roche

Les pays de l'OPEP maintiennent l'objectif de 25 dollars le baril

Mardi à Londres, le pétrole cotait seulement 21 dollars

L'OPEP n'utilisera pas l'arme du pétrole : alors que la réunion des pays producteurs de pétrole devait se tenir, mercredi 26 septembre, dans l'après-midi à Vienne (Autriche), tous les acteurs multiplient les propos rassurants pour calmer les craintes des pays occidentaux et des marchés. Passant délibérement sous silence toute référence aux attentats américains et la mise en cause de réseaux islamiques, tous les intervenants s'en tiennent à un discours strictement économique. Après le ministre du Qatar, le ministre saoudien du pétrole, Ali al-Nouaïmi, profitant de son jogging matinal, mercredi matin, a calmement rappelé que l'objectif de prix de l'OPEP restait à 25 dollars le baril. « *Nous avons un objectif de stabilisation des prix* », a-t-il insisté tout en soulignant que « *c'était le marché qui définissait les prix* ». « *Il y a actuellement tellement d'influences sur le marché. Ira-t-il vers le haut ou vers le bas ? Cela dépend de nos amis les acteurs sur le marché, s'ils croient en notre direction ou pas* » a-t-il ajouté.

Auparavant, le président de l'OPEP en titre, le ministre algérien de l'énergie, Chakib Khelil, avait indiqué que le niveau de 25 dollars le baril était un bon objectif et que l'OPEP s'était engagée à garantir l'approvisionnement du marché. « *Mais c'est un droit souverain de chaque pays de décider de ce qu'il veut faire* [de son pétrole]. *Le président de l'OPEP ne peut pas imposer aux pays de l'organisation la politique à suivre* », souligne-t-il dans un entretien publié par *Libération* du 26 septembre.

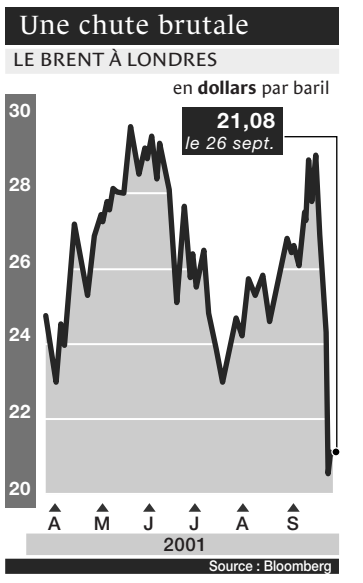
Ces propos rassurants cachent, cependant, une vraie ligne de fracture entre les pays producteurs et le marché. Anticipant une récession mondiale, tous les intervenants prédisent une chute rapide de la consommation pétrolière. Le dernier indice de confiance des consommateurs américain, publié mardi 25 septembre, vient confirmer leur appréhension. Les chiffres sont en chute libre. Cet effondrement risque de se répercuter rapidement sur le marché pétrolier, d'autant que les pays et les secteurs les plus consommateurs sont les plus touchés : les Etats -Unis et le Japon représentent à eux seuls 21 % de la demande mondiale de brut. Le secteur aérien, frappé de plein fouet par la récession et les attentats, consomme 7 % de la production mondiale sous la forme de kérosène.

Dans ce contexte, tous les investisseurs parient sur une baisse des cours. Dès lundi, le prix du pétrole descendait en-dessous des 22 dollars le baril. Après s'être légèrement repris dans la journée de mardi, le prix du brent repartait à la baisse autour de 21 ,08 dollars lors des premiers échanges à Londres mercredi. Un niveau qui ne peut satisfaire les pays producteurs.

Pris en étau entre la situation diplomatique et économique internationale et leurs intérêts financiers et politiques personnels, les membres de l'OPEP refont leur unité autour de l'objectif de 25 dollars le baril mais sans rien faire de plus.

> « L'OPEP ne modifiera pas ses niveaux de production », affirme un responsable de l'organisation réunie mercredi à Vienne

« *L'OPEP décidera de ne pas modifier ses niveaux de production* », assurait, mercredi matin, un haut responsable de l'organisation. Tous les mécanismes d'ajustement de la production prévues depuis dix-huit mois par l'OPEP pour maintenir les prix dans une fourchette de 22 à 28 dollars le baril devraient donc être suspendus.



Si une telle décision est entérinée lors de la réunion de l'OPEP, elle reviendrait à admettre une chute prévisible des cours. « *L'OPEP ne peut rien faire d'autre pour le moment* », constate un expert. Mais combien de temps pourra-t-elle tenir, si le prix du pétrole, comme cela est prévisible, reste durablement en-dessous des 25 dollars le baril ?

Se préparant à toute éventualité, la chambre des représentants américaine pourrait autoriser prochainement le gouvernement fédéral à acheter du pétrole pour reconstituer les réserves stratégiques du pays, afin de les porter de 543 millions à 700 millions de barils. « *Compte tenu de la forte baisse des prix pétroliers ces derniers jours, il pourrait être opportun d'augmenter ces réserves. Je ne pense pas que les cours descendent jusqu'à 15 dollars le baril mais ils peuvent baisser entre 18 et 20 dollars. Nous pensons donc que ce serait une bonne occasion de nous donner un peu plus de marge* », a indiqué le député républicain texan Joe Barton.

Martine Orange

La confiance des consommateurs américains à la baisse

Le gouvernement prépare un plan de relance pour soutenir l'activité

NEW YORK
de notre correspondant

Après avoir tenu l'économie à bout de bras depuis plus d'un an et permis, en continuant à consommer généreusement, d'éviter la récession, les ménages américains ont pris un sévère coup au lendemain des attentats du 11 septembre. Sans surprise, la confiance du consommateur a enregistré en septembre sa plus forte baisse en un mois depuis octobre 1990, lors de la guerre du Golfe. L'indice de confiance de l'organisation patronale américaine Conference Board est descendu à 97,6 en septembre, contre 114,0 en août. Les analystes espéraient un indice un peu meilleur, de l'ordre de 105. L'enquête du Conference Board, construite à partir d'un sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif de 5 000 foyers américains, a été réalisée avant et après le 11 septembre. Elle constitue le premier véritable indicateur du moral des consommateurs au lendemain des attaques terroristes contre New York et Washington. Non seulement les Américains sont choqués, mais ils sont devenus pessimistes sur l'évolution de l'économie. L'indice de confiance dans la conjoncture à l'horizon de six mois a plongé à 79,2 points en septembre, contre 93,7 points en août.

Cette baisse sensible de la confiance s'explique à la fois par « *la détérioration des conditions du marché du travail* », avec une augmentation du chômage et des licenciements, et par « *les effets économiques et psychologiques des attentats du 11 septembre* », souligne le Conference Board. Le pourcentage des personnes interrogées affirmant que les emplois sont « *difficiles à trouver* » est passé de 16 % en août à 18,5 % en septembre. « *L'économie affrontera des temps difficiles car les conséquences du 11 septembre continueront à se faire sentir dans les semaines et les mois à venir et le nombre de licenciements continuera à augmenter* », a affirmé la directrice du Conference Board, Lynn Franco. « *Les consommateurs ont réussi à éviter une récession aux Etas-Unis, mais cela ne devrait bientôt plus être le cas* », a-t-elle ajouté.

LE SEUL MOTEUR DE LA CROISSANCE

L'indice de confiance du Conference Board, qui existe depuis 1985, est un indicateur suivi par les économistes et les marchés financiers car il donne une indication de l'évolution à venir des dépenses de consommation. La consommation représente plus des deux tiers (68 %) de l'activité économique des Etats-Unis. Elle restait le seul moteur de la croissance depuis le milieu de l'année 2000, après la forte baisse des investissements et des exportations. Tous les experts prévoient désormais un recul du produit intérieur brut compris entre 0,5 % et 1 % aux troisième et quatrième trimestres de cette année, avant une reprise de l'activité dans le courant de 2002. La récession sera courte, à condition que les consommateurs et les investisseurs reprennent assez vite espoir, ce qui dépendra notamment de l'évolution du conflit militaire imminent entre les Etats-Unis et les organisations terroristes et les pays considérés comme responsables des attentats.

Pour soutenir l'activité, le gouvernement et les parlementaires américains préparent un plan de relance. Mardi 25 septembre, la commission des finances du Sénat a entendu sur ce sujet Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Robert Rubin, ancien secrétaire au Trésor. Les démocrates sont favorables à un programme rapide et massif et à des aides directes à plusieurs secteurs d'activités. Les républicains et M. Greenspan sont plus prudents. Ils craignent que, cumulés avec les huit réductions consécutives de taux d'intérêt depuis le début de l'année, les 40 milliards de dollars de baisses d'impôts déjà réalisées, les 40 milliards d'aides d'urgence après le 11 septembre et les 15 milliards apportés aux compagnies aériennes au bord de la faillite, de nouvelles mesures soient peu efficaces dans l'immédiat, et même dangereuses. Elles pourraient affaiblir le dollar et faire remonter les taux à long terme. Un compromis pourrait être trouvé en maintenant les 100 milliards de dollars de relance voulue par la majorité démocrate du Sénat, mais en attendant la fin de l'année pour les mettre en œuvre.

Eric Leser

La reprise américaine repoussée

Les ministres des finances du G7 estiment, dans un communiqué, que *« pour l'économie américaine, nous avons signalé que les attentats du 11 septembre retarderaient la reprise qui était en cours.* Mais, indiquent-ils, *« nos politiques économiques et les données fondamentales restent fortes. Nous nous attendons à un retour à court terme d'une croissance durable et à la stabilité sur les marchés financiers ».*

Les Sept se réuniront le 6 octobre à Washington pour examiner la situation économique. La réunion des ministres des finances, prévue le 28 septembre, a été repoussée en raison de l'annulation des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à la suite des attentats. Le FMI devait annoncer mercredi ses nouvelles prévisions de croissance mondiale. Les institutions de Bretton Woods pourraient se réunir fin octobre ou début novembre.

George Bush impose le mutisme à ses services de renseignement

Après les préparatifs militaires, Washington se lance dans une guerre de l'information, y compris à l'égard des membres de la coalition antiterroriste, comme en 1991. Le secrétaire à la défense a autorisé le Pentagone à « mentir » au besoin

WASHINGTON a demandé à la « communauté » du renseignement de réunir les preuves de l'implication des réseaux d'Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et leurs liens avec d'autres mouvements terroristes. Mais il n'est pas prévu, pour le moment, de mettre le renseignement sur la place publique, du moins en sa totalité. Le président George W. Bush vient de le dire, après le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, qui a déjà filtré l'information et a autorisé le Pentagone à *« mentir »*, au besoin, comme l'a révélé un officier chargé des plans d'opérations. *« Mon administration ne parlera pas de ce qu'elle rassemble en matière de renseignement,* a expliqué M. Bush, *ni si elle en rassemble et ce que dit le renseignement. Il y va de la sécurité des Américains. »*

Ce principe de la non-transparence du renseignement en période de crise n'est pas nouveau. Pour une série de raisons. D'abord, Washington estime s'être aussi lancée, en même temps que la préparation de ses ripostes militaires, dans une guerre de l'information. Autrement dit, il n'est pas utile, dans ces conditions, de révéler tout ce qu'on sait et, par voie de conséquence, de renseigner son adversaire. Ce qui laisse libre cours à toutes les manipulations, y compris vis-à-vis des membres de la « coalition » antiterroriste – comme cela fut le cas en 1990-1991 sur la situation en Irak –, auxquels on demande de croire les Etats-Unis sur parole. Ensuite, Washington peut avancer la crainte que la révélation de certaines des informations collectées induise leur origine, pour des experts qui sauraient les décoder. Or c'est une tradition des services de renseignement de garder inaccessibles, autant que faire se peut, à ceux qui ne sont pas habilités pour en avoir connaissance, la nature de leurs sources. C'est indirectement une garantie de sécurité apportée à la sauvegarde et à la production de ces sources.

La « communauté » du renseignement aux Etats-Unis comprend quelque 100 000 agents pour environ 30 milliards de dollars (environ 33 milliards d'euros) par an. Elle réunit une bonne douzaine d'offices, sous la bannière de la Central Intelligence Aency (CIA), qui en est en théorie le « cerveau ».

A ce dispositif, il convient d'ajouter quelque 50 000 autres personnes qui relèvent des services de renseignement propres à chacune des armées américaines et dont le budget global est estimé à 11 milliards de dollars par an.

C'est cet ensemble d'agences qui, dès après le 11 septembre, a été dans la ligne de mire des critiques et qui a été accusé d'avoir manqué d'efficacité dans la prévention des attentats à New York et à Washington.

Aujourd'hui, certaines langues se délient dans les milieux du renseignement et incriminent la présidence de Jimmy Carter, il y a vingt-cinq ans, durant laquelle l'accent a été mis sur la recherche par des voies techniques, au détriment des sources « humaines ». Cette orientation a été suivie sous d'autres présidences, et, pas plus tard encore que début 2001, nul n'ignore que M. Rumsfeld et le directeur de la CIA, George Tenet, ont donné la priorité à la collecte du renseignement via l'imagerie satellitaire et les interceptions électroniques, au motif que les transmissions « cellulaires » étaient en pleine explosion. *« On s'est relâché sur le renseignement humain,* admet un officier général américain dont les propos sont rapportés dans le dernier numéro de la revue *Aviation Week and Space Technology, et on a décrété que c'était de la pacotille alors qu'il apporte souvent l'information principale. »*

> La « communauté » du renseignement, aux Etats-Unis, comprend 100 000 agents réunis dans une bonne douzaine d'offices, sous la bannière de la CIA

En réalité, la « communauté » du renseignement, à laquelle M. Bush continue d'accorder sa confiance, a échoué, depuis quelques années, à attirer et à embaucher les arabisants qui lui font défaut aujourd'hui. Elle n'est pas la seule. En Europe, à commencer par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en France, c'est une carence répandue dans les services de renseignement, même si, depuis peu, un effort tous azimuts est accompli en matière d'enseignement des langues étrangères.

Dans les circonstances présentes, reconnaît un fonctionnaire du département d'Etat dans le même magazine, *« le recrutement d'Arabes américains n'a pas marché. Ils n'ont pas assez d'estomac pour devenir des espions, c'est-à-dire des hommes susceptibles de s'infiltrer dans des groupes terroristes qui sont basés sur le système des clans familiaux et dont la fréquentation a été négligée depuis de si nombreuses années ».*

Jacques Isnard

Donald Rumsfeld prône le mensonge par omission

Le Pentagone ne dira pas tout, loin de là, de la campagne engagée contre les terroristes, a averti, mardi 25 septembre, Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense. ***« En tant que gouvernement,*** **a-t-il expliqué,** ***il est évident que nous devons décider, en pleine conscience, ce que nous disons et ce que nous ne révélons pas »,*** **et cela** ***« avec prudence ». « Notre politique,*** **a-t-il ajouté,** ***est de ne rien dire sur quoi que ce soit qui puisse compromettre nos sources et nos méthodes. Nous ne dirons rien qui puisse menacer des vies si l'on discute des opérations. »***

Pour autant, à la différence d'un responsable du département d'Etat, M. Rumsfeld a souligné qu'il n'était pas question, de son point de vue, de lancer des mensonges. ***« Je ne peux pas l'imaginer,*** **a-t-il dit,** ***à soixante-neuf ans, je ne me souviens pas d'avoir jamais menti. Il y a des dizaines de façons d'éviter de se retrouver dans des positions conduisant à mentir. » – (AFP)***

Fimalac

Groupe international de services aux entreprises

Une très belle année 2001 en perspective

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 septembre 2001 sous la présidence de Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE pour examiner les comptes semestriels, a tenu à s'associer à la douleur du peuple américain, tout en soulignant qu'aucun des 510 collaborateurs travaillant à New-York pour le Groupe FIMALAC n'a été touché par cette tragédie.

Commentant les comptes semestriels, Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE a déclaré :
"Malgré le ralentissement économique mondial, les résultats du 1er semestre sont conformes à nos prévisions et globalement en ligne avec l'objectif que nous nous étions fixé pour l'ensemble de l'année 2001. Les événements survenus aux Etats-Unis créent naturellement un facteur supplémentaire d'incertitude. Toutefois, sauf dégradation encore plus importante de la situation économique générale, FIMALAC devrait réaliser une excellente année 2001. Le résultat d'exploitation devrait progresser d'environ 20 %. Quant au résultat net, il devrait doubler en 2001 compte tenu du projet de cession de SECAP TECHNOLOGIES."

Résultat d'exploitation
106,7 M€
+ 47,6 %
72,3 M€

Résultat courant avant impôt
54,4 M€
+ 26,4 %
43,1 M€

Résultat courant après impôt (part du groupe)
31,4 M€
+ 16,3 %
27,0 M€

Résultat net (part du groupe)
53,9 M€
+ 22,8 %
43,9 M€

CONTACTS

Presse :
Véronique MORALI
+33(0)1.47.53.61.71
Image Sept – Anne France MALRIEU
+33(0) 1.53.70.74.70

Actionnaires et Analystes Financiers :
Robert GIMENEZ
+33(0)1.47.53.61.68

www.fimalac.com

I) COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2001

RESULTAT D'EXPLOITATION DE 106,7 M€ – + 47,6 % – EN LIGNE AVEC L'OBJECTIF DE L'ENSEMBLE DE L'ANNEE

Le résultat d'exploitation s'est élevé à **106,7 M€**, soit une progression de **+ 47,6 %** par rapport au 1er semestre 2000.

Les activités de services aux entreprises exercées au travers de FITCH, FACOM et LBC, ont représenté **84 %** du résultat d'exploitation contre 75 % au 1er semestre 2000.

FITCH a réalisé au 1er semestre une très brillante performance, avec un résultat opérationnel en vive progression et en avance marquée sur le budget. D'une façon générale, surtout aux Etats-Unis, FITCH profite des baisses successives de taux d'intérêt particulièrement propices aux nouvelles émissions et aux opérations de refinancement générant d'importants besoins supplémentaires de notation. Par ailleurs, comme prévu, le niveau d'activité de la notation demeure très élevé en Europe sur des marchés à très fort potentiel de développement.

L'évolution de **FACOM** est plus contrastée, avec un niveau soutenu de l'activité au 1er semestre en France, mais plus ralenti aux Etats-Unis, en Angleterre et dans une moindre mesure en Italie. Malgré ce contexte, FACOM continue néanmoins d'accroître ses parts de marché mondiales dans l'outillage à main et l'équipement de garage.

LBC, n° 2 mondial des sociétés indépendantes de stockage de produits chimiques, a connu une très bonne performance au 1er semestre, avec une augmentation sensible de ses activités et de son résultat opérationnel.

Enfin, **CASSINA,** leader du mobilier design haut de gamme, a poursuivi son développement et réalisé de bons résultats également au 1er semestre, en Italie comme à l'étranger.

RESULTAT COURANT (AVANT IMPOT) : + 26,4 %

Malgré la hausse des frais financiers, due aux importantes acquisitions de l'année 2000, le résultat courant (avant impôt) a progressé de + 26,4 % :

(en millions d'euros)	1er sem. 2000	1er sem. 2001	
Résultat d'exploitation	72,3	106,7	
Résultat financier	- 29,2	- 52,3	
Résultat courant avant impôt	**43,1**	**54,4**	**+ 26,4 %**

Après impôt et part des tiers, **le résultat courant net s'est élevé à 31,4 M€** soit une progression sensible de **+ 16,3 %.**

RESULTAT NET DE 53,9 M€ : + 22,8 %

Le résultat net consolidé – part du Groupe progresse au 1er semestre de **+ 22,8 %** et s'établit à **53,9 M€** par rapport à 43,9 M€ au 1er semestre 2000. Pour l'année 2001, si la cession de SECAP est menée à bien, la plus-value nette devrait s'élever à 125 millions d'euros.

II) PERSPECTIVES 2001

CESSION EN COURS DE SECAP TECHNOLOGIES

En juillet dernier, FIMALAC a ouvert des discussions en vue de la cession de SECAP TECHNOLOGIES à la société américaine PITNEY BOWES, leader mondial dans le domaine de l'affranchissement du courrier. Le processus de cession suit son cours normal et devrait aboutir comme prévu avant la fin de l'année.

SIMPLIFICATION DES STRUCTURES

Le Conseil d'Administration a d'autre part été informé du projet d'absorption de la société FILALAC par la société Groupe Marc de Lacharrière (anciennement dénommée FIMALAC & Cie) avant le 31 décembre 2001, en vue de simplifier les structures de contrôle du Groupe, sans conséquence sur le niveau de la participation actuelle dans FIMALAC.

EVENEMENTS AUX ETATS-UNIS

La compensation par activité et par zone géographique est un facteur positif pour l'avenir de FIMALAC. Les tragiques événements américains ne devraient pas avoir d'impact direct sur les activités du Groupe.

George W. Bush lance un appel aux Afghans « fatigués du régime taliban »

Plusieurs responsables américains affirment que le but de la risposte engagée par les Etats-Unis, après la vague d'attentats du 11 septembre contre New York et Washington, n'est pas de remplacer « un régime par un autre » en Afghanistan

WASHINGTON
de notre correspondant

Les dirigeants américains ont donné quelques précisions, mardi 25 septembre, sur les objectifs et sur la nature de l'action militaire qu'ils préparent contre le réseau d'Oussama Ben Laden en Afghanistan. Recevant le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, le président des Etats-Unis s'est félicité de l'appui du Japon, mais aussi de celui de la Russie et de la décision prise, la veille, par l'Arabie saoudite, de rompre ses relations avec le régime des talibans.

Le président George W. Bush a rappelé ses déclarations antérieures, selon lesquelles les Etats-Unis ne feraient pas de différence entre les terroristes et les pays qui les hébergent. *« Si vous hébergez un terroriste, vous êtes aussi coupable qu'un terroriste »*, a-t-il résumé.

« PISTER LES TERRORISTES »

Il a expliqué que les Etats-Unis n'ont *« pas de différend avec les citoyens de l'Afghanistan, ni de colère contre eux »*, mais qu'ils ont, en revanche *« de sérieux problèmes avec le gouvernement taliban. »*

« La mission, a-t-il ajouté, *est de pister les terroristes, de les trouver et de les amener à la justice. (...) Un moyen de faire cela est de demander la coopération des citoyens de l'Afghanistan, qui sont peut-être fatigués du régime taliban. »*

M. Bush n'a pas précisé s'il faisait allusion ainsi à l'Alliance du Nord, qui combat les talibans, mais il est clair que les Américains comptent sur la coopération des combattants de l'opposition afghane, qui leur fournissent déjà des renseignements.

« PAS DE JOUR J »

Les propos du président ont suscité, un peu plus tard, des demandes d'explication adressées au porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, lors de son point de presse quotidien.

Les Etats-Unis veulent-ils évincer les talibans du pouvoir en Afghanistan ? Par qui prévoient-ils de les remplacer ? Ont-ils pris contact avec l'ancien roi ? Qu'en pensent les dirigeants pakistanais ? M. Fleischer a expliqué que l'action préparée par les Etats-Unis *« n'est pas conçue pour remplacer un régime par un autre régime »* et que Washington ne prétend pas désigner les dirigeants futurs de l'Afghanistan. Simplement, ceux qui patronnent ou qui hébergent le terrorisme *« seront une cible de l'action menée par l'Amérique et par le monde. »*.

Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, avait souligné de son côté, un peu avant, que l'action entreprise par les Etats-Unis ne relève pas de la *« revanche »*, ni de la *« rétorsion »*, mais de *« l'autodéfense »*.

L'Amérique va chercher *« ceux qui ont organisé des attaques terroristes contre elle »*, a ajouté le ministre, qui a répété, une fois encore, que la guerre contre le terrorisme ne ressemblera pas à celles qui l'ont précédée et notamment pas à la seconde guerre mondiale. *« Il n'y aura pas de Jour J, et je suis sûr qu'il n'y aura pas de cérémonie de signature sur le* Missouri *»*, a-t-il dit, en faisant allusion au débarquement de Normandie et à la capitulation japonaise.

M. Rumsfeld a répété, aussi, que ce ne sera pas *« une guerre aseptisée »*, autrement dit sans pertes humaines, et il a écarté l'hypothèse d'une *« attaque massive »* pour venir à bout d'Oussama Ben Laden et, le cas échéant, de ses protecteurs afghans.

Interrogé sur sa politique d'information, le secrétaire à la défense a assuré n'avoir jamais menti à la presse et ne pas avoir *« l'intention de commencer maintenant »*. Le Pentagone, a-t-il dit, ne donnera pas d'information dont la divulgation pourrait compromettre une source ou mettre en péril une vie, mais il s'interdira de *« mentir activement »*.

Patrick Jarreau

L'opération change de nom et devient « Liberté immuable »

LES AUTORITÉS américaines, craignant une polémique avec des musulmans, ont annoncé, mardi 25 septembre, un changement de nom de leur campagne contre les terroristes. Exit l'opération « Justice sans limites » : on parlera désormais de l'opération « Liberté immuable » *(Enduring Freedom)*, a indiqué le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld. L'appellation précédente a été abandonnée afin que le nom *« en aucun cas, ne soulève d'objection de la part de quelque religion ou de quelque groupe de gens que ce soit »*, a expliqué M. Rusmsfeld.

Le chef du Pentagone avait reconnu que le nom de code « Justice sans limites » pouvait être mal interprété car, selon des théologiens musulmans, il ne pourrait s'agir que d'une justice divine, dont seul Allah est capable. La nouvelle appellation *« Enduring Freedom »* (qui peut se traduire aussi par « Liberté durable » ou « persistante ») suggère qu'il n'*« y aura pas de solution rapide, que cela ne sera pas terminé en cinq minutes ou cinq mois et que cela prendra des années »*, selon des propos que tient, depuis plusieurs jours maintenant, le secrétaire à la défense. D'où le choix du vocable *« Enduring »*.

L'ISLAM « RELIGION DE PAIX »

D'après M. Rumsfeld, les Américains, souvent critiqués pour *« leur faible durée de concentration »*, sont en fait capables de patience et d'une grande résolution.

Depuis les attentats du 11 septembre, Washington a constamment désigné l'islamiste d'origine saoudienne Oussama Ben Laden comme leur commanditaire, mais il veut s'attacher le concours de nombreux Etats musulmans dans le combat – politique, financier, militaire, clandestin – contre les réseaux terroristes.

Ainsi, peu après avoir parlé d'une *« croisade »* internationale contre le terrorisme – une expression jugée malencontreuse, car rappelant les dures campagnes des chrétiens en Terre sainte contre les musulmans au Moyen-Age – le président George W. Bush a présenté l'islam comme une *« religion de paix »* et a nettement condamné les attaques contre des musulmans aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

Paul Wolfowitz, un « non-partisan » proche de George Bush à la réunion de l'OTAN

WASHINGTON
de notre correspondant

L'homme qui représente les Etats-Unis à la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, à Bruxelles, mercredi 26 septembre, est celui qui a provoqué ou, en tout cas, rendu public le débat, au sein de l'administration Bush, sur l'ampleur de la réponse que les Etats-Unis devaient donner aux attaques terroristes du 11 septembre. Le 13, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense, chargé ce jour-là de la conférence de presse du Pentagone, déclarait : *« Je pense qu'il faut dire qu'il ne s'agit pas simplement de capturer des gens et de les considérer comme responsables, mais de détruire leurs sanctuaires, de détruire leurs réseaux de soutien, d'en finir avec les Etats qui patronnent le terrorisme. »* Le 17, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, interrogé sur les propos de M. Wolfowitz, avait répondu que la politique des Etats-Unis est d'*« en finir avec le terrorisme »* et non avec des Etats.

PORTRAIT

L'ex-négociateur des accords SALT appartient à l'aile « ouverte » du Parti républicain

Agé de cinquante-sept ans, M. Wolfowitz est l'une des principales figures du conservatisme en matière de politique internationale, qui a inspiré la campagne présidentielle de M. Bush et, en partie, l'action de son administration, du moins jusqu'au 11 septembre. Fils d'un mathématicien réputé dans le domaine des statistiques et mort en 1981, le secrétaire adjoint à la défense a commencé par faire lui-même des études de mathématiques et de physique, avant de bifurquer vers les sciences politiques.

Après avoir enseigné à l'université Yale, il a fait partie, au début des années 1970, de l'équipe de négociateurs des pourparlers avec l'Union soviétique sur la limitation des armements stratégiques (SALT). Chargé des programmes régionaux auprès du secrétaire à la défense, il s'était fait remarquer en présentant un scénario selon lequel Saddam Hussein envahissait le Koweït et menaçait l'Arabie saoudite. C'était en 1977. Il n'avait que treize ans d'avance sur l'histoire.

« COLLIER DE PERLE »

Après l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis, en 1980, M. Wolfowitz a pris la direction de la programmation au Pentagone, puis il est entré, en 1982, dans l'équipe du secrétaire d'Etat, George Schultz, comme assistant pour l'Asie orientale et le Pacifique. M. Reagan l'a nommé, en 1986, ambassadeur en Indonésie, poste qu'il a occupé pendant trois ans avant de revenir à Washington, à la demande du premier président Bush, comme sous-secrétaire à la défense auprès de Richard Cheney. Pendant les années Clinton, M. Wolfowitz a dirigé la prestigieuse Ecole d'études internationales de l'université Johns Hopkins.

Le secrétaire adjoint à la défense fait partie de ce que l'on appelle parfois le « collier de Perle », du nom d'un autre théoricien de la défense, Richard Perle, ancien membre de l'administration Reagan lui aussi et avocat d'une politique américaine centrée davantage sur les intérêts propres des Etats-Unis plutôt que sur la recherche de consensus internationaux.

M. Perle est l'un des signataires d'une lettre ouverte, adressée à M. Bush le 20 septembre, en faveur d'un *« effort résolu pour chasser Saddam Hussein du pouvoir »*. Toutefois, comme Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, M. Wolfowitz appartient à l'aile « ouverte » du Parti républicain. L'ancien ambassadeur à l'ONU Richard Holbrooke, conseiller d'Al Gore pendant la campagne présidentielle, salue volontiers son comportement *« non partisan »*.

P. J.

Des chefs de tribus afghanes espèrent le retour du roi Zaher Shah

QUETTA
de notre envoyée spéciale

Ils sont environ une cinquantaine, assis le long des murs. Le thé vert coule à flots et la discussion va bon train. Chefs tribaux de plus ou moins grande importance, leurs âges appellent le respect et les plus jeunes écoutent davantage qu'ils ne parlent. La plupart sont des Pachtouns, la même ethnie que celle des talibans, mais quelques-uns sont des Hazaras, d'obédience chiite.

Arrivés d'Afghanistan ou installés dans la ville de Quetta, ils veulent savoir ce qui attend leur pays, mais n'ont tous qu'un espoir : le retour du roi Zaher Shah. A quatre-vingt-six ans, exilé à Rome depuis son renversement par son cousin Mohammed Daoud en 1973, le souverain reste pour de très nombreux Afghans un symbole de paix et d'unité.

« Seul Zaher Shah est acceptable. Il est vieux, mais il peut résoudre nos problèmes. Il est le seul qui peut faire l'union de tous les Afghans : Pachtouns, Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras. Les moudjahidins, puis les talibans, ont échoué. Il doit revenir », affirme un chef respecté de Ghazni, qui veut rester anonyme car il vit toujours en Afghanistan.

« Nous devons convoquer une jirga [réunion] *de tribus et l'inviter »,* ajoute-t-il. *« Les Nations unies doivent nous aider et ramener Zaher Shah en Afghanistan »,* renchérit Sham ul-Haq. *« Quand il était roi, nous avions la paix. Nous savons qu'il est la seule personne qui peut unir notre pays »*, ajoute Ghulam Mohammad. Tous souhaitent le retour de celui qui serait, à leurs yeux, le seul à même de convoquer ce grand conseil de tribus, d'intellectuels, de religieux, qui décidera de l'avenir du pays. Mais peu d'entre eux envisagent un retour réel de la monarchie.

Réunis chez Hamid Karzai, le chef de l'une des grandes tribus (*popolzai*) du sud de l'Afghanistan, ces chefs écoutent leur hôte, qui semble autant à l'aise assis sur ce tapis que dans les bureaux des administrations des pays occidentaux avec lesquels il a plaidé depuis des années pour son pays.

Ancien vice-ministre des affaires étrangères du gouvernement en exil, Hamid Karzai fut un proche des talibans, à leurs débuts, mais il s'en est séparé très vite en les accusant d'être des pions de l'InterService Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais. *« Nous avons proclamé avec force au monde que l'Afghanistan avait perdu sa souveraineté et son indépendance au profit d'intervenants extérieurs. La communauté internationale ne peut pas dire que nous ne l'avons pas informée »,* lance-t-il. *« Je les ai prévenus il y a cinq ans de la présence de terroristes en Afghanistan, mais ils n'en ont rien fait parce que c'étaient des Afghans qui souffraient »*, ajoute-t-il, avant d'expliquer que c'est maintenant l'Occident qui souffre du chaos afghan.

Hamid Karzai est toutefois opposé aux frappes américaines. *« Bombarder Kandahar* [siège du mouvement des talibans et lieu de résidence de leur chef, mollah Mohammed Omar] *ne va pas aider. Nous avons besoin d'une aide pour en finir avec les terroristes. Nous accueillons favorablement l'action de la communauté internationale, mais à une condition : le monde doit aider les Afghans eux-mêmes à regagner leur souveraineté, leur droit à l'autodétermination et à avoir le gouvernement de leur choix »*, affirme-t-il.

A l'unisson de nombreux Afghans de Quetta, Hamid Karzai voudrait limiter l'action des Etats-Unis à une aide aux Afghans, qui eux-mêmes engageraient la lutte contre les *« terroristes »*.

« Quand il était roi, nous avions la paix. Nous savons qu'il est la seule personne qui peut unir notre pays »

Si, pour ce chef influent, *« le roi est le symbole de l'unité, la Loya Jirga* [grand conseil] *est l'expression du peuple »* et c'est vers la convocation de cette assemblée que devraient s'orienter les efforts de la communauté internationale.

Cette idée est partagée par Mahmood Khan Achakzai, un autre chef tribal, qui estime que le peuple afghan ne peut être puni pour des crimes qu'il n'a pas commis. Par conséquent, pense-t-il, les Etats-Unis devraient se montrer très prudents dans leur façon de gérer cette crise, tandis que les Nations unies devraient aider à la mise sur pied d'un gouvernement intérimaire qui mettrait fin à l'existence du terrorisme en Afghanistan.

Il est finalement clair que, même si la plupart des Afghans de Quetta veulent mettre fin au régime des talibans, leur méfiance à l'égard d'une nouvelle intervention extérieure – fût-elle américaine – reste entière.

Françoise Chipaux

Bouleversés par le drame qui a frappé le site industriel AZF
et l'agglomération toulousaine,

la société Grande Paroisse,
Atofina,
TotalFinaElf
et l'ensemble de leurs salariés

adressent aux familles des victimes leurs très sincères condoléances,
tiennent à exprimer leur profonde solidarité
à l'ensemble des personnes touchées par cette catastrophe
et remercient les forces de secours
et toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour aider les victimes.

TATAN SYUFLANA/AP

■ **DJAKARTA (INDONÉSIE).** Les représentants religieux musulmans indonésiens au cours d'une conférence de presse, mardi 25 septembre à Djakarta : le Conseil des oulémas a appelé *« tous les musulmans du monde à unir et à mobiliser leurs forces pour combattre au nom d'Allah en cas d'agression des Etats-Unis et de leurs alliés contre l'Afghanistan et le monde islamique »,* tout en s'opposant à tout acte de rétorsion contre les ressortissants américains ou occidentaux présents en Indonésie.

En Asie du Sud-Est, où vit un musulman sur cinq, La lutte antiterroriste s'organise difficilement

Les oulémas d'Indonésie appellent à « combattre au nom d'Allah en cas d'agression des Etats-Unis »

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Dans une atmosphère plutôt volatile, surtout en Indonésie, la lutte contre le terrorisme commence à s'organiser en Asie du Sud-Est. La police philippine a arrêté, mardi 25 septembre à Manille, un poseur de bombes appartenant au groupe Abu Sayyaf, qui figure sur la liste des vingt-sept entités terroristes dénoncées par les Américains. Le même jour, la justice malaisienne a infligé deux années de détention sans procès, au nom d'une loi draconienne sur la sécurité, au fils du chef de l'opposition parlementaire islamiste ; le jeune homme est accusé d'avoir préparé des assassinats et envoyé des combattants musulmans aux Moluques, archipel indonésien dévasté par un conflit interreligieux. Enfin, l'Indonésie a annoncé qu'elle allait sévir contre l'intimidation dont les Américains sont l'objet de la part de radicaux musulmans peu nombreux mais actifs.

Ce combat s'annonce difficile pour des gouvernements qui se sont engagés à soutenir l'effort de guerre américain. Dans une région où vit le cinquième de la population musulmane de la planète, qui flirte avec la récession économique et dont les dirigeants sont sur la défensive, le « politiquement correct » est révélateur : tout en dénonçant le caractère *« criminel »* des attaques du 11 septembre, il convient de se démarquer de la coalition antiterroriste dirigée par les Etats-Unis. Le Conseil indonésien des oulémas, un organisme influent et financé par l'Etat, est sorti mardi de sa traditionnelle modération en appelant *« tous les musulmans du monde à unir et à mobiliser leurs forces pour combattre au nom d'Allah en cas d'agression des Etats-Unis et de leurs alliés contre l'Afghanistan et le monde islamique ».*

UN SÉRIEUX BÉMOL

Au risque de se contredire, les oulémas indonésiens ont assorti toutefois leur déclaration d'un sérieux bémol en s'opposant à tout acte de rétorsion contre les ressortissants américains ou occidentaux présents en Indonésie. Dimanche, dans le centre de Java, des dizaines d'intégristes musulmans avaient menacé de fouiller des hôtels et l'aéroport de Solo pour en chasser les Américains. D'importantes mesures de sécurité ont été prises pour protéger les intérêts américains dans ce pays où des manifestations d'hostilité, pas toujours spontanées, ont rassemblé dernièrement, dans quelques grandes villes, de quelques dizaines à un millier de musulmans. Mais il est difficile de prédire la réaction populaire en cas de guerre ouverte contre les talibans en Afghanistan.

La lutte contre un terrorisme régional n'a, cependant, pas attendu le 11 septembre pour s'amorcer. Elle a figuré en bonne place lors des entretiens que la présidente indonésienne, Megawati Sukarnoputri, a eus, fin août, à Manille (Philippines), Kuala Lumpur (Malaisie) et Singapour.

Le renforcement d'une opposition parlementaire islamiste en Malaisie explique aussi pourquoi Lee Kuan Yew, l'homme d'Etat singapourien, s'est rendu à Kuala Lumpur au début du mois de septembre pour y régler, avec le Dr Mahathir Mohamad, de sérieux contentieux entre les deux pays voisins. Le fondateur de l'île-Etat ne cache pas ses préoccupations face à la montée d'un islamisme militant dans la région. Enfin, ce n'est pas par hasard si, en formant son gouvernement début août, Megawati Sukarnoputri a confié la réorganisation de services de renseignement indonésiens en pleine déliquescence à un ancien général controversé, mais à poigne.

Dans la guerre contre le terrorisme qui s'ébauche, l'Asie du Sud-Est bénéficie d'un répit supplémentaire pour deux raisons. En dépit des nombreux conflits qui l'affectent, l'islam y demeure modéré, pour l'essentiel, et les groupes fondamentalistes y sont plus voyants qu'enracinés. En outre, elle se retrouve pour l'instant en deuxième ligne puisque les Américains ne lui ont pas demandé une assistance concrète, comme, par exemple, la mise à leur disposition de l'aéroport militaire thaïlandais d'U-Tapao ou le complexe aéroportuaire philippin de la baie de Subic. Mais ses frontières sont des passoires, les contrebandes (y compris d'armes) fleurissent et les insurrections armées demeurent latentes ou vivantes, aux Philippines comme en Indonésie.

La lutte, très politique, contre le terrorisme s'annonce donc, dans cette région aussi, comme une entreprise de longue haleine, qui ne pourra pas se limiter à des mesures de coercition.

Jean-Claude Pomonti

« Chaque jour, le moral des troupes talibanes, en face, se détériore »

A Bagram, à 30 kilomètres au nord de Kaboul, les moudjahidins de l'Alliance du Nord attendent l'intervention américaine

BAGRAM (Afghanistan)
de notre envoyée spéciale

Si l'armée américaine devait frapper l'Afghanistan, l'endroit serait tout choisi. Tel est en tout cas le conseil du général Babadjan, qui montre d'un geste du bras, du haut d'une tour de contrôle dont le toit a été percé par une bombe, les positions tenues, en face, par les talibans.

REPORTAGE

« Les talibans sont obligés d'attraper des jeunes et de les forcer à combattre »

Le général est, avec ses hommes (*« 2000 »* selon lui, mais seule une petite troupe dépareillée de 70 moudjahidins, portant lance-roquettes et kalachnikovs, est, ce jour-là, visible), l'un des principaux éléments du dispositif antitalibans existant en Afghanistan. Il tient l'aéroport de Bagram, à trente kilomètres au nord de la capitale, Kaboul. C'est une vaste étendue où des détritus de ferraille, des tanks démolis, des éclats d'obus se mêlent à des pistes d'atterrissage faites de plaques de béton à la façon soviétique. Bagram était le principal aéroport de l'armée rouge après son invasion de l'Afghanistan en 1979. Sera-t-il demain un point d'ancrage pour des troupes américaines envoyées au sol ?

« Les pistes sont encore utilisables », dit le général en contemplant la scène de désolation qui s'étend à ses pieds, bâtiments éventrés, murs cramoisis, débris de bombes, signe d'âpres combats livrés pour le contrôle de cet endroit stratégique. *« Mais aucun avion ni hélicoptère ne peut se poser. C'est trop exposé aux tirs des talibans »,* ajoute-t-il. Les talibans sont à deux kilomètres, avec leur artillerie et leurs tanks, nichés au pied des montagnes, derrière une rangée d'habitations en torchis qui se détache au loin. Le passage de leurs véhicules soulève des nuages de poussière, traînées blanches flottant dans un paysage ocre, minéral.

« NOUS SAVONS OÙ ILS SONT »

Ce général de l'opposition afghane, l'Alliance du Nord, juge que c'est là, notamment, que les avions américains devraient frapper. Une frappe précise, ciblée, pour entailler la ligne de front, ouvrir le chemin vers Kaboul. *« Et détruire les camps d'entraînement pour terroristes que les talibans ont installés derrière ces positions. Nous savons où ils sont. Ils sont fréquentés par des gens de Ben Laden, de Namangani* [chef d'une guérilla islamiste active en Ouzbékistan]*, de Chamil Bassaev* [chef de guerre tchétchène] ».

Le général Babadjan dit qu'il tient ces informations de l'écoute des communications radio de l'ennemi, et d'une connaissance approfondie de la région. Lui-même est de Bagram, le village d'où l'aéroport tire son nom. Comme tous les généraux de feu le commandant Massoud, cet homme d'allure paisible, légèrement bedonnant dans son treillis, a, pendant des années, livré bataille sur ce terrain qui lui est intimement familier. *« Sans coordonner leurs efforts avec les nôtres, les Américains ne pourront pas être efficaces »*, dit-il.

Bagram est un nom qui scande, dans ces régions, les avancées et les défaites des différentes factions de la guerre civile afghane. Les derniers grands combats, ici, remontent à 1999, et se sont soldés par une victoire, très localisée, des forces de Massoud. L'Alliance a pris l'aéroport, mais n'a pu s'en servir puisqu'il restait sous le feu de l'ennemi.

A trois reprises, après l'avancée des talibans en Afghanistan en 1996 (ils ont pris Kaboul, d'où Massoud s'était retiré), Bagram a été perdu puis repris par l'Alliance. *« Il appartient aux Américains de choisir leurs cibles »*, poursuit le général, *« et nous sommes prêts à coopérer avec ceux qui veulent ramener la liberté dans notre pays ».* Il ajoute avec amertume, comme beaucoup de représentants de l'Alliance : *« pendant des années, nous avons cherché à porter à l'attention du monde que notre pays était transformé en camp d'entraînement pour terroristes. Mais la communauté internationale ne voulait pas nous entendre. »*

DRÔLE DE GUERRE

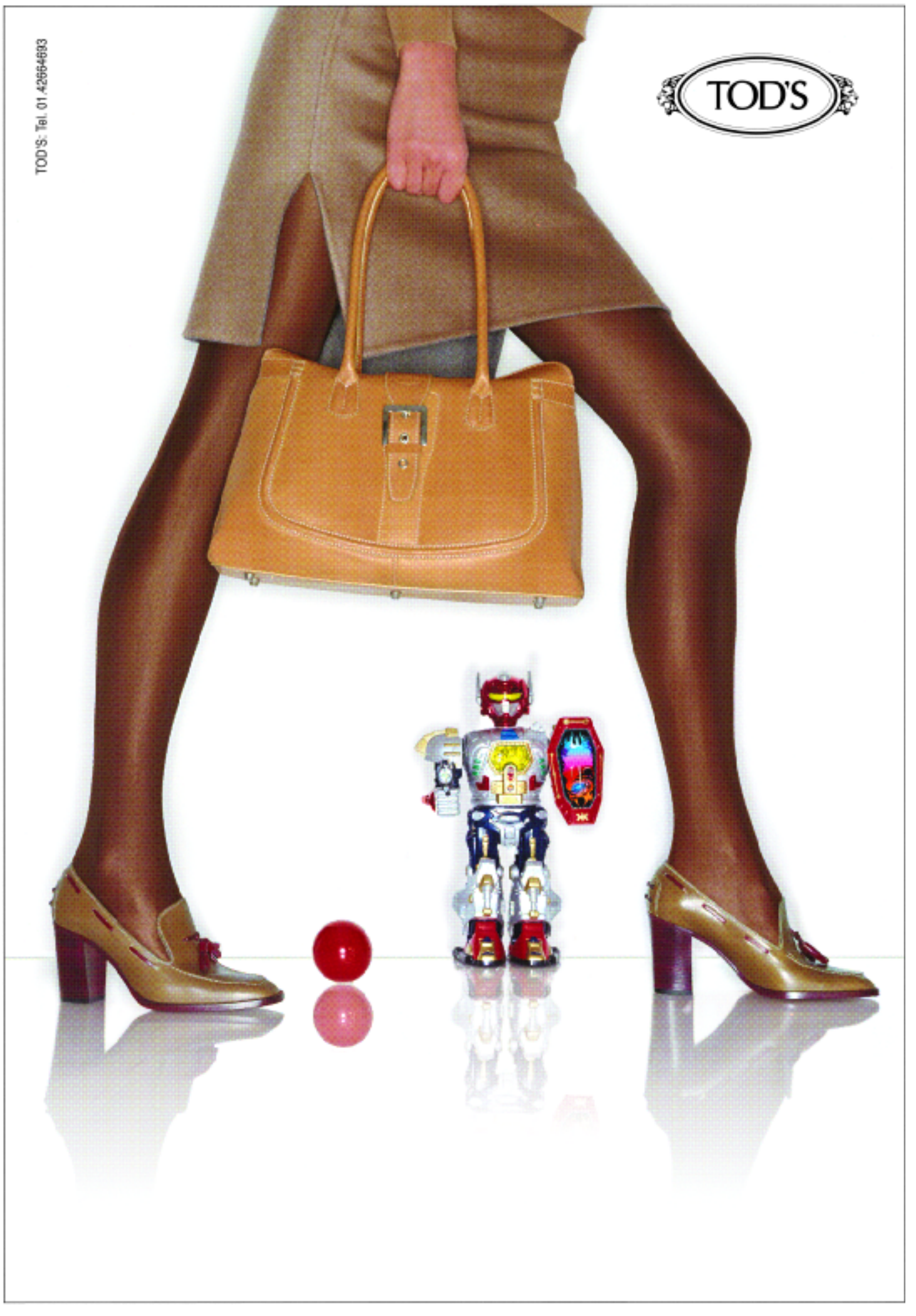
Le général Babadjan n'a, à ce jour, pas eu vent du moindre contact entre sa hiérarchie et les Américains. *« S'ils se font, ces contacts auront lieu avec notre ministère de la défense, pas individuellement avec des généraux »*, note-t-il. Il ne lui a pas été demandé de préparer un quelconque plan d'attaque pour repousser l'ennemi, ni pour lancer l'assaut sur Kaboul à partir de ces hauteurs du plateau de Shomali.

Sur la ligne de front, c'est à peine si quelques tirs d'obus viennent troubler la quiétude d'un après-midi ensoleillé, campagnard. Après avoir montré ses installations et ses hommes alignés, le général s'assoit en tailleur sur un ample tapis, à l'ombre des arbres, pour manger du raisin.

Finalement, c'est presque la drôle de guerre : l'attente incertaine, avec l'espoir de voir des frappes américaines porter l'estocade à l'ennemi, tandis que s'accélère – suppose-t-on ici – le pourrissement du régime des talibans, isolé, sous pression de la communauté internationale.

« Chaque jour, le moral des troupes en face se détériore, dit le général Babadjan. *Certains font défection. Les talibans sont obligés d'attraper des jeunes et de les forcer à combattre ».* Mais il ajoute que les troupes talibanes ont pu bénéficier des conseils et de l'encadrement d'*« officiers des services et de l'armée pakistanaise à la retraite, des professionnels. »*

Natalie Nougayrède



Les représentants de l'UE apportent leur soutien au pouvoir pakistanais

Le président Moucharraf, qui accueillait à Islamabad les membres de la troïka européenne venus lui apporter l'assurance de la volonté des Quinze de reprendre une « étroite coopération » avec son pays, a plaidé pour un règlement équilibré de la question afghane

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Presque pestiféré il y a cinq jours, le Pakistan est en passe de récupérer un statut de respectabilité au sein de la communauté internationale. La troïka européenne, qui a effectué une visite à Islamabad, mardi 25 septembre, l'a confirmé au président Pervez Moucharraf.

Cette quasi-réhabilitation, qui intervient au lendemain des déclarations du président George Bush demandant aux alliés de l'Amérique de tout faire pour conforter la stabilité du président pakistanais, pourrait signifier que, pour Islamabad, le pire de la crise diplomatique engendrée par les attentats terroristes contre New York et Washington est passé. Louis Michel, le ministre belge des affaires étrangères, dont le pays assume la présidence de l'Union européenne, Javier Solana, haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure et de sécurité, et Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, ont fourni au président Moucharraf moult assurances quant à la volonté des Quinze de reprendre une *« étroite coopération »* avec le Pakistan tout en louant l'attitude *« brave »* et *« courageuse »* de son gouvernement.

L'Union européenne a décidé de débloquer immédiatement une somme de 20 millions d'euros pour venir en aide aux réfugiés afghans qui affluent à la frontière pakistanaise, et Chris Patten a souligné que des projets de coopération économique, d'un montant de 205 millions d'euros, étaient envisagés. *« Nous sommes le plus important partenaire commercial du Pakistan »*, a-t-il rappelé. Le président Moucharraf a répondu à la seule « condition » émise par ses hôtes à déjeuner (le retour à un système démocratique) en assurant qu'il a bien l'intention de favoriser l'émergence d'un nouveau gouvernement à la faveur d'élections générales en octobre 2002.

« LIENS HISTORIQUES »

Pour le reste, force est de constater que le président pakistanais ainsi que son ministre des affaires étrangères, Abdul Sattar, ont répété à leurs hôtes ce que ceux-ci voulaient entendre s'agissant de la solidarité du Pakistan dans la lutte antiterroriste, sans faire d'importantes concessions sur le fond. En quelques phrases, M. Sattar a tracé les limites de ce qui est acceptable par ses concitoyens. Le gouvernement reste donc attentif à leurs réactions, dans la mesure où le Pakistan a des *« liens historiques »* avec l'Afghanistan – tissés notamment au cours de la lutte des deux pays contre l'Union soviétique. La position du Pakistan ne peut donc pas être interprétée comme une *« opposition à l'Afghanistan »*.

Le gouvernement d'Islamabad a par ailleurs été très déçu par l'attitude des Américains qui, un an après le retrait de l'armée rouge en 1989, ont imposé des sanctions contre l'Afghanistan et le Pakistan. *« Nous nous sommes sentis abandonnés et trahis »*, a insisté M. Sattar. C'est à partir de là, a-t-il conclu, qu'est née l'hostilité contre les Etats-Unis, qui s'est transformée par des actes terroristes au cours des années 1990. Dans la crise actuelle, les autorités pakistanaises considèrent comme extrêmement important que l'administration américaine fournisse des preuves de la culpabilité d'Oussama Ben Laden, et elles soulignent qu'il leur sera difficile de justifier auprès de la population des pertes civiles.

Contrairement à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, le Pakistan n'a pas l'intention de rompre ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan (même si tous ses diplomates ont quitté le pays voisin). *« En restant le seul pays à maintenir des contacts,* a insisté M. Sattar*, peut-être pourrons-nous jouer un rôle de communication entre l'Afghanistan et le reste du monde. »*

PROPOS APAISANTS

Le gouvernement du président Moucharraf entend, en outre, se laver de tout soupçon quant à son attitude à l'égard des talibans. L'histoire de l'Afghanistan, a expliqué M. Sattar, montre que tous ceux qui ont voulu imposer un gouvernement à Kaboul *« ont payé un prix élevé. Nous ne l'avons pas fait dans le passé et nous ne commettrons pas une telle erreur à l'avenir »*, a-t-il affirmé.

Les autorités pakistanaises se disent préoccupées d'apprendre que cinq pays (Inde, Russie, Iran, Tadjikistan et Ouzbékistan) ont décidé d'apporter une aide militaire à l'Alliance du Nord de feu le commandant Massoud. Toute décision en ce sens, a estimé M. Sattar, serait *« une recette pour de grandes souffrances pour le peuple afghan »*. En privé, le président Moucharraf a dit à ses hôtes que plusieurs conditions devaient être réunies pour que le gouvernement qui succédera aux talibans soit stable : 1) il faut qu'il émane d'une grande coalition ethnique et politique (dans son esprit, les Tadjiks ne peuvent pas former un gouvernement) ; 2) ce gouvernement devra être composé d'*« éléments modérés »*, y compris provenant des rangs talibans ; 3) il serait souhaitable que ce gouvernement se mette en place sous l'égide des Nations unies.

Le président Moucharraf s'est dit convaincu que seuls 10 % des étudiants des *madrassas*, ces écoles coraniques où ont été formés les *« étudiants en théologie »*, sont des éléments extrémistes. Ces propos apaisants ont visiblement impressionné certains responsables européens. L'un d'eux ne tarissait pas d'éloges pour le général-président pakistanais, le qualifiant de *« vrai leader, sincère et remarquable »*...

Laurent Zecchini

L'ex-ambassade américaine à Kaboul incendiée

Des manifestants afghans ont mis le feu, mercredi 26 septembre, à des bâtiments situés dans l'enceinte de l'ancienne ambassade des Etats-Unis à Kaboul, selon des images diffusées en direct par la chaîne d'information arabophone Al-Jazira. Des colonnes de fumée noire s'échappent d'un bâtiment, qui a été présenté par la chaîne télévisée qatariote comme étant l'ancienne ambassade américaine, inoccupée depuis plusieurs années.

Des dizaines de milliers d'Afghans ont marché mercredi dans le centre-ville pour protester contre les Etats-Unis, ont rapporté des témoins, lors d'une manifestation d'une ampleur exceptionnelle à Kaboul. Ils se sont ensuite rassemblés sur la place du Pachtounistan, où un animateur a lancé par haut-parleur des slogans hostiles aux Etats-Unis, mais aussi au vieux roi d'Afghanistan Zaher Shah, exilé depuis 1973 en Italie. – *(AFP.)*

Où en est la « coalition »

Washington cherche à rallier le plus de pays

● **PAKISTAN**

Pays-clé dans la perspective d'une intervention en Afghanistan et du démantèlement du réseau Ben Laden, le Pakistan a fait l'objet de pressions extrêmement fortes de Washington. Le 19 septembre, le président Pervez Moucharraf s'est clairement rangé au côté des Américains, en expliquant qu'il agissait au nom de « l'intérêt national ». Il a cité trois demandes des Américains auxquelles il a décidé de répondre positivement : échange de renseignements, utilisation de l'espace aérien pakistanais et *« soutien logistique »* ; il y en a sans doute d'autres.

Cette prise de position a été récompensée sur le champ par la décision des Etats-Unis de lever les sanctions qu'ils avaient imposées à ce pays après les essais nucléaires de 1998, ce qui aura pour effet de débloquer les relations du Pakistan avec le FMI. Lundi 24 septembre, un accord de rééchelonnement de 375 millions de dollars de dettes du Pakistan à l'égard des Etats-Unis a été signé à Islamabad.

Le président Moucharraf est sur la corde raide, aux prises avec des partis religieux extrémistes et de forts sentiments anti-américains dans la population

Mais le président Moucharraf est sur la corde raide, aux prises avec des partis religieux extrémistes et de forts sentiments anti-américains dans la population, ainsi qu'avec les secteurs de l'armée qui ont construit de toutes pièces le régime des talibans en Afghanistan. Le très puissant service de renseignement, l'ISI (Inter Service Intelligence), a été le vecteur des fonds et des armes acheminés vers les moudjahidines afghans depuis la guerre contre les Soviétiques.

La plupart des pays occidentaux ont conseillé la semaine dernière à leurs ressortissants de quitter le Pakistan, de crainte d'éventuelles représailles anti-occidentales de la population locale. Avec 135 millions d'habitants, l'arme nucléaire, un conflit non réglé avec l'Inde et d'importants foyers islamistes, le Pakistan est à la fois le pays crucial pour la stratégie américaine et celui où se concentrent les plus grands risques.

● **ARABIE SAOUDITE**

L'Arabie saoudite est l'autre maillon dangereux. Ses dirigeants s'étaient peu exprimés jusqu'à mardi, sinon pour condamner les attentats du 11 septembre. Le 25 septembre, Riyad a fait un pas considérable en direction des Etats-Unis non seulement en annonçant la rupture de ses relations diplomatiques avec le régime des talibans, mais en reconnaissant que des Saoudiens participent au terrorisme mondial. Parmi les auteurs présumés des attentats du 11 septembre, une douzaine viendraient de ce pays.

Mais les Américains qui souhaitaient pouvoir utiliser la base aérienne Prince-Sultan, près de Riyad, n'ont, ne semble-t-il pas, obtenu l'autorisation des autorités saoudiennes. Riyad ne souhaite manifestement pas s'engager aux côtés des Etats-Unis comme lors de la guerre du Golfe en 1991. La participation directe à l'intervention contre l'armée irakienne et les facilités militaires consenties depuis sur le territoire saoudien, berceau de l'islam, aux *« infidèles »* américains, sont à l'origine du combat d'Oussama Ben Laden et de la haine persistante qu'il voue à la monarchie saoudienne.

Oussama Ben Laden a été déchu de sa nationalité saoudienne en 1994, et sa puissante famille a officiellement rompu les liens avec lui. Mais tous les experts s'accordent à penser qu'une partie importante des fonds dont disposent les réseaux terroristes sont d'origine saoudienne et transitent par des banques, des société-écrans, des organisations caritatives.

L'anti-américanisme travaille à tous les niveaux la société saoudienne, nourri par le soutien des Etats-Unis à Israël dans le conflit israélo-palestinien. La monarchie a composé avec cet anti-américanisme ces dernières années et les relations entre Riyad et Washington s'étaient sensiblement refroidies ; les Saoudiens ont notamment refusé d'extrader vers les Etats-Unis les auteurs de l'un des attentats commis dans le pays, en 1995 et 1996, contre les forces américaines.

L'Arabie saoudite détient 25 % des réserves mondiales de brut, ce qui limite les possibilités de pressions occidentales sur ce pays.

● **RUSSIE**

Immédiatement après les attentats, la Russie a choisi le camp occidental en acceptant, au Conseil de sécurité de l'ONU, de reconnaître aux Américains un droit de *« légitime défense »*. Lundi 24 septembre, malgré les réticences des militaires et de certains milieux politiques russes, le président Vladimir Poutine a offert à Washington une coopération sans précédent en promettant, en cas d'intervention en Afghanistan, l'ouverture de son espace aérien, voire une participation à certaines opérations *« de sauvetage et de recherche »*, ainsi qu'une augmentation de l'aide à l'Alliance du Nord.

HERBERT KNOSOWSKI/AP

■ **BERLIN.** Vladimir Poutine a été chaleureusement accueilli par le chancelier allemand Gerhard Schröder à son arrivée à Berlin, mardi, pour une visite officielle de trois jours. Le président russe, qui fut longtemps en poste à Dresde, en ancienne RDA, lorsqu'il travaillait pour le KGB, n'a pas hésité à faire un clin d'œil à l'histoire en prononçant en allemand son discours aux députés du Bundestag.

Vladimir Poutine ovationné au Bundestag par les députés allemands

Le président russe a invité les combattants tchétchènes à déposer les armes

MOSCOU
correspondance

Sur son homologue égyptien Hosni Moubarak, qui l'y a précédé lundi, comme sur le président du conseil italien Silvio Berlusconi, qui l'y suivra jeudi, Vladimir Poutine, arrivé mardi 25 septembre à Berlin pour une visite officielle de trois jours, a un avantage certain : sa maîtrise de l'allemand qu'il doit à son passé de fonctionnaire du KGB longtemps en poste à Dresde, dans l'ex-RDA. Le président russe a donc prononcé en allemand, mardi, son discours aux députés du Bundestag réunis au grand complet. *« Nous ne nous sommes pas libérés de stéréotypes et de clichés issus de la guerre froide. Mais la guerre froide est terminée. (...) Le monde est devenu beaucoup, beaucoup plus compliqué »*, a-t-il dit sous les applaudissements des députés.

Puis il a rappelé que son pays avait également été victime *« des terroristes islamistes »* qui, selon lui, sévissent en Tchétchénie et ailleurs. A la veille de son départ pour Berlin, après avoir déclaré que la Russie soutiendrait les Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, Vladimir Poutine avait ensuite enjoint les combattants tchétchènes à déposer les armes.

« Je propose à tous les membres des formations armées illégales et à ceux qui se présentent comme des hommes politiques d'arrêter immédiatement tous les contacts avec les terroristes internationaux et leurs organisations. Ils doivent, dans les soixante-douze heures, contacter les représentants du pouvoir fédéral », avait alors déclaré M. Poutine. *« Le compte à rebours a commencé »*, avait assuré le lendemain le général russe Viktor Kazantsev, chargé par le Kremlin de superviser cette initiative.

Le gouvernement indépendantiste ne considère pas pour autant les propos de M. Poutine comme un ultimatum. *« Il y a des chances réelles de commencer des négociations pour mettre fin à l'opération militaire, et d'en terminer de façon pacifique avec les contradictions qui se sont accumulées depuis des siècles »*, a estimé le président tchétchène indépendantiste, Aslan Maskhadov après avoir nommé un négociateur, Ahmed Zakaev, vice-premier ministre du gouvernement indépendantiste, chargé de discuter avec Moscou.

« Ce n'est pas un ultimatum. Au contraire, c'est un discours retenu qu'a tenu M. Poutine », a expliqué au *Monde* Maïerbek Vatchagaev, un des porte-parole de M. Maskhadov. Selon lui, les propos du président russe sonnent comme *« une invitation au dialogue, une opportunité de changer les choses »*. Selon lui, il y a déjà eu des contacts entre le général Viktor Kazantsev, le représentant de M. Poutine dans la région du sud, et Akhmed Zakaev, le négociateur côté indépendantiste. Mais l'entourage de M. Kazantsev faisait savoir mercredi matin, via l'agence Interfax, qu'il ne pourrait y avoir de dialogue que si les combattants rendaient leurs armes.

Le ministre russe de la défense, Sergueï Ivanov, a évoqué mardi la possibilité pour Moscou et Washington de coopérer contre *« les terroristes internationaux »* qui se trouvent en Tchétchénie. *« L'ambassadeur américain à Moscou a admis que les Etats-Unis n'utilisaient pas tout leur potentiel pour fournir à la Russie les informations qui lui permettraient de bloquer les canaux de soutien aux combattants »*, a rapporté le président de la Douma après avoir rencontré le diplomate. Mais ce dernier a aussi rappelé, en citant Colin Powell, que les Etats-Unis privilégiaient la solution politique.

Marie-Pierre Subtil (avec Georges Marion à Berlin)

« Nous sommes tous responsables »

***« Tout le monde se demande qui est responsable des attentats* [du 11 septembre] *»*, a déclaré M. Poutine, mardi 25 septembre, au Bundestag. *« Je pense que nous sommes tous responsables, surtout nous, dirigeants politiques* (...)*, parce que nous avons fait confiance à un système de sécurité dépassé. » « Nous n'avons toujours pas appris à nous faire confiance,* a-t-il poursuivi. *Nous n'avons pas remarqué les changements. Malgré tous les beaux discours, nous ne sommes pas capables de nous mettre d'accord »* pour résoudre les problèmes du monde.

« Nous ne nous sommes pas libérés de stéréotypes et de clichés issus de la guerre froide. Mais la guerre froide est terminée », a ajouté le président russe sous les applaudissements des députés. *« Les décisions sont parfois prises sans nous* [la Russie, ndlr]. *On nous consulte a posteriori,* a-t-il remarqué. *Est-ce là un véritable partenariat ? »*

« La Russie, avait-il affirmé en préambule, *est un pays européen ami. »*

mondiale antiterroriste ?

possible, sans déstabiliser le monde musulman

Cette attitude n'est pas sans contreparties : Moscou, qui n'a cessé de souligner les liens entre les talibans et le « terrorisme » tchétchène, espère notamment avoir les mains libres dans sa politique de répression en Tchétchénie.

M. Poutine a également donné son feu vert à l'utilisation par les Américains des bases militaires des ex-républiques soviétiques en Asie centrale, une possibilité jusque-là fermement rejetée par le ministre de la défense Sergueï Ivanov.

● **ASIE CENTRALE**

La décision de coopérer avec Washington, même avec le feu vert de Moscou, peut être lourde de conséquences dans les républiques voisines de l'Afghanistan dont les autorités redoutent l'essor des mouvements islamistes parmi des populations très démunies.

Le Tadjikistan s'est dit prêt à coopérer, mais a laissé à la Russie, qui stationne en permanence des forces dans ce pays, le soin d'annoncer des mesures concrètes *(voir ci-contre)*. L'Ouzbékistan n'a pas encore indiqué clairement sa position. Le président du Turkménistan, Saparmourad Niazov, a fait savoir qu'il acceptait la mise en place de couloirs humanitaires terriens et aériens dans son pays. Le Kazakhstan s'est pour sa part dit prêt à coopérer *« complètement »* avec les Etats-Unis, notamment en les laissant utiliser son espace aérien. Le président kirghiz a promis le libre accès à l'espace aérien le 25 septembre, après s'être montré jusque-là très prudent. Il a indiqué que, selon l'accord de sécurité collective qui lie la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Arménie et la Biélorussie, ces pays issus de l'ex-URSS ont *« un espace aérien collectif »* et que la décision vaut pour tous.

● **MOYEN-ORIENT**

La condamnation des attentats par l'Iran et par la Syrie a été saluée par les Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, s'est entretenu avec des dirigeants de ces deux pays avec lesquels les Etats-Unis n'avaient plus de contacts. Les présidents iranien Mohammad Khatami et syrien Bachar Al-Assad ne sont toutefois pas favorables à une riposte armée des Américains. Après s'être concertés, dimanche 23 septembre, ils ont appelé à une action internationale *« sage »* et placée sous l'égide de l'ONU. C'est aussi la position adoptée par l'Algérie, qui soutient avec enthousiasme une coalition mondiale contre le terrorisme, mais qui souhaite que toute action passe par les Nations unies.

Tous les dirigeants du Moyen-Orient et du Maghreb insistent sur l'urgence de résoudre la question palestinienne, en la liant plus ou moins directement aux attentats anti-américains.

Reflétant un point de vue très largement partagé dans le monde arabe, le président égyptien Hosni Moubarak a mis en garde, lundi à Paris, contre l'éventualité *« de frappes qui atteindraient certains pays du monde arabe »*, et qui auraient, a-t-il dit, *« des conséquences terribles »*.

● **ASIE**

Comme la Russie, la Chine trouve son intérêt au mot d'ordre mondial de la lutte contre le terrorisme. Elle a immédiatement reconnu aux Etats-Unis le droit de *« légitime défense »*, mais vraisemblablement plutôt pour pouvoir continuer de faire entendre sa voix et éviter que les Américains ne fassent cavaliers seuls.

Plusieurs grands pays d'Asie – Japon, Chine, Philippines notamment – ont répondu mardi à l'appel du président Bush à la guerre financière contre le terrorisme.

Le Japon a pris une décision sans précédent, qui implique une nouvelle interprétation de sa Constitution, en offrant son soutien logistique à une opération de riposte militaire américaine.

La perspective de cette riposte est toutefois envisagée avec beaucoup de réticences dans tous les pays qui abritent des foyers d'intégrisme et craignent des effets déstabilisateurs.

Le Tadjikistan en première ligne

Le ministre russe de la défense, Sergueï Ivanov, auquel le président Poutine a demandé de coordonner la coopération avec les Etats-Unis, a annoncé mardi que l'aéroport de Douchanbé, au Tadjikistan, pourrait être mis à la disposition des forces américaines pour leurs opérations de riposte en Afghanistan.

Le Tadjikistan, qui a 1 200 km de frontière commune avec l'Afghanistan, a été le théâtre de 1992 à 1997 d'une guerre civile entre le pouvoir néocommuniste et les islamistes qui a fait des dizaines de milliers de morts, et l'islamisme radical y est toujours actif. Les autorités se sont dites prêtes à coopérer à la riposte américaine, mais elles redoutent à la fois une agitation islamiste et un afflux massif de réfugiés auxquels pourraient se mêler des combattants. Les dirigeants tadjiks craignent également que leur pays, considéré comme un allié de la résistance afghane de l'Alliance du Nord, ne soit pris pour cible d'éventuelles représailles des talibans.

La rencontre Pérès-Arafat devait finalement avoir lieu mercredi

En visite à Jérusalem, Hubert Védrine tente de désamorcer la nervosité israélienne

JÉRUSALEM
de notre correspondant

En une formule, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, s'est efforcé, mardi 25 septembre, à Jérusalem, de tirer un trait sur une polémique résumée à un incident *« inutile et déjà dépassé »*.

Le matin même, les très riches heures de la relation passionnée qu'entretiennent la France et Israël s'étaient enrichies d'un nouveau petit chapitre. Dans la partie orientale de Jérusalem conquise en 1967 et sur laquelle les Israéliens revendiquent une souveraineté contestée par le droit international, un différend avait mis aux prises leurs services de sécurité à celui du consulat général de France. Dans l'enceinte historique et cossue de l'American Colony, hôtel classé Relais et Châteaux, et dont les registres constituent une façon de Bottin mondain du Proche-Orient, on s'échangea franchement et virilement noms d'oiseaux et horions.

Les Israéliens, excédés la veille d'avoir été éconduits du consulat de France à l'intérieur duquel ils entendaient escorter le ministre, s'étaient mis dans l'idée de lui coller aux basques alors que ce dernier avait conçu le projet de s'entretenir avec des personnalités palestiniennes des sujets qui fâchent – dont l'occupation par les Israéliens de la Maison d'Orient, siège officieux de l'OLP, à la suite d'un attentat meurtrier et où ils semblent d'ailleurs avoir fait main basse sur de précieuses archives. Les uns s'avancèrent, les autres s'interposèrent, des renforts israéliens arrivèrent et l'on confisqua l'accréditation d'un officier de sécurité français.

La France, dont l'ambassadeur Jacques Huntziger a été promptement accusé d'antisémitisme il y a peu pour avoir refusé d'assimiler les attentats perpétrés par les Palestiniens en Israël à ceux du 11 septembre aux Etats-Unis, a pu se consoler en constatant qu'elle n'a pas été la seule, ce jour-là, à pâtir de la nervosité israélienne. Mardi matin, en effet, le premier ministre Ariel Sharon décidait sèchement d'annuler le rendez-vous pris avec le ministre britannique du Foreign Office, Jack Straw, coupable d'avoir déclaré en Iran, où il était en visite, que *« l'un des facteurs qui aident à fomenter le terrorisme est la colère que de nombreux peuples de la région éprouvent à cause des événements en Palestine depuis des années »*. Non content d'avoir évoqué la Palestine, comme au bon vieux temps du Mandat, le ministre avait aggravé son cas en donnant du *« président »* au chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui, dans les documents d'Oslo, n'a jamais été qu'un *« chairman »*, soit la même chose mais en moins bien.

« INUTILE ET DÉPASSÉ »

L'annulation ne devait pourtant pas passer la journée. A la suite d'un appel du premier ministre britannique Tony Blair, un nouveau rendez-vous était fixé qui ramenait le coup de sang de M. Sharon à un incident lui aussi *« inutile et dépassé »*.

Au cours de la même conversation, M. Sharon a annoncé, presque incidemment, que la rencontre très attendue entre le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès et Yasser Arafat aurait lieu le lendemain matin, mercredi 26 septembre, à Gaza, quelques heures avant le début du Yom Kippour juif. Pour le coup – et à moins d'un nouveau drame sanglant perpétré avant l'instant fatidique –, ce sont de longs jours d'attente, d'atermoiements, de reports, de crises ministérielles et de veto qui, soudain, devenaient aussi *« inutiles et dépassés »*.

Gilles Paris

Trois soldats israéliens blessés dans une explosion

Trois soldats israéliens ont été légèrement blessés, mercredi matin 26 septembre, dans une explosion, près de la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, a-t-on appris de source militaire. L'explosion est survenue près da la position de Karmit, aux abords de la ville palestinienne autonome de Rafah : un engin piégé de forte puissance a sauté près de soldats en poste sur place. Apparemment, des Palestiniens ont creusé un tunnel jusqu'aux abords immédiats de cette position, voire même sous la position, afin de pouvoir y placer un engin explosif de forte puissance, selon la même source. Les soldats ont été blessés par l'écroulement d'un mur de protection en béton soufflé par l'explosion. Les trois soldats ont été évacués vers l'hôpital Soroka de Beersheba, dans le désert du Néguev (sud d'Israël). Des chars israéliens ont ensuite ouvert un feu nourri à la mitrailleuse lourde et tiré des obus vers le camp de réfugiés de Rafah, blessant quatre Palestiniens. – *(AFP.)*

New York : les républicains ont choisi leur candidat à la mairie

NEW YORK. Le milliardaire Michael Bloomberg a remporté confortablement, mardi 25 septembre, l'élection primaire organisée au Parti républicain pour désigner les candidats à la succession du maire de New York, Rudy Giuliani, selon un sondage à la sortie des urnes réalisé par l'institut Edison Media Research. Le maire républicain, Rudy Giuliani, qui a suscité l'admiration pour sa conduite lors des attentats, ne peut théoriquement se représenter, la loi interdisant d'effectuer plus de deux mandats de quatre ans. Cependant, 15 % des électeurs auraient écrit son nom sur des bulletins de vote.
En revanche, le résultat de l'élection pour désigner le candidat démocrate n'apparaissait pas clairement, selon ce sondage. Deux des quatre candidats, le médiateur municipal Mark Green et Fernando Ferrer, homme politique d'origine portoricaine, devront disputer une deuxième élection primaire le 11 octobre. L'élection primaire devait initialement se tenir le 11 septembre. Elle venait juste de commencer quand deux avions suicide détournés par des terroristes ont percuté les tours jumelles du World Trade Center. L'élection municipale est prévue pour le 6 novembre, le mandat de M. Giuliani expirant le 31 décembre. – *(AFP.)*

Echec du coup d'Etat sur l'île d'Anjouan, aux Comores

MORONI. Le coup d'Etat sur l'île d'Anjouan aux Comores a fait long feu puisque le président Mohamed Bacar, renversé lundi 24 septembre par des militaires, est parvenu, vingt-quatre heures plus tard, à reprendre les rênes du pouvoir, rapporte mardi une radio locale. Les instigateurs du coup d'Etat ont pris la fuite ou ont été arrêtés et le président Bacar a repris ses fonctions à Mutsamudu, la capitale, rapporte la radio d'Anjouan. L'armée a repris le contrôle de tous les endroits stratégiques, dont le port, l'aéroport et la station radio, a déclaré un porte-parole du gouvernement à la radio britannique BBC. Les putchistes seront jugés par un tribunal militaire, a ajouté le porte-parole. – *(Reuters.)*

Les arrestations de journalistes se poursuivent en Erythrée

ASMARA. Neuf journalistes ont été arrêtés en moins d'une semaine en Erythrée, où les autorités ont fermé tous les journaux privés, a-t-on appris mardi 25 septembre de source diplomatique. Le gouvernement avait annoncé le 18 septembre la suspension des journaux indépendants, en avançant que ces derniers avaient violé le droit de la presse et « mis en danger l'unité et les intérêts du pays ». Depuis, un certain nombre d'opposants ont été arrêtés, dont les onze dirigeants du mouvement réformiste et tous les membres d'un groupe de quinze hauts dirigeants du parti au pouvoir, qui avaient pris en mai dernier l'initiative exceptionnelle de critiquer le gouvernement du président Isayas Afewerki. Les première éléctions présidentielle, législatives et municipales depuis l'indépendance de l'ancienne province éthiopienne, en 1993, sont prévues en décembre. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **BURUNDI : dix-neuf civils ont été tués la semaine dernière dans des affrontements survenus entre l'armée burundaise et des rebelles hutus** sur les collines entourant Bujumbura, ont rapporté des témoins. Des affrontements entre l'armée et le FNL, l'un des principaux groupes rebelles actifs au Burundi, avaient débuté jeudi dernier à proximité de la capitale. Des centaines de civils ont fui leur domicile, et la route principale reliant la capitale au Nord avait été en partie fermée jusqu'à lundi. – *(Reuters.)*

■ **TUNISIE : le président Zine El Abidine Ben Ali a été « exhorté », mardi 25 septembre, par son parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, au pouvoir) à briguer un nouveau mandat à la présidence** aux élections prévues en octobre 2004, a indiqué l'agence Tunis-Afrique Presse (TAP). L'appel lancé par les membres du Comité central du RCD au premier jour d'une réunion à huis-clos à Tunis, devrait être entériné par cette haute instance du parti, dont les travaux se termineront mercredi par un discours du président Ben Ali. M. Ben Ali achève en 2004 son troisième mandat, qui devrait être le dernier, selon la constitution tunisienne, qui limite à trois les mandats présidentiels d'une durée de cinq ans chacun. – *(AFP.)*

■ **ZIMBABWE : le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi 25 septembre qu'il suspendait son aide au Zimbabwe** au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance en raison des arriérés accumulés par Harare (53 millions de dollars à la fin août). Le Conseil d'administration du Fonds a appelé les autorités du Zimbabwe à les régler au plus vite et « reconnait que l'engagement pris de procéder à des remboursements trimestriels est un premier pas vers le rétablissement de la coopération avec le FMI ». – *(AFP.)*

■ **POLOGNE : la coalition du Parti social-démocrate (SLD, post-communiste) et du Parti socialiste (UP) a remporté les élections législatives** de dimanche 23 septembre en Pologne avec 41,04 % des voix, sans obtenir la majorité absolue des sièges au Parlement, a annoncé mercredi 26 septembre la Commission électorale nationale. – *(AFP.)*

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président Vaclav Havel a commencé, mardi 25 septembre, sa convalescence** à l'hôpital où il avait été admis la veille à la suite d'un problème d'arythmie cardiaque. Le médecin de Havel, Ilja Kotik, a précisé que le président, âgé de soixante-quatre ans, se sentait bien et pourrait quitter l'hôpital jeudi et poursuivre sa convalescence au Château de Prague, la résidence présidentielle. – *(Reuters.)*

Appel du pape en faveur de la paix au Nagorny Karabakh

EREVAN. Dès son arrivée, mardi 25 septembre, à Erevan, la capitale arménienne, le pape Jean Paul II a lancé un appel à peine voilé à l'Arménie pour qu'elle assouplisse sa position dans le conflit avec l'Azerbaïdjan sur le Nagorny Karabakh. Le souverain pontife a évoqué « la recherche urgente de la paix au niveau régional » dans un discours prononcé à sa descente d'avion à l'aéroport de Zwarnotz, où il a débarqué, venant du Kazakhstan, par une chaleur de 30 degrés. « La paix ne peut être construite que sur les fondations solides du respect mutuel, de la justice dans les relations entre communautés et de la magnanimité de la part des forts », a dit Jean Paul II, qui a été accueilli par le président Robert Kotcharian et le catholicos Karékine II. A l'issue de la cérémonie d'accueil, Jean Paul II s'est rendu à Etchmiadzine, le « Saint-Siège » arménien, où il doit séjourner pendant toute la durée de la visite. Lors d'une halte de prière dans la cathédrale qui remonte à l'an 303, il est apparu tres fatigué, les symptomes de la maladie de Parkinson dont il souffre apparaissant avec évidence. – *(AFP.)*

Les hésitations d'une enquête hors norme

« C'E sera la plus grande enquête policière de l'histoire du pays », avaient décrété les médias américains au soir des attentats. Ils se trompaient : ces investigations sont planétaires, pas seulement américaines. Elles mènent de la Malaisie à l'Afghanistan, de l'Allemagne au Canada, en passant bien sûr par le Moyen-Orient. Mis en cause pour avoir sous-estimé la menace islamiste sur leur sol, les enquêteurs du FBI (police fédérale) et leurs collègues de la CIA (services extérieurs) ou d'autres agences de renseignements (NSA) tentent de reconstituer, avec plus ou moins de bonheur, le puzzle d'une affaire hors norme. Chaque jour apporte tant de nouveaux éléments qu'il devient difficile de faire la part du vrai et du faux, du confirmé et du supposé. Qui étaient les pirates de l'air ? Quels étaient leurs liens avec le dirigeant islamiste Oussama Ben Laden ? Etat des lieux après quinze jours d'enquête.

Les acteurs de la tragédie du mardi 11 septembre

Source : Sunday Times/El Pais

LES PIRATES DE L'AIR

Dans leur hâte à désigner des coupables, le FBI et les médias ont vite diffusé une liste de dix-neuf noms, photos à l'appui. Or il s'est avéré que plusieurs de ces noms correspondaient à des personnes encore en vie et étrangères à l'affaire. Au moins trois terroristes auraient ainsi utilisé des identités d'emprunt ou des patronymes très communs dans certains pays arabes. Plusieurs kamikazes, en tout cas, étaient bien originaires des Emirats, d'Egypte et surtout d'Arabie saoudite. A ce jour, une douzaine de Saoudiens auraient été identifiés, dont six jeunes gens d'une vingtaine d'années originaires de deux régions pauvres du sud du pays (Baha et Asir), non loin de la frontière yéménite. Certains avaient quitté leur famille plusieurs mois auparavant en annonçant qu'ils partaient aider leurs *« frères »* musulmans en Tchétchénie.

Pour reconstituer leur itinéraire aux Etats-Unis, 4 000 agents et 3 000 employés du FBI ont effectué un travail classique, mais gigantesque, de police judiciaire. Il leur a fallu mener des centaines de perquisitions, saisir des ordinateurs dans les bibliothèques publiques, interroger des voisins, des loueurs de voitures, des hôteliers, des gérants de salles de sport. Tout cela pour découvrir que les suspects vivaient sur place depuis des mois, voire des années, séparément ou en groupes restreints. De motels en « meublés », ils déménageaient souvent et se montraient plutôt discrets, préférant les messageries électroniques (e-mails codés) aux conversations téléphoniques, susceptibles d'être écoutées. Sept d'entre eux ont ainsi séjourné en Floride pour y suivre des cours dans une dizaine d'écoles d'aviation. Le coût élevé de l'apprentissage n'a jamais semblé leur poser problème, pas plus que les frais d'hébergement ou de déplacements. Le *New York Times*, citant des sources policières, a estimé à 1,4 million de francs le budget total de l'opération.

Au-delà du territoire américain, les investigations se sont étendues à plusieurs pays, mais c'est d'Allemagne que sont arrivées les informations les plus directement liées aux attentats. Avant de s'installer aux Etats-Unis, trois pirates de l'air avaient en effet vécu à Hambourg, l'une des plaques tournantes des réseaux islamistes en Europe. Parmi eux figurait un Egyptien de trente-trois ans, Mohamed Atta, probable pilote du premier Boeing qui s'est écrasé contre le World Trade Center. Ce fils d'avocat est celui dont la police sait désormais le plus de choses : ses études d'urbaniste en Allemagne, ses voyages (Syrie, Espagne...), son glissement progressif vers l'islamisme radical, ses cours de pilotage... Dépeint comme un homme d'autorité, cultivé et élégant, il ne présente pas le même profil social que ses complices saoudiens. Les enquêteurs sont convaincus qu'il a joué un rôle de coordonnateur entre les quatre commandos. Des groupes dont le mode opératoire est désormais connu, du moins dans ses grandes lignes.

Deux semaines après les attentats du 11 septembre, l'enquête menée aux Etats-Unis par la CIA et le FBI prend des proportions considérables, tant la masse d'informations contradictoires est difficile à vérifier et à exploiter. La relative méconnaissance des milieux islamistes par les enquêteurs ralentit leur progression

LE MODE OPÉRATOIRE

Le matin du 11 septembre, dix-neuf kamikazes, répartis en trois groupes de cinq et un groupe de quatre, sont montés à bord de quatre avions de ligne prêts à décoller des aéroports de Boston, Dulles (près de Washington) et Newark. Ils avaient réservé leurs billets depuis la fin août auprès d'agences de voyages ou sur Internet. Les enquêteurs ont pu déterminer leurs sièges respectifs, en classe « affaires » pour la plupart, donc à proximité du cockpit. Chaque commando comprenait au moins un pilote chargé, le moment venu, de diriger l'avion vers sa cible : le World Trade Center, à New York ; et des lieux de pouvoir, à Washington.

Les minutes précédant les crashs gardent en partie leur mystère. On sait néanmoins que les passagers du vol Newark-San Francisco ont résisté aux pirates de l'air, ce qui a provoqué la chute du Boeing dans une zone rurale de Pennsylvanie et non à Washington, sa cible supposée. L'étude de la boîte noire de cet appareil devrait apporter des précisions puisque des conversations et de bruits de bagarres ont été enregistrés. Il est cependant acquis que les terroristes étaient armés de couteaux et de cutters. Nul ne sait, en revanche, s'ils avaient introduit eux-mêmes ces armes à bord, ou si elles s'y trouvaient déjà auparavant, dissimulées sous les sièges par des complices. Dans tous les cas, le FBI travaille sur une hypothèse *« haute »* : celle d'un plan d'attaque beaucoup plus vaste, impliquant d'autres terroristes.

Le fait que certains pirates de l'air, à commencer par le « chef » présumé, Mohamed Atta, se soient renseignés à maintes reprises sur le maniement, voire l'achat, de petits avions d'épandage d'insecticides sur les cultures a fait craindre, a posteriori, une attaque chimique ou bactériologique. De même, des alertes à la bombe lancées au moment des détournements ont-elles été interprétées, avec le recul, comme des manœuvres de diversion orchestrées par des complices. Enfin, divers indices laissent supposer qu'au moins deux détournements supplémentaires avaient été envisagés. Comment expliquer autrement que des cutters aient été retrouvés cachés dans deux avions immobilisés après les attentats ? Au total, selon certains enquêteurs, le volet aérien de l'opération a pu impliquer jusqu'à trente kamikazes, soit six groupes de cinq. Pour des raisons indéterminées, onze d'entre eux ne seraient pas passés à l'action et pourraient se trouver parmi les personnes interpellées ces dernières semaines.

LES ÉVENTUELS COMPLICES

Au moment de commencer son enquête, le FBI disposait d'éléments importants : des documents saisis dans des véhicules de location ; des témoignages en provenance de Floride... Depuis, les agents fédéraux ont multiplié les interpellations avec le flagrant souci de bloquer d'éventuels complices. Une liste de 392 personnes (Egyptiens, Saoudiens, Algériens...) recherchées en tant que témoins a été diffusée. Parmi elles figureraient une quarantaine d'anciens stagiaires des écoles d'aviation. Par ailleurs, 352 personnes ont été entendues et sont toujours retenues, officiellement pour des infractions mineures. En réalité, il s'agit surtout de savoir si elles ont été, ou non, en relation avec les pirates de l'air. Par ailleurs, au moins huit hommes ont été placés en détention en tant que *« témoins matériels »*, un terme juridique signifiant qu'ils sont susceptibles – au minimum – de détenir des informations décisives. Sept d'entre eux retiennent particulièrement l'attention :

– Un Français d'origine marocaine, arrêté en situation irrégulière le 17 août alors qu'il tentait de suivre une formation de pilote dans le Minnesota. Agé d'une trentaine d'années, il était déjà connu de la direction de la surveillance du territoire (DST) avant les attentats. Les policiers français l'avaient d'ailleurs présenté à leurs homologues du FBI comme un *« soldat islamiste »* formé dans les camps afghans liés à Al-Qaida (la « base »), l'organisation de Ben Laden. D'après le *Washington Post*, les agents fédéraux auraient saisi en sa possession un ouvrage sur l'épandage d'insecticides. Cette information n'a pas été confirmée de source officielle, mais le ministre de la justice, John Ashcroft, a admis que de tels documents avaient bien été découverts chez une personne actuellement retenue. Selon nos sources, aucun autre Français n'est apparu, à ce jour, dans le dossier.

– Deux hommes, semble-t-il de nationalité indienne, interceptés dès le 12 septembre, dans un train texan, en possession de cutters et d'une forte somme d'argent. Ils figuraient parmi les passagers d'un vol contraint de se poser à Saint-Louis (Missouri) après les attentats. Leur interpellation a renforcé l'hypothèse des « six groupes », sans en apporter la preuve formelle.

– Trois Maghrébins arrêtés le 18 septembre, à Détroit, en possession de documents suspects, en particulier des notes à propos d'une base américaine en Turquie. Deux d'entre eux ont été employés par une société chargée de la restauration dans les avions.

– Un Koweïtien de trente-quatre ans interpellé le 17 septembre à Burbank. Les enquêteurs soupçonnent cet ancien chauffeur de taxi d'avoir été en relation avec deux des pirates de l'air et, surtout, d'être le relais à Boston du commanditaire présumé des attentats : le milliardaire saoudien exilé en Afghanistan, Oussama Ben Laden.

Le FBI travaille sur une hypothèse « haute » : celle d'un plan d'attaque beaucoup plus vaste, impliquant d'autres terroristes

OUSSAMA BEN LADEN

Les autorités politiques ont tout de suite soupçonné le dirigeant islamiste et son organisation, déjà mise en cause lors d'attentats précédents, à New York (World Trade Center, 1993), au Yémen (le destroyer *Cole*, 1993), et contre deux ambassades américaines en Afrique (Kenya, Tanzanie, 1998). De par sa structure éclatée – une multitude de cellules et de mouvements plus ou moins autonomes répartis dans le monde entier –, Al Qaida a effectivement les moyens humains et logistiques de mener une telle opération. Encore faut-il en apporter la preuve... Dimanche 23 septembre, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, s'était engagé à le faire sous la forme d'un « document ». Mais il a été contredit dès le lendemain par le président Bush, hostile à cette idée.

Les enquêteurs, de leur côté, ont noté des points communs entre les attentats du 11 septembre et les actions antérieures. Quelques terroristes, ou leurs supposés complices, auraient par exemple transité par Jersey City, une ville connue pour avoir abrité les activistes islamistes impliqués dans l'explosion d'une camionnette piégée au World Trade Center, en 1993. Surtout, la police assure que trois kamikazes ont côtoyé des membres d'Al-Qaida. L'un des dix-neuf pirates de l'air aurait ainsi été filmé, fin 1999 ou début 2000, en Malaisie, en présence de deux individus par la suite soupçonnés dans l'attentat visant le destroyer *Cole* (17 morts). Deux autres kamikazes auraient été en relations avec le Koweïtien interpellé le 17 septembre et considéré comme le possible relais bostonien d'Al-Qaida.

Ces différentes pistes – pour le moins indirectes – illustrent toutefois la difficulté à prouver la culpabilité du milliardaire saoudien. Les enquêteurs espèrent y parvenir en étudiant les circuits de financement des attentats. Le fait que quelques dépenses aient été réglées par cartes bancaires pourrait les y aider, aux Etats-Unis comme à l'étranger, où le volet financier des investigations se développe.

LES DIFFICULTÉS DU FBI ET DE LA CIA

La CIA, et plus encore le FBI, font l'objet de critiques de plus en plus virulentes. Dans son édition du 23 septembre, le *Washington Post* révélait ainsi que le police fédérale était informée depuis 1996 de la présence d'étranges stagiaires moyens-orientaux dans les écoles d'aviation de Floride mais que les vérifications effectuées à l'époque n'avaient rien révélé d'alarmant. Il est également reproché au FBI d'avoir négligé les renseignements de la DST sur le *« soldat islamiste »* français et de n'avoir pas su retrouver la trace de deux pirates de l'air dont la présence sur le territoire avait été signalée plusieurs semaines avant les attentats. En fait, les services américains n'ont pas vraiment changé d'attitude depuis le 11 septembre. *« Malgré les déclarations d'intention, ils tiennent très peu compte de l'aide que peuvent leur apporter leurs homologues européens »*, estime-t-on, de bonne source, à Paris. A Washington aussi, bien des observateurs commencent à estimer qu'au-delà des interpellations spectaculaires et très médiatisées des premiers jours, les enquêteurs sont à la peine et manquent d'éléments solides.

Trois obstacles majeurs ralentissent leur travail : leur méconnaissance relative des milieux islamistes, le manque d'agents capables de les infiltrer et surtout la pénurie d'interprètes fiables. Depuis les attentats, la police est noyée sous des dizaines de milliers d'informations (e-mails de dénonciation, appels téléphoniques du public...). Les documents saisis lors des perquisitions et les écoutes téléphoniques effectuées dans le monde entier par la NSA (agence spécialisée dans ce domaine) tardent à être exploités, faute de traducteurs pratiquant les langues d'Asie centrale et capables de déceler d'éventuels messages codés. La *« plus grande enquête policière de l'histoire du pays »*, désormais affublée du nom de code « Penttbomb », ne fait pourtant que commencer...

Philippe Broussard

Le Monde
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : http: // www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

M. Poutine et le terrorisme

VLADIMIR POUTINE n'a pas oublié l'allemand qu'il a appris dans les écoles du KGB avant d'être envoyé comme agent à Dresde, du temps de la RDA. Devant des députés du Bundestag admiratifs, il a délivré, mardi 25 septembre à Berlin, le discours d'un homme d'Etat qui sait tirer le meilleur parti de l'occasion offerte. Il s'est présenté comme le président d'un *« pays européen ami »*, soucieux de construire la *« maison commune européenne »*. Une expression attribuée à Mikhaïl Gorbatchev, mais qui a été inventée dans les années 1970 par un croisé du conflit Est-Ouest, Andreï Gromyko, pour figer les frontières entre les blocs. Cette époque est révolue. Vladimir Poutine a raison : il faut tourner la page de la guerre froide.

La Russie postcommuniste n'a pas hésité longtemps avant de rejoindre la coalition antiterrorisme que mettent en place les Etats-Unis. Comme la guerre du Golfe avait permis à l'URSS finissante d'intégrer la communauté internationale, le chef du Kremlin utilise la *« guerre »* contre le terrorisme pour souligner la *«communauté de valeurs»* censée lier son pays à l'Occident. S'il l'a fait dans le cadre du Reichstag, c'est parce qu'il sait les dirigeants allemands particulièrement réceptifs à ce genre de propos. Avec la construction européenne et l'amitié avec les Etats-Unis, l'ancrage de la Russie à l'Europe est la préoccupation constante de l'Allemagne réunifiée.

Vladimir Poutine a modestement admis que tous les hommes politiques portent une part de responsabilité dans les attentats du 11 septembre parce qu'ils se sont reposés sur un système de sécurité dépassé. C'est ce que disaient les conseillers de George W. Bush avant les attentats de New York et de Washington. Toutefois, avant de quitter Moscou, le président russe avait signalé que son pays avait pris conscience du danger représenté par le terrorisme islamiste bien avant les dirigeants occidentaux et que personne ne lui en avait su gré. Il parlait évidemment de la Tchétchénie, où depuis deux ans l'armée russe lutte contre les indépendantistes sans réussir à en venir à bout. Pour le Kremlin, la cause est entendue : les Tchétchènes sont des terroristes, en relations directes ou indirectes avec les fondamentalistes d'Afghanistan et d'ailleurs. Ben Laden étant devenu l'ennemi public numéro un, le moment semble opportun pour tenter d'en finir avec la rébellion tchétchène.

Mais que peuvent faire les Russes qu'ils n'aient déjà tenté en vain, sinon négocier ? Ils ont envoyé dans la petite République caucasienne jusqu'à 120 000 soldats ; ils ont bombardé les villes et rasé la capitale, Grozny ; ils ont fait plus de cent mille victimes (essentiellement des civils). Au lieu de plaider, comme le chancelier Schröder, pour une appréciation *« plus nuancée »* de la guerre en Tchétchénie, les dirigeants occidentaux feraient bien de rappeler à M. Poutine ce sinistre bilan, avant de célébrer avec lui *« le même système de valeurs »*.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette ; *adjoint* : François Lolichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Debove *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ; Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les eaux de la Loire dérivées vers le sud

PLAN D'EAU pour les sports nautiques, réserve piscicole, centre d'intérêt touristique, un lac peut être aussi une source d'énergie. Les ingénieurs d'Electricité de France ont rapidement jaugé les remarquables possibilités offertes par le lac d'Issarlès, occupant sur les hauts plateaux du Vivarais un cratère de volcan d'une superficie de 95 hectares et de 108 mètres de profondeur, à l'altitude de 1 000 mètres.

Il existe en effet au voisinage des sources de la Loire, au pied du mont Gerbier-de-Jonc, une disposition géographique unique en France. Elle est due au relief du Massif Central, vieux système montagneux du primaire, qui reçut à l'époque tertiaire, lors de la poussée des Alpes, un formidable « coup d'épaule » relevant brusquement sa bordure sud-est. L'exceptionnelle dénivellation rencontrée ici est connue sous le nom de « mur des Cévennes ».

Les techniciens ont découvert qu'ils pourraient par un canal souterrain de 17 kilomètres seulement provoquer une chute de près de 650 mètres dans la région de Montpezat et collecter après des travaux d'importance relativement restreinte les ressources hydrauliques du bassin de la jeune Loire. Dans un an les travaux de génie civil seront pratiquement achevés. Il restera à mettre au point les installations plus délicates d'équipement mécanique et électrique. La centrale de Montpezat pourra « tourner » en octobre 1953. Elle coûtera environ 10 milliards, mais elle nous épargnera l'importation annuelle de 250 000 tonnes de charbon ou de 165 000 tonnes de pétrole.

François Morison
(27 septembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Adresse Internet : http: // www.lemonde.fr
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)
Le Monde sur CD-ROM : 01-44–88-46-60
Index du *Monde* : 01-42-17-29-89. *Le Monde* sur microfilms : 03-88-71-42-30
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Symbolique du sang et principe de précaution

DES LARMES et du sang. Si elle n'échappe pas au rituel ancestral de la guerre, la catastrophe vécue par les Etats-Unis donne au sang une place particulière dans la symbolique de la fraternité internationale et de la compassion avec ceux qui souffrent. Dès le lendemain des attentats, le président George W. Bush appelait le personnel de la Maison Blanche à offrir son sang pour les victimes. M. Bush et son épouse Laura se sont rendus pour leur part dans une banque du sang installée dans un immeuble administratif qui jouxte la Maison Blanche.

La mémoire télévisuelle retient aussi l'image de Yasser Arafat donnant son sang dans le principal hôpital de Gaza au bénéfice des victimes des attaques de New York et de Washington. Le chef de l'OLP a annoncé à cette occasion le début d'une campagne pour recueillir du sang auprès du peuple palestinien. Quant au secrétaire d'Etat américain Colin Powell, il a déclaré que ces attentats *« doivent donner à réfléchir à quiconque a une goutte de sang civilisé dans les veines et qui croit au Tout-Puissant sous une forme ou une autre »*.

Au même moment, des centaines d'Israéliens offraient leur sang, bientôt suivis par des jeunes Russes à qui l'on expliquait pourtant que, pour différentes raisons d'ordre logistique, il était fort peu vraisemblable que leur don soit acheminé en Amérique. Des initiatives similaires ont été observées dans différents pays, comme le Koweït ou la Pologne, où l'armée a lancé une action de collecte auprès des militaires. A Paris, l'Etablissement français du sang a prudemment préféré expliquer à tous les volontaires déclarés que de tels dons n'étaient pas, en l'état actuel des données médicales disponibles, nécessaires. Aux Etats-Unis mêmes, les premiers appels au don ont été logiquement lancés dans les heures qui ont suivi les attentats par la Croix-Rouge américaine et par les autorités sanitaires, qui redoutaient d'être en rapide situation de rupture de stock de médicaments transfusionnels. Leurs craintes étaient d'autant plus vives que les établissements hospitaliers de New York sont confrontés de manière chronique à une pénurie en produits sanguins, qui leur imposait jusqu'à présent d'avoir recours à des importations importantes en provenance d'Europe.

Un peu partout dans le pays, des dizaines de milliers de personnes se sont précipitées dans les centres de transfusion sanguine. Le phénomène a été amplifié par diverses initiatives comme celle des responsables de la firme Microsoft. Outre un don de cinq millions de dollars en argent liquide et d'une somme équivalente en logiciels et en services informatiques afin d'aider les autorités dans l'organisation des secours, ces responsables ont décidé d'encourager leurs 44 000 employés à faire des dons personnels et annoncé l'organisation d'une collecte de sang sur le campus de Redmond, siège de Microsoft, près de Seattle.

PAYSAGE EN RECOMPOSITION

Dépassées par l'ampleur du mouvement, les autorités sanitaires américaines ont demandé aux volontaires d'attendre quelques jours ou quelques semaines, la première vague de donneurs ayant amplement satisfait les besoins immédiats pour les deux mille personnes hospitalisées.

Jamais une catastrophe n'aura, aussi vite et à une aussi grande échelle, déclenché une telle manifestation de solidarité. La coïncidence veut qu'elle survienne dans un paysage sanitaire et industriel en complète recomposition du fait des craintes nées de la maladie de la vache folle et des risques hypothétiques de la transmission par voie transfusionnelle du prion pathologique responsable de la forme humaine de cette maladie animale.

Alors que des milliers d'Européens se déclaraient volontaires pour offrir leur sang aux Américains, les Etats-Unis ont organisé la fermeture progressive de leurs frontières au sang en provenance de l'Ancien Continent, tenu pour potentiellement contaminé par l'agent de la variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Quelques jours avant la catastrophe, ils avaient pris la décision d'interdire, à partir d'octobre 2002, toute importation ou collecte de sang provenant de personnes vivant ou ayant séjourné en Europe.

Les modalités pratiques de cette décision sont actuellement étudiées par la Food and Drug Administration américaine (FDA), et tout devrait être définitivement arrêté d'ici la fin de cette année puis mis en œuvre en deux temps afin de permettre au système transfusionnel du pays de s'adapter et d'intensifier les campagnes de collecte de sang. Ce plan prévoit notamment qu'à compter du 31 mai 2002, les personnes ayant séjourné plus de trois mois en Grande-Bretagne du début 1980 à la fin 1996, ou cinq ans en France, ou encore six mois sur une base militaire américaine située en Europe, seront exclues du don du sang sur le sol américain. *« Les recommandations visent à exclure les donneurs pouvant avoir été exposés à la variante humaine de la maladie de la vache folle »*, a clairement précisé la FDA dans un communiqué.

Edictées au titre du principe de précaution, ces mesures croissantes d'interdiction et d'exclusion du don ne correspondent à aucune nouvelle donnée scientifique quant au risque de contamination transfusionnelle par l'agent de l'ESB. Elles s'ajoutent à celles prises par différents pays et visant, là encore, à réduire un risque hypothétique.

Les Etats-Unis étant le premier fournisseur mondial de plasma et de médicaments dérivés du sang, tout laisse craindre un bouleversement du marché mondial des produits transfusionnels avec la mise en place *de facto* d'un nouveau standard de qualité. Aucun accord n'a d'autre part pu être trouvé à l'échelon international sur les règles éthiques qui doivent encadrer l'activité transfusionnelle. C'est ainsi que selon les pays le sang est offert ou acheté avant d'être transformé en médicaments. Dans un tel contexte, la symbolique moderne de la fraternité que constitue – depuis un demi-siècle et grâce à la médecine moderne – cet échange biologique entre les hommes trouvera-t-elle encore longtemps les moyens de s'exprimer ? Sinon, quelle autre symbolique saura la remplacer ?

Jean-Yves Nau

L'Europe unie dans la crise

Suite de la première page

D'abord, parce que ses membres peuvent à juste titre se sentir directement concernés par la traque des terroristes, plusieurs d'entre eux ayant élu domicile dans un pays de l'UE avant d'être activés par leurs commanditaires. Ensuite, parce qu'elle forme de plus en plus un espace unique dans lequel la libre circulation des personnes est à la fois un acquis et un risque. Cette liberté ne peut être à terme garantie que si le risque est contenu. Et celui-ci ne peut l'être que si la coopération entre les polices est renforcée et les barrières bureaucratiques empêchant la poursuite et le jugement des délinquants d'un pays à l'autre abattues. Au lendemain des attentats, les Quinze sont prêts à adopter le mandat d'arrêt européen que certains d'entre eux refusaient depuis plusieurs années et ils vont renforcer les échanges d'informations entre les polices.

Comme souvent, la crise va donner une impulsion à l'unification européenne. En se réunissant en session extraordinaire, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE se comportent comme les responsables d'un sujet international, même si l'Union n'a toujours pas de personnalité juridique. Ils travaillent brièvement – quelques heures – à l'abri du cirque médiatique qui accompagne désormais les conseils européens ordinaires, et prennent des décisions concrètes, pratiques, immédiatement applicables. L'atmosphère studieuse contraste avec les marchandages interminables marquant les conseils où l'ordre du jour est institutionnel, comme celui de Nice en décembre 2000.

Tous les observateurs à ces réunions extraordinaires éprouvent le même sentiment de voir une collectivité en formation, presque un club, dont les participants apprennent à travailler ensemble, à forger une solidarité, à rechercher une cohésion entre des pays aux traditions et aux statuts bien différents. Ainsi, se met en place une forme de leadership collectif de l'Europe. Les tenants du pragmatisme ne cessent de s'en féliciter. Ils pensent en effet que ces réunions font plus pour l'unité de l'Europe que des semaines de discussion sur la future constitution, la répartition des pouvoirs ou la pondération des voix.

L'Europe se prouve en marchant. Encore faut-il qu'elle marche. Que l'Union tienne ses engagements. Qu'elle soit capable de se montrer active au Proche-Orient comme elle a commencé de l'être au cours des derniers mois. Qu'elle puisse user de ses bonnes relations avec certains pays arabes pour les enrôler dans la coalition contre le terrorisme. Qu'elle soit suffisamment habile pour, à la fois, afficher sa *« solidarité totale »* avec les Etats-Unis, mettre cette solidarité en pratique et faire entendre sa différence sur plusieurs questions internationales. Elle est souvent mieux placée que les Etats-Unis pour comprendre la nature de crises qui se produisent dans son environnement. Sinon pour les résoudre, bien qu'elle en ait théoriquement les moyens. Elle est la seule organisation internationale à disposer de toute une gamme d'instruments d'intervention, politiques, économiques, monétaires, financiers...

INSTRUMENTS MILITAIRES ET CIVILS

D'ici à 2003, elle aura aussi un instrument militaire, une force de réaction rapide comptant en principe soixante mille hommes, pouvant être engagé sur des terrains européens ou extra-européens. Jacques Chirac a même proposé que la force européenne puisse être mise à la disposition des Nations unies pour des opérations de maintien de la paix. A côté de ce « bras armé », l'Union met en place des forces de police et, à la demande des pays scandinaves, des moyens d'intervention civils. Ce mélange d'instruments militaires et civils, dont la nécessité est apparue évidente au Kosovo au lendemain de la guerre, est une autre originalité de l'UE, qui pourrait se révéler très utile pour lutter contre le terrorisme et ses effets.

Peut-être les objectifs de la force européenne devront-ils d'ailleurs être recentrés. Sans négliger les fameuses « tâches de Petersberg » (missions humanitaires, maintien et rétablissement de la paix), il serait paradoxal que la force européenne puisse intervenir sur des théâtres extérieurs mais ne puisse pas être engagée contre un danger intérieur en Europe même. Lionel Jospin a proposé, lundi 24 septembre, en ouvrant à Paris la session de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), un élargissement des compétences de l'Europe de la défense dans ce domaine : *« Lorsqu'il s'agit de mobiliser des moyens militaires pour lutter efficacement contre des visées terroristes menaçant le territoire de l'Union, le cadre de l'Europe de la défense peut s'avérer propice au rapprochement et à la coordination des actions »*, a déclaré le premier ministre, citant en particulier la surveillance des espaces aérien et maritime.

L'insistance mise par les Quinze sur le rôle de l'ONU dans la lutte à long terme contre le terrorisme est compréhensible, à condition de ne pas conduire à la paralysie. Elle permet de revaloriser le rôle des Européens – deux Etats de l'Union, la France et la Grande-Bretagne, sont membres permanents du Conseil de sécurité – et de tenter de rallier Washington à une approche multilatérale des crises internationales. Ce discours, les Américains, qui découvrent l'utilité d'avoir des alliés, sont en mesure de l'entendre, aujourd'hui plus que jamais.

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

ELECTIONS SÉNATORIALES

Sept, et non onze, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du 25 septembre, des douze députés qui se présentaient aux élections sénatoriales du 23 septembre ont été élus : outre Patrice Martin-Lalande (RPR, Loir-et-Cher), ont également été battus Marc-Philippe Daubresse (UDF, Nord), Monique Denise (PS, Nord), Serge Janquin (PS, Pas-de-Calais) et André Thien-Ah-Koon (div. d., Réunion).

JEAN-GUY TALAMONI

Dans l'entretien que nous a accordé Jean-Guy Talamoni (*Le Monde* du 13 septembre), nous avons écrit par erreur que c'est sur le site Amnistia que des militants nationalistes corses s'étaient *« inquiétés »* d'une *« prise de distance »* du leader nationaliste d'avec la clandestinité. C'est sur la mailist Unita naziunale que des militants ont dénoncé les propos du chef de file de Corsica nazione.

DOLPHIN

Dans la liste des plans sociaux publiée en complément de l'article sur la rentrée sociale (*Le Monde* du 11 septembre), la mention du dépôt de bilan de la société Dolphin France concernait l'opérateur Dolphin Télécom France (*Le Monde* daté 10-11 septembre) et non la société Dolphin Integration à Meylan (Isère), spécialisée dans les semi-conducteurs.

BASQUES

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 25 septembre, Laurence Guimon ne figure pas au nombre des personnes interpellées au pays basque, lors de la série d'arrestations effectuées en France, dimanche 23 septembre.

CONJONCTURE **Les économistes des banques françaises et étrangères, comme ceux des instituts de conjoncture, ne partagent pas l'optimisme de Laurent Fabius sur les perspectives de croissance pour 2002 (2,5 %). La moyenne de leurs prévisions se situe autour d'une progression du PIB de 1,8 %. ● TOUS LES MOTEURS de l'activité (consommation, investissement…) tourneraient, selon eux, au ralenti. ● LE BUDGET de la Sécurité sociale, qui repose sur les mêmes prévisions économiques que celui de l'Etat, est jugé *« irréaliste »* par la droite. ● LE MARCHÉ DE L'EMPLOI reste une des grandes inconnues. Les chiffres du chômage en août, publiés vendredi, risquent d'être mauvais pour le quatrième mois consécutif. ● LES CINQ CONFÉDÉRATIONS n'étaient pas encore parvenues, mardi 25 septembre, à un accord sur les thèmes d'une journée d'action commune mi-octobre.**

Les économistes indépendants douchent l'optimisme du gouvernement

Réunis mercredi 26 septembre dans le cadre de la commission économique de la nation, présidée par Laurent Fabius, les conjoncturistes prévoient une croissance pour 2002 plus proche de 1,8 % que des 2,5 % affichés par le ministre des finances. La droite juge que le budget de la « Sécu » pour l'an prochain est « irréaliste »

ETAT D'ALERTE. Laurent Fabius a beau dire, la situation économique française est aujourd'hui plus incertaine qu'elle ne l'a jamais été, en tout cas depuis que Lionel Jospin est à Matignon. Le ministre de l'économie et des finances peut toujours marteler à la télévision ou sur les ondes qu'il y a des risques, certes, qui pèsent sur la conjoncture, mais qu'aujourd'hui *« ils ne sont pas avérés »*. Toujours est-il que l'incertitude est à son comble. Et qu'il ne manque pas de raisons de se laisser aller au pessimisme. Bercy, traditionnellement réputé pour sa trop grande prudence, ne veut rien savoir. Et les prévisions que M. Fabius a présentées, mercredi 26 septembre, aux 16 économistes qui composent le groupe technique de la commission économique de la nation sont teintées d'un optimisme dont les services du ministère ne sont pourtant pas des grands adeptes.

Le gouvernement table, en effet, sur une croissance de 2,5 % en 2002, un chiffre qui semblait déjà relativement irréaliste avant les attentats du 11 septembre, et qui aujourd'hui apparaît dépassé à la plupart des économistes. D'ailleurs, à l'exception de Natexis Banques Populaires, qui prévoit une progression du produit intérieur brut (PIB) de 2,7 % l'an prochain, et qui remporte traditionnellement la palme de l'optimisme, la prévision gouvernementale est aujourd'hui la plus rose. *« Le minimum d'acte politique d'un gouvernement, c'est de ne pas réviser ses prévisions après les attentats »* de New York et Washington, estime Jean-Paul Fitoussi, de l'OFCE. On comprend bien que Laurent Fabius, qui ne cesse de répéter que *« l'économie, c'est de la psychologie »*, veuille entretenir à tout prix la confiance des Français. A l'heure où l'activité ralentit, où le chômage augmente et où les élections se rapprochent, l'enjeu est de taille. *« Tout cela est très politique. Mais moi, je ne fais pas de politique »*, considère Olivier Gasnier, économiste de la Société générale qui prévoit une croissance française de 0,8 % en 2002.

Le consensus qui s'est dégagé de la réunion du groupe technique à Bercy, mercredi matin, est plus proche des 1,8 % de progression du PIB en 2002. Il y a les économistes pessimistes, qui anticipent une croissance inférieure. Parmi eux, on trouve Goldman Sachs (1,3 %), la Société Générale (0,8 %), Morgan Stanley (1,5 %), la Caisse des dépôts et consignations (CDC) (1,6 %), la Deutsche Bank (1,1 %), HSBC-CCf (1,5 %), ou encore le Centre de prévision de l'Expansion (1,2 %). *« Bien malin qui peut chiffrer les conséquences des attentats. Il faut attendre de voir quelle sera la nature de la riposte… »*, reconnaît David Naudé, de la Deutsche Bank, *« mais dès avant ces événements, le diagnostic conjoncturel pour la France apparaît bien plus dégradé que ne le suggèrent les prévisions officielles ». « Avant même les attentats, les chiffres de production industrielle et de confiance des ménages aux Etats-Unis étaient mauvais. Et on aurait révisé nos prévisions à la baisse »*, confirme Marie-Pierre Ripert, de la CDC.

Dans ce club des pessimistes, les prévisions pour la croissance américaine sont nettement inférieures à celle de Bercy, qui espère un chiffre de 2 % en 2002. La CDC prévoit une progression du PIB américain de 1,2 %, Morgan Stanley de 1 %, la Deutsche Bank de 1,2 %... Dans ce contexte, le commerce extérieur français resterait fortement dégradé. *« Les flux commerciaux se sont effondrés. Les importations françaises ont chuté à un rythme effréné. On n'avait pas vu ça depuis 1993. C'est plus un atterrissage en catastrophe qu'un trou d'air »*, estime M. Naudé. Et les entreprises ne relanceraient pas leurs investissements, qui ont progressé, au premier semestre 2001, à un rythme annuel inférieur à 2 %. Là aussi, le chiffre de Bercy, qui mise sur une augmentation de 3,8 % des investissements des entreprises, peut paraître surestimé.

SCÉNARIO NOIR

« Nous anticipons une augmentation des investissements des entreprises de 0,7 % en 2002 », développe Christel Rendu de Lint, chez Morgan Stanley. *« On pensait que les investissements redémarreraient une fois que les incertitudes américaines seraient levées. Ce n'est manifestement pas près d'arriver. Je prévois donc une baisse de 0,5 % des investissements des entreprises en 2002 »*, estime M^me^ Ripert. D'autant que, dans ce scénario, les créations d'emplois ne seraient pas non plus à la hauteur des espérances du gouvernement (300 000 en 2002), qui attend une légère baisse du taux de chômage en 2002 (un peu plus de 8 %). Ces économistes jugent que le nombre de chômeurs remonterait. La masse salariale n'évoluerait donc pas autant que le prévoit Bercy, et la consommation, moteur unique de la croissance aujourd'hui, en pâtirait...

A ce scénario noir s'oppose une histoire un peu moins sombre, celle d'instituts de conjoncture comme l'OFCE, le Crédit lyonnais, l'Association française des économistes d'entreprises, qui n'envisagent pas une croissance inférieure à 2 % en 2002. Dans leur camp, on trouve également la BNP-Paribas (2,2 %), le Centre d'observation économique de la chambre de commerce de Paris (2,3 %) ou encore le Crédit agricole (2,4 %). Tout comme Bercy, ils envisagent un rebond plus rapide de l'activité américaine et une bonne résistance de la demande intérieure française, qu'il s'agisse de la consommation des ménages ou des investissements des entreprises. Quoi qu'il en soit, ils sont plus proches du bas de la fourchette de prévisions du ministère de l'économie (2,25 % – 2,75 %) que de son hypothèse centrale (2,5 %).

Le gouvernement a beau afficher une confiance sans faille dans l'avenir, il n'en envisage pas moins des mesures de soutien à la croissance. Il pourrait doubler la prime pour l'emploi de 2001 dès mars 2002, quitte à dévoyer cet instrument d'encouragement au travail de son objectif initial. M. Fabius et M^me^ Guigou semblent favorables à la création de nouveaux contrats d'emplois solidarité (*lire ci-dessous*). Quant aux fonctionnaires, qui ont déjà obtenu la création de près de 16 000 postes pour 2002, ils pourraient voir leur traitement revalorisé pour tenir compte de l'inflation. Les ambitions de M. Fabius de maîtriser les finances publiques et de les rendre excédentaires dès 2004 semblent désormais appartenir au passé.

Virginie Malingre

L'inflation reste sous contrôle

Tous les indicateurs économiques ne sont pas dans le rouge. Ainsi, les prix à la consommation sont restés stables en août, et leur progression sur un an est revenue à 1,9 %, selon les données définitives publiées, mardi 25 septembre, par l'Insee. Mais cette stabilisation est notamment due à un phénomène conjoncturel, le repli des prix des produits frais (– 9,6 %) le mois dernier. Bonne élève de la zone euro, la France voit ainsi son indice des prix sur un an passer sous le plafond de 2 % fixé par la Banque centrale européenne. Fin août, l'inflation globale dans la zone euro s'élevait à 2,7 % sur un an (2,8 % en juillet). Toutefois, l'indicateur d'inflation sous-jacente en France, qui reflète mieux les tendances de fond car il ne tient pas compte des produits au prix est très volatil (produits frais, énergie), a progressé de 0,2 % en août et de 1,8 % sur un an (après 1,7 % en juillet et 1,5 % les trois mois précédents).

La droite dénonce le « scénario béat » du projet de loi sur la « Sécu »

LA DISCUSSION a servi, en quelque sorte, de répétition. La présentation par Elisabeth Guigou, mardi 25 septembre, du projet de loi 2002 de financement de la Sécurité sociale devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a permis aux députés de l'opposition d'ajuster leurs flèches sur *« l'optimisme »* du gouvernement avant l'examen du texte en séance prévu fin octobre. Tour à tour, ils ont ainsi dénoncé le *« scénario béat »* des prévisions économiques sur lesquelles se fonde le projet.

« Comme votre collègue des Finances, vous ne semblez pas tenir compte des événements récents », a lancé François Goulard (Démocratie libérale, Morbihan) à la ministre de l'emploi et de la solidarité, en réclamant des prévisions de recettes et de dépenses basées sur *« 1 % de croissance ». « C'est un projet de loi de flottement de la Sécurité sociale »*, a dénoncé Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie), aussitôt relayé par la condamnation sans appel de Jean-Luc Préel (UDF, Vendée) sur *« "l'insincérité" des comptes »*. Même Maxime Gremetz (PCF, Somme) y est allé de sa critique : *« Avec une croissance élevée jusqu'ici, une consommation des ménages importante, une situation favorable, la "Sécu" aurait dû avoir un excédent considérable »*, a-t-il regretté.

« Le gouvernement ne fait pas de scénario-fiction. Nous ne sommes pas dans une salle de jeux vidéo ! », a riposté M^me^ Guigou, en défendant les prévisions de croissance définies par Bercy : 2,3 % en 2001 et 2,5 % en 2002. *« L'incertitude s'est accrue, c'est vrai*, a-t-elle ajouté, *mais, pour l'instant, nous n'avons pas à réviser nos prévisions. Elles sont partagées par plusieurs instituts, y compris Morgan Stanley. »* Une assertion inexacte, puisque cette banque d'affaires est beaucoup plus pessimiste (*lire ci-dessus*).

Ni la remontée consécutive du chômage pendant trois mois (mai, juin et juillet), ni les attentats aux Etats-Unis ne justifient, aux yeux de la ministre, l'établissement d'un « scénario-catastrophe ». D'autant, a-t-elle expliqué, que des ajustements ont déjà été opérés. Ainsi, le budget de la Sécurité sociale est fondé sur une croissance de la masse salariale de 5 %, contre 5,8 % en 2001. Cela étant, le gouvernement table sur un excédent global du régime général des salariés de 5,4 milliards de francs en 2002. *« L'économie, c'est beaucoup de psychologie. Si vous voulez aggraver les choses, c'est votre responsabilité et nous le dirons »*, a poursuivi M^me^ Guigou. Dénonçant un *« argument d'une telle médiocrité »*, M. Goulard a alors saisi l'occasion pour claquer la porte.

REJET PAR LA CNAM ET LA CNAF

Pour la droite, la fiabilité des prévisions de recettes n'est pas seulement en cause. L'objectif national des dépenses d'assurance-maladie (Ondam), sur lequel le Parlement aura à se prononcer, fait lui aussi partie des prévisions cataloguées *« irréalistes »*. En hausse de 3,8 % par rapport aux dépenses réelles estimées en 2001, cet objectif a été fixé à 738,7 milliards de francs en 2002 (112,6 milliards d'euros). Mardi, M^me^ Guigou a donné le détail de sa répartition : les dépenses des hôpitaux augmenteront de 4,8 % pour tenir compte de la mise en place des 35 heures. Trop peu, selon les syndicats et les parlementaires, pour financer la réforme et les créations d'emplois qui en découlent. Le secteur médico-social bénéficiera de la même évolution (4,8 %), tandis que les cliniques privées verront progresser leur enveloppe de 3,5 %. Seuls les soins de ville, avec 3 %, resteront dans une épure identique à celle de 2001.

Transmis pour avis le même jour aux organismes de Sécurité sociale, le projet de loi n'a pas eu plus de chance que devant les députés. Mardi, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), tout comme celui de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) ont, en effet, rejeté le texte à une large majorité. Cette fois, ce sont les multiples transferts financiers pour compenser les allégements de charges sociales des entreprises notamment liés aux 35 heures (*Le Monde* du 21 septembre) qui ont justifié ce rejet. Les administrateurs de la CNAM reprochent au gouvernement *« l'opacité des comptes et la complexité des transferts financiers »*, soulignant par ailleurs *« l'absence d'éléments concernant une nouvelle politique conventionnelle »* entre les caisses et l'Etat. C'est également l'argument de *« l'opacité »* qui a motivé le refus de la CNAF de donner un avis favorable.

Isabelle Mandraud

La hausse du chômage incite M^me^ Guigou à soutenir l'emploi

LES SCEPTIQUES se faisant chaque jour un peu plus nombreux, la publication, vendredi 28 septembre, des statistiques du chômage constituera, sans doute, une nouvelle épreuve pour le gouvernement, mis en cause sur ses prévisions économiques.

Après trois mois de hausse consécutive, qui ont a donné 56 000 demandeurs d'emploi supplémentaires entre mai et juillet, il n'entretient, en effet, guère d'espoir sur les résultats du mois d'août, publié traditionnellement avec un mois de décalage. Or, le ralentissement économique constaté ces derniers temps se double aujourd'hui de l'inquiétude provoquée par les attentats aux Etats-Unis.

« Pour 2002, nous avions retenu en juillet une croissance de 2,6 % et 302 000 chômeurs de moins. Début septembre, les services travaillaient déjà sur un scénario inférieur à 2,5 %. Depuis le 11 septembre, nous sommes dans le brouillard », reconnaissait, lundi 24 septembre, Dominique-Jean Chertier, directeur général de l'Unedic, dans un entretien au journal *Les Echos*. Coûte que coûte, le gouvernement tente aujourd'hui de maintenir le cap de ses prévisions – 300 000 créations d'emploi en 2000, poursuite de la décrue du chômage – quand bien même de plus en plus d'économistes ont commencé à réviser leurs propres objectifs. Mais il multiplie, aussi, les initiatives de précaution. Mardi 25 septembre, les syndicats et le patronat devaient ainsi recevoir les décrets pour assouplir le passage aux 35 heures des PME, destinés, avant tout, à leur redonner confiance.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

La veille au soir, une dernière réunion à Matignon, a entériné ces mesures. Comme prévu, (*Le Monde* du 14 septembre), le contingent annuel des heures supplémentaires, sorte de réserve mise à la disposition des entreprises qui ne donne pas lieu au repos compensateur, sera relevé à 180 heures en 2002, 160 heures en 2003 avant de revenir au niveau fixé jusqu'ici, 130 heures, en 2004.

Pour les cadres, un second décret élève ce contingent à 180 heures par an. Et instruction sera bien donnée aux directions départementales du travail pour laisser aux entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement le bénéfice des allégements de charges, même quand elles ne remplissement pas leurs objectifs d'embauche. Après les préfets, la ministre de l'emploi et de la solidarité, a justement incité, mardi, les directeurs de l'administration du travail à redoubler d'efforts sur le terrain. Même si la tendance à la croissance de l'emploi est confirmée, a expliqué Elisabeth Guigou, *« elle peut néanmoins être insuffisante pour permettre de continuer la réduction du chômage »*.

Les 50 000 contrats emploi-solidarité (CES) supplémentaires prévus, les emplois-jeunes et le programme d'insertion des jeunes, Trace, ont été mis en avant. S'il le fallait, le nombre de CES serait augmenté de nouveau. Laurent Fabius, ministre de l'économie l'avait déjà laissé entendre. Puis M^me^ Guigou a abondé en ce sens. La ministre a ainsi bien pris soin de rendre publique une lettre envoyée à Lionel Jospin dans laquelle elle réclame des moyens supplémentaires, et notamment un nouveau contingent de 50 000 CES. Elle demandait aussi 20 000 stages d'insertion et de formation (Sife) de plus.

Preuve, s'il en était, que malgré les discours rassurants, le doute s'est bien instillé.

I. M.

Les syndicats préparent une journée d'action pour la mi-octobre

RENDEZ-VOUS a été pris pour la semaine prochaine. Les cinq confédérations syndicales qui se sont retrouvées, mardi 25 septembre, au siège de Force ouvrière se sont quittées à l'issue d'une heure et demie de discussions sans parvenir à un accord sur le contenu à donner à une éventuelle grande journée de mobilisation des salariés à la mi-octobre.

« Le principe d'une telle journée convient aujourd'hui à tout le monde, mais les modalités et les thèmes revendicatifs posent encore problème », indique Jean-Christophe Le Duigou qui conduisait la délégation de la CGT. C'est FO qui est à l'origine de cette rencontre. A l'issue de son comité confédéral national (l'équivalent du Parlement de cette organisation), le 12 septembre, son numéro un, Marc Blondel, avait annoncé que sa centrale allait organiser une journée de *« manifestations locales et de grèves »* dans la semaine du 15 au 20 octobre. Il s'était déclaré prêt à en discuter avec les autres organisations syndicales. De son côté, la CGT avait prévu d'ouvrir, début octobre, une *« période offensive d'actions et d'initiatives tous azimuts »*.

Plutôt interrogative au départ, la CFDT s'est tout de même rendue à la réunion préparatoire. Ce, pour deux raisons. En premier lieu, elle n'a pas souhaité apparaître comme la seule centrale en retrait. Ensuite, comme l'ensemble des autres syndicats, la CFDT est préoccupée par le ralentissement économique qui se profile. Les organisations syndicales redoutent qu'il ne commence à avoir des répercussions non négligeables sur les salaires et sur l'emploi.

DIVISION SUR LES RETRAITES

Ces deux thèmes de mobilisation font l'unanimité. En revanche, c'est sur le troisième – la défense des retraites – auquel tient beaucoup FO que le bât blesse. La CGT propose que l'on y substitue un mot d'ordre plus général sur la défense de la protection sociale. De leur côté, la CFDT, la CGC et la CFTC font valoir que de réelles divergences d'appréciation séparent les cinq syndicats tant sur l'avenir de la protection sociale que sur celui des retraites. Ces trois confédérations souhaitent donc *« par souci de crédibilité »* que ce thème ne soit pas retenu comme mot d'ordre de mobilisation.

S'agissant des formes de cette éventuelle journée d'action, la CFDT s'est montrée réticente sur des appels à des arrêts de travail. Elle plaide pour des initiatives sectorielles et locales. La CGT et FO, à l'inverse, tiennent à des débrayages et veulent afficher le principe des manifestations départementales interprofessionnelles. Les centrales envisagent de se retrouver mardi 2 octobre pour tenter d'aplanir ces différends, FO laissant seule planer le doute sur l'opportunité d'une nouvelle rencontre.

Parallèlement, patronat et syndicats se sont retrouvés une nouvelle fois, mardi, au siège du Medef, sans conclure sur la formation professionnelle, cinquième chantier de la refondation sociale. Cet échec est le deuxième. Déjà, le 19 juillet, les partenaires sociaux s'étaient quittés sur un constat de désaccord. Pour les syndicats, le texte patronal qui leur a, à nouveau, été soumis n'est pas acceptable en l'état. Ils réfutent le principe de « co-investissement » tel qu'il figure dans le projet du Medef, estimant que le droit à la formation risque d'être financé majoritairement par le salarié et s'appliquer quasi-exclusivement hors du temps de travail.

Caroline Monnot

Les Verts sont sur le point de tourner la page Alain Lipietz

Ils s'interrogent ouvertement sur le choix d'un autre candidat à la présidentielle

Au lendemain de la démission de Jean-François Collin, directeur de campagne d'Alain Lipietz – candidat des Verts à la présidentielle –, les écologistes, réunis à Saumur mardi 25 septembre, cherchent une solution à cette crise. M. Lipietz, demande une nouvelle consultation des militants.

« L'APRÈS-LIPIETZ » a commencé. Au lendemain de la démission de Jean-François Collin, directeur de campagne d'Alain Lipietz, candidat des Verts à la présidentielle (*Le Monde* du 26 septembre). Les journées parlementaires des Verts, au centre des Congrès de Saumur (Maine-et-Loire), mardi 25 septembre, ont été le théâtre de spéculations et de tractations. Comment faire comprendre au député européen qu'il doit se retirer ? Et, surtout, qui doit prendre la relève : la secrétaire nationale des Verts, Dominique Voynet, ou le député de Gironde Noël Mamère, battu de peu lors de la primaire avec M. Lipietz ?

● ***« Oui, pour quelques jours, j'étais new-yorkais... »*** L'objet du litige, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est une tribune que M. Lipietz avait écrite pour *Le Monde*. Trop lyrique, trop littéraire, avait jugé son entourage. Clash ! Vexé, M. Lipietz avait refusé que l'on touche à sa copie. Voici quelques extraits du texte : *« Un souvenir m'envahit* (...) *Il y a seize ans, j'errais entre les immeubles de Mexico, ravagée par un tremblement de terre. La poussière et le gaz, puis l'odeur des cadavres. Et les foules affolées. Oui, pour quelques jours, j'étais New-yorkais, comme je fus Mexicain. »* Plus loin, il décrit ces *« avions de ligne domestiques, transformés en flèches vivantes, lancées sur des tours converties en poteau d'exécution »*.

> « Les 500 signatures, on ne les aura pas. Quant aux sondages, ce n'est pas 3-4 %, c'est 2 % »
>
> **Dominique Voynet**

● ***« Les sondages, ce n'est pas 3-4%, c'est 2%... »*** Mardi matin, dans le train qui la mène à Saumur, Dominique Voynet s'entretient par téléphone avec Daniel Cohn-Bendit. Celui-ci s'interroge sur le nombre de signatures que M. Lipietz a réuni autour de sa candidature. Il lui en faut au moins 500 pour se présenter à l'élection présidentielle. *« Les 500 signatures, on ne les aura pas. Quant aux sondages, ce n'est pas 3-4%, c'est 2%... »*, lâche Mme Voynet. Dans les couloirs du centre des Congrès, l'entourage de Mme Voynet ne cache plus qu'il y a une *« crise »* et qu'il *« faudra faire des choix »*. La question d'un changement de candidat *« se pose »* mais elle ne doit pas venir d'*« une fraction des Verts »*. Faute de quoi elle n'aboutira pas...

● ***« Alain ne se désistera pas pour n'importe qui. »*** Il est onze heures. Dominique Voynet et Marie-Hélène Aubert se croisent dans les toilettes *« Il faut ménager Lipietz. Il ne se désistera pas pour n'importe qui »*, prévient Mme Voynet. Message subliminal : le candidat des Verts accepterait mal d'être remplacé par le maire de Bègles (Gironde). La pilule serait moins dure à avaler si Mme Voynet prenait la relève... Peu importe, M. Mamère a mis au point avec Daniel Cohn-Bendit le discours qu'il tiendra toute la journée. *« Je veux bien être candidat, mais seulement si Voynet me le demande. Si Dominique y va, je serai derrière elle. »* La partie n'est pas gagnée : *« Voynet sait que je suis objectivement le mieux placé pour être candidat mais elle ne peut pas se résoudre à l'accepter »*, soupire M. Mamère. Vers treize heures, devant la presse, Mme Voynet reconnaît que ce *« début de campagne ne permet pas aux Verts d'occuper l'expace politique qui est leur dévolu. Le trouble est réel chez les militants »*.

● **A Bruxelles, Alain Lipietz consulte « Dany »...** Pendant ce temps, M. Lipietz déjeune avec Daniel Cohn-Bendit. Il laisse à Jean-Luc Bennahmias, l'ancien secrétaire national des Verts, retenu à Paris, un message téléphonique lugubre à propos de son *« avenir politique »*. A Saumur, Mme Voynet déjeune avec M. Mamère, Mme Aubert, Guy Hascoët, le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, et Jean-Michel Marchand, député Verts et maire de Saumur. On envisage, on soupèse toutes les hypothèses : Mme Voynet ou M. Mamère, l'ancienne ministre ou le député médiatique ? Vers 14 heures 30, Mme Voynet quitte la table et s'entretient longuement avec M. Lipietz. On le dit abattu et désespéré. Pourtant, le soir, il est remonté comme un coucou. *« Je ne m'accrocherai pas, mais je ne démissionnerai pas non plus. »* Il jure que Mme Voynet ne l'a pas lâché. Il la verra vendredi. Mercredi matin sur Europe 1, il a demandé une nouvelle consultation des militants pour qu'ils *« confirment »* ou *« infirment »* sa candidature.

● En banlieue parisienne, Jean-François Collin médite... Sa démission ? M. Collin trouve que c'est un *« tout petit événement »*. L'ancien trotskyste de l'OCI, énarque et austère – toute ressemblance avec un personnage connu est fortuite...– ne s'attendait pas à déclencher un tel cataclysme. Il avait jusque-là bien caché son sens de l'humour: *« Je ne dois pas connaître assez bien les Verts. Je n'y suis que depuis deux ans. Ce n'est pas à cause d'une tribune que j'ai démissionné. Ce serait grotesque. C'est parce qu'Alain et moi, nous n'avons pas la même façon de travailler »*, explique-t-il. A Paris, Denis Baupin a tranché. *« Il faut que Lipietz soit remplacé par quelqu'un qui fasse l'unanimité autour...d'elle »*, estime ce voynétiste. M. Bennahmias, lui, lève les yeux au ciel : *« Et maintenant avec tout ça, on fait quoi ? »*

Clarisse Fabre et Béatrice Gurrey

▶ www.lemonde.fr/presidentielle2002

TROIS QUESTIONS À...

DANIEL COHN-BENDIT

1 Vous êtes député Vert européen, que pensez-vous de la nouvelle crise survenue chez les Verts ?

Les choses sont finalement assez simples. J'ai demandé à Dominique Voynet si les Verts auraient les 500 signatures de parrainage, nécessaires à la candidature d'Alain Lipietz. Elle m'a répondu que non. J'ai donc vu Alain pour lui dire que, dans ces conditions, il ne serait pas candidat. Les Verts ne peuvent pas avoir de prétendant à la présidentielle, si eux-mêmes ne se mobilisent pas et que la société française, à travers le refus de ses élus de donner leur parrainage, marque son rejet. J'ai expliqué amicalement à Alain qu'il devait prendre une décision.

2 Cet épisode était-il prévisible ?

J'ai toujours pensé et je l'avais dit que les systèmes inventés pour encadrer Alain Lipietz ne fonctionneraient pas. Le conflit sur la publication d'une tribune n'est qu'un prétexte. Les sondages sont mauvais. Voilà la vérité. Maintenant il faut trouver un moyen honorable de sortir de cette crise, pour les Verts et pour Alain, qui est un homme blessé. Il a d'immenses qualités, utiles à son parti, mais je pense qu'il n'était pas le bon candidat au bon moment.

3 Si les Verts le récusent, qui doit le remplacer, Dominique Voynet ou Noël Mamère ?

Dominique Voynet est la meilleure pour représenter les Verts en interne. Mais est-elle vraiment en position d'incarner une candidature d'ouverture sur la société ? Par ailleurs, elle est intimement liée au ratage de l'opération Lipietz, qu'elle a soutenu en sous-main, lors des primaires. Sa candidature ne pourra être comprise, encore une fois, que comme un « tout sauf Mamère » et ne laisserait aucune distance dans les négociations avec le PS, pour les législatives. Si elle fait un mauvais score, c'est un risque énorme pour le parti et pour elle. Il ne me paraît pas utile de rajouter un échec à celui qu'elle a subi aux municipales, à Dole.

La candidature de Noël Mamère me semble meilleure, même si elle a le handicap du manque de légitimité, parce qu'il a été battu par le vote des militants. S'il réussit à la présidentielle, comme je le pense, tout va pour le mieux. S'il obtient un mauvais résultat, il pourra dire qu'il n'a pas réussi à rattraper la demi-heure de retard qu'il a prise dans le marathon. Pour le parti, c'est la *dream team* du début ; Dominique pour réformer et mener le mouvement, Noël pour le représenter dans la société. C'est une ligne unitaire et de réconciliation qui n'a jamais été assumée publiquement, donc elle n'a pas existé. Faisons pour une fois de la politique en prenant nos responsabilités.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Christine Boutin part en campagne pour la présidentielle et les législatives

La députée (app. UDF) des Yvelines, figure de proue du mouvement contre l'avortement et le pacs, veut occuper le terrain jusqu'en 2007. Elle insistera sur la réhabilitation du politique et la défense de la vie humaine

LOIN de se laisser décourager par les sondages qui ne lui accordent, au mieux, qu'1 % des intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2002, Christine Boutin persiste et signe. Elle sera sur la ligne de départ de la course à l'Elysée. Mieux, *« quel que soit le résultat obtenu à la présidentielle, le chemin se poursuivra après »*... Autrement dit, la députée (app. UDF) des Yvelines n'a pas l'intention de s'arrêter là.

Lors d'une conférence de presse organisée mardi 25 septembre pour lancer sa campagne, Mme Boutin, qui dit *« ne pas être atteinte »* par les sondages – *« Je suis en début de campagne »*, objecte-t-elle –, a en effet expliqué que l'élection présidentielle n'était *« que le début d'un long chemin »*. *« Je souhaite que se lève dans le pays une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques qui aient une conception de la politique comme un service et une conception de l'exercice politique comme un exercice de conviction »*, a-t-elle ainsi expliqué en précisant quelques instants plus tard : *« Même si je faisais 2 % à l'élection présidentielle, je pourrais identifier sur le territoire national des hommes et des femmes qui ont le talent pour se présenter à des élections futures. »* Et Mme Boutin conclut : *« Mon objectif, c'est les élections jusqu'à 2007. J'ai 57 ans, j'ai envie de mettre mon savoir-faire et mes convictions au service des Françaises et des Français. »*

DE L'EMBRYON AU PRISONNIER

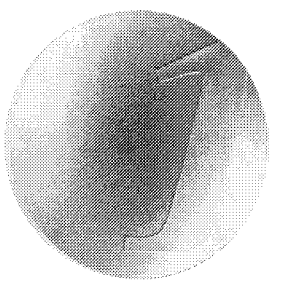
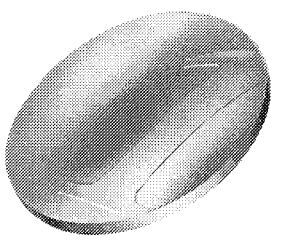
Ces propos confirment ce que des proches sous-entendaient déjà depuis un certain temps : la candidature à la présidentielle de la fondatrice de l'Alliance pour les droits de la vie, association militant contre l'avortement, égérie du combat anti-pacs, populaire dans certains milieux catholiques, devrait être suivie d'autres candidatures, quelques semaines plus tard, aux élections législatives. Ce qui expliquerait le fait que Mme Boutin ait, dès février, déposé les statuts du nouveau parti qu'elle préside, le Forum des républicains sociaux. Une démarche qui n'était pas nécessaire pour une simple candidature à l'élection présidentielle.

Mais ces déclarations montrent aussi qu'à l'instar de son concurrent direct, le président du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers (*Le Monde* du 21 septembre), la première vice-présidente du conseil général des Yvelines considère 2002 comme un tour de chauffe avant 2007.

Interrogée, mardi, sur l'état du recueil des 500 signatures d'élus nécessaires pour valider sa candidature, Mme Boutin a affirmé avoir déjà reçu 300 soutiens fermes et disposer de 200 promesses. Son budget de campagne a été fixé dans un premier temps à 22 millions de francs, mais il pourrait être revu à la hausse *« en fonction de l'adhésion »* des Français à son projet.

Très discrète et très floue sur son programme, Mme Boutin n'en a livré que les grands points : réhabiliter le rôle du politique, défendre le respect de toute personne humaine, de l'embryon au prisonnier, et retrouver les repères fondateurs de la paix sociale : sécurité, éducation et justice (*Le Monde* du 26 septembre).

Christiane Chombeau

L'ultime monnaie française ayant cours légal
Valeur faciale : 1 F
Tranche insculpée : 2001,
République Française, Starck
Liberté, Egalité, Fraternité
Lancement officiel : 15 septembre 2001

Gravée dans l'argent
Argent 900°/₀₀
Diamètre 33 mm - 17,8 g
Tirage mondial 50 000 exemplaires
Prix de vente : 34 € - 223,03 F TTC

Gravée dans l'or
Or 750°/₀₀
Diamètre 33 mm - 26,1 g
Tirage mondial : 5 000 exemplaires
Prix de vente : 535 € - 3 509,37 F TTC

Boutiques : 2, rue Guénégaud - Paris 6e
http://boutique.monnaiedeparis.fr
Pour tout renseignement : 01 40 46 58 96

L'ultime franc s'assouplit, ondule, s'épure, s'efface, se concentre, se réinvente,
pour mieux passer du symbole au souvenir.

Philippe STARCK

MONNAIE DE PARIS

www.monnaiedeparis.fr

ÉDUCATION **Une enquête épidémiologique réalisée par la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN), effectuée à grande échelle auprès d'enseignants et de non-enseignants montre que la profession est plus que d'autres soumise au stress, ce qui se traduit par des insomnies ou des maladies psychosomatiques. ● EN REVANCHE, elle n'est pas davantage soumise à la dépression que la moyenne des Français. ● PARMI les enseignants, ce sont les femmes maîtres auxiliaires du second degré qui consomment le plus de médicaments psychotropes. ● À PARIS, la MGEN possède une structure de réadaptation par le travail pour aider ceux qui décrochent à reprendre pied. ● LE CNED, Centre national d'enseignement à distance, constitue une alternative pour les enseignants malades ou « fragiles ». Le CNED est pour eux le seul débouché durable.**

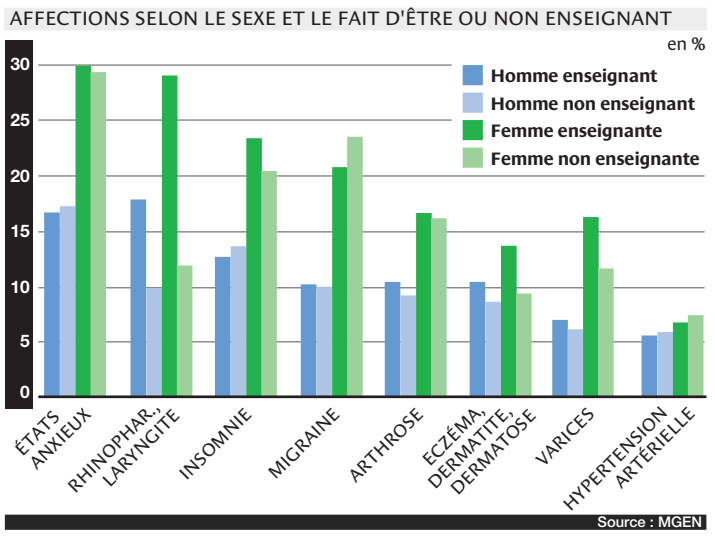
Les enseignants, une population particulièrement exposée au stress

Une enquête de la Mutuelle générale de l'éducation nationale, effectuée auprès d'enseignants et de non-enseignants, contredit certaines idées reçues : si la profession est plus que d'autres soumise à l'anxiété, l'insomnie ou les maladies psychosomatiques, elle n'est pas davantage sujette à la dépression que la moyenne des Français

STRESSÉS, mais pas plus déprimés que les autres : ainsi vont les enseignants, selon l'enquête épidémiologique, inédite par son ampleur, que la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN) a publiée mercredi 26 septembre. La MGEN a adressé un questionnaire à un échantillon représentatif de 10 000 mutualistes de vingt à soixante ans. L'enquête se fonde sur l'exploitation, de juin 1999 à mars 2000, de 6 500 réponses émanant d'enseignants et de non-enseignants, ce qui autorise des comparaisons entre les deux populations.

Les enseignants, bien soignés, s'estiment en bonne forme : huit professeurs du supérieur sur dix, et trois sur quatre en collège, jugent leur état de santé bon voire très bon. Les enseignants sont, moins que les autres, fumeurs, diabétiques, obèses ou hypertendus. Leur consommation d'alcool est similaire à celle de la moyenne des Français. Ils présentent certes quelques particularités professionnelles : sur une année, rhino-pharyngites et laryngites sont déclarées par plus d'un enseignant sur quatre tandis que les autres catégories professionnelles les mentionnent dans un cas sur dix.

En matière de santé mentale, les résultats écornent de tenaces clichés : *« Il faut sortir des idées reçues, les enseignants n'ont pas plus de problèmes que la population française*, souligne Viviane Kovess, médecin responsable du département de recherche en santé publique de la MGEN, qui a coordonné l'enquête, *en revanche, un tiers d'entre eux sont anxieux. »* Les enseignants disent redouter la fatigue (à plus de 60 %), le sentiment d'impuissance (à plus de 40 %) tout autant que la responsabilité morale ou les conflits. Seuls 20 % appréhendent la routine ou l'ennui. Dans le primaire, ils craignent plus particulièrement leurs supérieurs hiérarchiques, les repas à la cantine et les rencontres avec les parents d'élèves. Les professeurs des collèges et lycées redoutent davantage d'assurer la surveillance de la cantine et de la cour de récréation, de faire régner la discipline et de résoudre les conflits entre élèves.



AGRESSIONS VERBALES

Les agressions, que l'enquête analyse séparément, sont redoutées par environ un enseignant sur cinq, mais beaucoup plus par les femmes : plus de 50 % des enseignantes, en collège et lycée, déclarent craindre les agressions verbales ; elles sont près de 40 % en école primaire. En outre, 20 % des femmes enseignantes craignent les agressions physiques, même à l'école primaire. Des proportions jugées *« considérables »* par Viviane Kovess.

Ces différents stress, cependant, *« ne s'expriment pas en diagnostic psychiatrique »*, ajoute-t-elle. L'enquête décèle, sur une année, un taux inférieur à 10 % pour toutes les formes de dépression, avec de fortes différences selon les âges – les moins de trente ans étant plus touchés – ainsi qu'entre les hommes et les femmes. Sur l'ensemble de leur vie, 22,6 % des enseignants déclarent une dépression pour 21,4 % des non-enseignants ; les enseignantes sont 35,4 % (pour 34,7 % des non-enseignantes). *« Il est impossible de conclure à une surmorbidité dépressive de la population MGEN »*, souligne l'étude. Une comparaison avec une enquête régionale conduite par la MGEN en Midi-Pyrénées en 1986 montre même que *« la population mutualiste déclare moins de symptômes en 1999 »*. Si les enseignants consomment plus de psychotropes que le reste de la population, ce n'est *« pas parce qu'ils sont plus malades, mais mieux soignés »*, résume Mme Kovess. Le stress débouche cependant sur de fréquentes maladies psychosomatiques : allergies, insomnies, ulcères et migraines sont plus fréquents que chez les non-enseignants, et touchent particulièrement les femmes. Il est aussi des établissements scolaires plus éreintants que d'autres. Les antalgiques sont consommés plusieurs fois par semaine par 38 % des enseignantes des classes spécialisées contre 15 % de celles du supérieur.

« OMERTA ORGANISÉE ».

Sur le terrain, ces résultats sont accueillis avec scepticisme. Car la question des enseignants *« en difficulté »* relève encore, comme l'affirme un membre de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale, d'une *« omerta organisée »*. Médecine du travail inexistante – et de fait déléguée à la MGEN –, connaissance sanitaire des personnels lacunaire, gestion des ressources humaines embryonnaire..., malgré quelques expériences académiques, beaucoup reste à faire en matière de prévention et de traitement des pathologies rencontrées par les enseignants. *« Les gens restent en difficulté dans leur établissement, parfois plusieurs années : on récupère, souvent trop tard, des personnes abîmées »*, regrette Pascal Demons, médecin conseiller technique de l'académie de Reims, dont les services traitent essentiellement de maladies mentales.

« Nous voyons surtout des enseignants usés, épuisés, ajoute-t-il : *âgés de quarante-cinq ans, bien notés, apparemment les meilleurs, ils arrivent en disant :* "je n'en peux plus*". »* Plus que celle des jeunes débutants, pour lesquels se développent des formes d'accompagnement, la situation de ces enseignants expérimentés est *« préoccupante »*, estime aussi Emmanuel Percq, directeur des ressources humaines de l'académie de Lille, ancien responsable du Réseau d'aide aux personnels de l'éducation nationale. *« La question concerne toute la fonction publique,* poursuit-il. *Nous n'avons pas trouvé le moyen de rendre ces personnes mobiles. »* Et de citer le cas d'un professeur certifié de sciences de la vie et de la terre (SVT) désirant se réorienter vers un poste de technicien de laboratoire : impossible, la règle voulant qu'on ne déclasse pas un fonctionnaire.

« L'institution, insiste M. Percq, *doit admettre qu'on ne peut exercer un tel métier de communication et de représentation pendant quarante ans. Ce n'est ni possible ni raisonnable. »* Les 2000 postes offerts en *« réadaptation »* – pour 705 000 enseignants des premier et second degrés – ne forment qu'une solution imparfaite. Ce dispositif permet à des enseignants, pendant trois ans, de quitter leur classe pour l'enseignement à distance (35 % des postes, *lire ci-dessous*), d'autres tâches dans leur établissement (36 %) ou l'administration (29 %). A Lille, M. Percq enregistre quatre demandes pour un poste. D'après les statistiques nationales, seules 39 % des premières demandes sont satisfaites.

Beaucoup, estime le docteur Demons, auraient simplement besoin d'une écoute, ou d'un allégement provisoire de leur service pour *« sortir de la rigidité de la classe et redécouvrir le plaisir du métier »*. Mais la souplesse manque dans les établissements scolaires. Le *« chacun pour soi du moment qu'on tient le coup »* règne, affirme M. Demons, car *« celui qui pleure ou se plaint est encore considéré comme incompétent »*. Plus généralement, accuse un haut fonctionnaire de l'éducation nationale, la hiérarchie se désintéresse du problème : *« Les inspecteurs ne se déplacent que lorsqu'il y a un problème de mœurs. »* Avant même de parler de prévention, un minimum d'attention permettrait déjà de progresser, plaident médecins et gestionnaires. Selon le Dr Demons, les enseignants *« en difficulté »* disent trois choses : *« je suis seul »*, *« les profs n'ont plus d'autonomie »*, et *« le niveau baisse »*.

Nathalie Guibert

Championnes des psychotropes : les femmes maîtres auxiliaires

La consommation de psychotropes est plus élevée chez les mutualistes MGEN que dans l'ensemble de la population. Selon l'enquête, 7,8 % des mutualistes enseignants et non enseignants prennent des médicaments pour dormir, 8,9 % contre l'anxiété et 5,4 % contre la dépression, contre 4,6 % dans l'ensemble de la population, selon l'enquête du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes) de 1998.

Cette consommation varie nettement selon le sexe et la catégorie d'enseignants. Prennent des psychotropes 45 % des femmes maîtres auxiliaires du second degré, contre 10 % de leurs homologues masculins, 24 % des enseignantes du supérieur, contre 16 % de leurs collègues hommes, et 25 % des institutrices, contre 12 % de leurs collègues hommes.

A Paris, une structure de la MGEN pour aider ceux qui décrochent à reprendre pied

***« UN DRAME** familial. Le suicide de mon épouse. »* Voilà ce qui l'a conduit ici, à trente-huit ans. Il doit surmonter ce drame. Comme son enfant, confie-t-il. Il était jusqu'alors

REPORTAGE

Pour le médecin-chef , il y a avant tout « une constante : ils sont seuls, pas soutenus »

instituteur. *« Plutôt Freinet »*, ce qui, *« dans certains endroits, ne passe pas bien »*. Ce qui n'a rien arrangé. Il dit profiter de son congé maladie pour finir sa thèse en archéologie. En vue, peut-être, de retrouver l'enseignement, ou la recherche. Il faut, ajoute-t-il avec philosophie, *« savoir que tout n'est pas toujours tout droit dans la vie. Sortir de ce mauvais pas. Après, on verra »*. A côté de lui, dans le petit atelier graphique, travaille un homme d'une cinquantaine d'années. Lui, a enseigné la physique pendant vingt ans. *« Ça ne m'intéresse plus »*, répète-t-il sans autre précision. Il s'apprête à repasser un concours administratif de catégorie C : *« pour mon Capes, je n'avais pas eu de problème ; là, il y a dix candidats pour un poste, et je n'ai pas été admissible »*, explique-t-il timidement.

Ils sont une quarantaine d'enseignants, chaque année, à tenter de reprendre pied dans le centre de réadaptation par le travail de la MGEN situé à proximité de la porte de Choisy, dans le 13e arrondissement de Paris. Marqués par une tragédie dans leur entourage, le suicide d'un élève, un mauvais coup reçu lors d'une agression au collège, la tyrannie d'une hiérarchie, ou malades depuis beaucoup plus longtemps, ils y reprennent le rythme du travail dans les divers ateliers d'une imprimerie de labeur. Suivent des cours pour préparer une reconversion par la voie de concours administratifs. Ou participent à des activités de *« resocialisation »*, tel l'atelier d'écriture monté l'an passé.

L'équipe soignante – ergothérapeutes, psychiatres, psychologues, infirmières et formateurs – coiffe aussi le centre de santé mentale situé à l'autre bout de la capitale, dans un hôtel particulier cossu du 17e arrondissement. Entre les moulures bourgeoises de l'avenue de Wagram et les locaux fonctionnels de la rue de la Pointe-d'Ivry, des soins psychiatriques au retour au travail, la MGEN a rassemblé ses forces dans une structure d'accueil unique. On y trouve quelques unités spécifiques, tel le service consacré au stress post-traumatique, animé par le docteur Mario Horenstein, qui a mené plusieurs recherches sur la violence scolaire.

« PROBLÈMES AVEC L'INSTITUTION »

Pour le médecin-chef du centre Wagram, Marc Habib, il n'existe pourtant pas de particularité enseignante, si ce n'est *« une constante : ils sont seuls. Tout à la fois très cadrés par une institution puissamment organisatrice, et pas soutenus »*. Les temps évoluent, cependant : une convention passée avec les académies de Paris, Créteil et Versailles permet désormais d'orienter les malades plus tôt vers le centre, et d'offrir à ceux qui retrouveront les salles de classe des lieux de stage plus nombreux dans les établissements scolaires.

Michel Ligier travaille avec ces patients *« depuis vingt ans »*. Le centre a perdu son côté familial, *« c'est devenu un peu l'usine »*, regrette ce professeur de lettres. Mais enseigner à ces enseignants, ses *« collègues »*, continue de le passionner. Pour lui aussi, la prise en charge de ces patients, dont *« le plus grand nombre a eu des problèmes avec l'institution, pas avec les élèves »*, évolue. « *Avant, ils arrivaient à quarante ans, complètement bousillés. Maintenant, certains viennent dès la sortie de l'IUFM, on peut ainsi leur éviter de s'enferrer dans une voie qui ne leur convient pas. »* C'est un point positif. Ici, on soigne aussi les jeunes. Michel parle d'un emploi-jeune qui ne veut *« absolument plus entendre parler des élèves »*.

« Il y a des années moches », pourtant, dit-il en confiant que l'un de ses élèves s'est suicidé il y a quelques semaines. L'une des principales difficultés, reconnaît Isabelle, sa collègue de bureautique, vient du fait que *« certains retombent malades »*. Parmi ces patients-élèves, souvent *« brillantissimes sur le plan intellectuel »*, certains réussissent d'autres concours de la fonction publique. Tenir leur nouveau poste, c'est autre chose. Il n'est pas rare de les voir revenir. D'autres peinent à faire le deuil de leur métier, tel ce professeur de lettres, qui s'égare dans d'infinies digressions et persiste à demander qu'on lui *« laisse trois mois »* pour essayer, encore une fois. Mais les réussites sont également au rendez-vous. Un patient sur deux retrouve une classe, avec succès.

N. G.

Centre Pompidou

INTERACTIF

INTERNET SAUVERA-T-IL L'ECOLE FRANÇAISE ?

UN DÉBAT AVEC PHILIPPE BRETON ET ALAIN FINKIELKRAUT
LE 27 SEPTEMBRE À 19H30, CINÉMA 1, CENTRE POMPIDOU

entrée libre dans la limite des places disponibles, renseignements : 01 44 78 46 52

L'enseignement à distance constitue l'un des seuls débouchés pour les professeurs « fragiles »

***« PROFESSIONNELLEMENT,** on n'était plus rien. »* Pour les enseignants dans l'incapacité d'assurer un travail devant une classe, l'affectation au Centre national d'enseignement à distance (CNED) est vécue comme une renaissance. D'autant plus que, souvent, les personnels fragiles psychologiquement ou atteints d'une pathologie invalidante n'ont eu d'autre choix, avant l'obtention de ce poste en *« réadaptation »*, que de demeurer chez eux en arrêt-maladie. *« Je ne supportais pas de rester entre mes casseroles »*, témoigne Yvette, cinquante et un ans, enseignante au CNED depuis 1995.

Le CNED accueille cette année 816 des quelque 2 200 enseignants en *« réadaptation »* : trois – exceptionnellement quatre – années à l'issue desquelles se pose la question cruciale du *« réemploi »*, c'est-à- dire de l'affectation définitive jusqu'à la retraite. S'il ne peut rester au CNED, l'enseignant retrouve un poste normal. Et retourne donc – sauf disposition particulière prise par son académie – devant une classe, ce qui est parfois incompatible avec son état de santé. *« L'annonce des résultats de la commission de réemploi, fin juin, est chaque fois un moment douloureux »*, raconte Marie-Noëlle Gilbert, secrétaire nationale du SNES-FSU chargée des questions de santé au CNED depuis seize ans.

Le nombre restreint de places – déterminé en fonction des départs à la retraite et des décès – contraint la commission à établir une hiérarchie dans les pathologies, aboutissant malgré elle à une *« gestion crève-cœur »*, comme l'écrit le syndicat Snalc-Csen dans son bulletin du 3 septembre. Sur 218 demandes, 49 personnes ont fait l'objet d'un réemploi en juin. Certaines d'entre elles, s'estimant *« privilégiées »*, n'hésitent pas à conclure avec un certain cynisme qu'elles ont eu *« la maladie qu'il faut »*, *« grave mais pas gravissime »*. L'état de santé doit en effet être stabilisé et l'enseignant doit avoir fait la preuve de ses qualités pédagogiques et de son insertion au sein du CNED.

COMBATTRE L'ISOLEMENT

Car le Centre d'enseignement à distance, qui revendique 400 000 inscrits du cours préparatoire à l'université, a aussi des impératifs de fonctionnement. La concurrence est forte, notamment dans la formation continue. Certains syndicats dénoncent cette évolution, qui induit une recherche du *« rendement »* au détriment de la *« création d'équipes pédagogiques »*. Et mettent en cause le recours trop fréquent aux vacataires : en 2000, 5 669 personnes extérieures – souvent des professeurs en poste en collège ou en lycée – ont travaillé pour le CNED.

« Pour la rédaction des cours, il ne faut pas être coupé du système », plaide le recteur Guy Aubert, qui dirige le CNED depuis janvier 2000. Un isolement que l'organisation même du Centre ne permet pas toujours de combattre. Huit instituts répartis sur le territoire national se partagent disciplines et niveaux. *« Ceux qui se trouvent à proximité de leur institut de rattachement s'insèrent beaucoup mieux que les autres »*, rapporte M. Aubert. Des réunions pédagogiques sont organisées et l'enseignant peut venir chercher ses copies ou se voir confier des tâches administratives.

Alban, qu'une sclérose en plaques contraint à se déplacer en fauteuil roulant, n'a vu personne depuis qu'il a été affecté au CNED, en 1998. Il suit une vingtaine d'élèves de CM1 et, à ce titre, est rattaché à l'institut de Toulouse, à plus de 200 kilomètres de chez lui. Il communique beaucoup grâce à l'ordinateur dont il s'est personnellement équipé. Les représentants syndicaux estiment d'ailleurs que la mise en place d'un vrai télétravail, avec fourniture de matériel informatique, faciliterait l'insertion. Selon M. Aubert, le CNED se heurte là à un écueil juridique, cette possibilité n'étant ouverte que pour des fonctionnaires ayant un indice très bas. *« J'ai bon espoir que cela se règle car Bercy s'est engagé à modifier le texte »*, assure le directeur du CNED.

Pour l'heure, la question centrale est ailleurs. *« Il n'y a aucune raison pour que le CNED accueille seul des réemplois,* martèle Guy Aubert. *C'est un problème général, qui doit être mutualisé au niveau de toute l'éducation nationale. »* Une position que ne réfutent pas les syndicats. Un groupe de travail a été constitué il y a un an au ministère pour diversifier les postes de réemploi – centres de documentation et d'information, tâches nouvelles dans les établissements comme l'informatique ou le tutorat... Rue de Grenelle, on assure que des propositions seront dégagées rapidement afin que de nouveaux postes soient ouverts en septembre 2002.

Marie-Laure Phélippeau

Des associations demandent l'interdiction des châtiments corporels sur les enfants

La Suède, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne ont adopté des lois « anti-fessée »

Les premières « Assises de l'enfance bientraitée » auront lieu, jeudi 27 septembre, au Sénat. Deux associations, Eduquer sans frapper et Enfance au quotidien, demandent depuis plusieurs années le vote d'une loi interdisant les châtiments corporels afin de *« susciter une prise de conscience »* de leur nocivité sur les enfants.

« LA FESSÉE, c'est dépassé », entendra-t-on jeudi 27 septembre au Sénat. Les premières « Assises de l'enfance bientraitée » seront l'occasion, pour une quinzaine d'associations d'appeler à une réflexion sur les châtiments corporels. Placées sous le haut patronage du président de la République et du président du Sénat, ces assises sont organisées par l'association Enfance au quotidien, créée en 1997 par des parents et professionnels œuvrant pour *« le respect des enfants mis en actes »* ; pour *« faire reculer la maltraitance quotidienne et insidieuse en faisant reconnaître les gestes et paroles "banalisés", les idées reçues, la reproduction des schémas classiques d'éducation et la méconnaissance des mécanismes du développement psychique de l'enfant »*.

Doucement, depuis quelques années, monte en France un lobby anti-fessée. A l'origine de cette sensibilisation croissante aux méfaits des châtiments corporels, une association, Eduquer sans frapper, fondée en 1998 par Alice Miller, une psychanalyste suisse en croisade depuis vingt ans contre la fessée, et une généraliste en retraite, Jacqueline Cornet, frappée de la corrélation entre violence éducative et accidents chez l'enfant. L'association mobilise aujourd'hui 800 personnes à travers la France, et commence à trouver un écho chez les professionnels de la santé et de la petite enfance. Le 22 mai 2000, André Santini, député (UDF) des Hauts-de-Seine, interpellait même la ministre de la famille, Ségolène Royal, à l'Assemblée nationale, sur *« l'usage qui veut aujourd'hui que les corrections corporelles constituent un droit raisonnable pour les parents »*.

« ENTRE LE BIEN ET LE MAL »

L'article 19 de la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU, ratifiée par la France en 1990, ne précise-t-il pas que l'enfant doit être *« protégé contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalité physique »* ? Les connaissances sur l'enfant, par ailleurs, évoluent, et tendent à démontrer tant l'inefficacité que la nocivité des punitions corporelles, soulignent les pourfendeurs de la fessée. *« L'idée communément admise que l'on peut enseigner aux enfants la différence entre le bien et le mal en les frappant est aussi vieille que notre culture, mais elle n'en est pas moins hautement trompeuse, comme le prouvent les recherches les plus récentes*, explique Alice Miller. *Frapper un enfant, c'est toujours une humiliation, c'est également inefficace du point de vue éducatif. »*

Pour la présidente d'Enfance au quotidien, Francisca Flamand, fessées et claques *« procèdent plus du dressage que de l'éducation, développent des réflexes pavloviens et non l'intelligence »* : *« Si la fessée est la seule réponse à la recherche de limites de l'enfant, elle est destructrice pour lui. »* Ce type de châtiment favorise agressivité et comportements à risque, ajoute-t-elle. La mise au jour du lien, chez l'enfant, entre violence exercée et violence subie a déjà poussé nombre de pays européens à bannir les châtiments corporels. Depuis le début de l'année, une loi interdit fessées, tapes ou gifles en Allemagne. En Suède, une telle loi existe depuis plus de vingt ans (1979). Le Danemark, la Norvège, la Finlande ont suivi le mouvement, puis l'Autriche en 1989, et l'Italie en 1996. Les Ecossais l'envisagent. Les Néerlandais, sans avoir légiféré, *« sont très choqués quand, en France, ils voient des parents mettre une claque à leur enfant en pleine rue »*, affirme Jacqueline Cornet.

L'association Eduquer sans frapper en appelle à la création d'un délit de châtiment corporel, car la loi ne saurait tolérer des parents ce qu'elle interdit aux enseignants (depuis 1887, réaffirmé dans une circulaire de 1991). *« Il s'agit de poser clairement l'interdit. Ce ne serait pas une loi pour mettre les parents en prison*, précise M^me^ Cornet, *mais pour susciter une prise de conscience. Car ce n'est que quand nous avons parlé d'interdire que l'on nous a écoutés. »* Craignant qu'une loi ne développe un esprit de délation, Enfance au quotidien, compte plutôt sur une sensibilisation des Français. Les deux associations se retrouvent pour appeler à la multiplication des lieux de soutien à la fonction parentale, pour *« apprendre à gérer les conflits et à imposer des limites autrement que par la violence »*. Hautement évolutives sur ce sujet – comme en témoigne la tombée en désuétude du martinet, encore fort usité dans les années 1960-1970 –, les mentalités sont-elles prêtes ?

RESTAURATION DE L'AUTORITÉ

En janvier 1999, un sondage Sofres indiquait que seulement 16 % des parents ne donnaient jamais de coups à leurs enfants. Pourtant, 45 % des interrogés affirmaient que les châtiments corporels ont des conséquences négatives sur l'enfant. *« Une moitié de la société est prête »*, assure Jacqueline Cornet, submergée d'appels de parents qui veulent changer. Mais la montée des inquiétudes sur la délinquance juvénile, le discours ambiant sur la nécessaire restauration de l'autorité parentale ne favorisent guère une telle évolution. *« L'appel à la fermeté risque d'être interprété, par de nombreux parents, comme une incitation à taper plus fort,* s'inquiète Jacqueline Cornet. *Pourtant, le laxisme, c'est justement la fessée. C'est ne faire aucun effort éducatif.»*

Pascale Krémer

M. Chirac exprime « la reconnaissance de la nation » aux combattants harkis

A l'occasion de la journée d'hommage national consacrée aux anciens supplétifs de l'armée française en Algérie, le chef de l'Etat a déclaré que la France avait une « dette d'honneur » envers eux

LA RECONNAISSANCE est venue en deux temps, mardi 25 septembre, lors la première journée d'hommage national aux harkis. Le président de la République a d'abord participé le matin, aux côtés du premier ministre, Lionel Jospin, et de plusieurs membres du gouvernement, à une cérémonie officielle dans la cour d'honneur des Invalides, à Paris. Une plaque commémorative a été dévoilée et une centaine de harkis ont été décorés (*Le Monde* du 25 septembre). Dans un bref message, Jacques Chirac a tenu, comme *« un devoir moral »*, à *« reconnaître* [aux harkis] *leurs sacrifices et leur dignité »* dans une France qui ne leur avait *« pas fait la place qui leur était due »*.

LE « SACRIFICE » DES SUPPLÉTIFS

La suite, plus solennelle, est venue lors d'une réception au palais de l'Elysée. Devant plusieurs responsables d'associations harkies, le président de la République a évoqué le *« sacrifice »* de ces 200 000 supplétifs qui s'étaient engagés aux côtés de l'armée française contre le FLN : *« Aux combattants* (...), *j'exprime la reconnaissance de la nation »*, a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat a expliqué que *« ce devoir de vérité et de reconnaissance »* était *« une dette d'honneur »*. *« Les massacres commis en 1962, frappant les militaires comme les civils, les femmes comme les enfants, laisseront pour toujours l'empreinte irréparable de la barbarie. Ils doivent être reconnus*, a insisté le président de la République. *La France, en quittant le sol algérien, n'a pas su les empêcher, c'est vrai. »*

Le chef de l'Etat a reconnu que les pouvoirs publics n'avaient pas réussi, après la fin de la guerre d'Algérie, à mener à bien l'intégration des harkis sur le sol français : *« Les difficultés de l'accueil initial, marqué par le confinement dans des camps ou le regroupement dans des quartiers isolés, ont conduit à des situations de précarité, et parfois d'extrême détresse »*, a-t-il commenté. *« Les jeunes ont également souffert*, a-t-il poursuivi. *Leur scolarité, leur formation se sont déroulées dans des conditions particulièrement difficiles, qui sont encore à l'origine de handicaps importants. »* Pour *« réparer les erreurs qui ont été commises »*, M. Chirac a appelé à une lutte contre les discriminations qui frappent encore cette communauté et *« encouragé »* l'aide à la formation et l'accès à l'emploi des plus jeunes générations. *« Je veillerai à ce que les harkis et leurs enfants aient toute leur place dans la communauté nationale »*, a-t-il déclaré.

« LES ORDRES INJUSTES »

Devant le refus du président de la République de prononcer une forme de repentance, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, s'est déclaré *« déçu »*. *« Ce que j'attends clairement, c'est que la France reconnaisse sa responsabilité dans les ordres injustes qui ont été donnés et qui ont conduit aux tueries,* a déclaré, mardi, à l'Agence France-Presse (AFP) le député d'Ille-et-Vilaine. *Les harkis* (...) *attendent qu'on dise clairement qu'il y a eu faute. »*

Sylvia Zappi

Six des neuf nationalistes corses interpellés ce week-end remis en liberté

SIX des neuf nationalistes corses interpellés samedi 22 et dimanche 23 septembre dans l'enquête sur le double assassinat, le 7 août 2000, de Jean-Michel Rossi et Jean-Claude Fratacci, ont été remis en liberté mardi 25 septembre. Trois autres personnes, dont Jacques Mosconi, membre de l'exécutif du parti Indipendenza, étaient toujours en garde à vue, mercredi 26 septembre au matin. La division nationale antiterroriste (DNAT) cherchait, avec ce coup de filet, à vérifier les accusations de François Santoni, lui-même assassiné le 17 août, qui avait mis en cause plusieurs de ces nationalistes bastiais (*Le Monde* du 25 septembre). Les six personnes remises en liberté sont des employés de deux sociétés de transport de fonds. Jean-Guy Talamoni, chef de file des nationalistes et proche de Jacques Mosconi, avait dénoncé, lundi, ces interpellations comme *« une manipulation à grande échelle »* visant *« à déstabiliser le processus de Matignon »*.

DÉPÊCHES

■ **CORSE : un des meurtriers présumés de Dominique Marcelli et de son cousin Jean-Christophe,** tués par balles et retrouvés calcinés à Moriani-plage (Haute-Corse), le 21 août, a été interpellé, mardi 25 septembre, à Prunelli-di-Fiumorbo. Jacques Mariani, âgé d'une vingtaine d'années, est soupçonné d'avoir participé au double meurtre, qui aurait été motivé par un règlement de comptes relatif au trafic de voitures et de stupéfiants. Il est le fils de Francis Mariani, membre présumé du gang de la Brise de Mer, qui faisait partie des trois détenus qui se sont évadés de la maison d'arrêt de Borgo, le 31 mai.

■ **Des peines avec sursis ont été requises, mardi 25 septembre, contre quatre des cinq militants nationalistes jugés pour le racket** d'un entrepreneur portugais (*Le Monde* du 20 septembre). Le substitut Marc Trevidic a requis cinq ans de prison, dont deux avec sursis et 40 000 francs d'amende contre Jean-Baptiste Profizi ; cinq ans de prison, dont trois avec sursis et 30 000 francs d'amende contre Jean-Jacques Jecker ; trois à quatre ans de prison avec sursis contre Marc Panzani ; moins d'un an avec sursis pour Michel Giraschi. Trois ans ferme ont été requis contre Dominique Tafani, en fuite.

■ **JUSTICE : le parquet général de la Cour de cassation s'est prononcé,** mardi 25 septembre, en faveur d'un nouveau procès de l'abbé Jean-Yves Cottard, condamné le 6 juillet 2000 à quatre ans de prison dont dix-huit mois ferme pour homicides involontaires à la suite du naufrage d'un voilier dans lequel quatre scouts et un sauveteur étaient morts au large de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor). Huguette Fromont, avocate générale, estime que la nouvelle loi sur les infractions non intentionnelles, adoptée le 10 juillet 2000, impose un réexamen des faits. La Cour rendra sa décision le 9 octobre.

20 Les jours Mac
26 SEPTEMBRE AU 13 OCTOBRE 2001

Venez découvrir
toutes les nouveautés
du monde Mac.

Les Revendeurs Apple vous proposent de leur rendre visite à l'occasion des "20 jours Mac", *du 26 septembre au 13 octobre 2001*.

Venez nombreux découvrir *Mac OS X v10.1*, assister aux nombreuses démonstrations organisées par les revendeurs et bénéficier de leurs *offres*.

Pour connaître le programme complet de ces journées et trouver le revendeur le plus proche de chez vous : www.apple-expo.com ou appelez le *0800 95 30 03*.*

M. Douste-Blazy veut que « tout le pôle chimique de Toulouse disparaisse »

Dans un entretien au « Monde », le maire (UDF) de la ville réclame une « cellule d'urgence nationale » pour « tirer immédiatement les leçons du drame ». A l'appel du collectif Plus jamais ça, 3 000 personnes ont manifesté. Jacques Chirac et Lionel Jospin devaient participer, mercredi, à une cérémonie œcuménique

TOULOUSE
de nos correspondants régionaux

Bien qu'encore hébétée par le choc, Toulouse a connu, mardi 25 septembre, sa première manifestation de colère. 3 000 personnes ont défilé dans les rues du centre- ville à l'appel du collectif Plus jamais ça, créé par des militants écologistes et des partis de gauche, qui dénonce, dans l'explosion d'un silo de nitrate de l'usine AZF, *« un véritable crime contre la population toulousaine »*. A l'exception des drapeaux des enseignants de la FSU et des autocollants très voyants des syndicats SUD, aucune banderole des grandes confédérations syndicales n'était présente dans le cortège.

Pendant ce temps-là, Jean-Michel Petit, secrétaire général de la fédération CGT-Chimie, tenait une conférence de presse devant la porte de l'usine dévastée. Il a exprimé son inquiétude après le vote unanime du conseil municipal de Toulouse pour le déplacement des usines chimiques. Il s'est déclaré préoccupé que d'autres maires, comme Gérard Collomb à Lyon et Jean-Claude Gaudin à Marseille, aient également exprimé leur volonté d'éloigner ces usines de leurs communes. M. Petit estime que *« ce sont les salariés qui vont payer »*. Il veut encore croire au redémarrage de la plate-forme chimique toulousaine avec des moyens renforcés pour la sécurité.

« Total ment, Total assassin », se sont écriés les manifestants, parmi lesquels quelques-uns des 2 200 blessés par l'accident. Une nouvelle manifestation devrait avoir lieu samedi tandis que des victimes commencent à s'organiser. Vingt-six plaintes ont déjà été déposées auprès du procureur de la République contre le groupe TotalFinaElf. Les avocats qui tiennent des permanences gratuites dans les cellules de soutien mises en place dans les quartiers par la municipalité s'attendent à voir affluer des centaines de plaintes.

ABSTENTION COMMUNISTE

En hommage aux victimes, le président de la République, Jacques Chirac, le premier ministre, Lionel Jospin, et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat devaient participer mercredi soir à une cérémonie œcuménique à la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse. Le premier ministre reviendra vendredi dans la Ville rose pour y tenir une réunion de travail avec les élus et les services de l'Etat, au cours de laquelle il devrait annoncer un train de mesures exceptionnelles pour une agglomération qui découvre chaque jour un peu plus l'ampleur de la catastrophe. Les AGF estiment les dégâts entre 5 milliards et 10 milliards de francs.

Dans une séance exceptionnelle, lundi, le conseil municipal a demandé le départ des trois usines chimiques de la ville, AZF, la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) et Tolochimie, qui emploient un millier de salariés et dont l'activité est actuellement suspendue par arrêté préfectoral.

La majorité municipale et l'opposition (PS, Verts et Motivé-e-s), à l'exception du Parti communiste qui s'est abstenu de s'exprimer, se sont prononcées dans le même sens. Selon nos informations, le PDG du groupe TotalFinaElf, Thierry Desmarest, est prêt à ce que l'usine AZF, après travaux, continue de fonctionner sur son site toulousain mais il s'opposera à toute décision de transfert et de reconstruction ailleurs. Dans cette hypothèse, il mettrait purement et simplement fin aux activités d'AZF. Quant aux responsables des deux autres usines, voisines d'AZF, ils font remarquer que leurs installations ont résisté *« dans les pires conditions »* à l'explosion et que la démonstration de leur fiabilité a été faite.

Les industriels qui plaident pour le maintien d'une activité chimique à Toulouse et qui font remarquer que les trois usines chimiques versent chaque année 50 millions de francs à la ville et 26 millions au département et à la région reconnaissent cependant que, actuellement, *« ils ne sont pas audibles »*. La ville est traumatisée. A son image, le maire, Philippe Douste-Blazy, veut des mesures radicales. *« Peut-être peut-on vivre avec le risque,* s'interroge-t-il, *mais je sais maintenant qu'on ne peut pas vivre en ayant connu le drame. »*

L'accident qui s'est déroulé à Toulouse concerne tous ceux qui vivent à proximité de zones industrielles chimiques, soit quelque 10 millions de citadins. *« Les Français ne peuvent plus s'endormir avec une bombe sous leur oreiller et il faut arrêter de leur demander de choisir entre le travail et la vie »*, estime le maire de Toulouse qui veut profiter du drame toulousain pour que s'engage un débat national sur la société du risque. Pour lui, après l'épisode toulousain, il n'y a aucun doute : *« Il nous faut sortir de l'ère industrielle et de ses drames. Ces tragédies ne sont plus de notre siècle. La mythologie du mineur attaché à sa mine et à sa silicose, c'est fini. Il est temps de changer d'ère. »*

Donc, les usines à risques – plusieurs centaines – doivent quitter les villes ? *« Absolument et rapidement »*, répond le maire de Toulouse. Pour aller où ? *« Là où il n'y a personne autour. »* Dans quelles conditions ? *« Avec des plans de formation et de reconversion pour les salariés financés par un fonds spécifique de l'emploi afin qu'aucun d'entre eux ne pâtisse de ce choix. »* En organisant comment le déménagement ? *« Avec la création d'un établissement public qui aiderait les collectivités à déménager ce type d'industries. »* Qui paiera ? *« Je ne suis pas communiste, mais quand même : le groupe Total a fait 40 milliards de bénéfices et ses actions sont au plus haut. Ça coûtera cher, sans doute plusieurs milliards, mais ça fera gagner beaucoup de vies. »* Pour mettre quoi à la place ? *« De l'herbe, rien que de l'herbe ! »*

Philippe Douste-Blazy va engager le fer dès vendredi lors de sa réunion avec Lionel Jospin. Il demandera au premier ministre de *« tirer immédiatement les leçons du drame »*. La proposition qu'il lui fera est simple : *« Tout le pôle chimique de Toulouse doit disparaître, rapidement, je ne veux plus une seule de ces usines sur ma commune. Il faut prendre conscience de l'énormité de la situation : il y a du phosgène sur ce site, du gaz moutarde, le gaz moutarde des tranchées de 14-18 ! Si sa canalisation s'était rompue, on compterait aujourd'hui les morts par milliers. »*

Plus généralement, le maire de Toulouse va demander au premier ministre – *« pas pour poser un problème au gouvernement mais parce que ça urge »* – la création d'une *« cellule d'urgence nationale »* dans laquelle les services de l'Etat, les collectivités locales, les industriels, les syndicats, les assureurs, *« passeront au crible le niveau de dangerosité des sites pour les porter à la connaissance du public ». « La population veut savoir, et c'est la responsabilité de l'Etat d'organiser la transparence »*, estime le maire de Toulouse.

Jean-Paul Besset et Stéphane Thepot

Lyon et Marseille réclament des déménagements

Le maire de Lyon, Gérard Collomb (PS), a demandé une étude à la Communauté urbaine de Lyon pour déterminer les *« trois ou quatre sites »* susceptibles d'être déplacés *« sans que cela crée d'autres complications »*, sur les treize établissements chimiques classés Seveso (*Le Monde* du 26 septembre). *« Ce qui est dangereux, c'est le stockage »* des produits chimiques, a souligné M. Collomb. *« Un des vrais problèmes, c'est que si on ne stocke pas près des usines on est obligé de développer une flotte de camions transportant des produits dangereux pour desservir les besoins de l'agglomération. »*

De son côté, Jean-Claude Gaudin, maire (DL) de Marseille, estime que l'usine Atofina, qui emploie 350 salariés dans le quartier très urbanisé et commercial de la vallée de l'Huveaune, devrait déménager. *« La ville a rejoint l'usine. A mon sens, Atofina n'a donc plus sa place ici »*, estime M. Gaudin.

Dans la cité dévastée : « Fermé jusqu'à nouvel ordre »

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

Le désastre se mesure dans les établissements scolaires et universitaires

En guise de bannière, presque tous les commerçants de la rive gauche de la Garonne, dont les vitrines, abattues par le « vent d'autan » qui a tout emporté, sont occultées par des panneaux de bois, ont punaisé une simple affichette « ouvert ». A Toulouse, le commerce va, ou fait aller, et le bâtiment suit, avec ses artisans venus de toute la région.

Etat des lieux : le métro roule de nouveau, les bus rescapés du souffle qui a broyé le dépôt de la Semvat, voisin de l'usine AZF, assurent plus de trente lignes sur quarante-trois ; au bord de la syncope, les personnels soignants de Purpan, de Rangueil et d'ailleurs continuent à prendre soin des sept cents hospitalisés ; les sapeurs-pompiers, harassés, restent harnachés pour casser la croûte ; les policiers ont la faction attentive et bienveillante ; les bénévoles de tous âges et de toute obédience sont partout sur le front de l'entraide et de la solidarité. Tout n'est pourtant pas pour le mieux. Plus de deux mille salariés du site chimique et des entreprises environnantes sont au chômage technique.

Le nombre des équipements publics quasi vitaux – crèches (500 places indisponibles sur 3 000), centres sociaux, MJC, gymnases – hors d'usage est effrayant. Et puis, par-dessus tout, ces milliers de fenêtres béantes sur des intérieurs plus ou moins saccagés. C'est dans les établissements scolaires et universitaires que la mesure du désastre se prend le mieux. L'illustration des soixante-neuf écoles primaires qui n'ont pu rouvrir – dont vingt-six pour très longtemps – est éclatante dans le quartier emblématique de la Reynerie. A l'école Daurat, les cours ont repris avec des effectifs réduits : beaucoup d'enfants redoutent de retrouver le lieu où ils ont reçu le choc de l'explosion. Plus loin, après avoir enjambé la montagne de gravats et de mobilier – canapés, lustres, chaises, encadrements de fenêtres – que les habitants de la barre Vincent-d'Indy ont carrément balancé depuis les dix étages, les écoles Jean Gallia n'assurent que les maternelles.

L'IMAGE DES TWIN TOWERS

Mais, dans les trois classes, seuls deux ou trois élèves sont venus. *« Reda, trois ans, qui d'habitude se plaît ici, n'a pas voulu rester. L'un des deux présents regardait les carreaux en répétant :* "C'est plus cassé ?" », raconte Brigitte Kurek, une institutrice. Dans toute l'agglomération, les enseignants se sont efforcés de réconforter leurs élèves par des échanges, une écoute, un rapport fraternel auxquels même les adolescents – fragilisés, émus, souvent bouleversants de générosité – furent très sensibles. Lorsqu'on leur a demandé de dessiner pour extérioriser leur cauchemar, plusieurs des plus jeunes écoliers ont gribouillé des tours en feu, comme si les images des Twin Towers se surimposaient à leur peur.

« Il y a un amalgame, un troublant télescopage, quelques enfants m'ont demandé pourquoi ils n'avaient pas vu d'avion le jour du boum », observe Jean Davis, une psychologue de Médecins du monde qui, avec Emmaüs, a planté une antenne de soutien moral sur la place de la Reynerie. *« Je pleure tout le temps », « j'ai eu des malaises », « je ne dors plus »*, entend-elle. M^me^ Davis tempère pourtant, en soulignant que si la psy est *« à la mode », « il ne faut pas voir le traumatisme partout »*. Dans les barres de la Reynerie, la multiplicité des nationalités d'origine – Cambodgiens, Africains, Maghrébins – favorise l'isolement. *« J'ai vu des femmes kabyles, par exemple, qui ne peuvent compter que sur un micro-groupe, car elles ne connaissent pas leurs voisins de palier »*, ajoute M^me^ Davis.

A l'université du Mirail, les étudiants sont désemparés. Si leur cité est apparemment moins touchée que celle de Daniel-Faucher – anéantie par sa proximité de l'usine –, elle est tout aussi inutilisable, peut-être définitivement. Les quatre cent cinquante étudiants résidents ont eu, lundi, dix à quinze minutes pour aller chercher quelques affaires dans leur studio ou leur T2. Marjorie, en quatrième année d'espagnol, son compagnon et leur bébé de trois ans sont presque à la rue. *« Je suis du Lot, mon ami vient de la Dordogne, donc nous sommes loin de nos parents. On va être hébergés chez des copains, près de la gare, mais pour combien de temps ? »*, s'inquiète l'étudiante, vingt et un ans, qui a précipitamment rempli un sac de voyage.

Outre le logement, les étudiants du Mirail – ils seraient quelque vingt-sept mille ! – constatent avec effarement qu'ils ont également perdu leur université dévastée. Les préfabriqués *« pourris »* des années 1970, mais aussi les bâtiments récents tels que le Forum de l'Arche, la toute nouvelle bibliothèque ou la Maison de la recherche – six étages éventrés –, qui abrite notamment le CNRS. Beaucoup craignent que leur année soit *« fichue »*, car devant le portail du parking, une affichette prévient : « Fermé jusqu'à nouvel ordre. »

Robert Belleret

Aucun texte ne donne au maire la compétence de fermer un établissement

DEPUIS les lois de décentralisation de 1982-1983, les maires ont entière compétence pour délivrer ou refuser un permis de construire d'un immeuble d'habitation, équipement commercial ou usine, polluante ou propre. Les autorités de l'Etat restent en revanche seules responsables de cette délivrance pour les bâtiments publics comme un lycée ou un immeuble d'un ministère. Mais dans les faits la réalité est plus complexe et les pouvoirs partagés.

En effet, lorsqu'il s'agit d'établissements « classés » c'est-à-dire polluants, bruyants, perturbateurs des équilibres naturels ou dangereux, notamment ceux classés Seveso, les procédures préalables à la signature du permis sont très codifiées, complexes et longues. L'instruction de ces dossiers est coordonnée par la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (Drire) qui s'assure que toutes les consultations, avis, enquêtes, procédures de sécurité ont été réunis ou respectés. Si ce n'est pas le cas, le permis du maire pourra être attaqué ultérieurement devant la justice administrative, soit par l'Etat, soit par un citoyen ou une association de défense de l'environnement.

Dans le cas des établissements dangereux, le préfet publie par arrêté les restrictions, obligations, contraintes d'urbanisme, périmètres de sécurité où sont gelées les constructions, qui s'imposeront aux autorités municipales. Le préfet a aussi la faculté d'interdire une construction ou de la faire détruire en cas de « péril imminent ». Il peut aussi invoquer l'existence d'un « projet d'intérêt général » dans la zone pour bloquer une initiative privée qui serait selon lui contraire à l'intérêt collectif de la population.

En revanche si les pouvoirs du maire sont précis pour la délivrance des permis, ils ne reposent sur aucun texte juridique pour ce qui concerne une éventuelle fermeture, destruction ou délocalisation d'un établissement obsolète ou gênant. Le principe de non-rétroactivité des lois empêche d'appliquer des dispositions nouvelles (par exemple celles de la loi Gayssot du 13 décembre 2000 qui met en place les schémas de cohérence territoriale des agglomérations) aux décisions anciennes concernant l'urbanisme ou l'aménagement du territoire. Cependant, après les inondations en Bretagne ou dans la Somme, l'Etat et l'Europe ont prévu des aides « d'accompagnement » pour inciter les entreprises sinistrées à se délocaliser sur des sites moins exposés aux risques naturels. Un précédent qui pourrait s'appliquer à Toulouse et aux agglomérations où usines et habitations sont intimement enchevêtrées.

François Grosrichard

DÉPÊCHES

■ **Plusieurs collectivités locales et territoriales apportent** des aides financières à Toulouse. Le conseil régional Midi-Pyrénées (PS) a créé un fonds de solidarité de 10 millions de francs (1,52 million euros). Le conseil général de Haute-Garonne (PS) a voté une contribution de la même somme. La région Ile-de-France (PS) apporte 2 millions de francs. La région Auvergne (UDF) a voté le principe d'un aide d'un million de francs. Le conseil régional de Poitou-Charentes (DL) a apporté 500 000 francs. Le conseil général de la Vienne (UDF) a débloqué une aide de 400 000 francs. Le conseil municipal de Bordeaux (RPR) a voté le versement de 250 000 francs et celui de Pau (PS) une subvention de 100 000 francs.

■ **Michel Vauzelle, président (PS) de la région PACA, va demander** au gouvernement d'engager *« le plus rapidement* (...) *un audit des zones dites à risques* (...) *pour qu'une pareille catastrophe ne puisse se reproduire »*. Il souhaite une concertation avec les régions Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon et Haute-Normandie.

■ **Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale demande** une commission d'enquête sur les risques technologiques, afin de *« prendre le moins de risques possibles, même si le risque zéro n'existe pas, c'est un devoir national »*, a estimé Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS.

■ **Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault,** juge *« hypocrite la polémique qui s'engage sur le déménagement des usines à risques »* ; il dénonce *« un débat tronqué qui a d'abord pour conséquence d'éluder complètement la responsabilité des entreprises qui, par leurs choix de gestion, dérogent trop souvent aux principes de précaution, voire aux règles élémentaires de sécurité »*.

TRANSPORTS **Les attentats du 11 septembre ont déstabilisé le secteur aérien mondial. Aux Etats-Unis, le gouvernement a annoncé une aide exceptionnelle de 18 milliards de dollars à ce secteur. ● L'EUROPE, dans un premier temps, a affirmé qu'elle ne voulait pas apporter d'*« aide directe »*. Mais la réalité est plus complexe. ● L'ITALIE a décidé d'aider ses compagnies et la Commission européenne soupçonne les gouvernements de Londres et de Paris de vouloir faire de même. ● LE TRAITÉ de Rome n'interdit pas les aides en cas de circonstances exceptionnelles, mais la Commission veut vérifier qu'elles ne constituent pas des subventions déguisées ni des distorsions de concurrence. ● BRUXELLES s'inquiète également des politiques des assureurs soupçonnés de cartel. ● L'ORGANISATION de l'aviation civile internationale (OACI) veut renforcer la sécurité.**

La Commission s'inquiète des aides d'Etats aux compagnies aériennes

Malgré le mot d'ordre officiel « pas d'aide directe », récemment affiché par les Quinze, Rome va débloquer des fonds en faveur des transporteurs italiens. Selon Bruxelles, la Grande-Bretagne et la France s'apprêtent à faire de même. L'exécutif européen tente de maîtriser la situation

BRUXELLES
de notre bureau européen

Ce sont les Italiens qui ont tiré en premier. Le gouvernement de Silvio Berlusconi apportera aux compagnies aériennes une première aide de 150 millions à 200 millions d'euros, en réponse à la crise générée par les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat aux transports, Mario Tassone, cité par Reuters, l'a annoncé mardi 25 septembre. Ces fonds permettront de réduire la charge des taxes d'aéroport et de TVA sur les billets, ainsi que celles liées à la sécurité, a-t-il poursuivi. Si ces mesures ne sont pas encore décidées définitivement, leur annonce révèle la détermination des Etats à aider leurs compagnies aériennes.

D'autres Etats pourraient agir de la même manière. Les Britanniques s'apprêteraient, selon une source bruxelloise, à monter un fonds d'aide gouvernemental, tandis que les Français cherchent aussi à aider le secteur. Ces plans iraient au-delà de la simple prise en charge de l'assurance des compagnies aériennes, décidée par les ministres des finances des Quinze à Liège, samedi 22 septembre. On n'est plus tout à fait au *« pas d'aides d'Etat »* clamé alors par les ministres, mais aussi par les compagnies. Lors de la réunion des ministres des finances, *« certains Etats-membres ont explicitement manifesté leur volonté d'aider les compagnies aériennes nationales à faire face aux dégâts provoqués par les attentats »*, écrit la Commission européenne dans un courrier envoyé aux Etats-membres en début de semaine. Ces aides sont légales puisque l'article 87.2.b du traité prévoit *« la possibilité pour les Etats-membres d'apporter des aides visant à remédier aux dommages causés par des dommages exceptionnels pourvu qu'elles soient bien limitées dans leur montant et dans leur durée de manière à éviter tout risque de surcompensation qui puisse fausser la concurrence intracommunautaire »*.

CANARDS BOITEUX

L'enjeu pour la Commission n'est donc plus d'éviter des aides, mais de les maîtriser : *« Nous sommes ouverts à la compensation de dommages qui sont dans le domaine de l'exceptionnel »*, explique un haut fonctionnaire bruxellois.

Le premier objectif est de définir le dommage réel subi, au cas par cas. *« Nous voulons examiner la manière dont les compagnies aériennes ont capitulé devant les assureurs »*, explique un fonctionnaire, qui trouve que les transporteurs sont allés frapper bien vite à la porte des gouvernements. Or toutes n'étaient peut-être pas logées à la même enseigne. Ainsi, en 2000, les compagnies avaient déjà invoqué les circonstances exceptionnelles lorsque le prix du kérosène s'était envolé. Mais une étude plus approfondie avait montré que, si certaines prenaient de plein fouet la hausse des cours, d'autres, comme Lufthansa, s'étaient bien couvertes et en avaient relativement peu souffert, affirme-t-on à la Commission. Il convient de savoir aujourd'hui si l'on prend en compte seulement les dommages directs – arrêt des vols transatlantiques, surcoût d'assurance et de sécurité – ou ceux indirects, comme la baisse éventuelle de la fréquentation.

Deuxième souci : éviter que les gouvernements – en particulier italien avec Alitalia, belge avec Sabena, français avec Air Lib – en profitent pour sauver les canards boiteux : *« Nous ne marcherons pas si l'on prend prétexte de la situation pour sauver des compagnies qui peuvent fusionner le lendemain »*, poursuit ce fonctionnaire, d'autant que la restructuration du secteur est jugé indispensable par de nombreux acteurs.

Troisième souci de la Commission : vérifier que ces aides, même si elles compensent un dommage exceptionnel avéré, ne créent pas des distorsions de concurrence. Elles devront en tout être notifiées à la Commission, qui compte y mettre de l'ordre. *« Notre position sera de dire que les aides ne sont acceptables que s'il y a un minimum de coordination. Nous ne jugerons pas au cas par cas, mais sur l'ensemble des aides apportées. »*

COURSE DE VITESSE

Or, c'est ici que le bât blesse. La Commission est prise dans une course de vitesse avec les Etats pour que chacun apporte une réponse analogue. Car il lui sera délicat de s'opposer à des aides nationales mais générales comme la baisse des taxes d'aéroport ou la prise en charge par les gouvernements des mesures de sécurité, comme celles que l'Italie semble vouloir prendre. *« Nous travaillons à une coordination au niveau européen des aides exceptionnelles »*, résume ce fonctionnaire. La commission doit présenter pour le 10 octobre des propositions générales, qui comprendront l'amélioration des mesures de sécurité, l'assouplissement des règles de concurrence ou d'utilisation des créneaux aériens pour permettre de réduire, si nécessaire, le trafic et éviter une guerre des prix. Dans cette période délicate, la Commission espère que les compagnies vont *« se dénoncer entre elles »* si les Etats prennent des mesures individuelles qu'elle aurait du mal à contrer.

Arnaud Leparmentier

La France joue sur les mots

« Nous allons faire des suggestions au niveau européen, pour prendre des mesures qui comporteront des marges de manœuvres dans chaque Etat-membre »*, déclarait Jean-Claude Gayssot, ministre français des transports, dimanche 23 septembre, à propos des aides envisagées par l'Europe à destination des compagnies aériennes et constructeurs aéronautiques. Chez Air France, le discours n'a pas varié depuis que Jean-Cyril Spinetta a rencontré M. Gayssot avec les autres présidents de compagnies aériennes, jeudi 20 septembre. Le président de la compagnie nationale avait alors déclaré : *« nous ne souhaitons pas d'aides d'Etat mais il ne serait pas anormal que les coûts supplémentaires soient compensés dans un cadre européen par les différents Etats »*. Par exemple, avait précisé M. Spinetta, *« dans le domaine de la sûreté, nous avons besoin de mesures renforcées et il n'est écrit nulle part que les compagnies aériennes doivent en assumer alors les coûts ! »

De nombreux pays adoptent des mesures d'urgence

Plusieurs Etats sont intervenus pour apporter leur soutien aux compagnies aériennes.

● **Etats-Unis :** une aide fédérale globale de 18 milliards de dollars (19,5 milliards d'euros) a été annoncée en faveur des compagnies aériennes.

● **Corée du Sud** : le gouvernement a offert sa garantie à hauteur de 3 milliards de dollars aux deux compagnies Korean Air Lines et Asiana Airlines (1,5 milliard chacune).

● **Hong Kong :** Cathay Pacific Airways et sa filiale Dragonair ont, elles, réussi à signer un contrat d'assurance avec une société privée les garantissant contre les risques de guerre.

● **Japon :** les trois plus grandes compagnies aériennes du pays, Japan Airlines (JAL), All Nippon Airways (ANA) et Japan Air System, ont demandé l'aide du gouvernement.

● **Taïwan** : le gouvernement étudie la possibilité de garanties pour couvrir les dommages au-delà du nouveau plafond.

● **Canada :** Ottawa a autorisé la compagnie Air Canada à procéder à des licenciements, malgré une loi fédérale qui lui interdit de le faire avant 2002, en raison du marasme dans lequel est plongée actuellement l'industrie aérienne. Selon des sources syndicales, Air Canada pourrait annoncer dès mercredi 26 septembre le licenciement de 6 000 à 10 000 de ses quelque 39 000 salariés. – *(AFP.)*

Les assureurs soupçonnés d'entente

PASSÉE l'émotion après les attentats contre les Etats-Unis, les compagnies aériennes ont fait les comptes et portent le dossier sur le terrain juridique, en pointant du doigt leurs compagnies d'assurances. Dénonçant l'ultimatum imposé par leurs assureurs, certaines d'entre elles, dont la néerlandaise KLM ou encore l'allemande Lufthansa, envisageraient de déposer plainte contre leurs assureurs auprès de la Commission européenne.

Si aucune plainte n'a pour l'heure formellement été envoyée, la Commission européenne indiquait, mardi 25 septembre, avoir demandé aux compagnies aériennes *« de lui remettre des informations sur les modifications apparemment demandées par les compagnies d'assurances, en particulier la couverture du risque de guerre »*, souligne-t-on à Bruxelles. Les autorités européennes veulent vérifier l'existence, ou non, d'un cartel entre les assureurs et les réassureurs.

HAUSSES DE TARIFS

Les transporteurs avaient dénoncé la suppression de la couverture des risques de guerre, les fortes hausses de tarifs, et surtout, l'abaissement du plafond de la garantie pour les dommages au sol en responsabilité risques de guerre, à 50 millions de dollars, contre 1,5 milliard à 2 milliards précédemment. Ces nouvelles conditions, applicables mardi 25 septembre à minuit, avaient conduit les compagnies aériennes à brandir la menace de rester clouées au sol. Certains aéroports interdiraient l'atterrissage de compagnies qui ne seraient pas suffisamment assurées. *« Ces dispositions pourraient causer des problèmes aux transporteurs aériens des pays en voie de développement, qui n'ont pas les moyens de prendre à leurs charges les surplus de garanties »*, craint un expert. La plupart des gouvernements (américains, asiatiques, européens...) sont donc venus en aide aux compagnies aériennes *(lire ci-dessus)*.

Les professionnels de l'assurance rejettent le terme d'*« entente »*. Il est vrai que la communauté des assureurs aviation a décidé de revoir les conditions, à l'initiative du marché de Londres – qui donne le « la » pour les risques de guerre –, explique un professionnel. Le marché de l'assurance aviation est déficitaire et le sera encore après les hausses de tarifs prévues, plaide un courtier. Tous les contrats portant sur les *« risques de guerre et assimilés (terrorisme, etc.) »* peuvent être dénoncés sous sept jours, rappellent les assureurs, qui ont déjà utilisé cette disposition durant la guerre du Golfe. *« Les compagnies aériennes s'unissent pour faire pression sur les gouvernements pour obtenir des aides publiques »*, confie un professionnel.

Pascale Santi

Alitalia prévoit 2 500 suppressions d'emplois

APRÈS Swissair, British Airways et Lufthansa, Alitalia a présenté à son tour, mardi 25 septembre, un plan d'urgence contenant des mesures drastiques pour faire face au marasme dans lequel est plongé le secteur aérien. Ce plan, qui devrait être présenté et entériné vendredi 28 septembre au conseil d'administration, prévoit notamment des suppressions d'effectifs, à hauteur de 2 500 personnes. Dans son communiqué, la compagnie italienne explique que ce *« plan d'urgence constitue la réponse immédiate »* à la *« gravité des répercussions »* des attentats du 11 septembre.

A l'image des autres compagnies européennes, Alitalia, qui vient juste de se joindre à Air France et Delta Airlines au sein de l'alliance SkyTeam, va engager tout un programme de réduction de capacités. Ainsi, une quinzaine d'avions devraient d'ores et déjà quitter la flotte et la compagnie devrait rediscuter des options d'achat prises avec les constructeurs. En outre, les contrats d'achat d'appareils en cours devraient être remis à plat. L'offre commerciale va être revue et plusieurs vols vont être suspendus. La suppression d'un certain nombre de liaisons va entraîner des réductions d'emplois à la fois chez les personnels navigants (900 personnes) et au sol (1 600).

Ces mesures devraient permettre de limiter à environ 155 millions d'euros la perte nette pour les six mois allant d'octobre 2001 à mars 2002. Sans ces mesures, la perte était évaluée pour cette période à 360 millions d'euros, selon Alitalia. Enfin, la compagnie devrait bénéficier d'une aide du gouvernement *(lire ci-dessus)*.

Les compagnies aériennes devraient en effet toucher une première aide de 300 à 400 milliards de lires, en réponse à la crise générée par les attentats aux Etats-Unis, a déclaré mardi le secrétaire d'Etat aux transports, Mario Tassone. Les compagnies emploieront ces fonds pour réduire la charge des taxes d'aéroport et de TVA sur les billets et celles liées à la sécurité. *« Le transport aérien ne constitue qu'une première étape parce que nous étudions aussi des mesures pour les chemins de fer et les ports »*, a ajouté M. Tassone.

François Bostnavaron

Mobilisation internationale pour la sécurité des avions

MONTRÉAL
de notre correspondante

Deux semaines jour pour jour après les attentats de New York et Washington, la 33e session de l'assemblée triennale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) tombait à pic, mardi 25 septembre. Son président, Assad Kotaite, a estimé devant les délégués des 187 pays membres que l'assemblée pouvait constituer une *« excellente opportunité pour les Etats de discuter des idées de mesures pouvant améliorer la sûreté »*.

Principale mesure : l'adoption d'une résolution portant sur la « *sûreté de l'aviation* » – qui devrait faire l'unanimité le 5 octobre à la fin des travaux. L'OACI y demande, entre autres, la convocation d'une *« conférence internationale de haut niveau »* qui pourrait se tenir d'ici à la fin de l'année. Le conseil de l'OACI (exécutif) devra *« élaborer d'urgence un plan d'action pour faire face à la nouvelle menace qui pèse sur l'aviation »*. Il faudra à cet égard réviser tous les traités et conventions internationales. M. Kotaite n'exclut pas d'aller jusqu'à l'élaboration d'un *« nouvel instrument international »*. Mais on ne révise pas des normes internationales d'un coup de baguette magique.

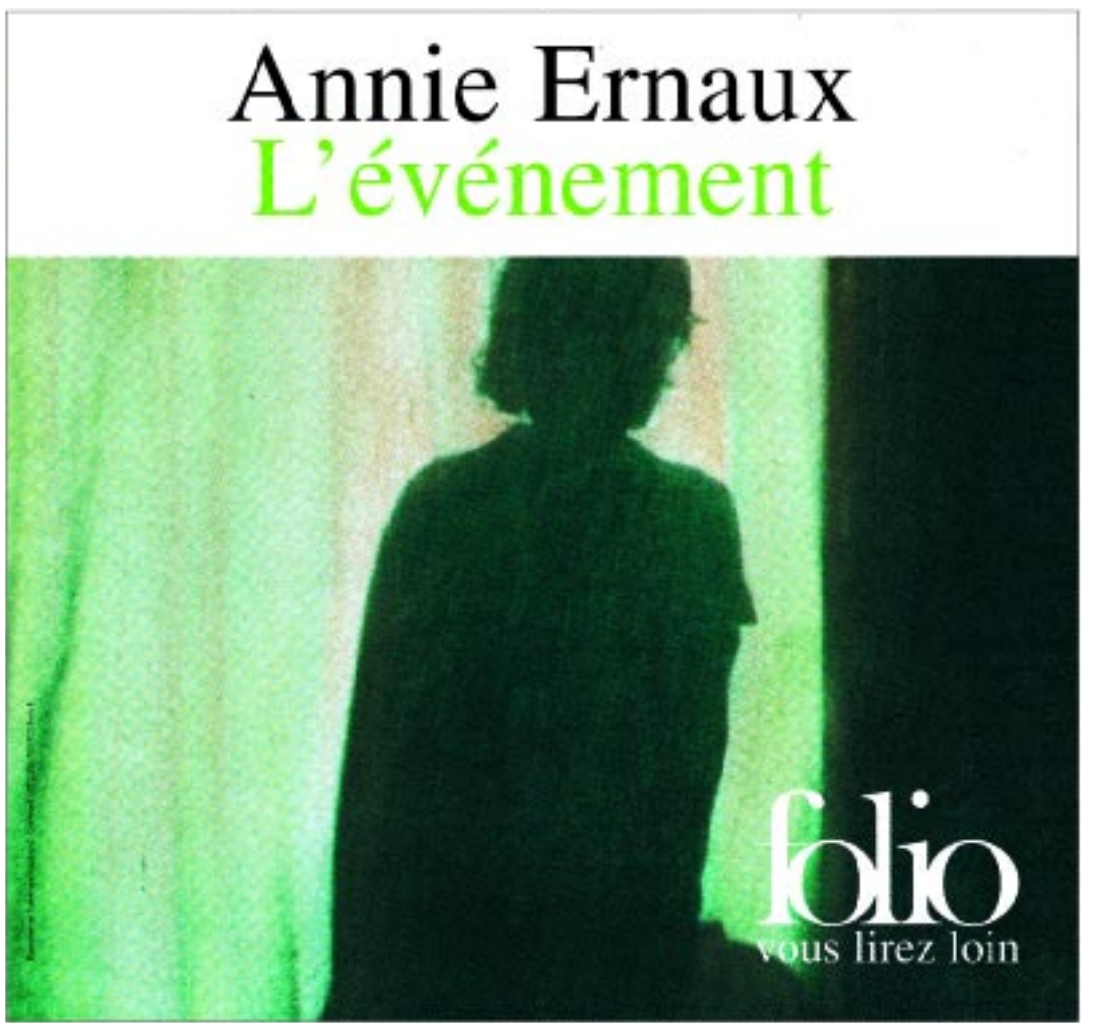
COCKPITS VERROUILLÉS

Des mesures intermédiaires sont donc proposées. Le projet de résolution suggère d'appliquer les règles et pratiques de sûreté aérienne actuellement recommandées pour les vols internationaux aux vols domestiques. Il préconise aussi de rendre obligatoire le verrouillage des portes des cockpits durant le vol et de renforcer les contrôles aux aéroports. Enfin, l'OACI souhaiterait étendre son programme actuel d'audits à la supervision des mesures de sûreté aérienne prises par les Etats membres et non plus seulement à celle de leurs actions en matière de sécurité aérienne. Les premières concernent les passagers, les secondes le contrôle aérien.

Si l'argent est le nerf de la guerre, il est aussi celui de la paix... aérienne. L'OACI a rappelé que toutes ses propositions exigeaient de nouveaux financements. Avec un budget de 152 millions de dollars, l'OACI ne peut pas prendre de nouvelles mesures à sa charge. M. Kotaite a rappelé que la proposition de création d'un Fonds international pour la sécurité de l'aviation (IFFAS), qui serait financé de façon volontaire, était sur la table. La résolution avance aussi l'idée de créer un fonds spécial permettant de lancer une *« action urgente dans le domaine de la sûreté de l'aviation »*. Reste à savoir si les principaux « contributeurs » de l'OACI (Etats-Unis, Japon, Allemagne) seront d'accord. Mardi, la représentante américaine Jean Garvey, responsable de l'Administration fédérale de l'aviation civile (FAA), n'en a pas dit un mot, mais a appuyé la résolution sur la sûreté, relevant que les Etats-Unis étaient favorables à la mise au point d'un plan d'action de l'OACI et à une conférence mondiale sur le sujet.

Par ailleurs, aux Etats-Unis, le premier syndicat de pilotes de ligne d'Amérique du Nord a demandé au Congrès d'octroyer le droit de port d'armes aux pilotes. L'ALPA, qui compte 67 000 membres, demande également d'équiper les cockpits de *stun-guns* , des petits boîtiers capables d'envoyer une décharge de plusieurs milliers de volts à un agresseur.

Anne Pelouas



Le groupe SEB pose encore des conditions pour reprendre son concurrent Moulinex

Un seul candidat, la société financière Fidei, a révélé son plan, qui supprimerait 3 500 emplois

Le suspense continue pour Moulinex Brandt, le groupe d'électroménager en redressement judiciaire. Mardi 25 septembre, comme prévu, des offres de reprise ont été déposées auprès des administrateurs judiciaires par plusieurs repreneurs. Mais celui que tout le monde attendait, le groupe SEB, n'a pas fait d'offre ferme, à la grande déception des salariés et du gouvernement. Un seul, Fidei , a dévoilé son plan.

IRA ? IRA PAS ? Le groupe SEB joue avec les nerfs des salariés de Moulinex. Alors que les candidats à la reprise du groupe d'électroménager en redressement judiciaire avaient jusqu'au mardi 25 septembre à 16 heures pour déposer leurs offres auprès du tribunal de commerce de Nanterre, SEB faisait savoir en fin de journée qu'il avait certes *« manifesté son intérêt auprès des administrateurs judiciaires de Moulinex, mais* [que] *à ce jour le court délai entre le dépôt de bilan et la remise d'offre n'a pas encore permis au groupe SEB de remettre un projet finalisé »*.

Vendredi, SEB avait déjà obtenu un report de la date de remise des offres, invoquant la nécessité d'obtenir *« des éclaircissements sur quelques points critiques »*... qu'il estime manifestement ne pas avoir obtenus. Selon nos informations, le secrétariat d'Etat à l'industrie se serait engagé auprès de SEB à lui accorder certains avantages fiscaux et à le décharger des coûts de l'inévitable plan social à venir, *« dans le cadre de ce que prévoit la législation en la matière »*, précise-t-on chez Christian Pierret. Ces conditions d'accompagnement ont-elles été jugées insuffisantes ? Un proche du dossier rappelle simplement que SEB *« a des actionnaires, vis-à-vis desquels il ne peut pas faire n'importe quoi »* et que s'il décide de reprendre Moulinex *« c'est de façon pérenne, dans une vraie logique industrielle »*.

Une douche froide, tant pour les salariés que pour le gouvernement, qui comptaient tous sur le concurrent historique de Moulinex pour le sauver. Au secrétariat d'Etat à l'industrie, mardi soir, on espérait encore que SEB poursuivrait ses discussions pour remettre une offre ferme. Quant aux administrateurs, conscients d'avoir fixé des délais trop courts pour un tel dossier, ils entretenaient le suspense, mardi, en faisant savoir qu'ils avaient reçu *« plusieurs propositions et marques d'intérêt portant sur tout ou partie des actifs des sociétés Moulinex SA et* [sa filiale] *CGME* [la compagnie des moteurs électriques] *»*. Ils incluent manifestement la *« marque d'intérêt »* de SEB parmi les offres, histoire de permettre au groupe rhônalpin de finaliser son offre sans être mis hors délai.

DÉMANTÈLEMENT PROBABLE

Mercredi matin, un seul candidat à la reprise avait dévoilé clairement ses propositions. Il s'agit de la société foncière et financière Fidei, qui s'était déjà illustrée en tentant de reprendre la compagnie aérienne AOM-Air Liberté cet été. Fidei se propose de *« reprendre au total 5 379 emplois dans le monde, dont 2 940 en France »*. Des propositions qui concernent uniquement la branche petit électroménager du groupe, c'est-à-dire les marques Moulinex et Krups et leurs usines. L'ensemble Moulinex Brandt emploie actuellement environ 21 000 personnes dans le monde, dont 11 000 en France. Au 31 août, la branche petit électroménager comptait 8 835 salariés dans le monde, dont 5 590 en France. *« Notre offre devrait normalement être mieux disante en termes d'emplois que celle d'un concurrent industriel »*, a estimé le président de Fidei, Jean-François Delepoulle, mardi, faisant allusion à SEB. Mais le plan de reprise de Fidei supprimerait tout de même quelque 3 500 emplois, dont 2600 en France. La société financière, filiale de la société américaine Leucadia National Corporation, ne compte en effet reprendre ni les micro-ondes, fabriqués à Cormelles-le-Royal (Calvados), ni les aspirateurs, produits dans l'usine de Falaise (Calvados). Fidei a fait savoir qu'il ne voulait pas non plus des filiales de Chine et du Brésil. *« On garde le centre technique et de recherche de Cormelles, ainsi que 500 employés à Alençon »*, l'usine où sont produites les bouilloires et les cafetières. Un site, en revanche, qui ne devrait pas être sur la liste de reprise de SEB, qui dispose déjà de sa propre production.

SEB, qui semble vouloir continuer à travailler sur le dossier jusqu'à l'audience fixée au 3 octobre par le Tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine), s'intéresse davantage aux marques et positions commerciales de Moulinex qu'à ses sites industriels. Tout comme Philips, qui secrètement convoiterait Krups. Quant au groupe de cadres de Moulinex qui tentaient de mettre sur pied ces derniers jours un projet de reprise par les salariés, ils auraient finalement jeté l'éponge, n'ayant pas réussi à trouver des financements.

Quelle que soit l'issue, en tout cas, Moulinex n'échappera pas à un démantèlement. Déjà, la scission d'avec Brandt semble inéluctable. Brandt SA, ramenée au rang de « filiale » de gros électroménager pourrait, elle, faire l'objet d'un plan de continuation, peut-être même avec son actionnaire italien ElFi, qui tenterait ainsi de récupérer, sinon sa mise, du moins son patrimoine industriel initial. Des négociations sont en cours avec les banques, qui se montreraient moins intransigeantes pour cette partie de l'activité qu'avec Moulinex, en vue d'assurer la reprise de la production. Celle-ci est en effet bloquée dans la quasi-totalité des usines françaises de Moulinex et de Brandt, du fait du refus de livrer des fournisseurs qui craignent de ne pas être payés.

Pascal Galinier

« Des paroles, toujours des paroles. On n'en peut plus... »

CAEN
de notre correspondant

« La Basse-Normandie subit de plein fouet le dépôt de bilan de Moulinex. C'est une des plus graves crises industrielles françaises, que l'on tente de régler en toute urgence. Le problème n'est pas traité comme il le devrait pour sauver l'électroménager. » Président (DL) du conseil régional de Basse-Normandie, sénateur du Calvados, René Garrec ne cache pas sa colère. Ce mardi 25 septembre, à quelques heures du dépôt des offres de reprise, l'élu bas-normand abandonne la session de l'assemblée régionale pour rencontrer une délégation d'ouvrières de Moulinex, conduite par la CGT. Accompagné d'élus de gauche dont le communiste Marc Belet, très en pointe sur le dossier Moulinex, René Garrec invite l'ensemble de la population basnormande à se mobiliser : *« C'est maintenant au juge de décider. La seule issue qui nous reste est d'être tous ensemble, derrière le ministre de l'industrie, pour nous faire entendre à Paris, comme à Bruxelles. »*

Une délégation d'élus bas-normands devrait rencontrer le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, *« le plus rapidement possible »*. Adoptée à l'unanimité de l'assemblée régionale, une motion demande *« la mise en place d'une cellule de crise rassemblant toutes les parties concernées »*. Le conseil régional de Basse-Normandie décide, aussi, *« d'un fonds d'urgence destiné à aider à très court terme la sous-traitance, et une mobilisation budgétaire exceptionnelle, abondant autant que de besoin les 30 millions de francs déjà votés pour accompagner les mesures industrielles »*.

« UN VÉRITABLE SÉISME INDUSTRIEL »

Dans la salle Alexis-de-Tocqueville, une jeune femme interrompt l'inattendu tandem Garrec-Bellet. *« Des paroles, toujours des paroles, on n'en peut plus. Vous, les politiques, les banquiers, les patrons, vous avez une responsabilité immense dans ce désastre industriel. Aujourd'hui nous avons besoin d'actes concrets. On a trouvé des millions et des millions pour sauver le Crédit lyonnais. Et rien pour Moulinex ? »*

Au lendemain du dépôt de bilan du groupe, l'usine de Cormelles-le-Royal, aux portes de Caen, s'est arrêtée de fonctionner, faute d'approvisionnement. Depuis, des manifestations quasi quotidiennes s'organisent. *« Avec six usines Moulinex,* confie un élu, *la Basse-Normandie connaît un véritable séisme industriel. Dans l'Orne, les entreprises sous-traitantes en petite mécanique, de trente à cinquante personnes, ont dû déjà déposer le bilan. »* Les unions régionales CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, FSU, UNSA appellent à manifester dans les rues de Caen, Saint-Lô et Alençon ce mercredi. La CGT appelle, de son côté, à un rassemblement samedi.

Jean-Jacques Lerosier

Le scandale de la société de Bourse Gescartera éclabousse le gouvernement espagnol

MADRID
de notre correspondante

Jusqu'où faudra-t-il remonter pour établir, si nécessaire, des responsabilités politiques dans le scandale de la société de Bourse Gescartera, qui aurait détourné 120 millions d'euros qu'elle gérait pour le compte de ses 2 000 clients ? Et quelles répercussions aura ce premier scandale qui éclabousse le gouvernement de centre-droit de José Maria Aznar, depuis son arrivée au pouvoir en 1996 ?

Chaque jour, dans ce qui est désormais devenu un feuilleton, l'opinion espagnole découvre un nouvel aspect inquiétant de ce qui ne semblait être au début qu'une simple escroquerie : celle pratiquée par la société de gestion de fonds Gescartera, créée en 1992 par Antonio Camacho, un homme peu scrupuleux mais qui a de l'entregent et cultive comme personne les relations « utiles », y compris et surtout au sein de la Commission nationale du marché des valeurs (CNMV, qui assure la « police » de la Bourse). Ce dernier est incarcéré depuis le 16 juillet.

Devenue société de Bourse en juillet 2000, Gescartera offre des résultats garantis à des clients aussi variés que la Mutualité de la police, les orphelins de la Guardia civil ou l'archevêché de Valladolid. En juin dernier, les agents de la CNMV finissent par regarder de plus près les comptes de la société : il n'y a qu'un trou de 120 millions d'euros ; le reste n'est qu'un trompe-l'œil financier, à base de faux certificats bancaires et d'une vertigineuse jonglerie de fonds. C'est ainsi par exemple que Gescartera aurait remboursé à l'archevêché de Valladolid 750 millions de pesetas (4,5 millions d'euros), en les prenant sur le compte de la Mutualité de la police, une des grandes victimes de cette escroquerie.

DÉMISSIONS EN CHAÎNE

Chaque jour aussi, des personnages de plus en plus haut placés et ayant bénéficié de la confiance de l'Etat et du gouvernement sont touchés à leur tour par le scandale. Le dernier en date n'est autre que l'ex-secrétaire d'Etat aux finances, Enrique Gimenez Reyna, frère de la présidente de Gescartera, Pilar Gimenez Reyna, qui avait démissionné, disait-il, pour *« raisons personnelles »* en juillet, alors que Gescartera avait déjà largement attiré l'attention de la justice. Aujourd'hui inculpé, l'ex-secrétaire d'Etat devait comparaître, jeudi 27 septembre, devant le juge chargé de l'enquête. Il doit répondre, entre autres, de l'accusation d'avoir usé de son influence pour que l'Organisation des aveugles espagnols, la ONCE, très reconnue – elle s'est taillé un impressionnant empire financier grâce à la gestion des loteries qui lui ont été concédées –, devienne actionnaire de Gescartera. Ce qui n'avait pas manqué de redonner du prestige à une société dont les méthodes suscitaient de multiples interrogations. M. Gimenez Reyna est aussi soupçonné d'avoir informé sa sœur Pilar, présidente de Gescartera, du progrès des enquêtes en cours sur sa société.

La semaine dernière, les événements se sont même précipités et la présidente de la CNMV, Pilar Valiente, déjà très critiquée pour son laxisme et sa complaisance envers la société boursière incriminée et dont le nom figurait plusieurs fois dans un agenda où la présidente de Gescartera notait rendez-vous et opérations, finissait par donner sa démission. Moins de vingt-quatre heures après, c'était au tour de la présidente de Gescartera, Pilar Gimenez Reyna, d'être écrouée.

Pour l'instant, personne ne sait encore où sont passés les 120 millions d'euros envolés, mais l'opposition socialiste et communiste est bien décidée à aller jusqu'au bout. C'est-à-dire à établir des responsabilités politiques dans cette affaire, ce à quoi travaille la commission d'enquête parlementaire qui a prévu d'interroger plus de 200 personnes.

Sur la défensive, le gouvernement Aznar a promis de coopérer et de faire toute la lumière nécessaire. Mais il n'a pu empêcher que le scandale éclabousse jusqu'au ministre de l'économie, Rodrigo Rato, candidat potentiel à la succession de M. Aznar, ainsi qu'il l'a annoncé, à la fin de son second mandat. Plusieurs voix ont demandé la démission de M. Rato mais ce dernier affirme qu'*« il n'y a aucun indice que l'administration ait collaboré dans cette escroquerie, ni qu'aucun responsable ne se soit enrichi »*. Faisant allusion aux scandales qui ont précipité la chute des socialistes, en 1996, M. Aznar, lui, fait valoir qu'il *« n'a de leçons à recevoir de personne »*.

Marie-Claude Decamps

Le fabricant de microprocesseurs AMD supprime 2 300 emplois

LA CRISE de l'industrie des semi-conducteurs continue à secouer les fabricants. L'américain Advanced Micro Devices (AMD) a annoncé, mercredi 26 septembre, son intention de supprimer 2 300 emplois, soit près de 15 % de ses effectifs. Les employés américains seront particulièrement touchés par cette mesure puisque deux usines situées à Austin (Texas), devraient être fermées. Les restructurations toucheront également le site malaisien de Penang. L'américain AMD qui fabrique des microprocesseurs et se positionne en principal rival d'Intel, souffre de la chute des ventes de PC, mais également d'une guerre des prix sans merci qu'il livre à son concurrent.
De plus, IBM et Gateway ont tour à tour décidé de privilégier Intel comme fournisseur au détriment d'AMD . Le même jour, l'allemand Infineon a annoncé qu'il divisait par deux le montant de ses investissements prévus sur les douze prochains mois.

Le groupe français Thales se restructure en Grande-Bretagne

LE GROUPE français d'électronique de défense Thales envisage la fermeture, d'ici juin 2002, de son site de Bracknel, dans la banlieue de Londres, avec la suppression de 470 postes. Cette décision est la conséquence d'une réorganisation de ses activités communication et défense au Royaume-Uni avec Racal, son homologue britannique racheté en 2000. Elle résulte aussi de la perte du contrat de défense Bowman (*Le Monde* du 21 juillet). D'un montant de 2,7 milliards d'euros, ce contrat, qui a été attribué à la filiale canadienne de l'américain General Dynamics, portait sur le renouvellement des systèmes de communication de l'armée de terre britannique. Le site concerné, spécialisé dans les systèmes de communication et défense, emploie environ 650 personnes.
Numéro deux de la défense au Royaume-Uni où il emploie environ 13 000 personnes, Thales a, néanmoins, confirmé *« son total engagement »* dans ce pays et réaffirmé sa volonté de *« fournir de grands programmes dans ses trois marchés, la défense, l'aéronautique et les technologies de l'information et des services »*.

DaimlerChrysler réviserait à la baisse ses prévisions aux Etats-Unis

DAIMLERCHRYSLER pourrait être obligé de réviser à la baisse ses objectifs financiers, affirme mercredi 26 septembre, le quotidien américain *The Wall Street Journal*. Le constructeur automobile germano-américain avait basé ses prévisions aux Etats-Unis sur des ventes globales de 16 millions de voitures et sur une part de marché de 14 % pour Chrysler. Or, ces hypothèses sembleraient désormais difficiles à tenir, surtout depuis les attentats du 11 septembre. Le conseil d'administration de DaimlerChrysler devait réexaminer ses prévisions mercredi.
« Le retour de Chrysler aux bénéfices pourrait intervenir un trimestre plus tard que prévu », a déclaré une source proche du dossier au *Wall Street Journal.* Chrysler avait prévu de revenir aux bénéfices au cours de 2002, sans préciser sur quel trimestre. Pour 2001, Chrysler table sur une perte d'exploitation, hors charges exceptionnelles, de 2,2 à 2,6 milliards d'euros.

Le papetier britannique Arjo Wiggins vend sa filiale américaine

LA HOLDING française Worms et Cie, contrôlée par la famille Agnelli (Fiat), propriétaire du groupe papetier britannique Arjo Wiggins Appleton (AWA), envisage de céder sa filiale américaine Appleton Papers à ses salariés avant la fin 2001 pour un montant de 810 millions de dollars (890 millions d'euros). *« La valorisation correspond parfaitement à nos objectifs »*, a déclaré, mardi 25 septembre, un porte-parole de Worms. Appleton Papers, basée à Appleton (Wisconsin) est le premier producteur mondial de papiers autocopiants et thermiques. Cette société qui emploie 2 900 personnes a réalisé, en 2000, un chiffre d'affaires d'environ 1,1 milliard de dollars.
Worms avait pris le contrôle à 100 % d'AWA au cours de l'été 2000 à la suite d'une offre publique d'achat amicale. Cette cession s'inscrit dans une stratégie de recentrage d'AWA sur les papiers à forte valeur ajoutée (billets de banque ou de spectacle) et la distribution spécialisée.

Bally cède la moitié de ses magasins français

LE GROUPE suisse de chaussures Bally a annoncé, mardi 25 septembre, son intention de céder douze des vingt-deux magasins que compte encore son réseau en France, à Aix-en-Provence, Avignon, Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Nantes, Rouen et Toulouse et trois à Paris. Sur les quarante qu'il possédait il y a deux ans, dix-huit avaient déjà été vendus en 2000. Cette cession, justifiée par une nouvelle stratégie de *« montée en gamme »* devrait intervenir pour la fin de la saison hiver-automne. Alors que la reprise du personnel est *« une des conditions essentielles»*, Bally affirme avoir déjà reçu plusieurs offres.
Depuis son rachat, en octobre 1999, par la société d'investissements américaine Texas Pacific Group, le fabricant suisse a abandonné plus de la moitié de son réseau en Europe, soit une centaine de magasins employant 500 salariés. Il a aussi supprimé 250 emplois et fermé un de ses sites de production en Suisse.

L'exclusion bancaire persiste en France, selon le Credoc

APRÈS avoir étudié la typologie des personnes frappées d'interdiction bancaire, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) se penche sur l'exclusion bancaire dans un rapport présenté, mardi 25 septembre, par la Banque de France. Selon l'enquête réalisée auprès de 966 bénéficiaires de minima sociaux (revenu minimum d'insertion, allocation de solidarité spécifique...) au cours du premier semestre 2001, les ménages pauvres sont sous-équipés en produits bancaires et se voient refuser plus fréquemment l'ouverture de comptes : 2 % ne possèdent aucun compte et 5 % seulement un compte sur livret
Le Crédoc relève que La Poste reste la banque des pauvres (21 % des ménages désargentés). Selon le rapport, l'exclusion se situe *« plutôt dans l'accès à l'information »*. Un service bancaire minimum – compte, carte de retrait, RIB, paiement à distance – est en théorie garanti à la quasi-totalité des bénéficiaires de minima sociaux.

Les publicitaires français sont à la recherche d'un nouveau ton

Malgré les accidents médiatiques provoqués par d'anciennes annonces qui s'entrechoquent avec l'actualité et au moment où les campagnes patriotiques se mutliplient aux Etats-Unis, la publicité européenne pourrait gagner en humilité

ET SI la publicité devenait une fenêtre de tranquillité, sans ostentation ? Certaines entreprises européennes hésitent aujourd'hui à enfiler les habits qui leur ont permis, pendant trente ans, de promouvoir un capitalisme triomphant d'un bout à l'autre de la planète. Depuis le 11 septembre, en matière de création publicitaire, *« ce qui se passe est salutaire, c'est le mythe confronté à la réalité »*, estime Gabriel Gaultier, le président du Club des directeurs artistiques, l'association qui regroupe en France les directeurs de création des agences de publicité.

Les décors de Brasilia, d'Inde ou de Cuba seraient désormais préférés à la toute-puissance incarnée par les mégalopoles comme New York. Ce décor a pourtant été un cliché très utilisé pour symboliser la réussite depuis les années 1980. En Europe, la publicité s'apprête donc à se teinter d'une couleur « ethnico-mystico-zen », en quittant ces heures chaotiques.

Dernièrement, on a vu des accidents discursifs qui pourraient se résumer par *« une mauvaise annonce au mauvais moment au mauvais endroit »*. Siemens, par exemple, est confronté depuis les attentats qui ont touché les Etats-Unis, à l'*« utilisation malvenue d'une ancienne publicité »*. Le fabricant de téléphones avait inséré en novembre 2000 dans trois magazines (*Futurs, Sciences et Vie* et *Management*) une annonce pour la promotion de son téléphone S40. Une photo depuis la base du gigantesque Chrysler Building à New York montrait la silhouette d'un avion rasant la tête du gratte-ciel. L'image était accompagnée du slogan *« Dans le monde des affaires, il suffit d'une seule arme pour démoder toutes les autres »*, avec la signature *« le S40 est l'arme absolue, des USA à l'Asie vous êtes redoutable... Be inspired »* (soyez inspiré). Cette annonce n'est pas récente, mais des internautes anti-américains l'exploitent sans relâche en la faisant circuler depuis quinze jours sur la Toile. L'agence J Walter Thompson et Siemens ont dû rappeler que cette publicité, destinée initialement aux hommes d'affaires qui voyagent, est *« aujourd'hui extrêmement choquante »*.

Autre télescopage, cette publicité qui a fait ouvertement référence à Oussama Ben (ou Bin) Laden et à l'explosion de l'ambassade américaine de Tanzanie en 1998. L'annonce réalisée pour le compte du magazine *Bizz* (Bertelsmann) et retirée en catastrophe, a été conçue par l'agence Leagas Delaney à Hambourg (Allemagne). Elle montrait une camionnette blanche garée devant un bâtiment *« Ambassade des Etats-Unis »*. Trois bulles de dialogue en surimpression sur l'image servent de légende. Toutes jouent sur le terme Bin (de « Bin » Laden) qui veut aussi dire « je suis » en allemand : *« je suis dans l'ambassade »* (Bin in Botschaft) annonce la première, suivie d'un *« je serai de retour bientôt »* (Bin gleich zurück), puis d'un interrogatif *« Bin Laden ? »*. Cette annonce a été diffusée quelques semaines avant les attentats du 11 septembre dans l'hebdomadaire *Stern*, un autre magazine appartenant au groupe Bertelsmann.

Face à ces risques d'images, certains annonceurs préfèrent pour l'instant le silence. Le constructeur automobile Ford a annoncé le 21 septembre qu'il suspendait toutes ses campagnes de marques en Europe. Comme l'avaient fait avant lui la plupart des compagnies aériennes (American Airlines et Air France...) et les annonceurs appartenant aux secteurs très touchés de la finance et de l'assurance. D'autres annonceurs ont également jugé *« inopportuns »* leurs spots construits à force d'effets spéciaux (tremblements de terre, explosions, sauts du haut d'un immeuble, éboulements, ou affaissements de bâtiments). Ils les ont annulés et piochent maintenant dans leurs stocks d'anciennes publicités pour assurer une présence minimale de leurs marques à la télévision et dans la presse dont les audiences n'ont pourtant jamais été aussi élevées. Ces deux dernières semaines, le repli a donc été massif et immédiat mais déjà, un nouvel élan se profile. Après le principe de précaution marketing, la publicité cherche de nouveau à entrer en résonance avec les opinions. Et de nouveaux clivages culturels et politiques apparaissent.

Aux Etats-Unis, les annonceurs échangent leurs annonces classiques par des annonces *« solidaires »* ou *« patriotiques »*. Le distributeur K-Mart a, par exemple, acheté de pleines pages dans le *New York Times* et le *Washington Post* pour placer un drapeau américain et la légende *« retirez le du journal, mettez le sur votre fenêtre, soutenez la liberté »*. Le brasseur Budweiser a recouvert ses deux cent cinquante panneaux d'affichage dans les stades du même drapeau alors que General Electric, autre exemple, utilise la statue de la liberté *« pour aller à la rencontre de la détermination américaine »*, a confié un porte-parole à Reuters. En Europe, à part quelques publicités comme celles des montres Breitling qui placent des avions de chasse à côté des montres modèle *« pilote »*, la thématique américano-guerrière est relativement absente. Comme si les annonceurs français hésitaient à enfourcher le cheval de la bataille américaine et *« [refusaient] de s'approprier tout ça comme si nous étions le 53e Etat des Etats-Unis »*, confie un publicitaire. Ils cherchent une deuxième voie.

> Les décors de Brazilia, d'Inde ou de Cuba seraient désormais préférés à la toute-puissance incarnée par les mégalopoles comme New York

Certains tentent timidement de nous prendre par la main et distillent leur message avec une retenue inhabituelle. Ils s'emparent, ce qui est nouveau, d'une dimension mystique presque religieuse. Les affiches Kookaï, par exemple, montrent un jeune homme barbu, sorte d'ode au Christ mort puis ressuscité, porté par une jeune femme baignée de lumière douce. La compagnie Axa Assurances rediffuse un spot lent et méditatif qui nous parle de la douceur des *« sept vies pendant la vie »* dans une ambiance orangée et aquatique. Et EDF nous berce avec les souffles des vents en nous faisant (presque) croire que l'énergie électrique est désormais produite par des éoliennes. Ah... ce monde charmant.

Florence Amalou

Perturbations pour les spots des armées américaines

Les annonceurs commerciaux ne sont pas les seuls à retarder, suspendre, voire modifier leurs campagnes. Les récentes attaques terroristes ont aussi bousculé l'agenda de la communication militaire américaine, affirme l'hebdomadaire américain *Adage*, du vendredi 21 septembre. La campagne de recrutement des armées, auparavant gérée par l'agence Bates Worldwide (Cordiant), ne changera pas tout de suite de maître d'œuvre. Le département de la défense allouera ce budget de 20 millions de dollars dans six semaines. De plus, le spot allégorique des Marine Corps qui montrait un combat entre les commandos américains et un dragon a été changé au profit d'une campagne plus patriotique, utilisée pour le Veteran's Day. L'armée américaine a suspendu un spot qui montrait les soldats en action lors d'un tremblement de terre. Enfin, les annonces publicitaires qui devaient être présentées par l'Air Force et leur nouvelle agence, GSD & M (d'Austin, Texas), seront reportées en raison de *« fautes humoristiques »*.

Le fondateur du « Monde des débats » en procès avec « Le Nouvel Observateur »

LA LIQUIDATION du *Monde des débats,* prononcée par le tribunal de commerce de Paris le 10 septembre, n'a pas réglé le contentieux juridique entre le fondateur du titre, Michel Wieviorka, et le principal actionnaire, *Le Nouvel Observateur,* qui avait pris 49 % de M2D Editions, la société éditrice du mensuel, en juin 2000. C'est peu dire que l'équipe des fondateurs du titre et celle du news magazine, pilotée par Jean Daniel et Jacques Julliard, n'ont pas réussi à s'entendre. Incompatibilité de personnalités, divergences éditoriales, oppositions stratégiques, tout les a séparées. M. Wieviorka, qui souhaitait conserver la confrontation des univers journalistiques avec celui des chercheurs et des universitaires, regrettait *« l'évolution de la ligne éditoriale vers un projet plus haut de gamme, comme un* Nouvel Observateur *bis »*. Le fondateur, qui avait incarné le titre pendant plus de vingt numéros, se sentait très *« marginalisé »* et a démissionné en juin.

Michel Wieviorka a alors engagé une procédure auprès du tribunal de commerce de Paris pour demander au *Nouvel Observateur* l'application d'une clause pénale. Signée entre les actionnaires initiaux et le *Nouvel Observateur*, elle prévoyait l'octroi d'une indemnité de 350 000 francs (plus de 53 350 euros) au fondateur du titre, en cas de démission, si l'équilibre capitalistique entre les fondateurs et le *Nouvel Observateur* avait été rompu. M. Wieviorka considère que le *Nouvel Obs* contrôle le titre – même s'il ne détient que 49 % du capital – puisqu'il est majoritaire au sein du conseil d'administration et a procédé, jusqu'en juin, comme un actionnaire majoritaire, à des apports en compte courant.

UN ÉVENTUEL NOUVEAU DÉPART

Un second procès est intenté contre le groupe de Claude Perdriel par quatre actionnaires minoritaires du *Monde des débats* – Electro-Services, la holding de Jean-Jacques Augier (actionnaire majoritaire de la maison d'édition POL) ; l'Ajile, l'association des amis du journal, et deux personnes privées – qui ont demandé au *Nouvel Observateur* l'achat de leurs parts, pour moins de 1 million de francs au total. Ils se fondent sur le pacte qui prévoyait la reprise des parts des minoritaires en cas de prise de contrôle du *Monde des débats*. De son côté, *Le Nouvel Obervateur* plaide qu'il n'a pas la majorité du capital.

Si la petite équipe du mensuel va dans les jours qui viennent être officiellement licenciée, des négociations sont toutefois bien engagées avec un autre éditeur pour un éventuel nouveau départ du mensuel. Statutairement, le titre *Le Monde des débats* doit revenir au *Monde,* qui était l'un des actionnaires historiques minoritaires. Reste toutefois en suspens le dédommagement des 6 500 abonnés conjoints avec *Le Nouvel Observateur*.

Nicole Vulser

DÉPÊCHES

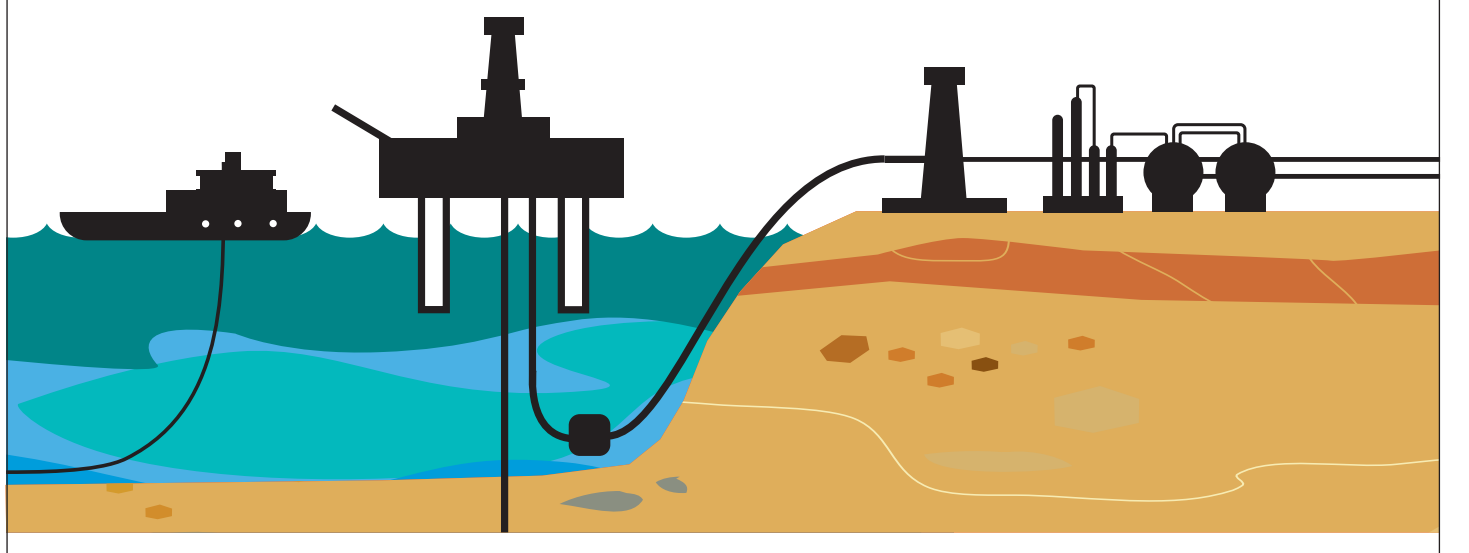
■ **PRESSE : le conflit entre le syndicat du Livre-CGT,** les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) et le groupe Amaury se poursuit. Après avoir été bloqué pendant six jours consécutifs sur Paris et en proche banlieue, *le Parisien* était en kiosques mardi 25 septembre. Toutefois, mercredi matin, à la suite d'un mouvement de grève des rotativistes CGT, les trois titres du groupe, *Le Parisien, Aujourd'hui* et *L'Equipe* n'avaient pas été imprimés.

■ **MÉDIAS : l'américain AOL Time Warner a averti,** lundi 24 septembre, que ses résultats seraient inférieurs à ses prévisions pour 2001 en raison de l'impact des attentats du 11 septembre sur son activité. Il table désormais sur une croissance d'environ *« 20 % »* de son bénéfice avant impôts, intérêts, dépréciations et amortissements.

OFFRES PUBLIQUES SUR LES ACTIONS ISIS ET COFLEXIP

Actionnaires d'ISIS et de Coflexip, vous avez jusqu'au 28 septembre pour rejoindre Technip et participer à la création d'un leader mondial de l'ingénierie et des services pétroliers

Le rapprochement Technip-Coflexip donnera naissance à un groupe intégré, **n°1 en Europe et n°4 mondial,** avec des ventes pro-forma combinées de 4,5 milliards d'euros en 2000, leader sur la conception et la réalisation de projets onshore comme sur l'ensemble des solutions offshore. Le nouveau groupe Technip-Coflexip sera coté à Paris et à New-York.



La complémentarité crée de la valeur

Des secteurs à forte croissance	■ Filière gaz ■ Mer profonde
La maîtrise des disciplines clés	■ Ingéniérie et direction de projets ■ Offshore : actifs industriels et expertise
Une couverture globale	■ Europe, Moyen-Orient, Asie, Afrique ■ Golfe du Mexique, Brésil, ■ Mer du Nord et Mer Caspienne
Complémentarité clients	■ Compagnies nationales ■ Majors et indépendants
Efficacité financière accrue	■ Génération de flux de trésorerie ■ Activité plus capitalistique
Une croissance régulière	■ Gamme diversifiée de secteurs ■ Activité plus cyclique

■ Technip ■ Coflexip

MODALITÉS DE L'OFFRE
Bénéficiez des conditions qui vous sont proposées en apportant vos titres :

• dès aujourd'hui et jusqu'au 28 septembre :
11 actions Technip pour 10 actions ISIS

• dès aujourd'hui et jusqu'au 28 septembre :
9 actions Technip pour 8 actions Coflexip

Il est rappelé qu'il existe une offre d'achat subsidiaire sur les titres Coflexip au prix de 199 euros par action Coflexip. Les actionnaires de Coflexip peuvent opter pour l'OPE ou l'OPA ou combiner les deux offres. L' offre d'achat sera plafonnée à 5 millions de titres Coflexip ; au-delà il sera appliqué un mécanisme de réduction proportionnelle.

OPE sur ISIS : vous pouvez obtenir la note d'information visée par la COB n°01-1027 en date du 7 août 2001, en appelant le numéro vert.

Offres sur Coflexip : vous pouvez obtenir la note d'information visée par la COB n°01-1028 en date du 7 août 2001, en appelant le numéro vert.

N° Vert 0 800 012 022

TECHNIP
www.technip.com

ISIS
www.isis-group.fr

COFLEXIP STENA OFFSHORE
www.coflexip.com

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **IKEA : le numéro un mondial de l'ameublement a annoncé, mardi 25 septembre,** vouloir doubler le nombre de ses magasins en France d'ici cinq ans, passant ainsi de 12 à 24. Le groupe suédois doit s'implanter à Nantes en février 2002 et envisage des ouvertures à Franconville, Montpellier et Marseille. Ikea France prévoit d'investir 305 millions d'euros.

● **ISUZU MOTORS : le constructeur de camions japonais a décidé de réduire d'environ 20 % sa production aux Etats-Unis** en octobre et en novembre, en raison d'un recul de la demande dû aux attentats. La production américaine du groupe détenu à 49 % par General Motors devrait s'élever à 6 400 camions par mois sur cette période.

● **INFINEON : le fabricant allemand de semi-conducteurs a indiqué, mercredi,** qu'il entendait diviser par deux ses investissements en fonds propres lors de son prochain exercice, qui débute le 1er octobre. Le groupe, qui prévoyait initialement d'investir 1,5 milliard d'euros, a déjà opéré une coupe de 600 millions d'euros.

● **MONTEDISON : le groupe industriel italien contrôlé par Fiat et EDF** a annoncé, mercredi, être en *« discussions exclusives »* avec le groupe américain Cargill pour lui vendre sa part de 56 % dans Cerestar, numéro un européen de l'amidon.

● **USINOR : le sidérurgiste allemand Salzgitter veut reprendre certains actifs pouvant être cédés par Usinor** dans le cadre de la fusion du groupe français avec le luxembourgeois Arbed et l'espagnol Aceralia, indique le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*.

● **CFF RECYCLING : la compagnie française de recyclage de métaux** a annoncé, mardi, avoir pris une participation majoritaire dans la société allemande Metal Kg, renforçant ainsi son dispositif commercial en Allemagne.

SERVICES

● **EXCITEATHOME : le portail et fournisseur d'accès à Internet américain va supprimer 500 emplois d'ici à la fin de l'année.** Le groupe, qui a déjà annoncé 600 suppressions d'emplois depuis janvier, souhaite fermer sa filiale de services marketing MatchLogic. ExciteAtHome n'emploiera plus que 1 350 personnes à la fin 2001, contre 2 000 actuellement.

● **TERRA NETWORKS : la filiale Internet du groupe espagnol Telefonica** a annoncé, mardi, aux autorités boursières qu'elle continuera de perdre de l'argent pendant au moins un an. La société avance la *« difficulté »* à rentabiliser *« le fonds de commerce généré par les acquisitions »* de croissance externe, dont la plus importante a été le rachat du portail américain Lycos.

● **FTVI : France Télévision Interactive vient d'ouvrir cinq portails thématiques** inédits – informations, sports, jeunesse, finances et jeux. Ils viennent étoffer les sites Internet de France 2 et France 3.

FINANCES

● **CNP : la première compagnie d'assurance-vie française a annoncé, mardi, l'attribution d'une licence en assurance-vie à Pékin**, après dix-neuf mois de discussions. Elle a été autorisée à créer une société commune avec un partenaire chinois.

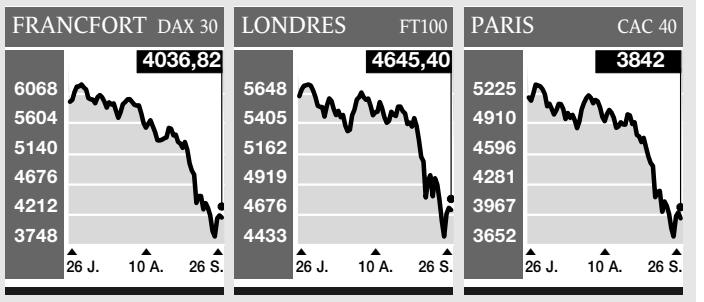
● **LLOYD'S : le marché britannique de l'assurance devait préciser, mercredi, le montant de son engagement** dans les attentats aux Etats-Unis, attendu à plus de 1,5 milliard d'euros (*Le Monde* du 20 septembre). Le LLoyd's a reconnu *« son implication importante »* dans l'assurance d'United Airlines, d'American Airlines et du World Trade Center.

● **SALAIRES : les discussions salariales de branche pour 2001 entre les syndicats et l'Association française des banques (AFB)** se sont soldées par un échec. L'AFB demande à ses adhérents d'appliquer unilatéralement ses propositions.

RÉSULTATS

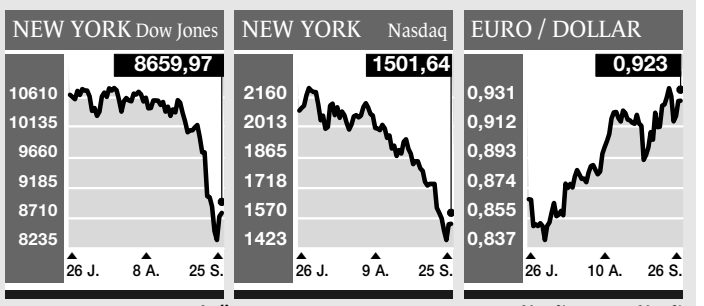
● **INFOGRAMES :** l'éditeur français de jeux vidéo a publié, mercredi, une perte nette, part du groupe, de 121,3 millions d'euros lors de son exercice 2000-2001, en dépit d'un chiffre d'affaires de 674,3 millions d'euros, en progression de 29 %.

EUROPE



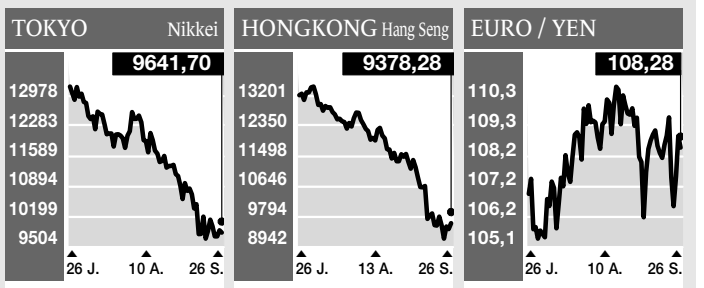
Europe 9 h 57 ▶	Indices sélection	cours 26/09	Var. % 25/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3103,17	0,24	– 34,98
EUROPE	STOXX 50	3120,46	0,12	– 31,53
EUROPE	EURO STOXX 324	258,47	0,29	– 34,03
EUROPE	STOXX 653	251,43	0,13	– 30,12
PARIS	CAC 40	3842	– 1,56	– 35,17
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	2625,60	– 1,31	– 34,73
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	424	– 1,22	– 33,50
BRUXELLES	BEL 20	2463,84	– 0,12	....
FRANCFORT	DAX 30	4036,82	0,69	....
LONDRES	FTSE 100	4645,40	– 0,39	– 25,35
MADRID	STOCK EXCHANGE	6973	– 0,39	– 23,46
MILAN	MIBTEL 30	26498	– 1,27	– 39,39
ZURICH	SPI	5608,90	– 0,20	....

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57 ▶	Indices sélection	cours 25/09	Var. % 24/09	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	8659,97	0,65	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1012,27	0,81	– 23,33
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1501,64	0,15	– 39,22
TORONTO	TSE INDEX	6702,01	0,60	– 24,98
SAO PAULO	BOVESPA	10229,05	....	– 32,97
MEXICO	BOLSA	296,03	– 0,34	– 6,32
BUENOS AIRES	MERVAL	243,92	– 1,35	– 41,47
SANTIAGO	IPSA GENERAL	101,75	– 0,47	5,99
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7101,06	– 0,28	4,04

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57 ▶	Indices sélection	cours 26/09	Var. % 25/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	9641,70	– 0,54	– 30,06
HONGKONG	HANG SENG	9378,28	1,83	– 37,87
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1275,67	– 0,46	– 33,79
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	58,19	0,03	– 8,15
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2932,10	0,95	– 7,06
BANGKOK	SET	18,23	0,05	– 2,15
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2652,74	1,35	– 33,22
WELLINGTON	NZSE-40	1843,94	1,21	– 3,03

ÉCONOMIE

Bel été pour la consommation française, avant un choc redouté

LES ÉCONOMISTES ont usé de superlatifs mardi pour évoquer la consommation des Français en produits manufacturés cet été, qui a augmenté de 1,4 % en juillet puis de 0,6 % en août, augurant d'une possible bonne croissance au troisième trimestre. Ces chiffres, publiés mardi 25 septembre par l'Insee, ont cependant été effectués avant les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, et les mêmes analystes craignent que le chiffre de septembre marque un fléchissement.

En augmentant leur consommation cet été, les Français ont surpris tous les spécialistes : la plupart misaient sur un mouvement de recul sur au moins un des deux mois. Or, d'août 2000 à août 2001, la consommation a augmenté de 4,3 %.

Dans le même temps, l'Insee a confirmé mardi une autre bonne nouvelle pour la consommation : la stabilité des prix en août et le passage de l'inflation sous les 2 % sur un an, à 1,9 %. La France est, en cette matière, le bon élève de l'Europe, puisque l'inflation dans toute la zone euro s'est élevée en août à 2,7 % sur un an.

■ **ÉTATS-UNIS : l'indice de confiance des consommateurs américains** a chuté à 97,6 points en septembre, contre 114 points en août, a indiqué mardi le Conference Board, un institut de recherche économique privé.

La baisse de 16,4 points notée en septembre est la plus forte diminution mensuelle depuis octobre 1990, au début de la dernière récession ayant frappé les Etats-Unis. Les analystes tablaient sur un recul plus limité de l'indice de confiance en septembre, prévoyant en moyenne un chiffre de 105 points.

■ **Les reventes de logements aux Etats-Unis ont augmenté de 5,8 % en août** avec un rythme annuel de 5,50 millions d'unités, après avoir baissé de 2,4 % (5,20 millions d'unités) en juillet, a annoncé mardi le groupement national des agents immobiliers. Les analystes tablaient généralement sur une hausse de 0,4 %, à 5,19 millions des reventes de logements.

■ **ZONE EURO : la Grèce, le Portugal, l'Irlande et l'Espagne** ont été les principaux bénéficiaires des transferts financiers nets dans le budget de l'Union européenne en 2000, tandis que la Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas ont été les plus importants contributeurs nets, selon un rapport de la Commission européenne publié mardi.

■ **ALLEMAGNE : les prix à la consommation** ont progressé de 2,1 % en septembre sur un an, soit la plus faible hausse de l'inflation depuis septembre 2000 (+ 2,5 %), selon des chiffres provisoires publiés mardi par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden.

■ **ESPAGNE : le déficit commercial s'est réduit de 7,4 % en juillet,** à 3,464 milliards d'euros en glissement annuel, a annoncé mardi le ministre de l'économie, Rodrigo Rato. Sur les sept premiers mois de 2001, le déficit du commerce extérieur a atteint 23,835 milliards d'euros, en hausse de 1,4 % par rapport à la même période de 2000.

■ **ITALIE : le taux de chômage s'est établi à 9,4 % en juillet,** poursuivant son reflux amorcé deux ans plus tôt, malgré l'accumulation de signaux négatifs pour l'économie, selon l'enquête trimestrielle diffusée mardi par l'Institut national de la statistique.

■ **PORTUGAL : le déficit public en 2001 ne pourra pas tenir l'objectif de 1,1 %** imposé par la Banque centrale européenne, mais ne devrait pas dépasser les 2 %, a déclaré mardi le ministre des finances, Guilherme Oliveira Martins.

■ **JAPON : le gouverneur de la Banque du Japon,** Masaru Hayami, a laissé entendre mardi que la Banque centrale pourrait encore augmenter le volume de liquidités en circulation pour soutenir l'économie après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

■ **BOSNIE : le gouvernement serbe de Bosnie** a annoncé mardi qu'un crédit de 160 millions de deutschemarks (81,8 millions d'euros) lui avait été accordé par plusieurs banques occidentales, pour aider son économie en crise.

■ **RUSSIE : Moscou s'est inquiété mardi de la chute** enregistrée ces derniers jours par les cours du pétrole, alors que son économie, en nette progression depuis deux ans, reste largement dépendante des exportations énergétiques.

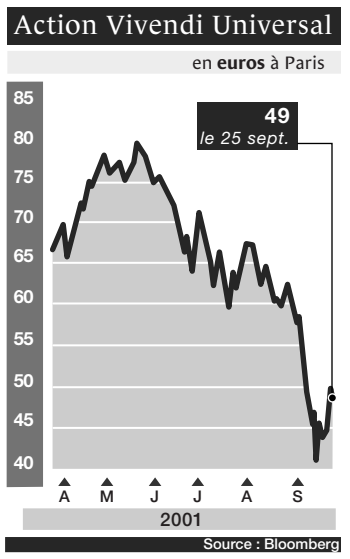
■ **MOZAMBIQUE : le Fonds monétaire international** et la Banque mondiale ont annoncé mardi que la dette extérieure du Mozambique allait être allégée de 600 millions de dollars (660 millions d'euros), ce pays ayant satisfait aux critères de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés.

VALEUR DU JOUR

M. Messier s'emploie à faire remonter le cours de Vivendi Universal

TOUT FAIRE pour que le cours remonte. Jean-Marie Messier, le PDG de Vivendi Universal, n'a plus que cette préoccupation en tête, alors que le titre a perdu 41 % de sa valeur en un an pour retomber à ses niveaux de début 1998. Tout en exhortant ses actionnaires à ne pas vendre leurs titres dans la tourmente boursière actuelle, le dirigeant du groupe de communication multiplie les mesures pour soutenir son action. Mardi 25 septembre, M. Messier a ainsi annoncé la cession de ses 22 % dans BSkYB, le bouquet de télévision satellite de Rupert Murdoch, à la Deutsche Bank pour 4,2 milliards d'euros. Vivendi Universal avait été sommé, en octobre, par Bruxelles de s'en séparer lors de sa fusion avec Seagram.

La Deutsche Bank devient propriétaire des titres mais Vivendi continuera à assumer le risque de changement de cours sur les actions pendant quatre ans (BSkyB a perdu un tiers de sa valeur depuis un an). Qualifiée de prêt par des analystes, cette opération est présentée comme une vente par le groupe. La Commission européenne a indiqué qu'elle étudierait les termes de la transaction pour savoir s'il s'agit vraiment d'une vente. Vivendi Universal, en tout cas, sait déjà ce qu'il va faire des 4,2 milliards de l'opération. Une partie est destinée à rembourser les dettes, qui s'élèvent à 8,6 milliards d'euros pour la partie



média du groupe, l'autre à racheter 3 % de son propre capital, soit 33 millions d'actions, qui seront annulées afin de soutenir le cours et améliorer le bénéfice par action. Le groupe essaie aussi d'éliminer tous les foyers de pertes. M. Messier se dit *« très favorable »* à la fusion de son bouquet satellite Canal Satellite avec son concurrent TPS. Suez, principal actionnaire de TPS, s'est aussi déclaré en faveur de ce mariage. L'opération doit recevoir l'agrément de Bruxelles. Pour rassurer ses actionnaires, M. Messier a rappelé que le groupe dépendait peu de la publicité. Le groupe a réalisé au premier semestre un résultat brut d'exploitation de 3,9 milliards d'euros et un bénéfice net après amortissements des survaleurs de 22 millions d'euros.

Martine Orange

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40, l'indice de référence de la Bourse de Paris, était presque stable en début de matinée, mercredi 26 septembre, après deux séances de net rebond. Il s'établissait à 3 903,57 points (+ 0,02 %), après avoir terminé sur un gain de 1,04 %, à 3 902,85 points, la veille, à l'instar de l'ensemble des Bourses européennes.

FRANCFORT

LE DAX de la Bourse de Francfort était en très sensible hausse, mercredi, dans les premiers échanges, de 2,3 %, à 4 100,87 points. L'indice phare de la place allemande avait cédé 0,73 % mardi, à 4 009,12 points.

LONDRES

A LONDRES, mercredi, le Footsie a ouvert en très légère baisse de 0,73 %, à 4 629,40 points. L'indice des cent principales valeurs de la place financière britannique avait gagné 1,07 %, à 4 663,40 points mardi, entraîné par le dynamisme des places financières du Vieux Continent.

TOKYO

TOKYO a terminé, mercredi, sur une baisse de 0,54 %, à 9 641,70 points. La hausse modeste de Wall Street, tant pour le Dow Jones que pour le Nasdaq, n'a en effet pas suffi à stimuler le marché. Les investisseurs restent inquiets, selon des courtiers, des perspectives des économies américaine et japonaise.

NEW YORK

LES MARCHÉS américains ont terminé la séance de mardi 25 septembre en légère hausse. L'indice Dow Jones a clôturé en progression de 0,65 %, à 8 659,97 points, et l'indice Standard & Poor's 500 en hausse de 0,88%, à 1 012,25 points. Le Nasdaq, à forte composante technologique, a légèrement augmenté (+ 0,14%), à 1 501,64 points.

TAUX

LES TAUX longs européens se sont légèrement détendus mercredi 26 septembre, après la chute de l'indice de confiance des consommateurs américains mardi, qui alimente les anticipations de baisse de taux par la Réserve fédérale américaine (Fed), qui pourraient être relayées par la Banque centrale européenne (BCE). Le rendement de l'Obligation assimilable du Trésor (OAT) français s'établissait à 4,955 %, tandis que son homologue allemand le Bund s'inscrivait à 4,841 %.

MONNAIES

LA DEVISE européenne restait stable mercredi matin 26 septembre dans les premiers échanges face au dollar. Un euro s'échangeait 0,9227 dollar. La monnaie américaine cède du terrain face au yen, cotant 117,35 yens. La rumeur d'une nouvelle intervention de la Banque du Japon sur le marché des changes protège pour l'instant le billet vert, mais la tendance générale pour la devise américaine reste orientée à la baisse.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324
DRACHME GREC. (100)	3,40750	DRACHME CREC. (100)	1,92503
FRANC	6,55957	EURO	0,15245

Hors zone Euro

Euro contre ▶	25/09
COURONNE DANOISE	7,4382
COUR. NORVÉGIENNE	8,0450
COUR. SUÉDOISE	9,8338
COURONNE TCHÈQUE	34,1600
DOLLAR AUSTRALIEN	1,8610
DOLLAR CANADIEN	1,4382
DOLLAR HONGKONG	7,1569
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,2503
FORINT HONGROIS	259,8300
LEU ROUMAIN	27848
ZLOTY POLONAIS	3,8758

Cours de change croisés

26/09 9 h 57 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	.....	0,85226	0,92325	0,14076	1,47280	0,62771
YEN	117,33500	.....	108,28000	16,50500	172,81000	73,63500
EURO	1,08313	0,92353	.....	0,15245	1,59510	0,67975
FRANC	7,10410	6,05725	6,55957	.....	10,46260	4,46045
LIVRE	0,67898	0,57870	0,62690	0,09555	.....	0,42615
FRANC SUISSE	1,59310	1,35790	1,47050	0,22415	2,34650	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 25/09 ▶	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,78	3,49	4,95	5,71
ALLEMAGNE	3,79	3,62	4,84	5,62
GDE-BRETAG.	5,13	4,50	4,93	4,88
ITALIE	3,79	3,59	5,20	5,97
JAPON	0,03	0,01	1,39	2,38
ÉTATS-UNIS	3,22	2,35	4,70	....
SUISSE	1,75	2,06	3,21	3,90
PAYS-BAS	3,76	3,59	4,99	5,67

Matif

Cours 9 h 57 ▶	Volume 26/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	549	88,80	88,92
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Matières premières

En dollars ▶	Cours 25/09	Var. % 24/09
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1440	+ 0,07
ALUMINIUM 3 MOIS	1339,50	– 0,04
PLOMB 3 MOIS	463,50	– 0,11
ETAIN 3 MOIS	3645	– 0,14
ZINC 3 MOIS	802	+ 0,12
NICKEL 3 MOIS	4905	+ 0,10
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	4,57	– 0,11
PLATINE A TERME	117085,00	....
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	270,75	....
MAIS (CHICAGO)	210,75	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	162,50	+ 0,18
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	993	– 1,49
CAFÉ (LONDRES)	....	....
SUCRE BL. (LONDRES)	....	....

Pétrole

En dollars ▶	Cours 25/09	Var. % 24/09
BRENT (LONDRES)	21,67	– 3,17
WTI (NEW YORK)	22,18	– 0,14
LIGHT SWEET CRUDE	21,63	+ 0,79

Or

En euros ▶	Cours 25/09	Var % 24/09
OR FIN KILO BARRE	10050	– 0,50
OR FIN LINGOT	10160	– 0,59
ONCE D'OR (LO) $	266,40	....
PIÈCE FRANCE 20 F	59,80	+ 1,87
PIÈCE SUISSE 20 F	58,70	+ 0,86
PIÈCE UNION LAT. 20	58,50	+ 0,34
PIÈCE 10 DOLLARS US	183	– 0,54
PIÈCE 20 DOLLARS US	366	+ 0,07
PIÈCE 50 PESOS MEX.	373	– 0,93

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

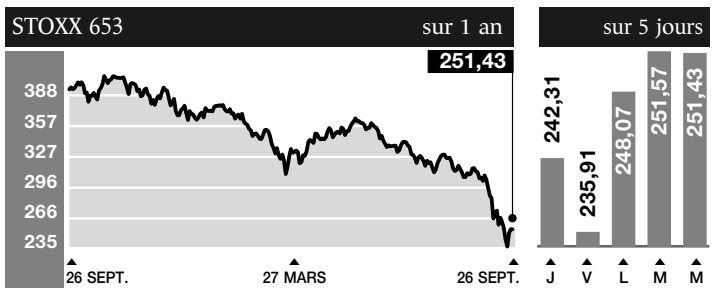
VALEURS EUROPÉENNES

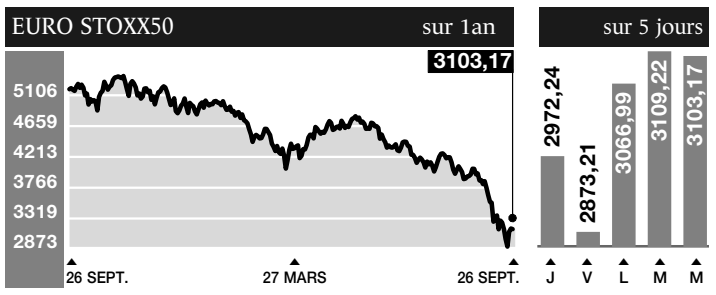
● Les compagnies aériennes, dont les valorisations boursières se sont effondrées après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, ont bénéficié d'une reprise technique mardi 25 septembre. A Londres, la compagnie à bas prix **Easyjet** a bénéficié d'une des plus fortes hausses de la séance. Son titre a gagné 19,7 %, à 297,5 pence. La société a souligné dans un communiqué que ses bénéfices annuels seraient conformes aux attentes du marché.

● Les valeurs technologiques regagnent aussi un peu de terrain depuis le début de la semaine. Mardi, le titre de l'opérateur de télécommunications italien **Telecom Italia** a affiché un gain de 1,90 %, à 7,47 euros. Jeudi, la nouvelle direction du groupe Olivetti/Telecom Italia dévoilera, à Milan, les grandes lignes de son plan stratégique.

● L'action du groupe d'édition musicale **EMI** a dévissé, mardi, à Londres. Elle a perdu 35 % de sa valeur en une seule séance, terminant à 214 pence. La société a publié un avertissement et a précisé qu'elle prévoyait une baisse de 20 % de ses résultats annuels 2001-2002 en raison du ralentissement de l'économie mondiale.

● Le titre du groupe pharmaceutique suisse **Roche** a gagné 5,62 %, à 108 francs suisses, mardi.

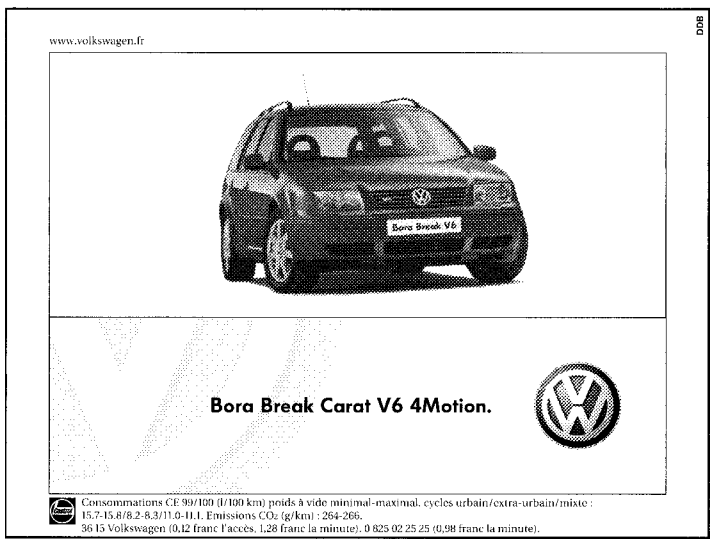




26/09 10 h 00 ▶

	Code pays	Cours en euros	% Var. 25/09
AUTOMOBILE			
AUTOLIV SDR	SE	16,58	....
BASF AG	BE ⋆	35,55	+ 0,14
BMW	DE ⋆	27	+ 1,50
CONTINENTAL AG	DE ⋆	10,30	....
DAIMLERCHRYSLER	DE ⋆	30,90	+ 0,16
FIAT	IT ⋆	17,60	....
FIAT PRIV.	IT ⋆	11,99	....
MICHELIN	FR ⋆	29,20	− 1,42
PEUGEOT	FR ⋆	40,42	− 2,15
PIRELLI SPA	IT ⋆	1,50	....
DR ING PORSCHE	DE ⋆	264,50	....
RENAULT	FR ⋆	32,29	+ 1,86
VALEO	FR ⋆	33,82	− 2,11
VOLKSWAGEN	DE ⋆	38,20	+ 1,06
▶ DJ E STOXX AUTO P		152,15	+ 0,36
BANQUES			
BANK OF IRELAND	GB	12,51	− 1,26
ABBEY NATIONAL	GB	14,60	+ 0,99
ALL & LEICS	GB	11,08	....
ALLIED IRISH BA	GB	14,66	− 1,18
ALMANIJ	BE ⋆	35,95	+ 1,27
ALPHA BANK	GR	19,22	....
B.P.EMILIA ROMA	IT ⋆	29	....
B.P.LODI	IT ⋆	7,30	....
B.P.NOVARA	IT ⋆	5,14	....
B.P.SONDRIO	IT ⋆	8,90	....
B.P.VERONA E S.	IT ⋆	9,10	....
BANCA ROMA	IT ⋆	2,14	....
BANK OF PIRAEUS	GR	7,58	....
BANKINTER R	ES ⋆	29,60	+ 1,20
BARCLAYS PLC	GB	27,54	− 0,69
BAYR.HYPO-U.VER	DE ⋆	30,90	− 1,28
BBVA R	ES ⋆	10,77	− 0,28
BCA AG.MANTOVAN	IT ⋆	7,96	....
BCA FIDEURAM	IT ⋆	6,29	....
BCA LOMBARDA	IT ⋆	8,55	....
BCA P.BERG.-C.V	IT ⋆	16,98	....
BCA P.MILANO	IT ⋆	3,94	....
B.P.C.INDUSTRIA	IT ⋆	7,29	....
BCO POPULAR ESP	ES ⋆	35,70	+ 0,71
BCP R	PT ⋆	3,94	....
BIPOP CARIRE	IT ⋆	2,12	....
BK OF SCOTLAND	GB	13,18	....
BNL	IT ⋆	2,21	....
BNP PARIBAS	FR ⋆	85	− 0,12
BSCH R	ES ⋆	7,88	− 0,51
COMM.BANK OF GR	GR	27,32	....
COMMERZBANK	DE ⋆	17,90	+ 2,29
CREDIT LYONNAIS	FR ⋆	35,80	+ 0,48
CS GROUP N	CH	34,32	....
DANSKE BANK	DK	15,33	....
DEUTSCHE BANK N	DE ⋆	56,20	+ 0,81
DEXIA	BE ⋆	15,05	− 1,63
DNB HOLDING	NO	3,98	....
DRESDNER BANK N	DE ⋆	36,30	....
EFG EUROBK ERGA	GR	11,70	....
ERSTE BANK	AT ⋆	54,52	....
ESPIRITO SANTO	PT ⋆	12	....
FOERENINGSSB A	SE	10,47	....
HALIFAX GROUP	GB	13,26	....
IKB	DE ⋆	12,35	....
INTESABCI	IT ⋆	2,43	....
JULIUS BAER HLD	CH	291,10	....
KBC BANCASSURAN	BE ⋆	33,39	+ 1,18
LLOYDS TSB	GB	10,17	− 1,09
MONTE PASCHI SI	IT ⋆	2,76	....
NAT BANK GREECE	GR	22,94	....
NATEXIS BQ POP.	FR ⋆	90	− 0,55
NORDEA	SE	5,39	....
ROLO BANCA 1473	IT ⋆	13,91	....
ROYAL BK SCOTL	GB	22,57	− 1,32
S-E-BANKEN -A-	SE	7,07	....
SAN PAOLO IMI	IT ⋆	10,08	....
STANDARD CHARTE	GB	9,98	....
STE GENERAL-A-	FR ⋆	52,75	+ 0,48
SVENSKA HANDELS	SE	14,13	....
SWEDISH MATCH	SE	5,39	....
UBS N	CH	47,71	....
UNICREDITO ITAL	IT ⋆	3,77	....
BANCO SABADELL	ES ⋆	15	....
▶ DJ E STOXX BANK P		228,24	+ 0,12
PRODUITS DE BASE			
ACERALIA	ES ⋆	9,30	− 1,27
ACERINOX R	ES ⋆	25,60	− 1,54
ALUMINIUM GREEC	GR	27,70	....
ANGLO AMERICAN	GB	12,35	....
ASSIDOMAEN AB	SE	21,35	....
BEKAERT	BE ⋆	33,20	+ 2,75
BHP BILLITON	GB	4,38	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT ⋆	45,47	....
BUNZL PLC	GB	6,76	....
CORUS GROUP	GB	0,70	....
ELVAL	GR	2,87	....
HOLMEN -B-	SE	19,83	....
ISPAT INTERNATI	NL ⋆	1,65	....
JOHNSON MATTHEY	GB	13,29	....
MAYR-MELNHOF KA	AT ⋆	54,15	....
M-REAL -B-	FI ⋆	5,17	....
OUTOKUMPU	FI ⋆	7,90	....
PECHINEY-A-	FR ⋆	42,87	+ 2,56
RAUTARUUKKI K	FI ⋆	3,83	....
SIDENOR	GR	3,36	....
SILVER & BARYTE	GR	5,20	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,93	....
STORA ENSO -A-	FI ⋆	11,80	....
STORA ENSO -R-	FI ⋆	11,75	....
SVENSKA CELLULO	SE	23,19	....
THYSSENKRUPP	DE ⋆	10,80	+ 1,89
UMICORE	BE ⋆	39,99	+ 0,35
UPM-KYMMENE COR	FI ⋆	30,60	− 0,65
USINOR	FR ⋆	8,93	+ 0,34
VIOHALCO	GR	7,64	....
VOEST-ALPINE AG	AT ⋆	28,51	....
WORMS N	FR ⋆	15	+ 0,13
▶ DJ E STOXX BASI P		147,70	+ 0,07
CHIMIE			
AIR LIQUIDE	FR ⋆	143,50	− 1,64
AKZO NOBEL NV	NL ⋆	42,20	....
BASF AG	DE ⋆	35,55	+ 0,14
BAYER AG	DE ⋆	29,40	+ 2,44
BOC GROUP PLC	GB	13,45	....
CELANESE N	DE ⋆	17,30	....
CIBA SPEC CHIMI	CH	59,76	....
CLARIANT N	CH	16,78	....
DSM	NL ⋆	32,97	+ 0,92
EMS-CHEM HOLD A	CH	4328,77	....
ICI	GB	4,94	....
KEMIRA	FI ⋆	8,20	....
KON. VOPAK NV	NL ⋆	17,10	+ 2,40
LONZA GRP N	CH	626,03	....
NORSK HYDRO	NO	40,96	....
RHODIA	FR ⋆	7,65	+ 5,52
SOLVAY	BE ⋆	53,40	− 1,02
SYNGENTA N	CH	50,34	....
TESSENDERLO CHE	BE ⋆	22,49	+ 0,85
COLOPLAST -B-	DK	67,22	....
DEGUSSA (NEU)	DE ⋆	24,35	+ 4,96
▶ DJ E STOXX CHEM P		282,73	+ 0,19
CONGLOMÉRATS			
D'IETEREN SA	BE ⋆	120	+ 0,84
AZEO	FR ⋆	71,95	....
GBL	BE ⋆	300,10	....
GEVAERT	BE ⋆	25,05	....
INCHCAPE	GB	7,33	....
KVAERNER -A-	NO	1,09	....
MYTILINEOS	GR	4,04	....
UNAXIS HLDG N	CH	84,25	....
ORKLA	NO	17,28	....
SONAE SGPS	PT ⋆	0,52	....
▶ DJ E STOXX CONG P		329,98	....
TÉLÉCOMMUNICATIONS			
ATLANTIC TELECO	GB	0,06	....
BRITISH TELECOM	GB	5,64	− 0,56
CABLE & WIRELES	GB	4,35	− 1,09
COLT TELECOM NE	GB	1,80	+ 2,73
DEUTSCHE TELEKO	DE ⋆	16,80	+ 0,96
E.BISCOM	IT ⋆	31,30	....
EIRCOM	IR ⋆	1,34	....
ELISA COMMUNICA	FI ⋆	10,01	− 2,82
ENERGIS	GB	0,56	....
EUROPOLITAN HLD	SE	5,69	....
FRANCE TELECOM	FR ⋆	32,89	− 0,33
HELLENIC TELE (	GR	17,68	....
KINGSTON COM	GB	1,23	....
KONINKLIJKE KPN	NL ⋆	3,01	....
KPNQWEST NV -C-	NL ⋆	4,99	− 1,19
LIBERTEL NV	NL ⋆	8	....
MANNESMANN N	DE ⋆	204,20	....
MOBILCOM	DE ⋆	16,60	+ 0,91
PANAFON HELLENI	GR	4,44	....
PT TELECOM SGPS	PT ⋆	8,10	....
SONERA	FI ⋆	2,98	− 0,33
SONG NETWORKS	SE	0,42	....
SWISSCOM N	CH	330,48	....
T.I.M.	IT ⋆	5,18	....
TDC	DK	36,97	....
TELE2 -B-	SE	25,27	....
TELECEL	PT ⋆	6,70	....
TELECOM ITALIA	IT ⋆	7,47	....
TELECOM ITALIA	IT ⋆	4,15	....
TELEFONICA	ES ⋆	11,66	− 1,10
TELENOR	NO	4,09	....
TELIA	SE	4,74	....
TISCALI	IT ⋆	5,11	....
VERSATEL TELECO	NL ⋆	0,60	....
VODAFONE GROUP	GB	2,31	+ 0,69
▶ DJ E STOXX TCOM P		375,89	− 0,34
CONSTRUCTION			
ACCIONA	ES ⋆	37	....
ACS	ES ⋆	25	....
AGGREGATE IND	GB	1,42	....
AKTOR SA	GR	6,16	....
AMEY	GB	4,94	+ 0,32
UPONOR -A-	FI ⋆	15,50	....
AUREA R	ES ⋆	20,75	+ 0,63
ACESA R	ES ⋆	9,60	+ 1,37
BOUYGUES	FR ⋆	29	+ 0,35
BPB	GB	3,59	....
BRISA AUTO-ESTR	PT ⋆	10,15	....
BUZZI UNICEM	IT ⋆	6,79	....
NOVAR	GB	2,09	....
CRH PLC	GB	24,73	− 0,39
CIMPOR R	PT ⋆	18	....
COLAS	FR ⋆	59	+ 1,11
GRUPO DRAGADOS	ES ⋆	13,51	− 1,39
FCC	ES ⋆	21,99	+ 1,71
GRUPO FERROVIAL	ES ⋆	19,15	+ 0,79
HANSON PLC	GB	7,22	....
HEIDELBERGER ZE	DE ⋆	38,25	....
HELL.TECHNODO.R	GR	5,52	....
HERACLES GENL R	GR	10,86	....
HOCHTIEF ESSEN	DE ⋆	10,55	....
HOLCIM	CH	209,93	....
IMERYS	FR ⋆	98	+ 1,87
ITALCEMENTI	IT ⋆	7,29	....
LAFARGE	FR ⋆	85	+ 1,19
MICHANIKI REG.	GR	1,61	....
PILKINGTON PLC	GB	1,64	....
RMC GROUP PLC	GB	9,27	....
SAINT GOBAIN	FR ⋆	146	− 1,75
SKANSKA -B-	SE	7,27	....
TAYLOR WOODROW	GB	2,44	....
TECHNIP	FR ⋆	120	− 1,64
TITAN CEMENT RE	GR	31,88	....
VINCI	FR ⋆	63	+ 0,08
WIENERBERGER AG	AT ⋆	15,29	....
▶ DJ E STOXX CNST P		195,32	− 0,14
CONSOMMATION CYCLIQUE			
ACCOR	FR ⋆	30,69	− 0,20
ADIDAS-SALOMON	DE ⋆	51	....
AGFA-GEVAERT	BE ⋆	12,20	+ 1,67
AIR FRANCE	FR ⋆	11,90	+ 3,03
AIRTOURS PLC	GB	2,49	....
ALITALIA	IT ⋆	0,78	....
AUSTRIAN AIRLIN	AT ⋆	8,59	....
AUTOGRILL	IT ⋆	7,57	....
BANG & OLUFSEN	DK	16,67	....
BENETTON	IT ⋆	10,05	....
BERKELEY GROUP	GB	9,05	+ 0,53
BRITISH AIRWAYS	GB	2,79	....
BULGARI	IT ⋆	7,55	....
CHRISTIAN DIOR	FR ⋆	25,75	+ 0,98
CLUB MED.	FR ⋆	35	....
COMPASS GROUP	GB	6,84	....
DT.LUFTHANSA N	DE ⋆	9,68	....
ELECTROLUX -B-	SE	10,93	....
EM.TV & MERCHAN	DE ⋆	1,60	+ 0,63
EMI GROUP	GB	3,59	+ 5,14
EURO DISNEY	FR ⋆	0,82	+ 2,50
HDP	IT ⋆	3,90	....
HERMES INTL	FR ⋆	130	+ 0,78
HILTON GROUP	GB	3,03	+ 5,56
HUGO BOSS AG VZ	DE ⋆	19,20	....
HUNTER DOUGLAS	NL ⋆	22,75	....
INDITEX R	ES ⋆	17,95	− 0,17
J D WETHERSPOON	GB	5,50	....
KLM	NL ⋆	9,70	+ 2,11
LVMH	FR ⋆	35,35	+ 0,97
MEDION	DE ⋆	30,02	− 0,50
MOULINEX	FR ⋆	0,88	+ 4,76
NH HOTELES	ES ⋆	8,70	+ 1,05
NXT	GB	1,40	....
P & O PRINCESS	GB	3,35	....
PERSIMMON PLC	GB	4,88	− 0,33
PREUSSAG AG	DE ⋆	23,80	....
RANK GROUP	GB	3,19	....
RICHEMONT UNITS	CH	2105,48	....
ROY.PHILIPS ELE	NL ⋆	19,84	− 0,80
RYANAIR HLDGS	IR ⋆	8,14	....
SAIRGROUP N	CH	33,73	....
SAS DANMARK A/S	DK	9,81	....
SEB	FR ⋆	43	+ 2,63
SIX CONTINENTS	GB	9,55	− 1,16
SODEXHO ALLIANC	FR ⋆	42,40	− 0,24
THE SWATCH GRP	CH	72,60	....
THE SWATCH GRP	CH	15,48	....
TELE PIZZA	ES ⋆	1,30	+ 0,78
THOMSON MULTIME	PA	22,71	+ 2,62
WILSON BOWDEN	GB	11,82	....
WM-DATA -B-	SE	1,83	....
WOLFORD AG	AT ⋆	14,38	....
WW/WW UK UNITS	IR ⋆	0,62	− 4,62
▶ DJ E STOXX CYC GO P		87,20	+ 0,20
PHARMACIE			
ACTELION N	CH	28,22	....
ALTANA AG	DE ⋆	52,10	− 1,70
AMERSHAM	GB	8,45	....
ASTRAZENECA	GB	47,01	− 0,84
AVENTIS	FR ⋆	74,30	+ 0,41
BB BIOTECH	CH	58,90	....
CELLTECH GROUP	GB	9,85	− 1,59
ELAN CORP	IR ⋆	49,70	+ 0,91
ESSILOR INTL	FR ⋆	29,20	+ 0,27
FRESENIUS MED C	DE ⋆	78,50	....
H. LUNDBECK	DK	22,85	....
GALEN HOLDINGS	GB	8,76	....
GAMBRO -A-	SE	6,25	....
GLAXOSMITHKLINE	GB	28,37	− 0,95
H. LUNDBECK	DK	22,85	....
NOVARTIS N	CH	40,62	....
NOVO-NORDISK -B	DK	42,42	+ 3,44
NOVOZYMES -B-	DK	23,66	....
ORION B	FI ⋆	17,85	− 0,28
OXFORD GLYCOSCI	GB	7,97	....
PHONAK HLDG N	CH	2306,85	....
QIAGEN NV	NL ⋆	13,89	+ 2,13
ROCHE HLDG G	CH	73,97	....
SANOFI SYNTHELA	FR ⋆	69,15	− 1,14
SCHERING AG	DE ⋆	51,50	+ 2,39
SERONO -B-	CH	835,62	....
SHIRE PHARMA GR	GB	14,10	....
SMITH & NEPHEW	GB	5,53	....
SSL INTL	GB	7,78	....
SULZER AG 100N	CH	155,48	....
SYNTHES-STRATEC	CH	681,51	....
UCB	BE ⋆	41,70	− 0,95
WILLIAM DEMANT	DK	24,60	....
WS ATKINS	GB	10,76	....
ZELTIA	ES ⋆	6,06	....
▶ DJ E STOXX HEAL		486,80	− 0,06
ÉNERGIE			
BG GROUP	GB	3,95	....
CEPSA	ES ⋆	10,35	+ 0,49
COFLEXIP	FR ⋆	165,40	....
DORDTSCHE PETRO	NL ⋆	2,20	− 4,35
GBL	BE ⋆	50	+ 1,01
ENI	IT ⋆	11,81	....
ENTERPRISE OIL	GB	7,86	....
HELLENIC PETROL	GR	5,90	....
LATTICE GROUP	GB	2,69	+ 9,03
OMV AG	AT ⋆	83,76	....
PETROLEUM GEO-S	NO	6,03	....
REPSOL YPF	ES ⋆	14,82	− 0,13
ROYAL DUTCH CO	NL ⋆	49,74	− 0,82
SAIPEM	IT ⋆	4,55	....
SHELL TRANSP	GB	7,30	− 1,93
STATOIL	NO	6,84	....
TOTAL FINA ELF	FR ⋆	133,40	− 0,45
IHC CALAND	NL ⋆	43	....
▶ DJ E STOXX ENGY P		280,85	− 0,46
SERVICES FINANCIERS			
3I GROUP	GB	10,66	....
ALPHA FINANCE	GR	44,90	....
AMVESCAP	GB	10,76	....
BHW HOLDING AG	DE ⋆	30,10	....
BPI R	PT ⋆	2,08	....
BRITISH LAND CO	GB	6,76	....
CALEDONIA INV.S	GB	10,76	....
CANARY WHARF GR	GB	7,28	....
CATTLES ORD.	GB	3,43	....
CLOSE BROS GRP	GB	8,91	....
COBEPA	BE ⋆	62,50	....
CONSORS DISC-BR	DE ⋆	8,24	+ 3,65
CORIO NV	NL ⋆	23	....
CORP FIN ALBA	ES ⋆	20,29	− 1,27
DAB BANK AG	DE ⋆	7,40	+ 2,07
DEPFA-BANK	DE ⋆	68	....
DROTT -B-	SE	9,05	....
EURAZEO	FR ⋆	48,89	+ 1,54
FINAXA	FR ⋆	64	....
FORTIS (B)	BE ⋆	24,20	− 0,41
FORTIS (NL)	NL ⋆	24,20	− 0,41
GECINA	FR ⋆	87,20	+ 0,63
GIMV	BE ⋆	27,59	+ 3,33
GREAT PORTLAND	GB	3,98	....
HAMMERSON	GB	6,76	− 0,24
ING GROEP	NL ⋆	26,66	− 1,11
LAND SECURITIES	GB	13,08	+ 0,98
LIBERTY INTL	GB	7,51	....
MAN GROUP	GB	13,94	....
MARSCHOLLEK LAU	DE ⋆	58,60	....
MEDIOBANCA	IT ⋆	9,80	....
METROVACESA	ES ⋆	13,14	+ 1,23
MONTEDISON	IT ⋆	2,50	....
PROVIDENT FIN	GB	9,83	+ 0,33
RODAMCO EUROPE	NL ⋆	40,10	....
RODAMCO NORTH A	NL ⋆	42,35	....
ROLINCO NV	NL ⋆	22	− 0,90
SCHRODERS	GB	10,20	....
SIMCO N	FR ⋆	70,80	+ 2,61
SLOUGH ESTATES	GB	4,88	....
TECAN GRP N	CH	67,29	....
UNIBAIL	FR ⋆	51,20	− 1,54
VALLEHERMOSO	ES ⋆	6,15	+ 0,82
WCM BETEILIGUNG	DE ⋆	10,15	....
▶ DJ E STOXX FINS P		212,85	− 0,60
ALIMENTATION ET BOISSON			
ALLIED DOMECQ	GB	5,53	....
ASSOCIAT BRIT F	GB	7,14	....
BBAG OE BRAU-BE	AT ⋆	41,76	....
BRAU-UNION	AT ⋆	40,70	....
CADBURY SCHWEPP	GB	6,71	+ 0,72
CARLSBERG -B-	DK	44,37	− 1,79
CARLSBERG AS -A	DK	41,68	....
COCA COLA HBC	GR	13,40	....
DANISCO	DK	37,85	....
DANONE	FR ⋆	138,80	− 0,14
DELTA HOLDINGS	GR	6,14	....
DIAGEO	GB	10,87	− 1,16
ELAIS OLEAGINOU	GR	19,32	....
ERID.BEGH.SAY	FR ⋆	97	....
HEINEKEN HOLDIN	NL ⋆	29,35	− 0,17
HELLENIC SUGAR	GR	5,76	....
KAMPS	DE ⋆	4,60	....
KERRY GRP-A-	GB	20,88	− 0,38
KONINKLIJKE NUM	NL ⋆	32,70	− 0,49
MONTEDISON	IT ⋆	2,50	....
NORTHERN FOODS	GB	2,23	....
PARMALAT	IT ⋆	2,75	....
PERNOD RICARD	FR ⋆	75	....
RAISIO GRP -V-	FI ⋆	1,01	+ 2,02
SCOTT & NEWCAST	GB	7,94	....
SOUTH AFRICAN B	GB	6,76	....
TATE & LYLE	GB	3,75	....
TOMKINS	GB	2,34	....
UNILEVER	GB	7,55	− 1,25
WHITBREAD PLC	GB	7,47	....
▶ DJ E STOXX F & BV P		215,41	+ 0,35
BIENS D'ÉQUIPEMENT			
ABB N	CH	7,71	....
ADECCO N	CH	40,75	....
AGGREKO	GB	6,53	....
ALSTOM	FR ⋆	25,70	− 2,65
ALTRAN TECHNO	FR ⋆	47,50	+ 3,49
ALUSUISSE GRP N	CH	863,01	....
ARRIVA	GB	5,04	....
ASSA ABLOY-B-	SE	11,69	....
ASSOC BR PORTS	GB	6,49	....
ATLAS COPCO -A-	SE	19,07	....
ATLAS COPCO -B-	SE	18	....
ATTICA ENTR SA	GR	3,80	....
BAA	GB	8,48	− 0,37
BBA GROUP PLC	GB	3,25	....
BODYCOTE INTL	GB	2,95	....
BRAMBLES INDUST	GB	4,86	+ 0,66
BUDERUS AG	DE ⋆	24,99	....
CAPITA GRP	GB	6,29	....
CDB WEB TECH IN	IT ⋆	2,32	....
CGIP	FR ⋆	27	− 3,23

(Publicité)



CHUBB	GB	2,22	....
CIR	IT ⋆	0,74	....
COBHAM	GB	14,15	....
COOKSON GROUP P	GB	0,84	....
COPENHAGEN AIRP	DK	53,10	....
DAMPSKIBS -A-	DK	5915,41	....
DAMPSKIBS -B-	DK	6480,06	....
DAMSKIBS SVEND	DK	8604,23	....
DE LA RUE	GB	7,04	− 1,78
E.ON AG	DE ⋆	53,60	− 0,74
EUR AERO DEFENC	FR ⋆	11,40	+ 3,17
ELECTROCOMPONEN	GB	6,45	....
ENIRO	SE	6,97	....
EPCOS	DE ⋆	34,60	....
EUROTUNNEL	FR ⋆	0,72	+ 4,35
EXEL	GB	8,41	....
FINMECCANICA	IT ⋆	0,68	....
FINNLINES	FI ⋆	17,70	....
FKI	GB	2,20	....
FLS IND.B	DK	10,08	....
FLUGHAFEN WIEN	AT ⋆	28,65	....
GAMESA	ES ⋆	14,78	− 1,14
GKN	GB	4,06	+ 0,39
GROUP 4 FALCK	DK	114,95	....
GROUP 4 FALCK	DK	114,95	....
GUARDIAN IT	GB	4,70	....
HAGEMEYER NV	NL ⋆	13,75	− 1,57
HALKOR	GR	3,68	....
HAYS	GB	2,17	....
HEIDELBERGER DR	DE ⋆	44	....
HUHTAMAKI OYJ	FI ⋆	33,50	....
IFIL	IT ⋆	4,71	....
IMI PLC	GB	3,31	....
IND.VAERDEN -A-	SE	13,22	....
INDRA SISTEMAS	ES ⋆	8,02	....
INVENSYS	GB	0,53	....
INVESTOR -A-	SE	10,52	....
INVESTOR -B-	SE	10,42	....
ISS	DK	50,95	....
JOT AUTOMATION	FI ⋆	0,40	− 4,76
KINNEVIK -B-	SE	12,61	....
KONE B	FI ⋆	68	....
LEGRAND	FR ⋆	146	....
LINDE AG	DE ⋆	40	....
MAN AG	DE ⋆	18,50	....
MEGGITT	GB	2,52	....
METSO	FI ⋆	8,20	....
MG TECHNOLOGIES	DE ⋆	4,95	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	2,85	....
EXEL	GB	8,41	....
MICRO TECH	GB	3,75	....
PARTEK	FI ⋆	8	....
PENINS.ORIENT.S	GB	2,88	....
PERLOS	FI ⋆	8,55	....
PREMIER FARNELL	GB	2,77	....
RAILTRACK	GB	4,37	....
RANDSTAD HOLDIN	NL ⋆	10,60	....
RENTOKIL INITIA	GB	3,82	....
REXAM	GB	5,18	....
REXEL	FR ⋆	50,10	− 0,69
RHI AG	AT ⋆	14	....
RIETER HLDG N	CH	251,37	....
ROLLS ROYCE	GB	2,26	....
SANDVIK	SE	19,42	....
SAURER N	CH	22,26	− 0,76
SCHNEIDER ELECT	FR ⋆	48	....
SECURICOR	GB	1,94	....
SECURITAS -B-	SE	16,58	....
SERCO GROUP	GB	4,22	....
SGL CARBON	DE ⋆	17,75	....
SHANKS GROUP	GB	2,42	....
SIDEL	FR ⋆	50	....
SINGULUS TECHNO	DE ⋆	18,99	+ 4,34
SMITHS GROUP	GB	9,80	− 1,60
SOPHUS BEREND -	DK	20,97	....
SPIRENT	GB	1,66	....
STOLT NIELSEN	LU ⋆	93	....
TELE2 -B-	SE	25,27	....
THALES	FR ⋆	40,60	+ 1,25
TOMRA SYSTEMS	NO	11,56	....
TPI	ES ⋆	3,17	− 1,25
TRAFFICMASTER	GB	0,72	....
UNAXIS HLDG N	CH	84,25	....
VA TECHNOLOGIE	AT ⋆	22,54	....
VEDIOR NV	NL ⋆	11	....
VESTAS WIND SYS	DK	29,98	− 0,89
VINCI	FR ⋆	63	+ 0,08
VIVENDI ENVIRON	FR ⋆	41,02	+ 1,56
VOLVO -A-	SE	13,47	....
VOLVO -B-	SE	14,19	....
WARTSILA CORP A	FI ⋆	18,78	....
XANSA	GB	3,82	....
ZARDOYA OTIS	ES ⋆	9,21	+ 1,54
▶ DJ E STOXX IND GO P		292,09	+ 0,08
ASSURANCES			
AEGIS GROUP	GB	1,29	....
AEGON NV	NL ⋆	26,71	− 2,16
AGF	FR ⋆	50	− 1,28
ALLEANZA ASS	IT ⋆	10,07	....
ALLIANZ N	DE ⋆	223	− 0,89
ASR VERZEKERING	NL ⋆	81,10	....
AXA	FR ⋆	19	− 0,94
BALOISE HLDG N	CH	79,79	....

VALEURS FRANCE

● Le titre de **France Télécom** a débuté la séance, mercredi 26 septembre, en repli de 2,58 %, à 32,15 euros. La veille, l'agence de notation Standard & Poor's a abaissé sa note de « A- » à « BBB+ » suite à la révision à la baisse du programme de désendettement de l'opérateur français, contraint d'attendre la remontée des cours avant de placer les 100 millions d'actions détenues en autocontrôle.

● L'action d'**Infogrames** gagnait 5,56 %, à 7,02 euros lors des premiers échanges mercredi. L'éditeur de jeu vidéo lyonnais a annoncé une perte de 121 millions d'euros pour l'exercice 2000-2001, contre une perte de 27,1 millions l'an dernier. Il vise le retour à la rentabilité en 2002.

● Le titre de la société de services **Altran Technologies** gagnait 1,31 %, à 46,5 euros, mercredi matin après s'être fortement apprécié la veille. Le groupe a annoncé mercredi un résultat net en hausse de 47 % au premier semestre.

● L'action de **Cerestar** s'envolait mercredi à l'ouverture et gagnait 24,95 %, à 25,99 euros. Le groupe italien Montedison, contrôlé par Fiat et EDF, a annoncé mercredi être en discussions avec l'américain Cargill pour la vente des 56 % qu'il détient dans Cerestar, numéro un européen de l'amidon.

PREMIER MARCHÉ

MERCREDI 26 SEPTEMBRE **Cours à 9 h 57**

Dernier jour de négociation des OSRD : 25 octobre

France ▶		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
ACCOR	❯	30,70	201,38	−0,16	14/06
AGF	❯	50,90	333,88	+0,49	06/06
AFFINE		36,79	241,33	−0,27	01/06
AIR FRANCE G	❯	12,34	80,95	+6,84	24/09
AIR LIQUIDE	❯	146,10	958,35	+0,14	10/05
ALCATEL	❯	12,71	83,37	−0,31	07/05
ALCATEL O		5,56	36,47	+2,21	07/05
ALSTOM	❯	25,76	168,97	−2,42	30/07
ALTRAN TECHN	❯	46	301,74	+0,22	02/07
ARBEL		4,90	32,14	...	01/07
ATOS ORIGIN	❯	80,05	525,09	−0,25	...
AVENTIS	❯	72,75	477,21	−1,69	25/06
AXA	❯	18,87	123,78	−1,62	14/05
BACOU DALLOZ		87,50	573,96	−1,63	04/07
BAIL INVESTI	❯	123	806,83	+0,82	31/05
BAZAR HOT. V		...	...	...	05/06
BEGHIN SAY	❯	35	229,58	+6,38	...
BIC	❯	35	229,58	...	15/06
BNPPARIBAS	❯	84,15	551,99	−1,12	11/06
BOLLORE	❯	230	1508,70	...	26/06
BOLLORE INV		47,43	311,12	+2	26/06
BONGRAIN		40,80	267,63	−0,49	11/05
BOUYGUES	❯	28,56	187,34	−1,18	08/06
BOUYGUES OFF	❯	34,70	227,62	+0,78	31/05
BULL#	❯	0,82	5,38	+15,49	...
BUSINESS OBJ	❯	22,41	147	+0,49	...
B T P (LA CI		...	...	...	15/07
BURELLE (LY)		55	360,78	...	12/06
CANAL +	❯	3,45	22,63	+0,29	02/05
CAP GEMINI	❯	57,45	376,85	−0,86	18/05
CARBONE-LORR	❯	28,46	186,69	+4,25	09/05
CARREFOUR	❯	49,29	323,32	+0,18	03/05
CASINO GUICH	❯	82,35	540,18	+0,61	11/06
CASINO GUICH		56,65	371,60	−0,61	11/06
CASTORAMA DU	❯	47,98	314,73	−1,07	11/06
CEA INDUSTRI		131	859,30	...	17/07
CEGID (LY)		79	518,21	+1,41	20/06
CEREOL	❯	23,65	155,13	+12,09	...
CERESTAR	❯	26,50	173,83	+27,40	...
CFF.RECYCLIN		37,90	248,61	+6,16	30/03
CGIP	❯	27,50	180,39	−1,43	08/06
CHARGEURS		68	446,05	+3,66	20/07
CHRISTIAN DI	❯	24,50	160,71	−3,92	05/06
CIC -ACTIONS		116,40	763,53	−3	06/06
CIMENTS FRAN	❯	40,34	264,61	+1,48	20/06
CLARINS	❯	69,35	454,91	−1,07	20/07
CLUB MEDITER	❯	35,41	232,27	+1,17	20/03
CNP ASSURANC	❯	32,29	211,81	+0,12	15/06
COFACE	❯	51,50	337,82	+0,39	14/05
COFLEXIP OPE		165,40	1084,95	...	...
COLAS	❯	60	393,57	+2,83	29/05
CONTIN.ENTRE		39,84	261,33	+0,10	13/06
CPR		58	380,46	...	...
CRED.FON.FRA		11,92	78,19	+4,56	03/07
CREDIT LYONN	❯	35,51	232,93	−0,34	09/05
CS COM.ET SY		6,97	45,72	+1,75	...
DAMART		78,50	514,93	−0,38	20/12
DANONE	❯	138,90	911,12	−0,07	06/06
DASSAULT-AVI		257	1685,81	−1,53	10/05
DASSAULT SYS	❯	34,25	224,67	−2,23	25/06
DEVEAUX(LY)#		55,55	364,38	+0,09	02/07
DEV.R.N-P.CA		15	98,39	−1,32	18/06
DMC (DOLLFUS		9	59,04	+12,22	20/06
DYNACTION		...	...	...	10/07
EIFFAGE	❯	67,10	440,15	−0,59	30/04
ELIOR	❯	6,58	43,16	+1,39	23/04
ELEC.MADAGAS		21	137,75	...	...
ENTENIAL(EX		27,98	183,54	−0,07	06/06
ERAMET	❯	27,20	178,42	+0,78	15/06
ESSILOR INTL	❯	29,50	193,51	+1,30	21/05
ESSO		75,45	494,92	−1,18	27/06
EULER	❯	39	255,82	+2,63	02/05
EURAZEO	❯	49,10	322,07	+1,97	26/04
EURO DISNEY	❯	0,83	5,44	+3,75	30/09
EUROTUNNEL	❯	0,74	4,85	+7,25	...
FAURECIA	❯	50,30	329,95	+2,34	05/07
FIMALAC	❯	38	249,26	+5,26	07/06
FINAXA		64	419,81	...	27/06
F.F.P. (NY)		90,50	593,64	...	14/06
FONC.LYON.#		26	170,55	+0,23	28/05
FRANCE TELEC	❯	32,20	211,22	−2,42	14/06
FROMAGERIES		93	610,04	+2,20	16/07
GALERIES LAF	❯	121	793,71	−0,82	13/06
GAUMONT #		27	177,11	−2,53	11/05
GECINA	❯	86,95	570,35	+0,35	20/06
GENERALE DE		17,50	114,79	...	...
GEOPHYSIQUE	❯	37,68	247,16	+0,48	12/07
GFI INFORMAT	❯	10,13	66,45	+3,37	25/07
GRANDVISION	❯	14,60	95,77	−0,61	31/05
GROUPE ANDRE		118,40	776,65	+0,08	31/05
GROUPE GASCO		69,05	452,94	+0,07	30/05
GR.ZANNIER (		64,80	425,06	...	02/07
GROUPE PARTO		...	...	...	10/04
GUYENNE GASC	❯	80	524,77	+3,96	07/06
HAVAS ADVERT	❯	7,11	46,64	−1,11	17/07
IMERYS	❯	97	636,28	+0,83	02/07
IMMEUBLES DE		...	...	...	02/06
IMMOBANQUE		109	714,99	+3,91	12/06
IM.MARSEILLA		...	...	...	06/07
INFOGRAMES E	❯	6,89	45,20	+3,61	...
INGENICO	❯	23	150,87	−0,43	03/07
ISIS OPE		...	...	...	...
JC DECAUX	❯	8,45	55,43	−2,31	...
KAUFMAN ET B	❯	15,44	101,28	+4,32	01/06
KLEPIERRE	❯	97,90	642,18	+0,93	20/04
LAFARGE	❯	82,20	539,20	−2,14	05/07
LAGARDERE	❯	33,30	218,43	−5,67	25/05
LAPEYRE	❯	39,10	256,48	−4,17	05/06
LEBON (CIE)		...	...	...	16/05
LEGRAND ORD.		146	957,70	...	...
LEGRAND ADP		...	...	...	...
LEGRIS INDUS	❯	18,90	123,98	−0,53	15/06
LIBERTY SURF		1,99	13,05	+2,05	...
LOCINDUS		121,30	795,68	−0,57	02/07
L'OREAL	❯	72,45	475,24	−1,43	08/06
LOUVRE #		51,25	336,18	−0,58	11/06
LVMH MOET HE	❯	33,55	220,07	−4,17	05/06
MARINE WENDE	❯	45	295,18	...	30/11
MATUSSIERE F		6,16	40,41	+0,98	05/06
MAUREL ET PR		13,90	91,18	−3,47	31/03
METALEUROP		3,06	20,07	+2	04/07
MICHELIN	❯	29,01	190,29	−2,06	22/05
MARIONNAUD P		38,50	252,54	+1,21	...
MONTUPET SA		10,09	66,19	+0,20	30/06
MOULINEX		1	6,56	+19,05	14/09
NATEXIS BQ P	❯	89,80	589,05	−0,77	05/06
NEOPOST	❯	27,06	177,50	+2,11	...
NEXANS	❯	18,30	120,04	+1,39	...
NORBERT DENT		16,98	111,38	−0,06	06/06
NORD-EST		...	...	...	12/06
NRJ GROUP	❯	12,80	83,96	+1,59	15/03
OBERTHUR CAR	❯	5,60	36,73	−2,61	...
OLIPAR		...	...	...	...
ORANGE	❯	7,58	49,72	−2,82	...
OXYG.EXT-ORI		325	2131,86	...	29/06
PECHINEY ACT	❯	42,12	276,29	+0,77	02/05
PECHINEY B P		42,47	278,58	+3,84	02/05
PENAUILLE PO	❯	27,50	180,39	+4,76	20/06
PERNOD-RICAR	❯	74,80	490,66	−0,27	10/05
PEUGEOT	❯	41,30	270,91	−0,02	23/05
PINAULT-PRIN	❯	112,90	740,58	...	08/06
PLASTIC OMN	❯	65	426,37	+7,17	22/05
PROVIMI	❯	12,15	79,70	+13,02	...
PSB INDUSTRI		76,90	504,43	−0,13	01/06
PUBLICIS GR	❯	19,05	124,96	−0,78	10/07
REMY COINTRE	❯	21,26	139,46	+3,45	31/08
RENAULT	❯	32,09	210,50	+1,23	05/06
REXEL	❯	50,20	329,29	−0,50	01/06
RHODIA	❯	7,62	49,98	+5,10	15/05
ROCHETTE (LA		6,80	44,61	−3,13	15/06
ROYAL CANIN	❯	133,40	875,05	−0,07	04/05
ROUGIER #		53	347,66	+3,92	04/07
RUE IMPERIAL		1450	9511,38	+2,11	06/06
SADE (NY)		...	...	...	12/06
SAGEM S.A.	❯	37,60	246,64	+2,42	10/07
SAGEM ADP		26,75	175,47	+0,83	10/07
SAINT-GOBAIN	❯	145,50	954,42	−2,09	02/07
SALVEPAR (NY		...	...	...	04/07
SANOFI SYNTH	❯	70	459,17	+0,07	01/06
SCHNEIDER EL	❯	48,25	316,50	+0,52	07/05
SCOR	❯	29,74	195,08	+2,55	02/05
S.E.B.	❯	44,98	295,05	+7,35	08/06
SEITA		44,50	291,90	−1,11	16/07
SELECTIBAIL(		14,88	97,61	+0,95	31/05
SIDEL		50	327,98	...	...
SILIC		154,50	1013,45	+0,65	12/06
SIMCO	❯	70,80	464,42	+2,61	20/06
SKIS ROSSIGN		12,80	83,96	−0,39	19/09
SOCIETE GENE	❯	52,30	343,07	−0,38	11/05
SODEXHO ALLI	❯	43,05	282,39	+1,29	06/03
SOGEPARC (FI		84	551	−4,55	04/07
SOMMER-ALLIB		55,80	366,02	+0,18	...
SOPHIA	❯	29,95	196,46	−0,17	18/05
SOPRA GROUP	❯	32,10	210,56	+8,08	05/07
SPIR COMMUNI	❯	55,50	364,06	+1,09	31/05
SR TELEPERFO	❯	15,61	102,39	+2,70	16/07
STUDIOCANAL		14,50	95,11	...	19/06
SUCR.PITHIVI	■	360	2361,45	+1,27	26/09
SUEZ	❯	35,50	232,86	−1,14	09/05
TAITTINGER		...	...	...	05/07
THALES	❯	40,15	263,37	+0,12	11/06
TF1	❯	24,12	158,22	−1,55	31/05
TECHNIP	❯	119,20	781,90	−2,30	31/05
THOMSON MULT	❯	21,75	142,67	−1,72	...
TOTAL FINA E	❯	133	872,42	−0,75	29/05
TRANSICIEL #	❯	27,96	183,41	+4,41	19/06
UBI SOFT ENT	❯	25,10	164,65	−0,79	...
UNIBAIL	❯	51,40	337,16	−1,15	12/06
UNILOG	❯	53,80	352,90	+3,46	28/06
USINOR	❯	9,05	59,36	+1,69	06/06
VALEO	❯	34	223,03	−1,59	01/06
VALLOUREC	❯	46,50	305,02	+1,53	04/07
VICAT		...	...	...	01/08
VINCI	❯	61,95	406,37	−1,59	27/06
VIVENDI ENVI	❯	40,89	268,22	+1,24	10/05
VIVENDI UNIV	❯	47,47	311,38	−3,12	02/05
WANADOO	❯	4	26,24	−1,96	...
WORMS (EX.SO		16,45	107,90	+9,81	27/04
ZODIAC	❯	163	1069,21	−1,15	18/01

International ▶ Une sélection		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
ADECCO		40	262,38	+0,55	14/05
AMERICAN EXP		29,29	192,13	−2,04	10/08
AMVESCAP EXP		...	...	...	03/05
ANGLOGOLD LT		35,85	235,16	+5,44	30/03
A.T.T. #		19,38	127,12	+0,99	01/08
BARRICK GOLD		17,90	117,42	−0,56	15/06
COLGATE PAL.		60,60	397,51	+1	15/08
CROWN CORK O		...	...	...	20/11
DIAGO PLC		...	...	...	05/11
DOW CHEMICAL		...	...	...	30/07
DU PONT NEMO		38,50	252,54	+0,65	12/09
ECHO BAY MIN		...	...	...	31/12
ELECTROLUX		...	...	...	03/05
ELF GABON		152	997,05	+10,95	20/06
ERICSSON #	❯	4,03	26,44	+0,25	05/04
FORD MOTOR #		17,50	114,79	+0,29	04/09
GENERAL ELEC		38,45	252,22	−1,28	25/07
GENERAL MOTO		45	295,18	+0,49	10/09
GOLD FIELDS		...	...	...	21/09
HARMONY GOLD		5,40	35,42	...	20/08
HITACHI #		7,40	48,54	−0,27	10/12
HSBC HOLDING	❯	10,30	67,56	−2,18	09/10
I.B.M.	❯	101,60	666,45	−1,93	10/09
I.C.I.		5,35	35,09	+30,49	25/04
ITO YOKADO #		45,25	296,82	+3,29	03/09
I.T.T. INDUS		47	308,30	−0,42	01/10
MATSUSHITA		13	85,27	−0,15	31/12
MC DONALD'S		28,50	186,95	−1,49	01/12
MERK AND CO		67,65	443,75	+0,67	01/10
MITSUBISHI C		7,20	47,23	+1,41	31/12
NESTLE SA #	❯	216,10	1417,52	+0,23	11/04
NORSK HYDRO		...	...	...	21/05
PFIZER INC		39,70	260,41	+0,03	06/09
PHILIP MORRI		50,80	333,23	−0,97	10/10
PROCTER GAMB		76,90	504,43	+1,12	16/08
RIO TINTO PL		16	104,95	+0,13	14/09
SCHLUMBERGER		45,51	298,53	−2,96	05/10
SEGA ENTERPR		14	91,83	+7,69	31/12
SHELL TRANSP		8	52,48	+8,11	19/09
SONY CORP. #	❯	39,51	259,17	−1,52	31/12
T.D.K. #		46	301,74	−1,33	31/12
TOSHIBA #		4,45	29,19	−1,11	10/12
UNITED TECHO		50,95	334,21	+2,66	10/09
ZAMBIA COPPE		0,29	1,90	...	...
		...	...	...	...
		...	...	...	...

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent ; ❯ Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 25 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 18 h 16**

Valeurs ▶		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ABEL GUILLEM		7,75	50,84	+0,65
AB SOFT		3,99	26,17	+9,92
ACCESS COMME		2,69	17,65	+1,51
ADL PARTNER		9,40	61,66	−0,32
ADL PARTNER		4,40	28,86	−16,19
ALGORIEL #		2,53	16,60	−9,64
ALPHAMEDIA	♦	0,52	3,41	...
ALPHA MOS #		2,20	14,43	−6,38
ALPHA MOS BO	♦	0,20	1,31	...
ALTAMIR & CI		98,50	646,12	...
ALDETA		3,40	22,30	−1,45
ALTI #		6,39	41,92	+6,50
A NOVO #	❯	14,01	91,90	+3,55
ARTPRICE COM		2,69	17,65	+5,49
ASTRA	♦	0,45	2,95	...
AUFEMININ.CO		0,58	3,80	...
AUTOMA TECH		3,25	21,32	−2,69
AVENIR TELEC	❯	1,01	6,63	+3,06
AVENIR TELEC	♦	0,11	0,72	...
BAC MAJESTIC	♦	1,81	11,87	...
BARBARA BUI		12	78,71	−2,44
BCI NAVIGATI		4,35	28,53	+6,10
BELVEDERE		18,50	121,35	−1,54
BOURSE DIREC		1,91	12,53	−1,55
BRIME TECHNO		26,80	175,80	+1,13
BRIME TECHN		0,20	1,31	−4,76
BUSINESS ET		7	45,92	−4,50
BUSINESS INT		1,30	8,53	...
BVRP ACT.DIV	❯	4,10	26,89	+5,94
CAC SYSTEMES	♦	3	19,68	...
CALL CENTER		6,90	45,26	−5,48
CARRERE GROU		15,45	101,35	+0,98
CAST		2,80	18,37	...
CEREP		11	72,16	+3,19
CHEMUNEX		0,20	1,31	+11,11
CMT MEDICAL		12,10	79,37	+1,60
COALA #		10,40	68,22	...
COHERIS ATIX		8,84	57,99	+1,73
COIL		15,90	104,30	−6,47
CION ET SYS		1,36	8,92	+0,74
CONSODATA		4,50	29,52	−6,25
CONSODATA NV	♦	19,50	127,91	...
CONSORS FRAN		1,20	7,87	...
CROSS SYSTEM		1	6,56	−1,96
CRYO #		2,55	16,73	−5,56
CRYONETWORKS		1,05	6,89	−0,94
CYBERDECK #		0,50	3,28	−1,96
CYBER PRES.P		12,50	81,99	+8,70
CYBERSEARCH		1,85	12,14	+2,78
CYRANO #		0,27	1,77	+3,85
DIREKT ANLAG		7,40	48,54	+4,08
DIREKT ANLAG		6	39,36	+7,91
DALET #		1,98	12,99	+10
DATASQUARE #	♦	0,58	3,80	...
DATATRONIC		3	19,68	...
DESK #	♦	0,89	5,84	...
DEVOTEAM #	❯	14,25	93,47	−1,72
DMS #		10,30	67,56	+0,98
D INTERACTIV		1,25	8,20	−1,57
DURAND ALLIZ		0,40	2,62	...
DURAN DUBOI		10,45	68,55	+11,17
DURAN BS 00	♦	0,15	0,98	...
EFFIK #		12	78,71	+9,09
EGIDE #		56	367,34	+8,53
EMME NV		11,40	74,78	−0,87
ESI GROUP		9	59,04	+28,57
ESKER		3,32	21,78	+27,69
EUROFINS SCI		11,28	73,99	+10,59
EURO.CARGO S		10,50	68,88	+7,69
FIMATEX #	❯	2,13	13,97	−1,39
FI SYSTEM #	❯	1,24	8,13	+2,48
FI SYSTEM BS	♦	0,03	0,20	...
FLOREANE MED		6,62	43,42	−0,15
GAMELOFT COM		0,68	4,46	+30,77
GAUDRIOT #		33	216,47	...
GENERIX #		14,20	93,15	+0,64
GENESYS #		15,70	102,99	+4,67
GENESYS BS00		1,01	6,63	+1
GENSET	❯	2,77	18,17	+8,20
GENUITY A-RE	●	1,44	9,45	−8,86
GL TRADE #		34,21	224,40	+0,62
GUILLEMOT #		10,55	69,20	+3,94
GUYANOR ACTI		0,19	1,25	−13,64
HF COMPANY		45	295,18	−6,83
HIGH CO.#		82,70	542,48	+4,29
HIGH BON DE		2,65	17,38	−1,85
HIGHWAVE OPT	❯	3,03	19,88	+11,81
HIMALAYA		1,23	8,07	+9,82
HI MEDIA		0,52	3,41	...
HOLOGRAM IND		5,50	36,08	+1,85
HUBWOO.COM		1,67	10,95	+7,74
IB GROUP.COM		1,70	11,15	−18,27
IDP		0,78	5,12	+4
IDP BON 98 (...	♦	1,07	7,02	...
INTERACTIF B	♦	0,15	0,98	...
INTERACTIF B	♦	0,30	1,97	...
IGE +XAO		7	45,92	+2,94
ILOG #		6,29	41,26	−1,56
IMECOM GROUP		1,10	7,22	+10
INFOSOURCES		0,52	3,41	+6,12
INFOSOURCE B	♦	1,45	9,51	...
INFOTEL #		17,50	114,79	−1,69
INFO VISTA		2,40	15,74	+4,35
INTEGRA EX D		0,65	4,26	−7,14
INTEGRA ACT.		...	...	...
INTERCALL #		0,90	5,90	+28,57
IPSOS #	❯	51	334,54	+9,68
IPSOS BS00	♦	1,39	9,12	...
ITESOFT		1,72	11,28	+7,50
IT LINK		2,18	14,30	−4,39
IXO		0,53	3,48	+10,42
JEAN CLAUDE		0,75	4,92	−6,25
JOLIEZ REGOL		0,85	5,58	...
KALISTO ENTE	♦	1,35	8,86	...
KEYRUS PROGI		1,01	6,63	...
LA COMPAGNIE		4,20	27,55	+0,24
LEXIBOOK # S		16,80	110,20	−1,18
LINEDATA SER		15	98,39	+4,17
LYCOS EUROPE		0,92	6,03	+19,48
LYCOS FRANCE		1,60	10,50	−20
MEDCOST #		1,05	6,89	−4,55
MEDIDEP #		17	111,51	+0,89
MEMSCAP		1,16	7,61	+4,50
METROLOGIC G		38,50	252,54	+9,07
MICROPOLE		3,15	20,66	+5
MILLIMAGES		6,95	45,59	+8,59
MONDIAL PECH		4,27	28,01	...
NATUREX		12	78,71	−3,23
NET2S #		4,18	27,42	−1,65
NETGEM	❯	1,22	8	−8,27
NETVALUE #		0,96	6,30	+12,94
NEURONES #		2,94	19,29	+1,73
NICOX #		41,74	273,80	+22,05
OLITEC		12,50	81,99	+4,17
OPTIMS #		1,77	11,61	−1,67
ORCHESTRA KA		0,95	6,23	−2,06
OXIS INTL RG	♦	0,20	1,31	...
PERFECT TECH		3,30	21,65	−5,71
PERF.TECHNO.	♦	0,19	1,25	...
PHARMAGEST I		13,50	88,55	−1,82
PHONE SYS.NE		1,03	6,76	...
PICOGIGA		3,18	20,86	+4,26
PROSODIE #		28,49	186,88	+3,60
PROSODIE BS	♦	8,46	55,49	...
PROLOGUE SOF		3,20	20,99	−0,62
QUALIFLOW		2,49	16,33	−3,49
QUANTEL		4,05	26,57	+9,16
R2I SANTE		4,88	32,01	+8,44
R2I SANTE BO	♦	0,02	0,13	...
RECIF #		12,30	80,68	+12,84
REPONSE #		10	65,60	...
REGINA RUBEN		0,51	3,35	+4,08
RIBER #		3	19,68	...
RIGIFLEX INT		16,90	110,86	+5,03
RISC TECHNOL		5,25	34,44	+8,25
SAVEURS DE F		8,30	54,44	+0,61
GUILLEMOT BS	♦	3	19,68	...
SELF TRADE		1,40	9,18	+12,90
SILICOMP #		16,20	106,27	+4,38
SITICOM GROU		3,49	22,89	...
SODITECH ING		4,50	29,52	+5,88
SOFT COMPUTI		3,20	20,99	...
SOI TEC SILI	❯	7,65	50,18	+3,38
SOI TEC BS 0		2,30	15,09	...
SOLUCOM		24,50	160,71	+8,89
SOLUCOM ACT	♦	47,76	313,29	...
SQLI		1,10	7,22	−1,79
STACI #		2,05	13,45	−1,44
STELAX		0,30	1,97	...
SYNELEC #		9	59,04	+2,27
SYSTAR #		4,10	26,89	+7,89
SYSTRAN		1,49	9,77	+20,16
TEL.RES.SERV		1,11	7,28	+16,84
TELECOM CITY		2,35	15,41	...
TETE DS LES		1,40	9,18	−6,04
THERMATECH I		9,50	62,32	−4,52
TITUS INTERA		1,91	12,53	+5,52
TITUS INTER		0,35	2,30	+34,62

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 9 h 57**

Valeurs ▶		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
AB GROUPE		22,38	146,80	+8,64
ACTIELEC TEC		5,30	34,77	+1,92
ALGECO #		79,25	519,85	+5,53
ALTEDIA		26	170,55	+5,26
ALTEN (SVN)	❯	13,58	89,08	+6,93
APRIL S.A.#(		13,50	88,55	...
ARKOPHARMA #		43,20	283,37	−0,69
ASSYSTEM #		32	209,91	−2,74
AUBAY		3,85	25,25	+2,67
BENETEAU #		54,35	356,51	+8,70
BOIRON (LY)#		71	465,73	+1,43
BONDUELLE		41,74	273,80	+2,30
BQUE TARNEAU	♦	66	432,93	...
BRICORAMA #		47,90	314,20	+1,08
BRIOCHE PASQ		79,95	524,44	+2,76
BUFFALO GRIL		8,70	57,07	−3,33
C.A. OISE CC	♦	86	564,12	...
C.A. PARIS I		64,05	420,14	+0,23
C.A.PAS CAL		145	951,14	+4,24
CDA-CIE DES		43	282,06	−2,05
CEGEDIM #		41,50	272,22

SPORTS Lille a remporté la première victoire en compétition européenne de son histoire, mardi 25 septembre, en dominant le club grec d'Olympiakos Le Pirée (3-1), dans le cadre de la 3e journée du premier tour de la Ligue des champions de football. Le LOSC occupe désormais la deuxième place du groupe G. ● LA RENCONTRE s'est disputée au stade Félix-Bollaert de Lens. Le stade Grimonprez-Jooris, où évoluent habituellement les Lillois, ne répond pas aux normes européennes. Son agrandissement ne sera pas achevé avant 2003. ● UN BUT inscrit dans les dernières minutes par Christophe Delmotte a permis à Lyon de s'imposer sur le terrain du Fenerbahçe Istanbul (0-1), dans une rencontre du groupe F. ● EN COUPE DE l'UEFA, le match Rapid Bucarest-PSG a été interrompu par une panne d'électricité alors que les Parisiens tenaient leur qualification.

A Lens, Lille a remporté sa première rencontre européenne « à domicile »

Les footballeurs nordistes ont nettement dominé les Grecs de l'Olympiakos Le Pirée (3-1), mardi en Ligue des champions. Les joueurs et supporteurs du LOSC, dont le stade ne répond pas aux normes européennes, avaient trouvé refuge chez leurs rivaux lensois, à Félix-Bollaert

LENS
de notre correspondant régional

« *Ici, c'est notre résidence secondaire, on est en villégiature*, plaisantait un supporteur du LOSC en pénétrant dans le stade Félix-Bollaert de Lens. *Alors, on arrive, on gagne et on s'en va.* » C'est très exactement ce qu'on fait les « Dogues » lillois – vainqueurs de l'Olympiakos Le Pirée (3-1), mardi 25 septembre, en Ligue des champions – et leur public, à la grande stupéfaction des Lensois. Cette rencontre était le premier match « à domicile » que les Lillois jouaient à Félix-Bollaert, après le report au 10 octobre de celui contre La Corogne, prévu au lendemain des attentats aux Etats-Unis.

FOOTBALL

Leur bon vieux stade Grimonprez-Jooris, à Lille, avec ses 20 000 places, n'est pas adapté aux rencontres de Ligue des champions, que les Lillois disputent pour la première fois. Son agrandissement à 35 000 places assises, pour un coût de quelque 250 millions de francs, est prévu, et un appel d'offres international a été lancé. Vingt-sept architectes y ont répondu, a précisé la maire de Lille, Martine Aubry. Mais les travaux ne pourront pas être terminés avant fin 2003, au plus tôt. Il fallait trouver une solution. On avait envisagé un temps le Stade de France, ou même Bruxelles. Guy Delcourt, maire (PS) de Lens, a annoncé le 8 septembre qu'il mettait Bollaert à la disposition du LOSC. Gratuitement.

« *C'est naturel, j'ai toujours pensé qu'il y avait de la place pour deux grands clubs dans la région* », a-t-il déclaré, en réponse aux remerciements de Martine Aubry. Deux clubs, certes, mais rivaux. Le football est presque une religion pour les 35 000 habitants de l'ancienne cité minière, et la majorité des supporteurs du RC Lens affectent de n'afficher que mépris pour les « bourgeois » de la capitale des Flandres, moins passionnés qu'eux. La veille du match, certains juraient préférer brandir l'écharpe d'Olympiakos plutôt que de soutenir l'invité honni.

S'ils tinrent leur promesse, ils ne devaient pas être nombreux, car personne ne les remarqua. Le stade, comble, était clairement divisé en deux camps : les 2 200 Grecs ayant fait le déplacement, et les 37 800 autres spectateurs dont le cœur battait incontestablement pour le LOSC. Les Lillois y étaient, certes, les plus nombreux – il fallait deux heures pour couvrir les 40 kilomètres d'autoroute qui séparent les deux villes, malgré les trois trains spéciaux affrétés par la mairie de Lille –, mais on y trouvait aussi, sans doute, tout ce que la région compte de vrais amoureux du ballon rond. Debout dans la tribune qui leur était réservée, les supporteurs d'Olympiakos tentèrent bien de couvrir leurs chants au début de la rencontre. Mais le premier but, marqué par Dagui Bakari à la 33e minute, laissa les Grecs définitivement sans voix et libéra le reste du stade, dont les clameurs portèrent jusqu'au bout les joueurs lillois.

UNE JOIE DISCRÈTE

Mais cet enthousiasme ne déborda pas du stade. Doutaient-ils des chances réelles de leur club ? Toujours est-il que les supporteurs lillois avaient investi Lens dans le plus grand calme. Le retour ne fut pas beaucoup plus agité : quelques coups de klaxon, quelques discrets chants de victoire, tout au plus. On réintégra les trains devant des CRS qui, casque à la ceinture, semblaient se demander ce qu'ils faisaient là. A minuit, écharpe blanc et rouge au cou, quelques dizaines de spectateurs attardés commentaient encore autour d'une bière et d'un plat de moules le match mémorable qu'ils venaient de vivre. Comme s'ils sortaient du cinéma. Rien à voir avec les sorties de match habituelles à Bollaert. « *On ne dirait vraiment pas qu'ils ont gagné* », s'étonnait un serveur du café Leffe, en face de la gare. « *Ce n'est pas le même public*, expliquait un autre. *C'est tous des jeunes.* » « *Peut-être n'osent-ils pas faire la fête ici, ils vont la faire à Lille* », risquait un autre. Mais, une heure plus tard, à Lille, les rues étaient désertes et les bistrots de la place Rihour et de la place du Général-de-Gaulle avaient déjà tous tiré leurs rideaux.

« *Nous ne représentons pas seulement Lille, mais toute la région* », estimait l'entraîneur lillois, Vahid Halilhodzic, après le match, rejoignant Guy Delcourt, qui affirmait, il y a quelques jours, que « *la majorité du peuple des stades de Lens et de Lille est faite pour former un seul grand public régional* ». Le match de mardi montre qu'il ne s'agit, pour l'instant, que de vœux pieux. Le Lensois vibre face à « l'exploit » qui valorise sa communauté. Le Lillois exulte – mais seulement dans le stade – devant une belle action collective. Vahid Halilhodzic et ses hommes excellent dans ce genre de prestations et les Lillois en redemandent. Le LOSC jouera à guichets fermés ses trois matches dans sa « résidence secondaire » de Bollaert, prouvant ainsi qu'il s'est trouvé un public au moins aussi nombreux que celui du FC Lens.

Lensois et Lillois vibreront-ils de concert un jour ? « *C'est bien, mais il n'y a que les résultats de Lens qui m'intéressent* », lançait, mardi, un brin provocateur, un supporteur lensois. Avant d'ajouter, un ton plus bas : « *Ils ont quelques joueurs qui sont vraiment très bons.* » Tout espoir n'est donc pas perdu, même si quelques rencontres aussi réussies que celle-ci seront sans doute encore nécessaires pour rapprocher les frères ennemis.

Jean-Paul Dufour

La fiche technique

LILLE- OLYMPIAKOS LE PIRÉE : 3-1
Ligue des champions
1re phase, 3e journée, groupe G
• Stade Félix-Bollaert à Lens ;
Temps frais, pelouse satisfaisante ;
40 000 spectateurs ;
arbitre : M. Dougal (Eco)

BUTS
LILLE : Bakari (33e) ; **Cheyrou** (44e) ; **Tafforeau** (79e)
OLYMPIAKOS LE PIRÉE : Giannakopoulos (91e)

AVERTISSEMENTS
Olympiakos Le Pirée : **Giovanni** (86e).

• LES ÉQUIPES

LILLE
(**entraîneur :** Vahid Halilhodzic) :
Wimbée• Pichot, Cygan, Fahmi, Ecker • S. Ndiaye, F. D'Amico, Br. Cheyrou (Tafforeau, 76e), Sterjovski • Boutoille (Delpierre, 66e), Bakari (Olufadé, 87e).

OLYMPIAKOS LE PIRÉE
(**entraîneur :** T. Lemonis) :
Eleftheropoulos • Mavrogenidis (Niniadis, 64e), Patsatzoglou, Bermudez, Anatolakis • Venetidis, Karembeu, Giannakopoulos • Roberts (Alexandris, 78e) •Oforiquaye, Giovanni.

Lyon se rassure en s'imposant en Turquie

LA TROISIÈME SOIRÉE de la première phase de la Ligue des champions, disputée mardi 25 septembre, a été pleine de rebondissements. C'est dans les ultimes secondes que le sort de bon nombre de rencontres s'est décidé.

Ainsi, en Turquie, l'Olympique lyonnais s'est-il imposé face au Fernebahçe d'Istanbul à la 89e minute. La délivrance est venue du défenseur Christophe Delmotte, qui a trompé en finesse le gardien turc. Grâce à ce succès (0-1), les Lyonnais se rachètent de leur faux pas de la semaine passée et de la défaite concédée sur leur pelouse face aux Allemands du Bayer Leverkusen. Ces derniers ont confirmé leur bonne forme en dominant les Espagnols du FC Barcelone (2-1). Avec deux succès au compteur, le Bayer Leverkusen domine le groupe F, avec trois points d'avance sur Lyon et Barcelone.

Dans le groupe G, celui de Lille, la surprise est venue d'Espagne et, là encore, des derniers instants de la rencontre opposant le Deportivo La Corogne aux Anglais de Manchester United. Fabien Barthez et Laurent Blanc pensaient certainement avoir fait le plus dur en menant à quatre minutes de la fin 1-0. Mais c'était sans compter sur l'esprit d'abnégation des Galiciens, qui, tout comme face au PSG l'année passée (victoire 4-3 après avoir été menés 0-3), ont su renverser la tendance pour finalement s'imposer 2-1, une victoire acquise à la 90e minute. La Corogne prend la tête du groupe devant Lille.

Dans le groupe H, le champion d'Europe en titre, le Bayern Munich, s'est imposé à Moscou, face au Spartak (3-1), alors que les Tchèques du Sparta Prague ont réalisé un « carton » aux dépens des Néerlandais du Feyenoord de Rotterdam (4-0).

Enfin, dans le groupe E, les Ecossais du Celtic Glasgow sont venus à bout des Portugais du FC Porto (1-0) et la Juventus Turin a ramené un nul (1-1) de Norvège face à Rosenborg. Des Scandinaves tout heureux d'arracher l'égalisation à la 88e minute, même s'ils sont toujours derniers de leur groupe.

E. La

Bucarest-PSG s'est achevé dans l'obscurité et la confusion

LE PARIS-SAINT-GERMAIN a vécu une étrange soirée, mardi 25 septembre, en Roumanie, lors de son match retour du premier tour de la Coupe de l'UEFA face au Rapid Bucarest. Les joueurs de la capitale menaient 1-0 (0-0 à l'aller), grâce à un but inscrit par l'attaquant brésilien Aloisio au début de la prolongation, et étaient virtuellement qualifiés, lorsque, à la 115e minute, les projecteurs du stade se sont éteints. Impossible de continuer, la lumière ne revint pas.

Le règlement de l'Union européenne de football (UEFA) est bien précis sur ce point : il stipule que tout match arrêté à quelques minutes de la fin doit être rejoué le lendemain. « *Mais, après avoir joué plus de 100 minutes mardi, ce serait criminel et dangereux pour les joueurs,* a estimé Laurent Perpère, le président parisien. *Nous prenons l'avion et rentrons à Paris.* » Si l'UEFA décidait de faire rejouer le match mercredi, le PSG pourrait donc perdre par forfait.

Mais, selon une autre interprétation du règlement, le match pourrait être donné perdu pour le Rapid Bucarest, club organisateur de la rencontre, la panne d'éclairage ayant été d'une durée supérieure à quarante-cinq minutes. C'est ce point sur lequel les dirigeants parisiens entendent s'appuyer. Le PSG a décidé de porter réclamation et souhaite se voir attribuer la victoire sur tapis vert.

« *Nous sommes consternés par ce qui s'est passé. Ce n'est pas notre faute,* a rétorqué le vice-président du Rapid Bucarest, Constantin Zotta. *Nous allons expliquer à l'UEFA que nous ne sommes pas responsables de cette défaillance.* » Le dirigeant roumain a expliqué que la panne d'électricité avait touché l'ensemble du quartier où se trouve le stade du Rapid et ne peut donc en aucun cas être imputée aux organisateurs de la rencontre.

Etienne Labrunie

RÉSULTATS

LIGUE DES CHAMPIONS

1re phase, 3e journée

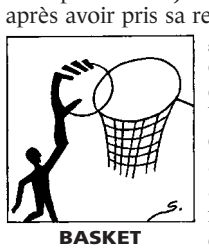
● **Groupe E**
Rosenborg (Nor)-Juventus Turin (Ita) 1-1
Celtic Glasgow (Eco)-FC Porto (Por) 1-0
Classement : 1. Juventus Turin, 4 pts ; 2. Celtic Glasgow, 3 ; 3. FC Porto, 3 ; 4. Rosenborg, 1.
● **Groupe F**
Fenerbahçe (Tur)-**Lyon** (Fra) 0-1
Bayer Leverkusen (All)-FC Barcelone (Esp) 2-1
Classement : 1. Bayer Leverkusen, 6 pts ; 2. FC Barcelone, 3 ; 3. Lyon, 3 ; 4. Fenerbahçe, 0.
● **Groupe G**
Deportivo La Corogne (Esp)-Manchester U. (Ang) 2-1
Lille (Fra)-Olympiakos Le Pirée (Grè) 3-1
Classement : 1. Deportivo La Corogne, 4 pts ; 2. Lille, 3 ; 3. Manchester United, 3 ; 4. Olympiakos, 1.
● **Groupe H**
Spartak Moscou (Rus)-Bayern Munich (All) 1-3
Sparta Prague (Tch)-Feyenoord (PB) 4-0
Classement : 1. Sparta Prague, 4 pts ; 2. Bayern Munich, 4 ; 3. Spartak Moscou, 1 ; Feyenoord, 1.

Prochaine journée mercredi 10 octobre.

A 38 ans, Michael Jordan annonce son retour sur les parquets de la NBA

NEW YORK
correspondance

Le démon de la balle orange a rattrapé Michael Jordan. Trois ans après avoir pris sa retraite, le plus grand joueur de l'histoire du basket-ball américain a décidé, à trente-huit ans, de revenir sur les parquets. « *Je reviens en tant que joueur, pour l'amour du jeu,* a annoncé Michael Jordan dans un communiqué, mardi 25 septembre. *Je ne reviens pas pour l'argent ni pour la gloire, j'ai déjà connu tout cela. Je reviens pour le challenge.* »


BASKET

Le défi promet d'être à la hauteur du talent du bonhomme. Si toute l'Amérique du sport salue ce retour à la compétition, beaucoup s'interrogent sur le bien-fondé de cette décision. Michael Jordan possède l'un des palmarès les plus prestigieux du monde sportif. Avec les Chicago Bulls, le natif de Brooklyn a remporté six titres de champion NBA (en 1991, 1992, 1993, 1996, 1997 et 1998). Il a été élu à cinq reprises meilleur joueur du championnat, tout en cumulant dix sacres de meilleur marqueur de la ligue. Cerise sur le gâteau, il s'était retiré après avoir inscrit le shoot décisif lors des play-off de 1998. Pourquoi ne pas rester sur une sortie aussi triomphale ?

Officiellement à la retraite depuis janvier 1999, « MJ » s'est tenu à l'écart de la NBA pendant une année, afin de profiter des joies de la vie de famille. Il a fait son retour dans l'univers du basket en janvier 2000, en devenant actionnaire minoritaire et président de l'équipe des Washington Wizards. Sans réelle connaissance des rouages du managérat sportif, Michael Jordan a mis une saison pour se familiariser avec les données du problème. Au mois d'avril 2001, le virus du jeu l'a repris. Pour qu'il puisse rejouer en NBA, la Ligue a exigé qu'il revende ses parts des Wizards à l'actionnaire majoritaire de la franchise, Ted Leonsis. Cette opération a été finalisée vendredi 21 septembre.

« *Je suis heureux de voir Michael Jordan revenir en NBA,* a déclaré le grand patron de la ligue nord-américaine, David Stern. *Michael a toujours amené de la joie chez les fans de basket et, en ces temps difficiles, tout le monde a besoin de joie.* » Les chaînes de télévision ont accueilli avec enthousiasme la nouvelle. C'est que, depuis le départ de son joueur vedette, la NBA titube. Le public boude les nouvelles stars du championnat. La dernière finale NBA a attiré 4 millions de téléspectateurs de moins que celle de 1998, la dernière disputée par « MJ ».

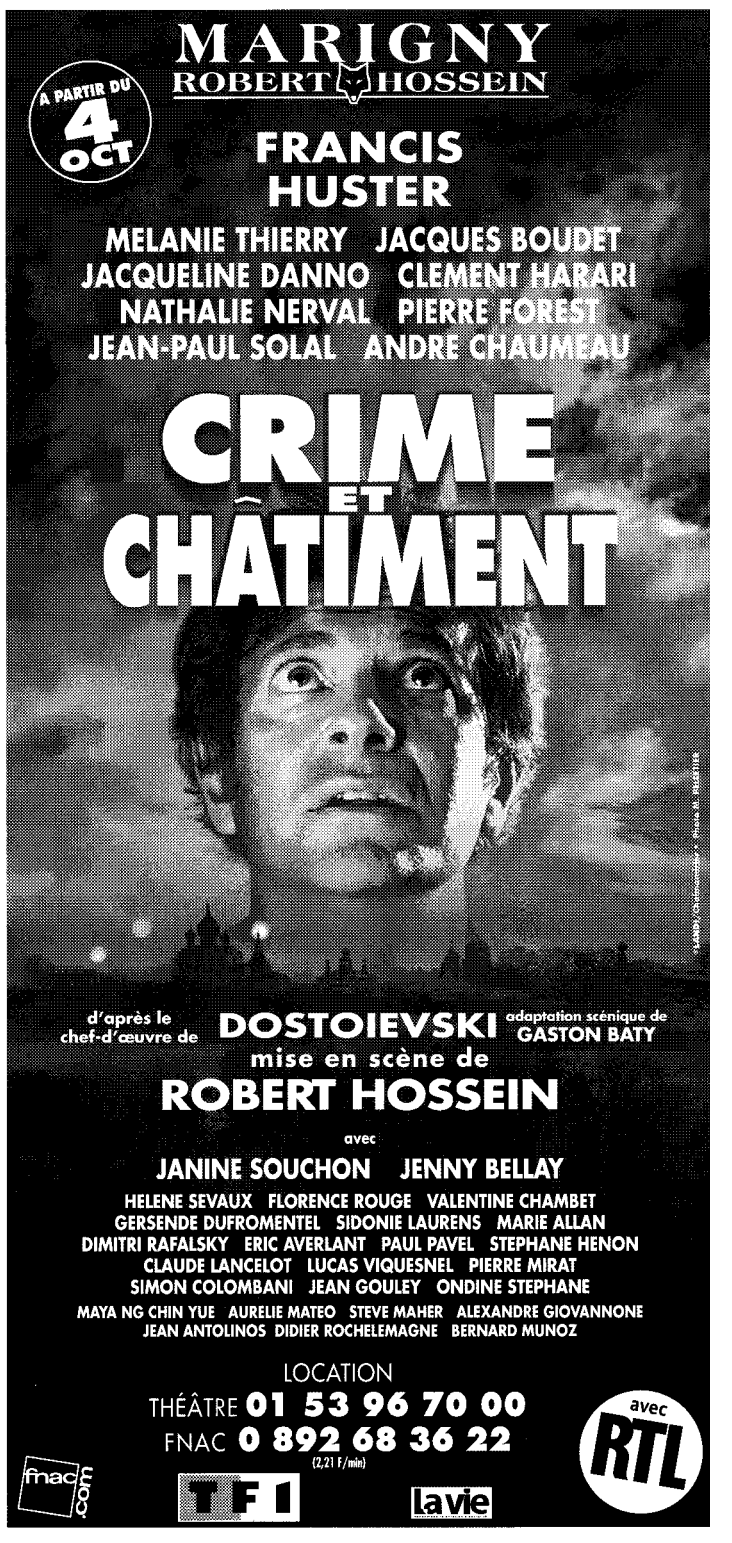
LES BLESSURES DE L'ÂGE

Avec un impact économique sur l'ensemble de la carrière de Michael Jordan mesuré à 10 milliards de dollars, il est facile de comprendre les motifs de satisfactions des *networks* américains. « *Nous sommes excités par le retour de Michael,* a expliqué Dick Ebersol, le président de NBC Sports. *Cela sera amusant de le voir se mesurer à la nouvelle génération des Allen Iverson, Vince Carter et Tracy McGrady.* » Ces derniers voient le *come-back* de Jordan comme une véritable aubaine. Objet des critiques perpétuelles des médias et des fans, les Iverson, Carter et autres souffrent des comparaisons avec leur glorieux aîné, qui n'a pas hésité à critiqué durement certains d'entre eux. Ils l'attendent désormais de pied ferme.

Beaucoup d'observateurs se demandent si le corps de « MJ », qui n'a pas joué depuis trois ans, va pouvoir tenir le choc d'une saison comptant 82 matches. Rarement blessé tout au long de sa carrière, Michael Jordan a vu, ces deux derniers mois, son organisme donner des signes de fatigue. Côtes cassées, tendinites tenaces aux genoux, spasmes dans le bas du dos : il n'est plus l'athlète d'exception qu'il a été. Autrefois basé sur les défis athlétiques, son jeu sera désormais basé sur son shoot à mi-distance et sa formidable science du basket. Devant la dimension physique développée par ses jeunes adversaires, cela sera-t-il suffisant ?

A quelques semaines du début du championnat NBA, le retour de Michael Jordan présente énormément d'inconnues. Peu de personnes l'ont vu s'entraîner. Les rumeurs concernant sa forme physique se contredisent. Autre paramètre : Michael Jordan va devoir composer avec une équipe de Washington qui figure parmi les plus faibles de la NBA et n'a remporté que 19 matches la saison dernière. Le caractère hors du commun du bonhomme conduit ses futurs adversaires à la plus grande prudence. « *A trente-huit ans, s'il est capable de revenir au même niveau qu'il y a trois ans, c'est qu'il est Superman* », confie l'entraîneur de Miami, Pat Riley.

Pascal Giberné



Lanterne de pierre solitaire, sous les frondaisons du Koto-in, l'un des temples secondaires du complexe zen du Daitokuji (ci-contre). Le Nanzenji, autre complexe monastique. Des galeries couvertes zigzaguent à travers le jardin de mousse, zen, agrémenté de rochers (ci-dessous). Le Tenryuji et son jardin-paradis, avec son étang et sa colline artificielle (à droite).

Reportage photo Patrick Rimond pour « Le Monde »

Kyoto ou l'empire du sens

Austère et raffinée, l'esthétique zen s'épanouit dans les jardins plantés de cerisiers de l'ancienne capitale impériale

KYOTO
de notre envoyée spéciale

De prime abord, Kyoto déconcerte le voyageur venant de Nara. Ici, à la différence de celle qui fut première capitale impériale, de 710 à 784, peu de grands monastères abritant une statuaire bouddhique aboutie, à l'exception, notamment, du Koryuji et du Sanjusangendo qui s'y rattachent par leurs admirables bouddhas en bois. Kyoto, capitale impériale au long cours – de 794 à 1868 –, a déposé au pied des collines qui l'entourent de toutes parts, sauf au sud, ses pavillons fragiles et ses jardins moussus.

Influencée par la culture chinoise de la dynastie des Tang, Nara se constitue autour de temples gigantesques et place son salut dans la dévotion au bouddha Amitabha. Cet apport étranger assimilé, Kyoto développe, au XII[e] siècle, une culture propre, japonaise, le *zen,* peu influent dans le champ religieux, mais tout-puissant dans le domaine de l'art, qu'il s'agisse de jardins, de thé, de cuisine ou de calligraphie. L'esthétique zen, austère et raffinée, du lettré et du guerrier, marque d'un sceau indélébile le subconscient japonais.

Shintoïste fervent, le Japonais respecte la nature telle qu'en elle-même, sinueuse, irrégulière, et la restitue dans ses jardins sous une forme miniaturisée, spontanée et donc asymétrique, changeante et donc impermanente. Symbolique toujours. Transformant, note François Berthier dans une étude intitulée *L'art des jardins dans les pays sinisés, « l'aire sacrée du shinto en une sorte de microcosme bouddhique »*.

Premier dans le temps (IX[e]-XI[e] siècles), le « jardin-paradis » évoque, par sa beauté un peu irréelle, la terre pure du bouddha Amitabha. Figuratif, ce jardin a un lac, d'où son nom de « jardin mouillé ». Illustration parfaite : le jardin du Joruri-ji *(Le Monde* du 10 mai 2001) et, dans une atmosphère différente, celui du Byodo-in ou Pavillon du Phénix, ainsi nommé car son architecture, éblouissante envolée de toits reflétée sur l'eau, est dominée par un couple de phénix. Caché sous les arbres, le Joruri-ji est calme et serein ; le Byodo-in, visible de la rivière Uji, terriblement touristique et bruyant. Sur les pièces d'eau, les nénuphars ont remplacé les fleurs de lotus.

La cohabitation est également un art nippon. Aussi le jardin zen (XIV[e]-XVI[e]) joue-t-il, sans complexe, sa partition aux côtés du jardin paradis, dont il diffère totalement. Voyez le Saïho-ji et ses deux jardins, dessinés par le moine Musô Soséki. En bas, autour de l'étang, le paradis bouddhique. En haut, un ruissellement d'eau fictif, figuré par des pierres, illustre une esthétique nouvelle, dépouillée, chargée de sens, en un mot, zen. Les racines affleurent, les arbres tordent leur tronc sur la mousse omniprésente (d'où son surnom de Kokedera, jardin de mousse). Le promeneur admire cette beauté formelle, étudiée et trop abstraite pour émouvoir. Le même Soseki fit un autre jardin de mousse, le Tenryuji. Avec la montagne en toile de fond, le dotant d'une végétation plus aérée et plus sophistiquée qu'au Kokedera. Entre les camélias et les cerisiers pleureurs, les temples sont des pavillons, vides comme il convient au zen.

Carnet de route

■ **Repères.** La saison des cerisiers en fleur est si brève que certains lui préfèrent l'automne, flamboyant, voire l'hiver : climat très sec, ciel très pur, temples quasi déserts. A l'hôtel, se procurer le *Tokyo Visitor's Guide.* Décalage horaire : + 7 heures. M[me] Toshiko Matsuura (toshikyo-matsuura@mub.biglobe.ne.jp) est un guide passionnant, parlant français.

■ **Vols.** Air France (tél. : 0-820-820-820) fait en sorte que ses vols quotidiens directs Paris-Osaka (12 heures, à partir de 6 916 F, 1 054,26 €) soient confortables, même en classe économique. Le train Haruka relie l'aéroport à Kyoto en 1 h 15.

■ **Voyagistes.** Pour éviter les problèmes de langue, d'organisation (réserver 2 semaines à l'avance pour la Villa Katsuura), et voir l'essentiel (1 600 temples bouddhistes, 400 sanctuaires shinto à Kyoto), préférer le voyage accompagné. Celui de l'Association française des amis de l'Orient (tél. : 01-47-23-64-85), du 6 au 18 novembre (13 jours, 38 500 F, 5 868,90 €), visite, sous la conduite de Françoise Chappuis, chargée de mission au Musée Guimet, les sites majeurs du Japon à Nara, Kyoto, Koyasan et Tokyo. Circuits individuels : Voyageurs au Japon (tél. : 01-42-61-60-83).

■ **Hébergement.** Au cœur de la ville : le Kyoto Brighton Hotel, membre des Leading Hotels of the World (réservations : 0-800-135-136 et www.lhw.com, chambre double à partir de 1 600 F, 243,90 €), élégance dépouillée, confort (humidificateur dans la chambre), cuisine fine, et le Ryokan Hiiragiya, la plus réputée des auberges traditionnelles, où Kawabata avait ses habitudes (tél. : 00-81-75-221-1136, fax : 221-1139, à partir de 2 100 F, 320,12 €). Lire à ce sujet deux reportages dans *Le Monde* du 26 octobre 1996 et du 30 mars 2000. Chambres peu chères dans certains monastères, mais il faut parler japonais et ils ne sont pas chauffés en hiver.

■ **Lectures.** *Japan, the New Official Guide* (Japan Travel Bureau, 1991), la référence absolue, plus de 1 000 pages dont 120 de cartes et plans (730 F, 111,28 €). Le Guide Voir *Japon* (Hachette) et *Le Grand Guide du Japon* (Gallimard). *Eloge de l'ombre*, de Junichirô Tanizaki (POF) et *Le Maître de thé,* de Yasushi Inoué (Stock), subtils et ineffables. Poursuivre dans cette voie avec *La Saveur du zen, Poèmes et sermons d'Ikkyû et de ses disciples* (Albin Michel). Etudes : *Le Jardin du Ryoanji*, de François Berthier (Adam Biro) et *L'Art du jardin au Japon*, de Marc Peter Keane, un album publié par Philippe Picquier.

■ **Renseignements.** Office national du tourisme japonais, 1[er] étage, 4, rue de Ventadour, 75001 Paris, tél. : 01-42-96-20-29, site www.jnto.go.jp (en anglais). Sur place : Kyoto Tourist Information Center, en face de la gare centrale.

Auberge nippone

Glisser ses pieds dans des socques en bois et suivre la servante en kimono qui marche à petits pas. Le soir venu, elle avance sur les genoux et dispose le repas sur la table basse. Un godet de liqueur de prune ouvre l'appétit pour une aventure gustative subtile servie dans de minuscules assiettes, bols et pots en laque. Bouillon de *miso,* tranchettes de poisson cru, cuit ou mariné, pot-au-feu de légumes mijotant sur la flamme d'une bougie le temps exact de la cuisson, *tempura,* tofu de sésame, tiges de fougères. Plus tard, elle repoussera la table et étendra le *futon* sur le *tatami.* Les grains d'avoine de l'oreiller roulent quand on bouge la tête, libérant une sensation rafraîchissante. Emplie d'eau, la baignoire en *hinoki* exhale le parfum de ce bois odorant. On frissonne dans la maison de papier aux parois légères et coulissantes. *« Pourquoi ne vous protégez-vous pas mieux du froid ? »* A question ingénue, réponse claire : *« Notre ennemi, c'est la chaleur. Le froid, on en vient à bout par la volonté. »*

ÉVASION
Publicités

Compagnie Italienne de Tourisme
SPECIAL TOUSSAINT
VENISE
Du 31 Octobre au 4 Novembre 2001
(3 nuits)
A partir de 558,50 € TTC
(soit 3 663,52 F TTC)
Train sur Venise au départ de Paris ou Dijon (T4 inclus) + logement base chambre double et petit-déjeuner.
Rens. et inscript. n° Azur 08 10 00 70 70
ou dans toutes les agences de voyages
www.citvoyages.com - Email : citvd@citvoyages.com

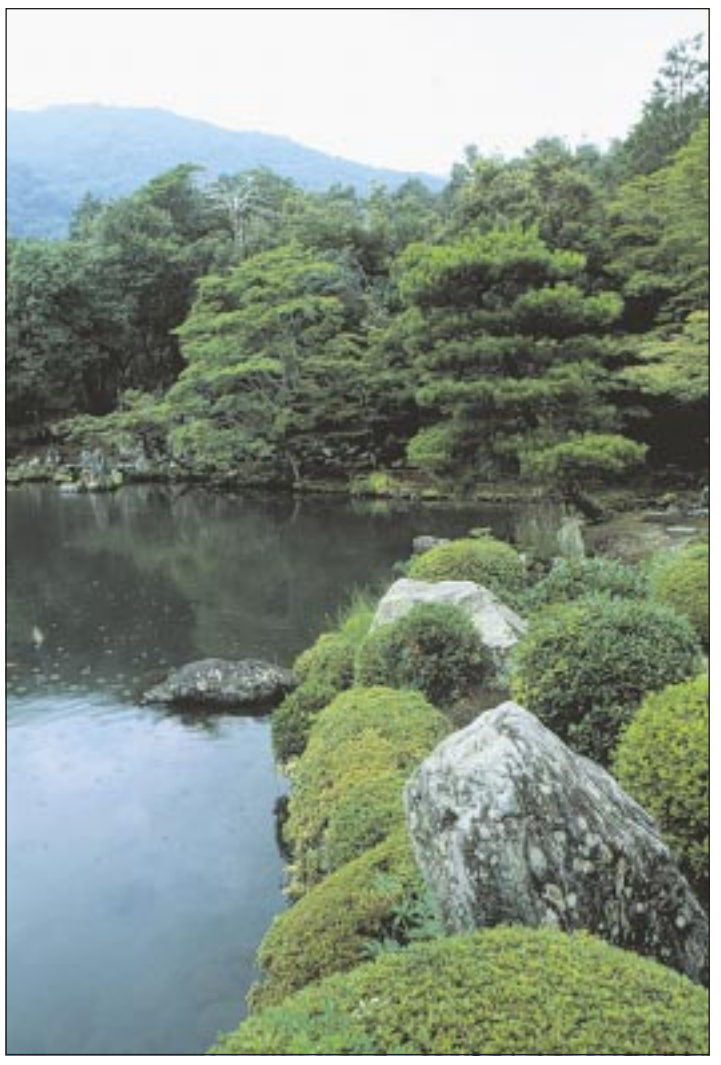
Le Nil en felouque et à pied, 8 j. ça fait remonter le temps et ça coûte 5 250 F (seulement !)
L'Île d'Amorgos à pied, 8 j. ça fait voir la vie plus bleu ! et ça coûte 5 950 F (Ouzo compris)
Marcher 16 j. au Kamchatka ça réchauffe le coeur et ça coûte 14 950 F (seulement!)
... et il y a 200 autres randonnées-découvertes comme celà !!! NOMADE Aventure
Brochure : 01 46 33 71 71 www . nomade - aventure com

directours
Voyager mieux. Dépenser moins.
WEEK-ENDS en EUROPE 3J/2N
Départs quotidiens de Paris et province (Lyon, Nice et Toulouse) + hébergement 2 nuits en hôtels catégorie 2/3*, petit-déjeuner buffet inclus.
Prague : à partir de 2050 F TTC
Vienne : à partir de 2065 F TTC
Budapest : à partir de 2130 F TTC
Catégories 4 et 5* possibles.
Prix valable jusqu'au 31/10/01.
www.directours.com
3615 Directours (2,21 F/mn) et 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Elysées Paris 8e.

JURA
Vacances Scolaires
HOME D'ENFANTS (JURA)
(900 m altitude près frontière suisse)
Agrément jeunesse et sports.
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIIe, confort. 2 ou 3 enfants par chbre sdb et wc. Pleine nature. Accueil volon. limité à 15 enfants idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale, possibilité accompt. depuis Paris TGV.
Activités : VTT, jeux collect., peinture s/bois, tennis, poney, initiation échecs et théâtre, fabrication du pain.
Tél. : 03-81-38-12-51

SYNERGENCE 2001 LIC LI.075970049
NOUVELLES FRONTIERES
nouvelles-frontieres.fr
les premiers prix
ABIDJAN 2990 F
ROME 1056 F
BARCELONE 1058 F
MADRID 1092 F
PORTO 1198 F
TUNIS 1280 F
POINTE A PITRE 2922 F
FORT DE FRANCE 2939 F
LA REUNION 4018 F
TAHITI 5737 F
PRIX TTC
TOUTES TAXES ET REDEVANCES COMPRISES
PAYABLES EN FRANCE,
SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS
SOUS RESERVE DE DISPONIBILITE
VOLS ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A CERTAINES DATES
c'est l'affaire d'un coup de fil
N° Indigo 0 825 000 825
0,98 F TTC/MN

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE
APPELEZ LE : ☎ 01.42.17.39.63



Le jardin zen, précisément, se contente de peu : du sable ratissé, des pierres auréolées de mousse, un mur d'enceinte pouvant faire partie du décor et qualifié, pour cette raison, de « *paysage emprunté* ». Une esthétique austère qui triomphe au Ryoan-ji, chef-d'œuvre de dépouillement. Ou d'imposture, c'est selon. Ici encore cohabitent « jardin mouillé » et « jardin sec » qui n'est que pierre. Imaginez, sur un rectangle de sable blanc de 30 mètres sur 10, cerné sur trois côtés d'un mur bas, quinze petits rochers de tailles et de formes diverses. Autour d'eux, le râteau a dessiné des lignes et des ronds.

Une idée, une épure de jardin. Et un outil de concentration. Sur ce canevas formel simple, l'esprit déploie des concepts : la pierre dressée représente le mont Mérou jaillissant de l'océan primordial, le sable blanc est symbole de pureté, d'illumination. Hélas, aujourd'hui, il est impossible de contempler sereinement ce jardin, qui est, après le Byodo-in, le site le plus touristique et le plus bruyant de Kyoto. Comme si le vide faisait peur et qu'il faille le combler par des flots de paroles.

UNE IMPRESSION DE SOLITUDE

Sommet de cette évolution, même s'il n'est pas le dernier en date, voici, au XVI[e], le jardin de thé. C'est le plus discret, le plus effacé des jardins. Jusqu'à ne point exister par lui-même. Chemin, voie qui conduit au pavillon de thé, il est indissociable de son rituel. Situé à l'écart, il dégage une impression de solitude. Outre les lanternes de pierre, la vasque emplie d'eau et sa louche en bambou pour se purifier la bouche et les mains avant la cérémonie, l'élément le plus marquant en est son chemin sinueux et un bosquet d'arbres dérobant l'entrée du pavillon. Les « dalles de passage » conduisent à une petite maison à entrée basse où le maître de thé officiait en présence de quelques disciples ou invités choisis.

Ultime manifestation du génie nippon, le « jardin promenade » réunit, sur un relief accidenté, tous les composants de ses prédécesseurs. L'archétype en est le jardin de la villa Katsura. Vers 1620, l'empereur Toshihito le fit aménager, en un lieu connu pour sa fraîcheur, avec une plate-forme pour admirer le clair de lune. « Jardin promenade » par excellence et hymne au thé avec ses sept pavillons disséminés sur des tertres au-dessus des méandres de l'étang. Nuages de pins éthérés, lanternes posées tels des champignons de pierre, le jardin déploie ses superpositions aériennes, ses rondeurs ombragées. Le vent soufflant à travers les pins est semblable à la harpe qui frémit. Jeux du soleil, de la lumière et du ciel à travers les branches. Les arbres se reflètent sur l'eau tremblante, à moins que ce ne soient les feuilles qui frissonnent sur le lac figé. On va de pierre en pierre, lentement, ce qui favorise la contemplation, l'extase poétique.

Un pont moussu, en dos d'âne, conduit au *shoi-ken,* pavillon de thé dont la paroi coulissante, ouverte, encadre, tel un tableau, un paysage de rizière. Quant au « palais détaché » – comprenez la résidence secondaire du souverain –, il imite, avec ses pièces disposées en zigzag, le vol des oies. De la terrasse, ô délice, on composait un poème chantant le reflet de la lune sur l'étang.

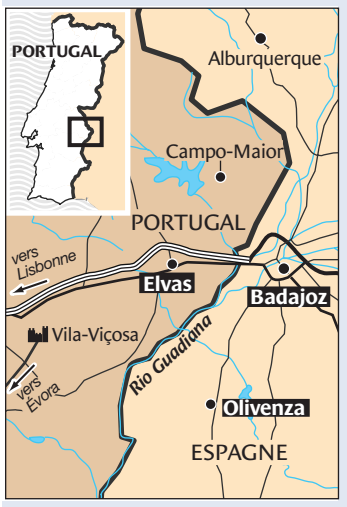
Au Nanzenji, des corridors couverts zigzaguent à travers un jardin de mousse agrémenté d'arbres et de rochers. Les cloisons ouvrent sur le jardin sec d'Enshu Kobori, auquel on attribue ceux de la villa Katsura. Ce qui prouve qu'un même artiste peut s'illustrer dans des genres différents. A l'intérieur, le *tokonoma*, l'alcôve, et le *sho-in-zukuri,* le bureau, une simple planche courant au-dessous de la fenêtre.

Sur fond de montagne et de forêt, deux temples fameux. Au nord-ouest le Kinkakuji ou Pavillon d'or et son jardin en forme de paradis bouddhique. Au nord-est le Ginkajuji ou Pavillon d'argent, point de départ du Chemin des philosophes. Celui-ci vagabonde sur deux kilomètres au pied de la montagne, le long d'un canal. Le philosophe Nishida Kitaro venait y méditer et les étudiants de l'université de Kyoto cherchent toujours l'inspiration à l'ombre des cerisiers et des camphriers.

Danielle Tramard

Week-end « ibérique » à Elvas-Olivença

En Ibérie profonde et vigoureuse, calme mais pimentée, loin de Lisbonne, encore plus de Madrid, aux confins de l'Alentejo et de l'Estrémadure, un triangle de beauté chevauche la frontière luso-hispanique : Elvas-Badajoz-Olivença (Olivenza en espagnol). Ici, des cigognes, par centaines, ont poétisé les nouveaux pylônes électriques filiformes, en nichant dangereusement sur leur cimier ; de là-haut, elles surplombent des cochons roses et noirs en semi-liberté, croquant *ad libitum* les glands des chênaies qu'aimait à peindre l'avant-dernier roi de Portugal, Dom Carlos (1863-1908).



Connue localement aujourd'hui grâce à ses incomparables prunes confites, Elvas était jadis fameuse pour ses agrumes. Lorsque, en 1801, l'Espagne bourbonienne, poussée par Bonaparte, attaqua le Portugal pro-anglais, le général espagnol envahisseur envoya un simple « rameau des Hespérides » à la reine Marie-Louise de Parme, à Madrid, pour signifier qu'Elvas était prise. La guerre, dite désormais « des Oranges », achevée, la cité fut rendue aux Portugais avec son castel maure, son « pont du Gard », gigantesque aqueduc de 7,5 km de long et 843 arches, construit au XVI[e] siècle, et surtout son précieux pilori manuélin en marbre, où l'on exposa longtemps les délinquants.

En revanche, la ville-sœur d'Olivença fut définitivement annexée par les Espagnols, cultivant désormais un irrédentisme de bon aloi autour de la porte des Anges et du palais Cadaval. Le récent Museo etnografico d'Olivença, exceptionnellement riche et bien agencé, résume à merveille la vie et l'art populaires, jadis et naguère, de toute cette contrée binationale.

L'autre pointe du triangle est Badajoz, cité des extrêmes, hispanissime après avoir été islamissime, peu visitée par les étrangers et dont certains monuments insignes, comme une splendide « tour-minaret », ne sont pas encore aménagés pour les visites. En revanche, la cathédrale, qui réussit à être à la fois massive et élégante, montre chaque jour son décor plateresque, ses stalles en bois sculpté de 1557 et sa « tour-clocher ».

de notre envoyé spécial,
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ Le voyagiste Donatello (tél. : 01-44-58-30-81) propose un forfait de 3 jours pour 2 personnes, avec vol régulier Paris-Lisbonne-Paris et petit-déjeuner : 2 900 F (442,07 €) à l'Hôtel Dom-Luis, face à l'aqueduc ; 3 650 F (556,40 €) à la *pousada* (auberge de luxe) Santa-Luiza, dans le vieil Elvas. Ajouter la taxe d'aéroport : 150 F (22,86 €). On peut également visiter le « triangle ibérique » à partir de la ville-étape d'Evora, où l'hôtel-restaurant Ibis est un établissement très recherché en raison de sa situation au pied des remparts, de ses prix modérés et de sa table locale (centrale de réservation en France, tél. 0-803-88-00-00). Lire *Histoire du Portugal*, d'Albert-Alain Bourdon (1994, Chandeigne) ; *Le Portugal musulman (VIII[e]-XIII[e] siècles)* de Christophe Picard (2000, Maisonneuve et Larose) ; le Guide bleu Portugal ; le Guide vert Espagne, avec carte Michelin 940. Renseignements à l'Office portugais du tourisme, 135, bd Haussmann, 75008 Paris, tél. : 01-56-88-30-80.

A TOUS PRIX

■ **1 490 F (227 €) : un week-end « truffe grise » en Haute-Marne,** pour récolter, cuisiner (avec un chef) et savourer cette variété de truffe rare et méconnue. Hébergement dans un hôtel-restaurant de charme situé au centre de Chaumont. Prix par personne pour 2 jours et 2 nuits en chambre double et demi-pension (2 dîners) avec les visites du marché et de la vieille ville, la leçon de cuisine et une démonstration de cavage (recherche des truffes) avec chien truffier. Non compris : le transport jusqu'à Chaumont (gare SNCF et autoroute A5). Réservations auprès de Loisirs Accueil Haute-Marne (téléphone : 03-25-30-39-08) et renseignements sur la région au 03-26-21-85-80.

■ **A partir de 2 370 F (361 €) : un week-end à Calvi,** avec Ollandini Voyages, pour le Festival du vent (www.festival-du-vent.com) qui s'y tient du 20 au 28 octobre. Rencontre fraternelle et euphorique des cultures corses et des cultures du monde entier, il réunit, autour de la parabole du vent, plus de 500 personnalités du sport, du nautisme, de la musique, du spectacle, des arts plastiques et des arts de la rue, de l'industrie, de la science et de l'écologie. Prix par personne pour 3 jours/2 nuits au Grand Hôtel en chambre double avec petits déjeuners, pour les week-ends du 20 au 22 ou du 26 au 28 octobre, avec les vols Paris-Calvi A/R et les transferts. Au départ de Marseille, compter 1 730 F (264 €). Renseignements dans les agences de voyages.

Après plusieurs reports, la remontée du « Koursk » serait imminente

Si les conditions météorologiques le permettent, les équipes qui travaillent depuis des semaines sur l'épave du sous-marin russe pourraient le renflouer entre le 30 septembre et le 2 octobre. Le compartiment des torpilles et des missiles restera au fond au moins jusqu'en mai 2002

Le 12 août 2000, au cours de manœuvres en mer de Barents, la marine russe perdait l'un de ses sous-marins nucléaires d'attaque à la suite d'une explosion. Les raisons de ce drame n'ont jamais été clairement expliquées. Une des hypothèses les plus probables est qu'une torpille défectueuse aurait éventré le compartiment avant. L'épave, à l'intérieur de laquelle se trouvent encore les corps de 106 marins – 12 corps ont déjà été remontés à l'automne 2000 – gît par un peu plus de 100 mètres de fond. Après bien des discussions avec des sociétés spécialisées dans le renflouage, les Russes ont confié la récupération du *Koursk*, sans sa partie avant, à deux firmes hollandaises, Mammoet et Smit-Tak. Le chantier, colossal, a déjà donné lieu à la séparation des parties avant et arrière. Celle-ci, lourde de 18 000 tonnes, sera lentement remontée par les vérins d'une barge à laquelle elle se fixera. La barge conduira l'épave vers le port russe de Rosliakovo, au nord de Mourmansk, où elle sera mise en cale sèche pour examen.

MOSCOU
correspondance

L'opération de renflouage du *Koursk*, le sous-marin nucléaire russe qui a coulé en mer de Barents le 12 août 2000, n'a cessé d'être reportée, pour des raisons tantôt techniques, tantôt météorologiques. Si ce n'est les deux simultanément. *« Nous n'avons pas de problème technique, tout dépendra des conditions météorologiques »*, affirmait, lundi 24 septembre, le vice-premier ministre, Ilia Klebanov. Les dernières dates retenues pour la remontée du sous-marin se situent entre le dimanche 30 septembre et le mardi 2 octobre. Mais au même moment, le chef du service de presse de la flotte du Nord indiquait que les plongeurs étaient confrontés à de nouvelles difficultés : faute de matériel adéquat, ils étaient obligés de dégager à la main certains des vingt-six trous dans lesquels ont été installés les « paniers » accueillant les câbles destinés à soulever le bâtiment.

En mai, l'échéance avait été fixée au 20 septembre. Le renflouage proprement dit devait commencer le 15 et la mise en cale sèche devait avoir lieu quelques jours plus tard. Mais, à mesure que le mois d'octobre et ses mauvaises conditions climatiques approchent, la certitude de voir le *Koursk* sortir des eaux cette année n'en est plus une. Les autorités n'en restent pas moins sûres de leur fait : pas question de reporter l'opération au printemps 2002.

CHANGEMENT DE PARTENAIRE

Le 22 août 2000, dix jours après le naufrage, la marine russe avait fait une promesse aux familles des 118 victimes : elles pourraient récupérer les corps. Certes pas immédiatement. L'opération prendrait *« au moins deux mois, le temps de remonter le* Koursk *»*, avait-on alors averti. Le président, Vladimir Poutine, avait fait preuve de la même détermination en s'adressant aux familles à Vidiaïevo, près de Mourmansk : *« Il y a déjà quatre sous-marins nucléaires au fond de la mer*, avait-il dit. *Celui-ci, nous devons essayer de le remonter ; cela prendra le temps nécessaire, nous ne l'abandonnerons pas. »* Un peu plus de deux mois plus tard, douze corps étaient remontés à la surface tandis que le sous-marin gisait toujours par plus de cent mètres de fond. Mais, chose promise : il serait remonté à la fin de l'été 2001, dès que les conditions climatiques le permettraient.

Pendant six mois, les autorités russes vont négocier avec un consortium international, composé de la filiale norvégienne de la compagnie américaine Halliburton et de deux firmes néerlandaises, dont Smit-Tak. En mai, les pourparlers achoppent : les compagnies étrangères refusent de commencer les travaux sans recevoir un acompte, et aucune des deux parties n'accepte de se porter garante en cas d'accident nucléaire. Le consortium suggère donc d'ajourner l'opération à l'été 2002, le temps de trouver un accord.

C'est sans compter avec la détermination de la partie russe, qui ne veut absolument pas entendre parler d'un report. Exit, donc, le consortium. Les autorités russes ont une autre carte dans leur manche, la firme hollandaise Mammoet, qui propose immédiatement ses services avec l'un des partenaires du consortium refoulé, Smit-Tak. Un contrat est signé sur-le-champ, l'opération doit se dérouler sur trois mois et aboutir le 20 septembre. Alors que le consortium avait fixé son prix à 70 millions de dollars, Mammoet aurait accepté de réaliser l'opération pour une moindre somme. *« Cinq à sept millions de moins ? »*, demandait en mai l'hebdomadaire *Vlast* à Viatcheslav Zararov, le représentant de la firme en Russie. *« Secret commercial, mais ça a pu jouer »*, répondait celui-ci en avouant que Mammoet n'avait pas discuté des garanties de paiement.

Les détracteurs de l'opération critiquent notamment le fait qu'elle se déroule en deux étapes : le découpage du premier compartiment, à l'avant du sous-marin, a accumulé les retards. Certains spécialistes voient dans cette manœuvre une façon de laisser au fond de l'eau les éléments qui permettraient de déterminer les causes de l'accident. A quoi le directeur du bureau Roubine, qui a conçu le *Koursk*, répond que cette étape était indispensable : faute de savoir si cette partie resterait fixée à l'ensemble du bâtiment pendant la remontée, mieux valait la décrocher afin qu'elle ne déséquilibre pas le reste du sous-marin.

D'ailleurs, a précisé Igor Spasski, le directeur de Roubine, la partie avant du sous-marin sera elle aussi renflouée, en mai et juin 2002, une opération réalisée par les Russes avec une implication étrangère *« minimale »*. Quant au danger que représentent les missiles et torpilles restant dans ce premier compartiment, il est inexistant, selon M. Spasski, puisque, assure-t-il, *« toutes les torpilles ont explosé pendant la catastrophe »*. Une affirmation que l'association écologiste norvégienne Bellona met en doute. *« Nous ne pouvons pas être certains que le premier compartiment a été complètement découpé »*, a affirmé une responsable de Bellona à l'Agence France-Presse. La partie inférieure du submersible est en effet enfoncée dans la vase. Or, s'il reste des points d'attache, *« on ne peut pas savoir ce qui se passera avec les torpilles »* au début du renflouage, estime l'association écologiste.

130 MILLIONS DE DOLLARS

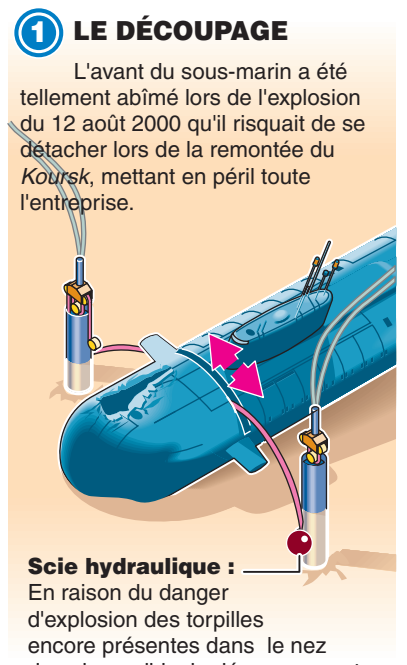
Des experts norvégiens ont effectué récemment des relevés de radioactivité, et un représentant de l'agence gouvernementale norvégienne de protection contre les radiations a indiqué qu'il n'y avait *« pas de raisons de ne pas croire l'information »* fournie par ses collègues russes, selon laquelle l'opération sera sûre. Et *« encore moins depuis que les contrôles menés par les experts norvégiens les ont confirmées »*.

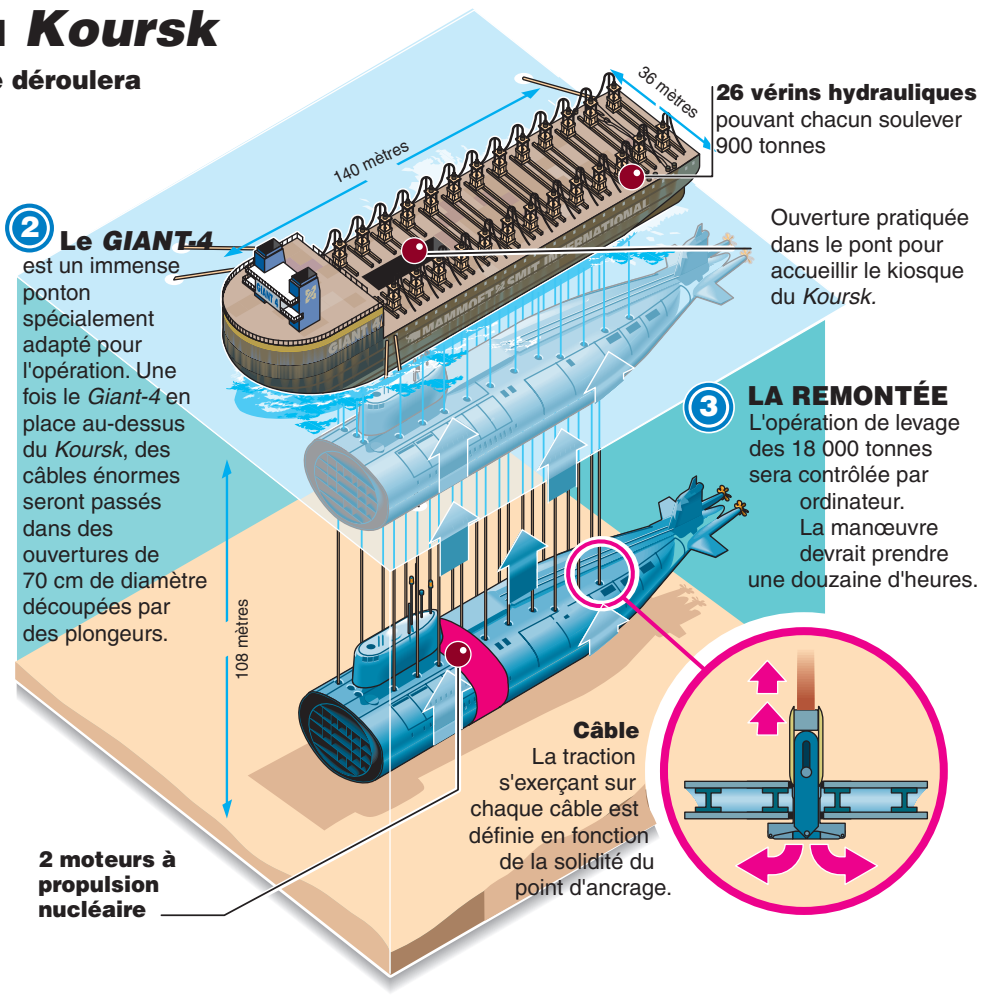
Il est prévu que la remontée du sous-marin à la surface prenne dix à douze heures, son transfert jusqu'au chantier naval de Rosliakovo trois jours et la mise en cale sèche deux jours supplémentaires. L'opération, dont le coût total s'élève à 130 millions de dollars, selon M. Spasski, doit donner lieu à une vaste opération de relations publiques. Le Palais des Glaces, palais de la culture de Mourmansk, accueille un immense centre international de presse, où se sont fait accréditer 1 150 journalistes de trente pays différents. Mais ces locaux restent pratiquement vides pour l'instant et risquent d'être moins fréquentés que prévu, de nombreux correspondants étrangers en Russie étant partis pour l'Asie centrale afin de couvrir les préparatifs de l'opération militaire américaine en Afghanistan.

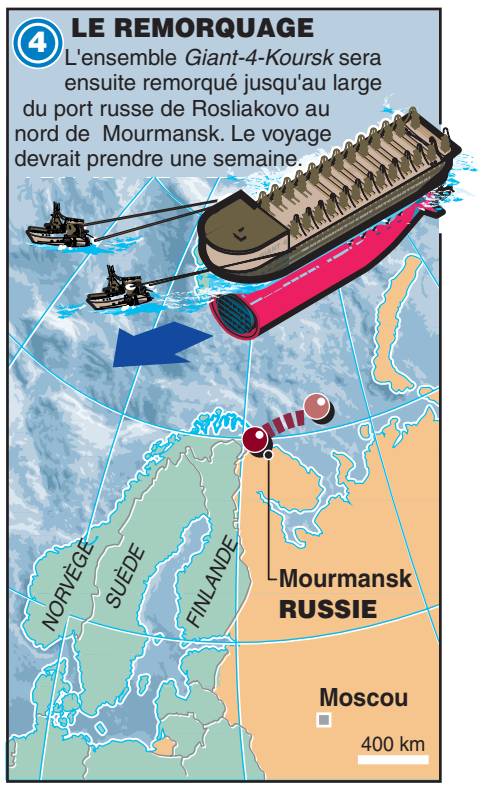
Marie-Pierre Subtil

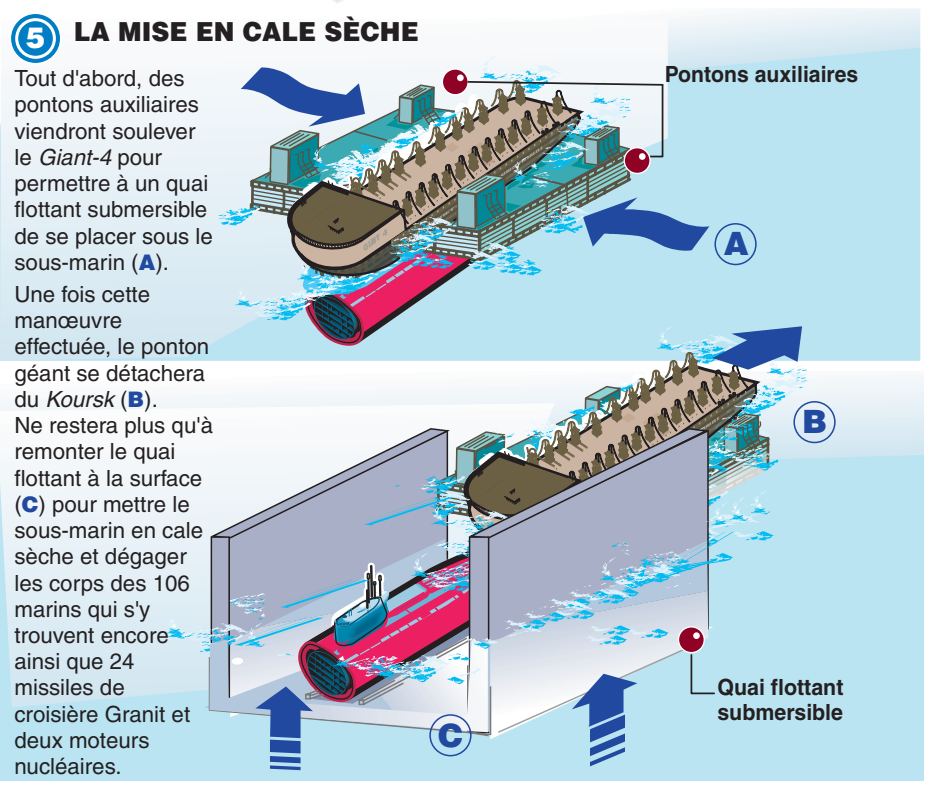
Le renflouage du *Koursk*

Une opération en 5 étapes qui se déroulera sur 2 à 3 semaines









Un précédent américain, il y a vingt-sept ans

L'OPÉRATION russo-néerlando-norvégienne de récupération du *Koursk* a un précédent, qui remonte à l'été 1974. Cette année-là, en effet, les Etats-Unis ont tenté de remonter à la surface un sous-marin de l'ex-URSS qui, six ans auparavant, avait sombré dans le Pacifique avec tout son équipage et quelques missiles nucléaires mer-sol à son bord.

Le sous-marin en question appartenait à la classe G de la flotte soviétique : un bâtiment de 2 700 tonnes de déplacement, à propulsion classique (diesel/électrique), conçu en 1958 et capable de lancer – mais en surface – trois missiles stratégiques logés verticalement à l'arrière du massif. Depuis, la marine soviétique, et la marine russe qui lui a succédé, a fait des progrès et s'est inspirée des performances propres aux « sous-marinades » occidentales.

En 1968, le sous-marin coule, par 5 000 mètres de fond, à environ 1 400 kilomètres au nord-ouest d'Oahu, l'île volcanique la plus peuplée de l'archipel de Hawaï où les Américains ont installé leur base de Pearl Harbor, proche d'Honolulu. Au moment du naufrage, des navires croisant dans les parages détectent des explosions qui resteront inexpliquées. L'état-major de l'ex-URSS ne se précipite pas pour sauver son bateau.

LA CIA ET HOWARD HUGUES

Six années s'écoulent et, à l'été 1974, les Etats-Unis vont organiser la plus grande opération de l'histoire du renseignement naval dans le monde. C'est le projet baptisé « Jennifer ». La Central Intelligence Agency (CIA) prend l'affaire en main. Avec l'appui d'un homme d'affaires américain, Howard Hugues, plus connu dans les milieux du cinéma et de l'aviation, la CIA organise une expédition secrète de récupération du sous-marin. Elle passe un accord avec le milliardaire, dont elle apprécie le goût extrême du secret et le patriotisme, pour utiliser un navire spécialisé, le *Glomar-Explorer*. C'est un bâtiment de 36 000 tonnes, officiellement présenté comme étant à vocation scientifique, doté de moyens de positionnement dynamique précis et d'outils de levage très puissants pour, dit-on, ramener des nodules de manganèse de l'océan. Le *Glomar-Explorer* appartient alors à l'entreprise Summa Corporation, constituée pour l'occasion par la CIA et Howard Hugues.

Que s'est-il réellement passé ? Nombre des aspects de cette aventure sont restés dissimulés. Pour les uns, la tentative de récupération a échoué. Les services de renseignement ont sans doute intérêt, après coup, à accréditer cette thèse pour laisser Moscou dans l'incertitude de ce que Washington a ou non recueilli. Pour d'autres, le *Glomar-Explorer* a rempli une partie de sa mission. Il serait parvenu à remonter à la surface un tiers du sous-marin, avec les cadavres de soixante-dix des membres d'équipage.

Filmée par la CIA, la cérémonie chère à tous les marins du monde, qui consiste à immerger les corps, au besoin avec les honneurs militaires, a bien eu lieu et elle serait la preuve du succès de l'opération. Cependant, les deux tiers restants du sous-marin, qui contenaient la centrale de navigation, les missiles, les codes et les installations de communications, se seraient, de nouveau, enfoncés dans l'océan pendant l'opération, au grand dam des Américains.

Début 1975, bizarrement, les bureaux de la Summa Corporation ont été cambriolés et des documents ont disparu. Etait-ce en rapport avec le projet « Jennifer » ? Quoi qu'il en ait été, le coût de l'opération a été estimé à 300 millions de dollars, à l'époque 1,345 milliard de francs.

Jacques Isnard

Plan d'évacuation à Rosliakovo

« Les récents événements aux Etats-Unis ont montré qu'en aucune circonstance il ne faut perdre sa vigilance. Même si la probabilité qu'il y ait une urgence est de un sur mille, nous devons être prêts »*, a expliqué l'un des participants à une réunion organisée, jeudi 20 septembre, sur l'éventuelle évacuation des habitants de Rosliakovo, la petite ville où le *Koursk* sera examiné pendant plusieurs mois. Même s'il n'a donné lieu jusqu'à présent à aucun exercice, ce plan a été prévu par l'administration de la région de Mourmansk pour parer à toute fuite radioactive. En cas d'urgence, 88 cars et des trains transporteront les habitants (ils sont 12 000 à Rosliakovo même) dans 76 hôtels de la région. Ce plan *« ne doit en aucun cas semer la panique au sein de la population ou devenir un sujet de spéculation,* a assuré un des responsables. *Nous voulons être bien préparés face à la menace hypothétique d'une contamination radioactive ».

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix
RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER
MATELAS ● SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans
Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulon - Diva - Burnas - Duvivier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE
MOBECO
239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 j/7

Amélioration et réchauffement

JEUDI. La grisaille présente en début de journée va se déchirer en cours de journée, favorisant les éclaircies et la remontée des températures, en dernier lieu près des frontières belge et allemande.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. De la grisaille est présente par plaques en début de journée. Elle se désagrège et le ciel devient bien ensoleillé malgré des nuages d'altitude sans conséquence. Le vent de sud souffle modérément sur le Finistère. Il fait de 19 à 23 degrés.

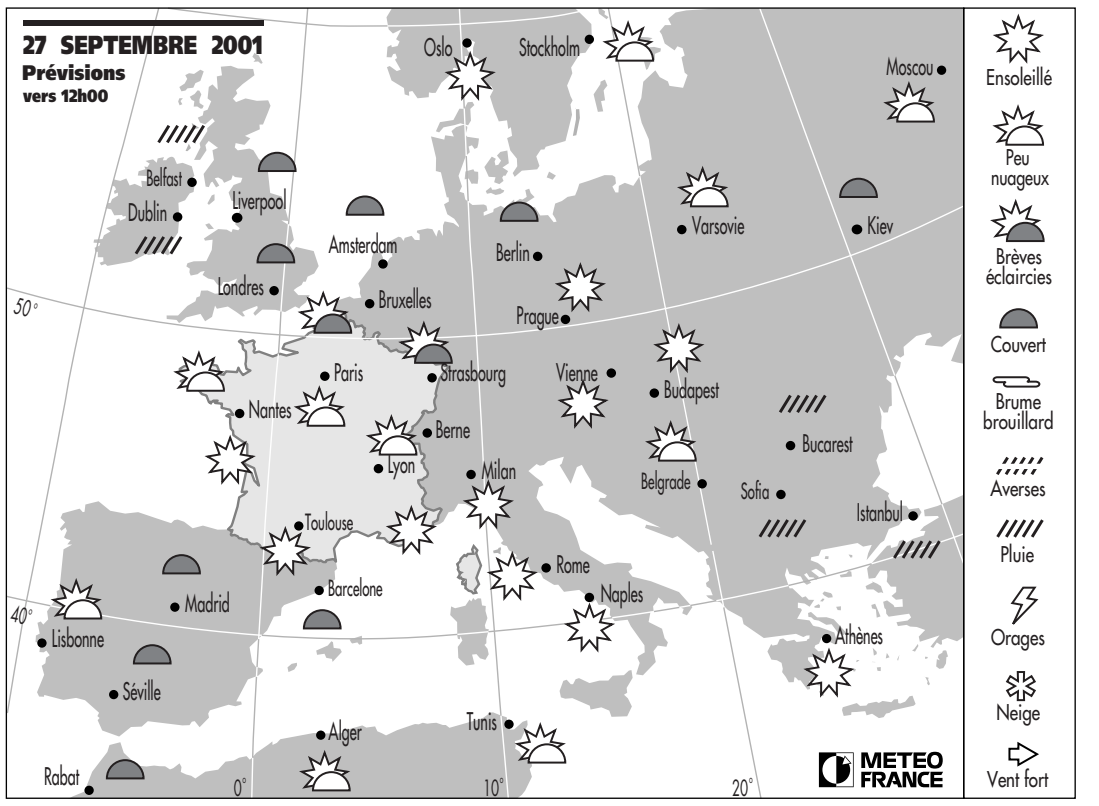
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La grisaille est fréquente en matinée, parfois sous forme de brouillard au sud de la Loire. De petites pluies se produisent encore le long de la frontière belge. En journée, de belles éclaircies se développent, d'abord dans le Centre puis en Ile-de-France, en dernier lieu du Nord aux Ardennes. Il fait de 19 à 22 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel assez gris en matinée de la Champagne à l'Alsace se montre brumeux avec des nappes de brouillard sur le sud de la Bourgogne et de la Franche-Comté. En journée, le ciel s'éclaircit par le sud et l'après-midi est agréable. Il fait de 18 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Les brouillards peuvent être assez denses en matinée. Après leur dissipation, le soleil brille largement. Il fait de 23 à 27 degrés du nord au sud.

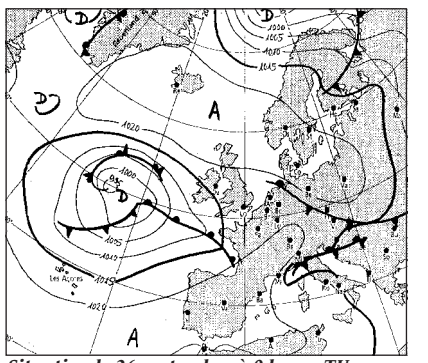
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Des nappes brumeuses enveloppent les fonds de vallée en début de journée. Le soleil brille déjà en montagne et se généralise aux régions de plaine au fil des heures. Il fait de 20 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Beau temps même si des entrées maritimes dispersées peuvent retarder l'arrivée du soleil en Languedoc ou sur la Côte d'Azur. Il fait de 21 à 24 degrés.

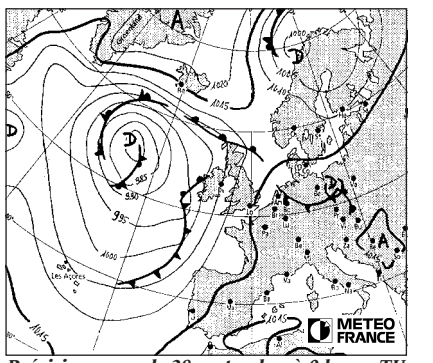


PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		NANCY	9/19 N	POINTE-A-PIT.	26/33 S	KIEV	8/12 C	VENISE	11/18 S	LE CAIRE	23/34 S
AJACCIO	12/23 S	NANTES	9/20 S	ST-DENIS-RÉ.	18/27 S	LISBONNE	14/23 S	VIENNE	10/17 S	NAIROBI	16/28 S
BIARRITZ	14/24 S	NICE	14/22 S	**EUROPE**		LIVERPOOL	14/17 C	**AMÉRIQUES**		PRETORIA	12/25 S
BORDEAUX	10/22 S	PARIS	11/19 S	AMSTERDAM	11/17 C	LONDRES	14/18 C	BRASILIA	20/29 C	RABAT	18/24 C
BOURGES	7/20 S	PAU	7/23 S	ATHENES	21/27 S	LUXEMBOURG	9/17 S	BUENOS AIR.	9/17 S	TUNIS	18/28 S
BREST	12/18 S	PERPIGNAN	13/23 S	BARCELONE	17/22 C	MADRID	12/23 C	CARACAS	26/33 S	**ASIE-OCÉANIE**	
CAEN	13/19 S	RENNES	10/21 S	BELFAST	12/16 P	MILAN	11/20 S	CHICAGO	9/16 S	BANGKOK	24/32 P
CHERBOURG	12/18 S	ST-ETIENNE	6/21 S	BELGRADE	10/16 S	MOSCOU	0/11 S	LIMA	15/17 C	BEYROUTH	24/29 S
CLERMONT-F.	6/21 S	STRASBOURG	9/20 N	BERLIN	11/16 C	MUNICH	7/17 S	LOS ANGELES	17/23 S	BOMBAY	26/31 P
DIJON	7/20 S	TOULOUSE	8/23 S	BERNE	6/20 S	NAPLES	14/23 S	MEXICO	13/19 C	DJAKARTA	28/30 P
GRENOBLE	7/22 S	TOURS	7/20 S	BRUXELLES	13/18 S	OSLO	4/13 S	MONTREAL	11/18 S	DUBAI	29/38 S
LILLE	11/18 N	**FRANCE outre-mer**		BUCAREST	11/15 P	PALMA DE M.	17/24 P	NEW YORK	15/21 S	HANOI	26/33 C
LIMOGES	7/19 S	CAYENNE	24/31 S	BUDAPEST	10/15 S	PRAGUE	8/18 S	SAN FRANCIS.	12/17 S	HONGKONG	25/30 C
LYON	6/21 S	FORT-DE-FR.	25/32 C	COPENHAGUE	9/13 C	ROME	11/22 S	SANTIAGO/CHI	6/12 C	JERUSALEM	22/30 S
MARSEILLE	12/22 S	NOUMEA	20/26 S	DUBLIN	13/17 P	SEVILLE	17/25 C	TORONTO	8/14 C	NEW DEHLI	23/38 S
				FRANCFORT	8/17 C	SOFIA	9/15 P	WASHINGTON	12/21 S	PEKIN	15/21 S
				GENEVE	7/18 S	ST-PETERSB.	7/11 C	**AFRIQUE**		SEOUL	18/27 S
				HELSINKI	7/10 S	STOCKHOLM	5/14 S	ALGER	19/27 S	SINGAPOUR	27/30 P
				ISTANBUL	17/24 P	TENERIFE	23/28 S	DAKAR	27/32 S	SYDNEY	12/19 C
						VARSOVIE	4/13 S	KINSHASA	21/33 S	TOKYO	19/26 C



Situation le 26 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 28 septembre à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** Singapore Airlines lance le *spacebed*, le plus grand siège modulable en lit jamais installé dans une classe affaires. Long de 1,98 m sur 0,68 m de large, il comporte un coussin conçu par la NASA qui épouse la forme du corps du passager. Il sera proposé fin novembre sur les vols Londres-Singapour et, au printemps 2002, sur les vols au départ de Paris.

■ **ALLEMAGNE.** Charme campagnard assuré dans les 62 établissements labellisés « Landidyll », du lac de Constance à la mer Baltique. Atmosphère familiale, service individualisé, respect de l'environnement, cuisine de qualité, chambres libérées à 14 heures et réservation centralisée sont les atouts annoncés. Le forfait « Landidyll, joie de vivre » coûte 345 marks (176 €) pour deux nuitées avec petit déjeuner, cocktail de bienvenue et dîner. Tél. : 0049/ 911-305-850 ; Internet : www.landidyll.de.

JARDINAGE

Tableaux d'automne au jardin

LA BRUME qui enveloppe le jardin chaque matin annonce le soleil pour la mi-temps de la journée. Elle assombrit les couleurs du fouillis d'un paradis délaissé depuis trop longtemps, envahi par les plantes, dont certaines sont nées au hasard des semis naturels. Un vieux poirier William rivalise avec une vigne vierge proche : ses feuilles sont d'un orange cuivré splendide à travers lequel perce le jaune pur de grands œnothères qui, la nuit venue, embaument à l'entour. Les grands hostas blancs et parfumés sont encore en fleurs, les asters bleus et mauves le sont aussi, dont les tiges culminent à un bon mètre cinquante.

Ces couleurs vibrent, se détachent sur le vert sombre d'un if qui doit bien avoir deux siècles et ne cesse de s'étaler, certaines de ses branches latérales rejoignant presque sa cime, qui peine à s'élever, en sorte qu'il forme naturellement une boule ! Un grand rosier liane Wedding Day planté à son pied a réussi à lancer deux branches à travers sa ramure relativement aérée : çà et là, elles traversent l'if et redescendent en cascade, égayant ce vert épinard un peu sévère. Fin juin, début juillet, les fleurs du rosier s'épanouissent, d'abord blanches puis rose vineux. Elles tiennent un mois et sont bien trop haut perchées pour qu'on sache si elles sont ou non parfumées. Bientôt, des grappes de fruits rouges prendront le relais et tiendront presque tout l'hiver s'il ne gèle pas trop fort. L'if ne craint rien, son bois est solide et il contraint la végétation exubérante en d'autres situations de ce rosier liane.

Au pied d'un grand pommier voisin, une clématite montana a été plantée. Elle l'a pris d'assaut, a recouvert ses branches les plus hautes à la façon des ficus étrangleurs des tropiques. Ses pousses volubiles retombent gracieusement et, chaque printemps, les fleurs de cette liane robuste prennent le relais de celles du pommier. Sans doute va-t-il falloir conjuguer cette floraison au passé, car une grande branche du fruitier s'est cassée net, entraînant dans sa chute une bonne moitié de la clématite. Cassée net, cette branche plus grosse qu'un bras ! Par chance, personne ne passait dans l'allée qu'elle ombrait délicieusement. La clématite est hors de cause, car ce pommier était déjà bizarre quand il a été décidé avec un jardinier voisin d'en faire l'hôte de cette clématite.

Il est planté chez lui, de l'autre côté d'un mur de pierres, face au sud, mais cet espalier, laissé libre de pousser comme il l'entendait depuis qu'il a été planté, il y a au moins cinquante ans, vu la taille de son tronc, a lancé de hautes branches qui lui ont fait perdre la silhouette contrainte des fruitiers conduits par la taille. Sans doute entée sur un porte-greffe vigoureux, cette reinette du Canada a poussé avec la vigueur que l'on connaît de toujours à cette ancienne variété idéale pour faire les tartes Tatin. Son écorce était déjà fendue en de multiples endroits, des fentes qui courent sur deux ou trois mètres le long du tronc et des branches maîtresses, identiques à celles d'un autre espalier, d'une variété inconnue, affranchi lui aussi de toute taille depuis des décennies, planté à quelques mètres. La terre dans ces jardins normands est lourde, détrempée l'hiver, car la nappe phréatique affleure le sol et remplit une mare toute proche. Les frênes et les aulnes y poussent comme du chiendent et certaines plantes y végètent (iris des jardins, par exemple) tandis que d'autres, réputées détester terres lourdes et humidité stagnante, y prennent des proportions étonnantes, comme les sauges officinales, qui s'étalent sur plus d'un mètre cinquante de diamètre, chaque branche touchant la terre s'enracinant et étoffant sans cesse le pied d'origine.

C'est le moment de planter les bulbes de printemps

Installés maintenant au jardin, les bulbes de printemps auront le temps de convenablement s'enraciner avant l'hiver. Plantés plus tard, ils fleuriront bien sûr, mais puiseront l'essentiel de ce dont ils ont besoin pour pousser dans le bulbe lui-même, ce qui bien souvent les épuise, au point qu'ils fleurissent beaucoup moins bien l'année suivante. C'est particulièrement vrai pour les narcisses, les jonquilles et les iris de Hollande. C'est aussi le moment de diviser les vieilles plantations de narcisses et de tulipes quand on est capable de retrouver l'endroit où ils poussent, faute de quoi on risque de trancher net les bulbes qui sont sous terre. Le mieux est alors d'attendre la fanaison pour les diviser. Certains jardiniers arrachent d'ailleurs leurs bulbes chaque été pour les replanter chaque automne. Si vous acheter des oignons de tulipes, de narcisses, de jacinthes, de crocus maintenant, ne cédez pas trop à la tentation de choisir le calibre le plus fort.

Est-ce l'excès d'eau nitratée qui a fait éclater ces troncs de pommier ?

Est-ce cet excès d'eau abondamment nitratée par les cultures agricoles avoisinantes (à peine remplie, la mare est envahie d'algues vertes) qui a fait éclater ces troncs de pommiers ? En tout cas, la reinette du Canada est condamnée. Et la clématite ? Elle pourra toujours courir sur le faîte du mur qu'elle se partagera avec un rosier excelsa dont la longue floraison de pompons rouges prendra le relais dès la mi-juillet. Ce rosier obtenu de bouture pousse là depuis on ne sait combien de temps. Il a lui aussi les pieds dans l'eau depuis toujours, pendant six mois de l'année. Ce n'est pas pour lui déplaire, vu qu'il n'attrape quasiment jamais l'oïdium, qui ravage cette variété de rosier dès qu'elle est plantée contre un mur ensoleillé.

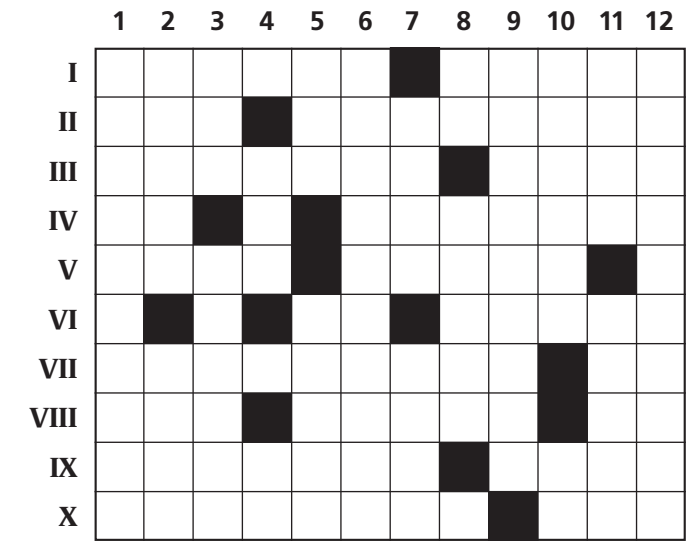
Cette petite allée ombragée par un pommier et une clématite, bordée côté mur par une grande ligne de fuchsias surplombés par le rosier excelsa, de l'autre par des hostas, des reines des prés, des fougères aigles, des iris de Sibérie, des bégonias evansiana, va changer de physionomie en devenant ensoleillée quand les pommiers auront disparu, ce qui ne saurait tarder. Ce pourrait être fatal pour certaines des vivaces qui la soulignent. Par chance, la terre n'y est jamais sèche, même en plein cœur de l'été, grâce à l'eau de la nappe phréatique toujours proche. Et peut-être pourra-t-on convaincre l'ami jardinier voisin de planter d'autres arbres. L'endroit est protégé des vents froids. Et si l'on essayait un abricotier à floraison tardive ?

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 227

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Bien dégagé sur le dessus. Bien dégagé... et il a réussi à sauver sa peau. - II. Garniture du chef. A plus de chance d'être rencontré que sa dame. - III. Que l'on a pu voir. Fait les choses à moitié. - IV. Grade. Dessous personnel et familier. - V. Essence africaine. Visible après usage. - VI. Dieu solaire. Etre couché... de plus en plus rare. - VII. Difficile de lui résister. Dans le primaire. - VIII. Force paramilitaire. A la situation en main. Le titane. - IX. On peut la donner sans la partager. Déplacement dans les airs. - X. Pour tout le pays. Baie nippone.

VERTICALEMENT

1. S'oppose à tout avancement. - 2. Chauve, le pied dans l'eau en Louisiane. Rude après retournement. - 3. Fait circuler l'information du monde. Reprend des forces. - 4. Mesure sur le terrain. Conjonction. - 5. Pour se comparer aux plus forts sur le terrain. Rapport de tailles. - 6. Emission à éviter en public. - 7. Triste sire. Victoire napoléonienne. - 8. Personnel. Entre terre et récif corallien. - 9. Restes. - 10. Font partie de la famille. Lent dans ses déplacements. - 11. Sous pression pour être servi. Manifestation morbide. - 12. On va finir par s'ennuyer avec elle.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 226

Horizontalement

I. Dollar. Euros. - II. Ivoire. Prépa. - III. Libération. - IV. Apéro. Eg. Ici. - V. Tar. Sarouals. - VI. Araser. Nîmes. - VII. Té. Ouste. Emâ (âme). - VIII. CNR. OSEN. - IX. Oira. Pies. Nt. - X. Nourrissante.

Verticalement

1. Dilatation. - 2. Ovipare. Io. - 3. Lobera. Cru. - 4. Lier. Sonar. - 5. Arroseur. - 6. Réa. Ars. Pi. - 7. Ter. Tris. - 8. Epigone. Es. - 9. Uro. Ui. Osa. - 10. Reniâmes. - 11. Op. Clément. - 12. Salissante.

BRIDGE

N° 1963

LE BLACKWOOD

Cette donne a été choisie par l'Américain Easley Blackwood (qui avait inventé la fameuse convention qui porte son nom) pour illustrer le jeu d'élimination.

	♠ V 6 3 ♡ A 4 ◇ A R 6 ♣ A V 9 7 4	
♠ R D 9 8 5 4 ♡ 5 2 ◇ 2 ♣ R D 5 2	N O E S	♠ 7 ♡ D V 7 ◇ D V 10 9 7 4 ♣ 10 8 3
	♠ A 10 2 ♡ R 10 9 8 6 3 ◇ 8 5 3 ♣ 6	

Ann. : N. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
–	1 ♣	1 ◇	1 ♡
1 ♠	2 ♣	passe	2 ♡
passe	4 ♡	passe	passe...

Ouest a entamé le 2 de Carreau. *Comment Sud a-t-il gagné* QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse

Comment éviter de perdre deux Piques, un Cœur et un Carreau si le mariage à Pique est en Ouest, comme les enchères semblent l'indiquer ?

Le premier objectif est d'affranchir le Valet de Trèfle (après deux coupes) si le Roi et la Dame sont troisièmes : après avoir pris l'entame avec le Roi de Carreau, le déclarant tire l'As de Trèfle et coupe un Trèfle. Il remonte au mort grâce à l'As de Cœur et coupe une seconde fois Trèfle. Il joue alors le Roi de Cœur et rejoue Carreau (peu importe que Ouest coupe s'il a le troisième atout, car il le fera dans le vide). *Sud joue maintenant le quatrième Trèfle* dans l'intention de le couper (si c'est Est qui a le Roi quatrième) et de jouer une troisième fois atout pour un éventuel placement de main sur Ouest (si celui-ci a le dernier Cœur). Est ne fournissant pas au quatrième tour à Trèfle, *Sud défausse son dernier Carreau.* Grâce à ce jeu de perdante sur perdante, il laisse la main à Ouest, qui est obligé de jouer Pique. Sud prend le Roi de Pique avec l'As et continue Pique afin d'affranchir le 10 ou le Valet...

Notons que, si Sud est certain que Ouest a Roi Dame de Pique, il peut couper le quatrième Trèfle et jouer le 2 de Pique. Ouest prendra et devra rejouer Pique, Est fera encore un atout et un Carreau.

LE COUP DE CŒUR

Cette donne a été publiée par North dans *Bridge Magazine*. Mettez-vous à la place de Sud et cachez les mains d'Est–Ouest.

	♠ V 9 7 ♡ 7 2 ◇ R V 6 4 2 ♣ A D 10	
♠ 4 2 ♡ R D 10 9 ◇ 10 7 32 ♣ 8 7 6 3	N O E S	♠ 3 ♡ A V 8 6 4 ◇ A D 9 8 5 ♣ A D 9 8 5
	♠ R D 10 8 6 5 ♡ 5 3 ◇ 5 3 ♣ RV 9 5 26	

Ann. : N. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
–	passe	1 ♡	1 ♠
2 ♡	3 ♠	4 ♡	4 ♠
passe	passe	contre	passe...

Ouest a entamé le Roi de Cœur pris par l'As d'Est, qui a contre-attaqué le 4 de Trèfle. *Comment Sud a-t-il gagné* QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères

Les enchères à saut montrent plus une bonne distribution que la force du jeu. Si Ouest ne soutient pas à « 2 Cœurs », Nord justifie le « contre » au lieu du cue-bid.

Philippe Brugnon

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

ARTS La Bibliothèque nationale de France accueille le congrès de l'Alliance graphique internationale et, dans ses coursives du haut-de-jardin, une exposition réunissant les travaux récents de quelque deux cents professionnels membres de cette association. ● TOUS LES REGISTRES de cette discipline, du plus minutieux au plus synthétique, de la maquette d'édition à l'affiche en passant par la signalétique urbaine, y sont représentés. ● L'ALLIANCE graphique internationale, fondée à Paris en 1951, compte aujourd'hui 350 membres issus de 28 pays et devrait chercher à élargir son recrutement aux pays émergents tout en confortant le rôle social du graphisme dans un monde saturé de logos. ● LA GALERIE Anatome, devenue en deux ans le point de rencontre parisien d'un public d'étudiants et d'amateurs des arts graphiques, a invité cent vingt-sept signatures à s'emparer de l'image de la tour Eiffel.

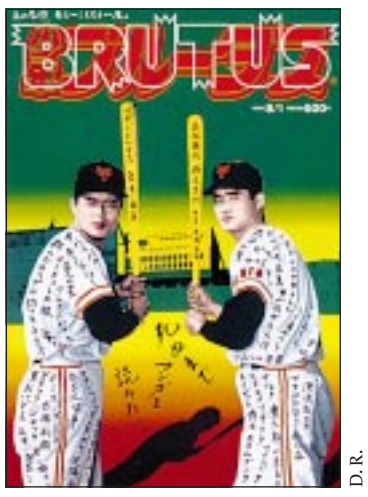
Artistes du signe, les graphistes travaillent le sens de l'image

Réunis du 27 au 29 septembre à la Bibliothèque nationale de France, où une exposition présente la diversité de leurs métiers, les membres de l'Alliance graphique internationale veulent préciser leur rôle dans un monde saturé de messages visuels et conforter leur éthique professionnelle

TOUT LE MONDE connaît le slogan *« I Love New York »*, et nul n'ignore le cœur dessiné, en 1975, par Milton Glaser, fameux graphiste new-yorkais, qui vient de corriger son image : le cœur est blessé, endeuillé d'une marque noire, et le graphiste a ajouté ces mots : « *more than ever* » (*plus que jamais*). Sur le site de l'American Institute of Graphic Arts (www.aiga.org), ouvert aux messages depuis les attentats du 11 septembre, la Française Jeanne Verdoux a, elle aussi, révisé le logo, mais plus radicalement, en éclaboussant de sang les lettres noires, N Y, restées debout.

Qui sont les graphistes, quel peut être leur rôle dans une société dominée par l'image, par la multiplication des signes ? Dans un monde où le commerce, les forces politiques, les communautés culturelles, les institutions disposent d'outils similaires, mais de moyens sans proportion, pour désigner, informer, repérer, faire savoir, et parfois manipuler leurs publics, comment les artistes du signe peuvent-ils conforter leur identité, assumer leur rôle en respectant une ligne éthique ? Au-delà des échanges festifs ou strictement professionnels prévus durant les journées qui les réunissent en congrès à Paris, les membres de l'Alliance graphique internationale (350 personnes, 28 pays) aborderont ces thèmes. L'actualité les y oblige, leur histoire les y incite.

MICHAL BATORY



D.R.

JAMES VICTORE

A gauche : « Bertolt Brecht, The Blind Talk of a Way Out », sérigraphie du Français Michal Batory (1997) réalisée pour le centenaire du dramaturge. A droite, en haut : couverture de la revue japonaise « Brutus », par Tadanori Yokoo (1999). En bas : « Disney Go Home », sérigraphie de l'Américain James Victore (1999), placardée autour de Times Square, à New York.

S'OUVRIR AUX PAYS DÉFAVORISÉS

De quoi voulait témoigner ce mince rassemblement – deux graphistes suisses et trois français –, formé à Paris en 1951 et qui a su au long des années se maintenir et s'ouvrir à d'autres pays ? *« C'était au lendemain de la guerre, ils étaient unis par un fort besoin d'échanger,* rappelle Pierre Bernard, qui participe à l'accueil de ses confrères dans la capitale. *Des individus qui avaient joué un rôle dans l'union contre le nazisme ressentaient l'urgence de fonder une pratique nouvelle en Europe et voulaient affirmer la fonction sociale du graphisme. L'affiche, la typographie, ces métiers existaient avant guerre ; mais il s'agissait pour eux de prendre conscience que les signes ont une valeur, qu'il faut apprendre à les manier. »*

Si les pays les mieux représentés dans l'association sont les Etats-Unis (beaucoup d'Américains n'ont pas fait le voyage de Paris), la Suisse, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, où les courants modernistes sont demeurés les plus puissants, certains membres, au sein de ce « club » qui s'auto-sélectionne, voudraient faciliter plus activement l'arrivée de nouveaux pays, comme la Corée et la Chine, ou d'autres pays moins favorisés.

Par un raccourci fidèle à l'esprit des fondateurs, ces graphistes indépendants qui, dans les pays riches, se tiennent le plus souvent à l'écart du commerce et de la publicité, et travaillent de préférence pour le secteur culturel ou le domaine des idées, l'édition, les grandes causes, se retrouveraient alors plus solidaires de ceux qui, dans d'autres régions du monde, tentent d'affirmer un style.

Dans les coursives de la Bibliothèque nationale de France, en déambulation libre (c'est la première fois que cet espace est utilisé pour une exposition), les murs affichent, encore timidement, cette ouverture au monde. On peut y voir, y décrypter aussi dans les vitrines, les travaux récents (1997-2000) de quelque deux cents auteurs, regroupés par genre d'intervention. Du plus minutieux au plus synthétique, de la maquette d'édition à l'affiche. La place accordée au livre s'imposait en ce lieu qui lui est dédié. Livres-objets, dépliants, panoramiques, effets de papiers, de grammage, d'impression, compositions expressionnistes, abstraites, maniement des typographies, inventions de caractères, mise en page, mise en lecture... On y découvre tous les registres de cet art qui laisse le créateur assez libre dans son dialogue intime avec le lecteur, et le passage est flatteur pour l'œil du visiteur.

« INDUSTRIE DU SIGNE CULTUREL »

En marge des grands projets culturels qui ont donné sa chance à l'architecture, à partir des années 1980, s'étaient ouverts une série de « chantiers » graphiques, eux aussi occasion d'un renouveau. Après le Louvre, La Villette, le Musée d'Orsay, des théâtres, des musées, et toutes sortes d'institutions ont développé *« une petite industrie du signe culturel »*, selon l'expression de Pierre Bernard, qui, avec les équipes de Grapus, avait participé aux avant-gardes de ce courant. Un secteur devenu *« petit »*, et qui, selon lui, *« flirte avec l'expression purement artistique qui prend le pas sur le graphisme. Une tendance au geste, à la gratuité, des images fortes qui appellent à être regardées en tant que telles, au détriment d'une clarté du message. Car c'est vers plus de clarté, une vraie hiérarchie du sens, que nous devons aujourd'hui aller ».*

En attendant, on retrouvera, exposées à la BNF, les limpides compositions de Visuel Design (Jean Widmer et Gérard Plénacoste) pour cette fameuse maison du livre, avec l'accolade stylisée qui lui sert de logo ; l'ensemble typographique conçu par Catherine Zask pour la Société civile des auteurs multimédias ; les gammes colorées déclinées pour l'Ircam par Michal Batory, non loin des épures symboliques imaginées par Philippe Apeloig pour le Musée d'art et d'histoire du judaïsme.

Plus classique et plus facile d'accès, le champ ouvert à l'affiche est vaste. Un constat : la géographie des origines ne trace aucune frontière de style. Magie de l'école polonaise, sobriété germano-suisse, baroque latino, lyrisme technologique asiatique se croisent et se rencontrent sans passeport particulier. Le monde du graphisme fait volontiers circuler les formes, les approches esthétiques et les intentions formelles. De cet arc-en-ciel, on retiendra la vivacité extrême-orientale, où l'idéogramme, le mot-image, est déjà une expression graphique en soi (comme le montre cette couverture de magazine accumulative où se recouvrent signes d'Occident et signes d'Orient) ; on reconnaîtra la force expressive d'un Michal Batory, invité avec d'autres à saluer le centenaire de Brecht, avec l'œil fermé-ouvert par la grâce du jeu théâtral ; et on remarquera un Américain en colère, James Victore, lançant un sombre *« Disney go home »* qu'il produisit et colla lui-même sur les murs autour de Times Square, en 1999.

Citoyens du monde, travailleurs de l'image, de quoi vont parler les graphistes réunis à Paris ? De leur métier, de leurs expériences, de leurs projets, mais aussi, inévitablement, des événements tragiques qui viennent de frapper les consciences. Pour Pierre Bernard, les images des attentats du 11 septembre ont un caractère d'autant plus déstabilisant qu'elles ne sont pas revendiquées explicitement. Le signal alarmant est d'une force évidente, démesurée même, mais l'absence de signature autorise chaque partie à des interprétations opposées. Encore une façon de dire que le rôle du graphiste – faire parler l'image – n'est jamais neutre.

Michèle Champenois

A l'affiche

● **Graphisme(s). 200 créateurs. 1997-2001.** Bibliothèque nationale de France, quai François-Mauriac, 75013 Paris. Mº Bibliothèque. Déambulatoire nord. Du mardi au samedi, de 10 heures à 19 heures ; le dimanche, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 novembre. Catalogue : *Etapes graphiques,* septembre 2001. 10,70 €. Dossier réalisé par Anne-Marie Sauvage.

● **Savignac à Forney,** Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier, 75004 Paris. Mº Pont-Marie, Saint-Paul. Tél. : 01-42-78-14-60. Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 heures. Catalogue : « Savignac affichiste », de Anne-Claude Lelieur et Raymond Bachollet, Ed. Paris-Bibliothèques, 556 p., 287 F (44 €). Jusqu'au 12 janvier 2002.

● **Paris vu par... 127 graphistes.** Galerie Anatome, 38, rue Sedaine, 75011 Paris. Mº Voltaire, Bastille. Tél. : 01-48-06-98-81. Du mercredi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Pour les groupes, sur rendez-vous. Site internet : www.galerie-anatome.com. Catalogue : « Paris vu par... », 280 p., 250 F (38,11 €). Du 28 septembre au 8 décembre.

● **Ronald Curchod.** Bar Floréal, 43, rue des Couronnes, 75020 Paris. Tél. : 01-43-48-55-22. De 15 heures à 19 heures. Du 28 septembre au 31 octobre. Ronald Curchod est le lauréat du grand prix de Chaumont 2001.

● **Congrès de l'Alliance graphique internationale.** Réservé aux professionnels membres de l'association. Bibliothèque de France, jeudi 27 et vendredi 28 septembre. Les rencontres et le symposium seront disponibles sur CD-Rom pour les écoles. Renseignements : site internet, www.agi-paris-2001.org/

A la galerie Anatome, des tours Eiffel en farandole

PARIS reçoit des graphistes venus de soixante-deux pays pour le cinquantenaire de leur association. Avant de se réunir en congrès, ils auront pu, le 25 septembre, fêter l'un des fondateurs de l'Alliance graphique internationale, Raymond Savignac, né en 1907, parmi les centaines d'œuvres réunies à la bibliothèque Forney, à Paris, en hommage au coup de crayon et à l'esprit du plus français des affichistes, dans la lignée de Cassandre, Carlu et Colin. Le 28 septembre, à la fin de leurs rencontres, ils découvriront ensemble, à la galerie Anatome, rue Sedaine, les tours Eiffel en métamorphose que Pierre Bernard, commissaire de l'exposition, les a invités à envoyer pour ce « Paris vu par... » cent-vingt sept signatures du monde entier, avec Savignac, en rouge et bleu, pour le carton d'invitation.

Travailler sur un signe connu, un symbole, l'enrichir, le détourner, lui faire dire quelque chose de neuf, c'est évidemment le b.a.-ba des métiers de la communication graphique. Ici, pour ce grand jeu amical et confraternel, porte ouverte à l'imaginaire de chaque auteur, c'est le plaisir qui domine. Devant ces poèmes visuels dédiés à la ville-lumière, avec plus de champagne et de bas résille que de lignes brisées, on est comme transporté au temps de l'insouciance, celui où ils ont été conçus, il y a quelques semaines déjà.

LE REGARD STIMULÉ

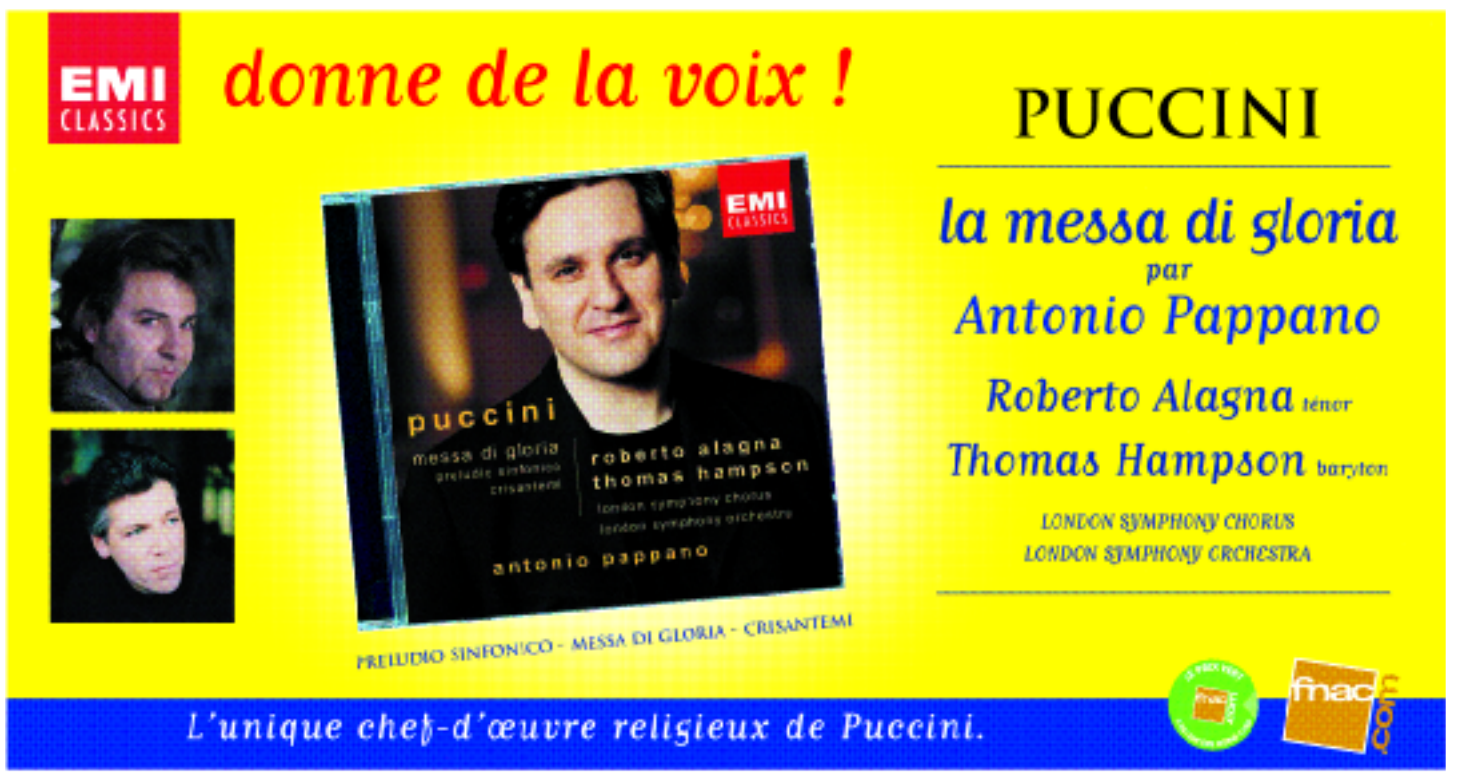
Pourtant, la diversité des styles, des approches, l'arrivée de graphistes russes ou nordiques, japonais, mais aussi chinois, stimule le regard. C'est le but. C'est aussi la mission de ce lieu, la galerie Anatome, créée par les membres d'une agence privée installée non loin, et qui a pris son autonomie sous la forme d'une association qui compte déjà cinq cents membres

En deux ans d'existence, ce lieu est devenu le rendez-vous des étudiants, des écoles, et des professionnels d'un métier à la fois reconnu et mal connu. Mieux délimité dans les pays anglo-saxons, le design graphique est enseigné dans plusieurs grandes écoles françaises mais les différentes applications professionnelles qu'il irrigue (édition, maquette, mise en page de presse, conception d'identités visuelles) sont mal identifiées. En choisissant d'illustrer, sans rien vendre, ces différents métiers, à travers des artistes bien choisis, la galerie Anatome, dirigée par Anne-Marie Couvreu, attire par ses expositions et ses conférences un public averti, mais elle accueille aussi des groupes d'étudiants, venus parfois d'autres pays européens. Un rôle pédagogique ouvert, encouragé par un premier geste de la délégation aux arts plastiques, qui a aidé par une subvention la constitution d'un début de bibliothèque.

En alternance, la galerie consacre son espace (trois cents mètres carrés sur deux niveaux d'atelier, dans une cour discrète) à des expositions thématiques (l'école polonaise, les graphistes mexicains...), ou à des monographies. Présenté dans toutes ses dimensions, en décembre 2000, le travail d'Etienne Robial montrait comment il avait su, passant de l'édition à la télévision, exprimer autant par le livre qu'à l'écran, l'ambition d'unité et de cohérence, la déclinaison des grilles de couleur qui ont fait la marque de Canal + où Etienne Robial a été l'un des premiers, à la télévision, à définir la conception globale d'une ligne graphique.

Avec Philippe Apeloig, en juin, on retrouvait le parcours plus classique d'un concepteur qui, après une mission réussie au sein des équipes du musée d'Orsay (il est l'auteur notamment d'une affiche qui montrait l'architecture de Chicago d'une façon particulièrement dynamique), a su tracer son chemin, qui l'a conduit notamment à enseigner. Un fil fragile, celui des graphistes, qui, pourtant, ne se rompt pas.

M. Ch.



L'art sous les décombres du World Trade Center

Un bilan partiel chiffre à 20 millions de dollars les collections détruites dans les Twin Towers. Parmi elles, on trouve Rodin, Miro, Calder...

FACE au bilan humain de l'attaque des tours du World Trade Center, parler peinture peut sembler dérisoire. Pourtant, parmi les victimes figure un artiste. Et, parmi les décombres, gisent aussi des centaines d'œuvres. L'artiste, auquel un mémorial vient d'être dédié à Harlem, se nommait Michael Richard. Il était originaire de Jamaïque, son travail portait sur les aviateurs. Il occupait, au 92e étage de la tour numéro 1, un de ces ateliers que loue, à bail précaire, le conseil culturel du bas Manhattan, un organisme fondé il y a trente ans pour promouvoir les arts dans ce quartier. Un de ses responsables, Moukhtar Kocache, a exprimé la tristesse de son organisme, en concluant que *« la vie est trop symbolique, parfois »*.

Les tours abritaient vingt-quatre autres artistes. Seuls deux étaient présents sur les lieux : Michael Richard et Vanessa Lawrence, qui a eu plus de chance et a pu s'échapper à temps. Les autres locataires étaient absents, comme Peter Fend, qui se trouvait en Grande-Bretagne pour préparer une exposition. D'autres artistes qui vivent ou travaillent à proximité des tours, comme Lydia Dona, Tony Oursler, John Miller, Alex Katz ou Francesco Clemente, sont sains et saufs.

La firme financière Cantor Fitzgerald déplore la perte de près de six cents employés de son siège newyorkais. Mais ce siège abritait également la plus grosse collection privée au monde de Rodin. La majeure partie des 750 sculptures, dessins et estampes, fierté de la fondation Iris et B. Gerald Cantor, sont en dépôt dans des musées, ou en prêt pour des expositions itinérantes. 187 œuvres ont également été données à l'université de Stanford. Cependant, plus de trois cents Rodin, ainsi que des œuvres d'autres artistes de la collection, ont été détruites.

Axa France estime les pertes, liées aux remboursements pour les collections perdues, de sa filiale Axa Nordstern, la principale compagnie mondiale d'assurance d'œuvres d'art, à 20 millions de dollars, réduites à 3 millions d'euros par le jeu des réassurances. Cependant, Dietrich Von Frank, président d'Axa Nordstern, a quant à lui estimé cette somme à 100 millions de dollars (105,6 millions d'euros). Interrogé par l'hebdomadaire *The Art Newspaper,* M. Von Frank a même précisé que ce chiffre ne concernait qu'une partie des pertes, puisqu'il ne tenait pas compte des collections des entreprises qui n'avaient pas souscrit de contrat avec sa compagnie. Certaines sont très connues pour leurs achats d'art, comme Salomon Smith Barney, Morgan Stanley ou Goldman Sachs, mais se refusent à tout commentaires.

DES ŒUVRES MONUMENTALES

L'estimation ne tient pas compte non plus des dégâts survenus aux œuvres situées dans l'environnement immédiat des tours, du fait des incendies, de l'eau déversée par les pompiers, et du déblaiement général du site. Ce sinistre va provoquer une hausse générale des primes d'assurances qui va rendre délicate l'organisation des grandes expositions. Plusieurs tableaux des collections de la Navy, de l'Air Force et de la marine américaine ont également été détruits durant l'attaque du Pentagone à Washington D. C., selon Renee Klish, conservateur du Musée d'histoire militaire.

A New York, aucun musée n'a été touché et les galeries privées sont pour l'essentiel regroupées plus au nord, à Soho, Chelsea et aux alentours de la 57e Rue. Mais le World Trade Center accueillait des œuvres publiques monumentales, dont quatre sont détruites. Il s'agit d'une tapisserie de 70 mètres carrés réalisée par Joan Miro et Josep Royo en 1974, qui se trouvait dans le hall de la tour 2 ; d'un Lichtenstein des années 1970, de la série « Entablature » ; d'une sculpture de Calder ; d'un relief en bois peint par Louise Nevelson, intitulé, ironie du sort, *Sky Gate, New York.* L'estimation totale les concernant est pour l'instant de 10 millions de dollars (10,5 millions d'euros), ce qui paraît fort peu. Une autre œuvre de Lichtenstein, une sculpture intitulée *Modern Head,* a été sérieusement endommagée.

Quant au *Groupe de quatre arbres,* une sculpture de Jean Dubuffet commandée en 1972 par David Rockefeller, elle est située plus loin, sur la Chase Manhattan Plaza, et devait être restaurée avant l'attentat. Un photographie de Lori Grinker la montre solidement plantée, protégeant de ses frondaisons un couple qui fuit la catastrophe. L'art peut-il sauver le monde ? Les milliers de visiteurs qui se sont rués au Metropolitan Museum lors de sa réouverture, deux jours après les attentats, semblaient l'espérer.

Harry Bellet

LORI GRINKER / CONTACT PRESS IMAGES

Le « Groupe de quatre arbres » de Jean Dubuffet (1972), sur le Chase Manhattan Plaza, a échappé à la destruction.

Les vidéos visionnaires de Magnus Wallin

L'artiste suédois a réalisé en 2000 deux films proches des scènes d'horreur vues à New York le 11 septembre. Il est exposé à Paris

À LA BIENNALE DE VENISE, durant l'été, le vidéaste suédois Magnus Wallin présentait, à l'Arsenal, deux pièces récentes, *Skyline* et *Exit* : des figures humaines virtuelles se déplaçant dans un espace non moins virtuel, à la géométrie monumentale. Wallin, né en 1965, les avait auparavant projetées en Suède et en Finlande. Un galeriste parisien, Romain Larivière, a décidé de leur consacrer son exposition de rentrée et de projeter *Skyline.* Jusque-là, rien de remarquable.

Mais, aujourd'hui, il est difficile de ne pas voir la pièce sans trouble. Des athlètes nus, aux corps dessinés comme des robots, sont au sommet d'un mât ou d'une terrasse. L'un après l'autre, ils se lancent sur un trapèze. Ils se balancent, exécutent des sauts périlleux ou des vrilles avant d'essayer de retomber sur le toit d'une tour. Mais aucun n'y parvient. Ils heurtent les parois de la tour, parois de verre ou de métal. Au choc, les corps éclatent. Des têtes coupées, des membres, des bustes tombent en pluie le long de la tour jusqu'à une sorte d'entonnoir en gradins où ces débris s'entassent. On n'entend aucun cri, rien que le sifflement du vent et l'impact sourd des corps.

L'architecture et le ciel sont gris, les hommes d'un rouge brun uniforme. Wallin a conçu ses images de sorte que le spectateur ait l'illusion tantôt de se trouver en haut de la tour, tantôt de tournoyer dans le vide, tantôt d'accompagner du regard la chute des cadavres jusqu'au sol.

Il s'est inspiré, pour la tour, de l'horloge du Stade olympique de Berlin en 1936 et, pour le réceptacle, d'un théâtre anatomique construit à Uppsala au XVIIIe siècle. Il n'empêche. L'œuvre fait immédiatement songer aux attentats du 11 septembre, aux images de corps tombant le long des tours jumelles, mais *Skyline* a été conçue en 2000. Elle n'en produit pas moins des effets ravageurs : les visiteurs entrent dans la galerie et, aussitôt, ressortent. Ou, s'ils restent, c'est presque pire, observe Romain Larivière : l'atmosphère devient lourde, aucune conversation ne parvient à s'engager.

UN NUAGE DE FEU

Wallin, qui affirme travailler contre *« l'utopie du paradis »*, a vu trop juste. Si juste que l'aspect général de *Skyline* est celui d'un jeu de simulation informatique, du type de ceux que l'on utilise pour s'entraîner au pilotage. Si juste qu'il met en scène des figures anonymes et leur éclatement. Il cherchait à tirer les conséquences de ce qu'il observe dans la réalité et il a été rattrapé par la réalité.

Dans son malheur, Romain Larivière n'a qu'un motif de satisfaction. S'il avait projeté l'autre vidéo de Wallin, *Exit,* les réactions auraient peut-être été plus violentes encore : on y voit une foule d'infirmes poursuivie, entre des façades de gratte-ciel, par un énorme nuage de feu qui roule sur lui-même. Il ressemble effroyablement au nuage de poussière que l'on a vu, sur tous les écrans, envahir et obscurcir les rues de Manhattan. Comme lui, il rattrape ses victimes et les anéantit.

Philippe Dagen

★ Galerie Romain Larivière, 79, rue du Temple, Paris-3e. Tél. : 01-42-72-80-77. Jusqu'au 20 octobre.

Saint-Sébastien reste la grande célébration du cinéma espagnol

Le festival est privé de stars américaines, suite aux attentats aux Etats-Unis

SAINT-SÉBASTIEN (Espagne)
de notre envoyé spécial

C'est une collection de mots d'excuse, affichée dans le Palais des congrès de Saint-Sébastien, comme à l'entrée d'un lycée un jour d'épidémie de grippe. Julie Andrews, Warren Beatty, Mira Sorvino, Barbara Hershey expliquent que *« les événements »* ne leur permettent pas de traverser l'Atlantique pour se rendre au festival, qui célèbre sa 49e édition du 20 au 29 septembre. Le réalisateur Todd Solondz (qui présentait *Storytelling*) et l'acteur Harvey Keitel (pour *The Grey Zone*), en revanche, étaient là. C'était beaucoup, pour les cinéphiles, mais pas assez, pour les journaux télévisés et les magazines qui n'avaient pas leur content de vedettes féminines.

Contrairement à Berlin ou à Venise, Saint-Sébastien ne sert pas de tête de pont aux grosses productions américaines et si cette série de défections a privé la manifestation de *« brillant »*, comme le reconnaît le nouveau directeur Mikel Olaciregui, *« elle a permis de concentrer l'attention sur les réalisateurs et les vedettes européennes »* (on attend, entre autres, Sandrine Bonnaire, qui joue dans *C'est la vie,* de Jean-Pierre Ameris, en compétition), ajoute ce quadragénaire basque, qui a longtemps été l'adjoint de Diego Galan, l'homme qui a replacé le festival basque sur la carte du cinéma européen, en privilégiant la découverte de nouveaux réalisateurs.

Les auteurs confirmés préfèrent souvent tenter leur chance à Cannes ou à Venise et l'on sentait cette année un vrai regret à l'idée que Laurent Cantet, qui avait présenté *Ressources humaines* à Saint-Sébastien, ait choisi Venise pour *L'Emploi du temps.* L'autre attrait majeur du festival basque est une tradition désormais bien établie de rétrospectives aussi exhaustives que passionnantes, avec cette année l'Américain Frank Borzage et le Géorgien établi en France Otar Iosseliani.

Le jury, présidé par Claude Chabrol, devra départager les 17 longs métrages de la sélection officielle, pendant que la section Zabaltegui (zone ouverte en basque) rassemble films de jeunes réalisateurs et œuvres déjà présentées dans d'autres manifestations. Enfin, la section *Made in Spanish* permet de balayer la production hispanophone des deux mondes, en plus des quatre films espagnols et des deux latino-américains (un chilien et un argentin) présentés en sélection officielle. Car, enfin, la première raison d'être du festival est de rassembler les professionnels de l'industrie cinématographique espagnole, qui connaît en 2001 une année faste.

LA DIVERSITÉ EST MAINTENUE

La part de marché des films espagnols dans la péninsule est montée, pour les huit premiers mois de l'année, à 15 %, après un étiage de 10 % en 2000 et le score de *Los Otros (The Others),* le film d'Alejandro Amenabar, avec Nicole Kidman, n'a pas encore été comptabilisé. Ce chiffre est d'autant plus remarquable que la distribution en Espagne est très majoritairement aux mains des majors américaines.

Les producteurs espagnols, réunis au sein d'une fédération, veulent obtenir des majors qu'elles laissent leur chance aux films nationaux en garantissant leur présence sur les écrans tant qu'ils réalisent un score minimal. *« Pour l'instant, nous avons conclu un gentleman's agreement avec eux, et nous surveillerons les résultats »,* explique Fernando Bejarano, le porte-parole de la fédération.

Depuis le 9 juillet, une nouvelle loi sur le cinéma régit la concurrence et la politique d'aide de l'Etat au cinéma espagnol. Ce texte introduit l'automaticité des aides aux entreprises, fixe les obligations d'investissement des chaînes de télévision et maintient pour cinq ans un quota obligatoire de films européens dans les salles. Le texte a pris soin de faire obligation aux chaînes de coproduire une partie des films avec des producteurs indépendants.

Pour l'instant, comme on peut le voir à Saint-Sébastien, la diversité de la production est maintenue, de films à gros budget, comme *Visionarios,* de Manuel Guttierez Aragon, aux travaux expérimentaux de jeunes réalisateurs (le premier dessin animé du chanteur Luis Eduardo Aute) en passant par un film de science-fiction, *Naufragos,* de la débutante Luna. En Espagne, le budget moyen d'un film est de 300 millions de pesetas (5 millions d'euros) et il n'est désormais plus exceptionnel de voir des recettes dépassant le milliard de pesetas.

Reste à traduire cette vigueur sur le marché international. Or, à part Pedro Almodovar et, dorénavant, Amenabar sur le marché nord-américain, les cinéastes espagnols ont du mal à s'imposer.

Thomas Sotinel

▶ www.lemonde.fr/cinema

DÉPÊCHES

■ **PRIX LITTÉRAIRES : la première sélection en vue du prix Renaudot**, qui sera attribué le 5 novembre, réunit *L'Interprétation des singes,* de Michel Braudeau (Stock) ; *L'Empire de la morale,* de Christophe Donner (Grasset) ; *Les Trapézistes et le Rat,* d'Alain Fleischer (Seuil) ; *Un été autour du cou,* de Guy Goffette (Gallimard) ; *Le Soir du chien,* de Marie-Hélène Lafon (Buchet-Chastel) ; *Etrangers dans la nuit,* de Marc Lambron (Grasset) ; *Céleste,* de Martine Le Coz (Le Rocher) ; *Le Magot de Momm,* d'Hélène Lenoir (Minuit) ; *Ma vie en l'air,* d'Anne Sibran (Grasset) ; *Campagne dernière,* de Marc Trillard (Phébus) ; *Madame Angeloso,* de François Vallejo (Viviane Hamy) ; *Colloque sentimental,* de Julie Wolkenstein (POL). Pour le prix Renaudot de l'essai, la sélection est *Sainte-Beuve,* de Michel Crépu (Perrin) ; *Rimbaud,* de Jean-Jacques Lefrère (Fayard) ; *Protée,* de Simon Leys (Gallimard) ; *Les Aveux du roman,* de Mona Ozouf (Fayard).

■ **ARTS PLASTIQUES : le Printemps de septembre, consacré à l'image plasticienne, se déroulera comme prévu** à Toulouse du 28 septembre au 5 octobre, malgré l'explosion survenue à l'usine AZF. Le Printemps de septembre remplace l'ancien Printemps de Cahors. – *(AFP.)*

La seconde jeunesse de Michel Piccoli

Le comédien traverse en s'amusant « La Jalousie », de Sacha Guitry, mise en scène par Bernard Murat au Théâtre Edouard-VII, avec aussi Anne Brochet et Stéphane Freiss

LA JALOUSIE de Sacha Guitry. Mise en scène : Bernard Murat. Avec Michel Piccoli, Anne Brochet, Stéphane Freiss.
THÉÂTRE EDOUARD VII, 10, place Edouard-VII, Paris-9e. Mo Opéra. Tél. : 01-47-42-59-92. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; samedi, à 18 heures et 21 heures ; dimanche à 15 h 30. De 60 F (9,15 €) à 290 F (44,21 €). Durée : 2 heures.

C'est à peine une comédie, juste une facétie, fluette, autour du « triangle » – cette manivelle inéluctable de ce que Michel Piccoli nomme *« les pièces d'obédience commerciale »*. L'intrigue : un monsieur marié, pas cavaleur du tout, se laisse embarquer, sortant du bureau, par l'une de ces dames qui demandent, en contrepartie, une rétribution. Arrivant chez lui avec trente minutes de retard (ces rencontres-là sont expéditives), il s'arrache les cheveux : quel mensonge dire à sa femme ? Il en déniche trois ou quatre, alambiqués, plutôt faiblards. A la maison, sa femme est en retard aussi. Comme il vient de papillonner, il se dit qu'elle a fait tout comme – cela s'enchaîne, va de soi. Il lui demande ce qu'elle a fait : elle lui défile les mensonges qu'il a inventés. En fait, elle a vu une amie, elle est une femme toute de sagesse.

Le mari pique la grosse colère : une vraie crise de jalousie. L'auteur tire alors de sa manche un séducteur concevable. Et quatre tours de passe-passe, de rencontres subites ou manquées, nous conduisent au terme attendu : l'épouse sage tombe dans les bras de l'enjôleur imaginaire. Sacha Guitry appelle sa pièce : *La Jalousie*. Elle n'est pas réellement *« une analyse quasi physiologique de la jalousie »*, comme le dit Bernard Murat dans le programme. Faufilés dans l'intrigue, des accès de la jalousie affleurent chez le mari inquiet. Mais la jalousie est une douleur insupportable, une violence qui peut entraîner jusqu'aux tortures, injures, coups, et même meurtres. Sacha Guitry ne veut pas de ça sur ses planches. Il dénote, avec netteté et tenue, des traits de la jalousie, et Michel Piccoli en donne quelques accès, du bout des doigts.

La figure la plus attachante est peut-être celle de l'épouse qui surfe, avec style, liberté, sourire, sur les vagues plus ou moins troubles des deux hommes. Mais cela peut tenir, ici, au fait qu'Anne Brochet interprète ce rôle avec classe. Guitry, flairant sans doute la fatigue de l'action, avait inséré, çà et là, des sketches très drôles, situations d'évidence connues de lui, sur les accrocs d'humeur entre l'auteur et une secrétaire. Ils étaient écrits pour l'actrice Pauline Carton, c'était des suites d'éclats de rire. Stéphane Freiss, qui interprète le deuxième homme, dit bien, dans le programme : *« La façon dont Guitry dispose les mots amène une musique Guitry toute particulière. Si on cherche à l'éviter, on se plante ! »* Stéphane Freiss fait pire que de l'éviter, cette musique : il va à l'encontre, brutalement. Son rôle devient une chose difforme qui gêne l'écoute de l'ensemble.

IL FAIT L'ACTEUR

Mise en scène, décors, costumes sont pratiques, sans chercher midi à quatorze heures. Est-il utile d'ajouter que l'aimant de ce spectacle est la présence sur les planches, à dix ou quinze pas de nous, de l'un des êtres que les gens de ce pays ont dans le cœur, qui se trouve comme accroché des deux bras à plusieurs de nos souvenirs, qui vient de se prouver une fois encore, dans le film d'Oliveira, *Je rentre à la maison*, l'un des plus grands acteurs que nous ayons connus, Michel Piccoli. Il est là, oui. Il joue un homme sans qualité particulière. Il est là en « extra », il s'amuse. Il va jouer cela chic, très bien, drôle ou émouvant s'il veut, et pas le même d'un soir à l'autre.

C'est presque à se demander si nous ne « l'avons pas plus à nous » dans une pièce de pas grand-chose que dans un chef-d'œuvre où la dimension du rôle nous le masquerait un peu. Là, c'est lui, il fait l'acteur. Nous sommes contents. Il faut bien que chez un géant aussi, seconde jeunesse se passe.

Michel Cournot

Un « Voyage d'hiver » en chemin de croix auditif

LE VOYAGE d'HIVER, de Franz Schubert. Par Jessye Norman (soprano), Mark Markham (piano), Robert Wilson (mise en scène, scénographie et lumières), Yves Saint-Laurent (costumes), Théâtre du Châtelet, Paris, le 24 septembre. Prochains spectacles : le 27 septembre à 20 heures, le 30 septembre à 17 heures. Prix des places : de 75 F (11,43 €) à 690 F (105,19 €). Tél. : 01-40-28-28-40.

La corbeille du Théâtre du Châtelet, en ce soir d'ouverture de la saison 2001-2002, ne pouvait être davantage « gratin » : la rubrique d'Agathe Godard, dans *Paris-Match,* ne suffirait pas pour dresser la liste des personnalités du monde artistique, politique et musical. La dernière fois qu'on avait vu réuni tout ce beau monde, c'était le soir où Pierre Bergé avait organisé le récital d'Ingrid Caven au Théâtre national de l'Odéon (*Le Monde* du 30 novembre 2000). Le mécène, ancien patron de l'Opéra de Paris, a réalisé l'un de ses rêves les plus chers en finançant cette fois la mise en scène du *Voyage d'hiver,* de Franz Schubert, par Bob Wilson, pour la chanteuse américaine Jessye Norman.

Ces vingt-quatre Lieder ont été l'objet de deux tentations : celle des chanteuses, d'abord, revendiquant de chanter ce cycle en général réservé aux hommes. Récemment, Brigitte Fassbaender, Christa Ludwig, Margaret Price, et Jessye Norman aujourd'hui, ont été de celles-ci ; celle des metteurs en scène, ensuite, qui ont souhaité déposer des images le long de cette évocation sublime d'un voyage mental au bout de la nuit et de la mort. Pierre Strosser, Hans Peter Cloos, et Bob Wilson aujourd'hui, ont été de ceux-là.

Le travail de Bob Wilson est sans surprise : grandes et belles images hiératiques sur un fond de cyclo, éclairé de manière constamment changeante, produisant des irisations, des couches de couleur évoquant parfois les toiles de Rothko. Des panneaux qui coulissent, des découpes en contre-jour ; un arbre noir, sec et mort ; quelques meubles minimaux ; un figurant, la mort. Et une déchirante maison miniature, comme un seuil ami et chaleureux qu'on ne passera plus jamais. Et Jessye Norman, sculpturale, la tête ornée d'un turban conique et habillée d'une robe Saint Laurent.

Ce spectacle prendrait son sens et sa force si la soprano américaine ne chantait constamment bas, allant jusqu'à détonner d'un demi-ton. Par ailleurs, le remplacement de Myung Whun Chung par Mark Markham, partenaire habituel de la diva, nous donne à entendre l'un des accompagnements de ce cycle les plus mesquins qu'on ait jamais connus. Bob Wilson tire son épingle du jeu, pas Schubert.

Renaud Machart

INSTANTANÉ

BRIAN SETZER ET SA VEDETTE FRANÇAISE

L'Olympia s'emplit de teddy boys aux fières bananes, échappés des bandes dessinées de Frank Margerin. Nous sommes bien le 24 septembre 2001. Brian Setzer, revivaliste du rockabilly, est en ville. Ces derniers temps, il a dissous son big band pour revenir au format du trio qui a fait le succès de son ancien groupe, les Stray Cats.

Pour Setzer, la musique s'arrête en 1958 (un an avant sa naissance), lorsqu'Elvis est parti à l'armée. Il a d'ailleurs baptisé *68 Comeback Special* son nouvel album (Surfdogs Records, distribué par Socadisc) et sa tournée, allusion directe aux concerts où le King avait rejoué du bon vieux rock'n'roll après s'être ramolli au bord de lagons bleus. Décor de station-service, enseignes de néon, blocs peints façon *West Side Story* : la scénographie renvoie au pays d'*American Graffiti.* C'était avant la perte de l'innocence, bien avant le World Trade Center. Une bannière étoilée a pourtant été patriotiquement déployée. Les Stray Cats, des *rebels,* posaient plutôt devant un drapeau confédéré…

Incurable nostalgique, Setzer parvient heureusement à ne pas sombrer dans un passéisme rance. Son talent d'illusionniste et de faussaire y est pour beaucoup. Grâce à lui, Eddie Cochran n'est pas vraiment mort et Duane Eddy a repris du service. Matou roublard, Setzer fait vrombir les basses et le vibrato de sa guitare comme une grosse cylindrée dans la nuit.

Et puis, stupéfaction au cœur de ce concert plaisant et sans surprise. Setzer, qui vient d'ôter son cuir pour découvrir un marcel et des bras couverts de tatouages, annonce une *« rock'n'roll legend »*. Johnny. Si. Evanouissements aux premiers rangs, quelques quolibets ailleurs. En vedette française, l'idole des (plus très) jeunes s'époumone avec son hôte. A priori, il n'a pas fallu plus de trois secondes pour que ces deux-là tombent d'accord : ils ont chanté *Blue Suede Shoes.*

Bruno Lesprit

★ Le 27 septembre à Bruxelles (Ancienne Belgique).

ODÉON
THEATRE DE L'EUROPE
SAISON 2001/2002

→ Grande salle

Léonce et Léna
Georg Büchner / André Engel

Giulio Cesare (en italien, surtitré)
d'après William Shakespeare /
Romeo Castellucci / Socìetas Raffaello Sanzio

Woyzeck (en danois et anglais, surtitré)
Georg Büchner / Robert Wilson / Tom Waits

Un fil à la patte Georges Feydeau / Georges Lavaudant

Identité Caraïbe - théâtre, musique, littérature
avec la Scène Nationale de Guadeloupe

Auslöschung / Extinction (en polonais, surtitré)
d'après Thomas Bernhard / Krystian Lupa

L'hiver de force Réjean Ducharme / Lorraine Pintal

Die Möwe / La mouette
Anton Tchekhov / Luc Bondy (en allemand, surtitré)

Was ihr wollt / La nuit des rois (en allemand, surtitré)
William Shakespeare / Christoph Marthaler

La mort de Danton
Georg Büchner / Georges Lavaudant

→ Petit Odéon

C'est à dire Christian Rullier / Christiane Cohendy

Monsieur Armand dit Garrincha
Serge Valletti / Patrick Pineau / Eric Elmosnino

Jimmy, créature de rêve Marie Brassard

→ BÉNÉFICIEZ D'UN TARIF PRÉFÉRENTIEL ET D'UN DROIT DE RÉSERVATION PRIORITAIRE SUR L'ENSEMBLE DES SPECTACLES* EN SOUSCRIVANT UNE CARTE COMPLICE OU UNE CARTE J (carte J = étudiant ou - de 30 ans).

Pour recevoir la brochure 2001-2002 et toutes les informations sur la carte Complice et la Carte J, remplissez le coupon ou contactez-nous au 01 44 41 36 36.

nom .....
prénom .....
rue/N°.....
code postal .....

* à l'exception de *Woyzeck* et *Auslöschung*, réservation prioritaire uniquement.

SORTIR

PARIS

Carte blanche à Marc Perrone
Le théâtre des Déchargeurs accueille pendant près d'un mois Marc Perrone, *« réparateur de mémoire comme d'autres étaient des réparateurs de porcelaine »*. C'est ainsi que le cinéaste Bertrand Tavernier qualifie l'accordéoniste, compositeur d'une valse dans *Un dimanche à la campagne*. Ce fils d'immigrés italiens, un pied à Cassino (Italie), l'autre en banlieue rouge – né à Aubervilliers, il a vécu dans la Cité des 4 000 à La Courneuve – présente une carte blanche en trois volets. Il alternera accompagnement musical de films (*Tire-au-flanc,* de Jean Renoir ; *A propos de Nice,* de Jean Vigo*), Voyages,* un récit-spectacle qui mêle musique et cinéma, passé et présent, petite et grande histoire et des soirées amicales avec ses invités-musiciens (Bernard Lubat, André Minvielle, Arthur H, Jacques Di Donato). L'occasion pour son accordéon de *« parler à chacun au creux de l'oreille »* et de *« partager ensemble quelques petits moments de bonheur »*.
Théâtre des Déchargeurs, 3, rue des Déchargeurs, Paris-3e. Mo Châtelet. Jusqu'au 20 octobre. Du mardi au samedi, à 22 heures ; relâche les dimanches et lundis, le 29 septembre et les 4, 18 et 19 octobre. Tél. : 01-42-36-00-02. 80 F et 100 F.

Gautier Capuçon (violoncelle)
Le nom de Capuçon est aujourd'hui connu du grand public : Renaud Capuçon, violoniste de son état, s'est imposé comme l'un des meilleurs de sa génération. Depuis qu'il a été distingué au cours des dernières Victoires de la musique, devant des milliers de téléspectateurs, son jeune frère Gautier commence à faire également parler de lui. L'Auditorium du Louvre, qui sait traquer le jeune talent comme personne, n'a pas tardé à l'inviter. Programme formidable et courageux.
Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris-1er. Mo Louvre. 12 h 30, le 27. Tél. : 01-40-20-84-00. De 45 F à 65 F.

Scènes de cirque
A l'occasion de l'« Année des arts du cirque », musiciens et artistes de cirque recréent au Cabaret sauvage du parc de La Villette, l'atmosphère des cabarets des années 1900. Onze soirées de *« cabaret-cirque »* musical, ambiance jazz oriental, vont s'enchaîner. Côté musique : Joël Grare (percussions), Issa Hassan (cordes), Elie Maalouf (piano), Hervé Teboul (flûte, instruments à cordes). Côté cirque : compagnies A & O, Lunatic, Des pas en rond, Les intouchables, Marie-Aude Jauze, Alex Saintin. Après les numéros d'acrobatie, de jonglage, de clown ou encore de trapèze, les spectateurs sont invités à un bal improvisé.
Cabaret sauvage du parc de La Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-La Villette. Du 27 septembre au 13 octobre. 20 h 30, du mercredi au samedi ; ouverture des portes dès 19 heures (restauration sur place) ; relâche du dimanche au mardi. Tél. : 01-40-03-75-75. 50 F, 80 F, 100 F (première boisson comprise). Il existe une offre spéciale « Année arts du cirque », 100 F pour deux spectacles.

GUIDE

CINÉMA-REPRISE

La Bombe, de Peter Watkins (Royaume-Uni, 1965). Ce récit d'une attaque nucléaire contre la Grande-Bretagne et de ses atrocités a été censuré par les chaînes de télévision de nombreux pays pendant vingt ans sous la pression de la BBC. Ce film a obtenu néanmoins l'Oscar américain du meilleur documentaire en 1966. Cette projection, en présence du réalisateur, sera suivie d'un débat sur le thème de la censure qui entoure son œuvre, avec John Cook et Patrick Murphy, coauteurs d'un livre à paraître sur Peter Watkins, *Freethinker* (Manchester University Press).
Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20e. Mo Gambetta. 20 h 30, le 27. Tél. : 01-40-33-30-60.

Ciné-Club Ça tourne ?
Il était une fois un merle chanteur, d'Otar Iosseliani (URSS, 1970, v.o.). L'acteur-réalisateur Mathieu Almaric présente le film.
Panthéon, 13, rue Victor-Cousin, Paris-5e. Mo Luxembourg. 20 h 30, le 27. De 25 F à 40 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Ben
Annecy (Haute-Savoie). Forum Bonlieu, espace expositions, 1, rue Jean-Jaurès. Du 28 septembre au 31 octobre. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Tél. : 04-50-33-44-11. Entrée libre.

Jan Voss
Issoudun (Indre). Musée de l'Hospice Saint-Roch, rue de l'Hospice-Saint-Roch. Du 28 septembre au 30 novembre. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures ; lundi et mardi de 14 heures à 19 heures. Tél. : 02-54-21-01-76. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).
Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Lecture-rencontre : Menyhert Lakatos
avec Marcel Bozonnet.
La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20e. Mo Ménilmontant. 20 h 30, le 27. Tél. : 01-40-33-30-60.

Léonce et Léna
de Georg Büchner, mise en scène d'André Engel.
Odéon-Théâtre de l'Europe, 1, place Paul-Claudel, Paris-6e. Mo Odéon. A partir du 27 septembre. 20 heures, les mardis, jeudis, vendredis et samedis ; 15 heures, les dimanches. Tél. : 01-44-41-36-36. De 35 F à 185 F. Jusqu'au 28 octobre.

Frédéric Finnaz, Paola Piccolo, Soraya Djebbar, Charlotte Schioler
Le Regard du cygne, 210, rue de Belleville, Paris-20e. Mo Télégraphe. 20 h 20, les 27, 28 et 29 ; 17 heures, le 30 ; 20 h 30, le 1er octobre. Tél. : 01-43-58-55-93. De 50 F à 70 F.

Orchestre national de France
Œuvres de Brahms, Dvorak, Zemlinsky. Sarah Chang (violon), Emmanuel Krivine (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. 20 heures, le 27. Tél. : 01-56-40-15-16. De 49 F à 78 F.

Ensemble vocal Michel Piquemal
Œuvres de Schubert, Brahms. Nicolas Fehrenbach (piano), Michel Piquemal (direction).
Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Hôtel de ville, 83, rue Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, le 27. Tél. : 01-42-70-83-84. 100 F.

Manu Chao
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-12e. Mo Bercy. 20 heures, le 27. Tél. : 08-25-03-00-31. 135 F.

Martin Meyssonier, Mouloud, Chazam, Roussia
Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris-13e. Mo Quai-de-la-Gare. 21 heures, le 27. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F.

RÉGIONS

Le Grand Cahier
de Robby Cleiren, Gunther Lesage et Ryszard Turbiasz, d'après Agota Kristof, avec l'ensemble flamand de Ondernemming.
Limoges (Haute-Vienne). Centre culturel Jean-Moulin, 76, rue de Sagnes. 20 h 30, le 28 ; 17 heures, le 29 ; 15 heures, le 30. Tél. : 05-55-79-40-58. 40 F et 80 F.

La Locandiera
de Carlo Goldoni, mise en scène de Claudia Stavisky.
Nantes (Loire-Atlantique). Espace 44, 84, rue du Général-Buat. 20 h 30, les 28, 29 septembre, 1er, 3, 4, 5, 6, 8 octobre ; 20 heures, les 2 et 9. Tél. : 02-51-88-25-25. De 31 F à 144 F. Jusqu'au 14 octobre.

Ballet de l'Opéra national de Lyon
Nacho Duato : *Remamsos.* Mats Ek : *Carmen.*
Décines (Rhône). Le Toboggan, 14, avenue Jean-Macé. 20 h 30, le 28. Tél. : 04-72-93-30-00. 140 F.

Ensemble la Fenice
Cavalieri : *Rappresentatione di anima et di corpo.* Chœur de Namur, Jean Tubéry (direction).
Ambronay (Ain). Abbaye, place de l'Abbaye. 20 h 30, les 28 et 29. Tél. : 04-74-38-74-04. De 70 F à 330 F.

Quatuor Ysae
Œuvres de Haydn, Dutilleux, Schoenberg.
Belfort (Territoire-de-Belfort). Théâtre Granit, 1, faubourg de Montbéliard. 20 h 30, le 28. Tél. : 03-81-82-08-72. 130 F.

Orchestre philharmonique de Monte-Carlo
Œuvres de Brahms. Kyoko Takezawa (violon), Jian Wang (violoncelle), Marek Janowski (direction).
Monte-Carlo (principauté de Monaco). Grimaldi Forum. 20 h 30, le 28. Tél. : 00-377-92-22-99. De 100 F à 200 F.

Le Parlement de musique
Œuvres de Charpentier. Salomé Haller, Geneviève Kaemmerlen (sopranos), James Oxley (haute-contre), Thomas Van Essen (taille), Alain Buet (baryton), Maîtrise de Bretagne, Martin Gester (direction).
Saint-Quentin (Aisne). Basilique, rue Adrien-Nordet. 21 heures, le 28. Tél. : 03-22-22-44-94. De 60 F à 130 F.

ANNULATION

Le groupe américain Cake ne jouera pas à l'Elysée-Montmartre, à Paris, le 2 octobre, vient d'annoncer sa maison de disques, Columbia. Tél. : 01-55-07-06-00.

DISPARITIONS

Douglas Newton

Spécialiste des arts d'Océanie

L'HISTORIEN D'ART Douglas Newton est mort, mercredi 19 septembre, à New York, à l'âge de quatre-vingts ans, des suites d'une tumeur du cerveau.

Né en Malaisie en 1921, de parents britanniques, Douglas Newton fait ses études à Londres et hante, très jeune, les salles d'ethnographie du British Museum. La lecture de Jacob Epstein, précurseur des arts dits primitifs, très contesté à l'époque, le passionne. Il fréquente les milieux artistiques et se lie avec des anthropologues comme Isaac Shapera, Raymond Firth ou Burton Benedict. Il est journaliste et critique d'art quand il émigre aux Etats-Unis, en 1956. C'est l'époque où Nelson Rockefeller ouvre, à New York, un nouveau musée consacré aux arts primitifs, dans un petit bâtiment de la 54e Rue. Très vite, il est engagé par son directeur, Robert Goldwater. Il sera notamment chargé d'enrichir les collections du nouvel établissement, encore modeste (500 objets à l'ouverture), en écumant les galeries de la ville. Il finira par diriger le musée privé.

Quand Nelson Rockefeller lègue, en 1975, sa collection au Metropolitan Museum of Art, celle-ci compte plus de deux mille pièces. Et Douglas Newton sera le directeur du nouveau département des arts d'Amériques, d'Afrique et d'Océanie, ainsi créé, jusqu'à sa retraite, en 1990. Pendant cette période, il organise plus de soixante-dix expositions, enseigne à l'université Columbia (New York) et sera conseiller auprès de plusieurs institutions, dont la National Gallery of Victoria, à Melbourne, et la National Gallery of Australia, à Canberra.

Devenu un spécialiste des arts d'Océanie, Douglas Newton voit à toutes les civilisations qui se sont épanouies dans le Pacifique un tronc linguistique commun. Il publie de nombreux livres, en particulier sur les arts de Nouvelle-Guinée, après plusieurs séjours entre 1964 et 1973. Parmi ceux qui sont traduits en français, il faut signaler : *Chefs-d'œuvre de la collection Rockefeller* (Le Seuil, 1979), *L'Art océanien*, avec Adrienne L. Kaeppler et Christian Kaufmann (Citadelles et Mazenod, 1993), *Sculptures, chefs-d'œuvre du Musée Barbier-Mueller* (Imprimerie nationale, 1995), *Les Arts des mers du Sud* (Adam Biro, 1998). Depuis 1998, Douglas Newton était membre du comité de présélection des acquisitions du futur musée du quai Branly.

E. de R.

■ **CLAUDE DESBONS,** député (PS) du Gers, ancien maire d'Auch, est mort, lundi 24 septembre, des suites de l'accident vasculaire cérébral dont il avait été victime le 23 décembre 2000 et qui l'avait plongé dans le coma. Né le 7 octobre 1938 à Loussous-Débat (Gers), ancien chef d'entreprise, Claude Desbons avait d'abord été adjoint au maire d'Auch de 1977 à 1995, conseiller général du Gers, élu du canton d'Auch-Sud-Est, d'avril 1987 à juin 1997, avant de devenir maire d'Auch en juin 1995, puis député de la 1re circonscription du Gers en juin 1997. Il ne s'était pas représenté aux élections municipales de mars 2001, et son premier adjoint, Claude Bétaille (PS), avait été élu dès le premier tour en battant le célèbre cuisinier André Daguin (UDF).

■ **JEAN FONTAINE,** producteur de radio, créateur de « Prestige de la musique », est mort, lundi 24 septembre à Paris, des suites d'un cancer du foie. Né le 22 janvier 1920 à Paris, Jean Fontaine était entré à la radio publique après la seconde guerre mondiale, d'abord comme speaker, puis comme présentateur et producteur, de 1956 à 1969, de l'émission de variétés « Discoparade » à l'Alhambra, avant de se consacrer à la musique classique avec « Prestige de la musique », salle Pleyel, de 1962 à 1997, et avec « La musique est à vous », de 1974 à 1996. Jean Fontaine a été longtemps une voix particulièrement mélodieuse à l'antenne de France-Inter – avant même que la station porte ce nom – puis, ces dernières années, de France-Musique. Son émission hebdomadaire bénéficiait du concours des formations de la radio (Orchestre national et Orchestre philharmonique) et avait lancé la première série de concerts publics, symphoniques et lyriques à Paris, salle Pleyel, sur abonnement à des prix populaires. Elle réunissait souvent des chefs et solistes encore méconnus et qui devinrent célèbres : ainsi Jean Fontaine fit-il découvrir les voix de Placido Domingo, Montserrat Caballe ou Martina Arroyo.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Pascale et **Pierre-Antoine ULLMO,**
Johana, Charlotte et **Inés**
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Eliot, Roger, Jo,

le 13 septembre 2001, à Barcelone.

Vistabella, 13,
08022 Barcelone,
ullmo@paueducation.com

Anniversaires de naissance

– 27 septembre 1991 -
27 septembre 2001.

Charline

a dix ans.

Joyeux anniversaire, petite caille d'amour.

Colette et Olivier qui t'aiment très fort.

– De Castres,

27 septembre 1981,
27 septembre 2001.

Nous souhaitons un joyeux anniversaire à

Martin.

Avec de gros bisous.

Maman, Papa et Noémie.

– 27 septembre 1921 -
27 septembre 2001.

Jean ROGER,

bon anniversaire.

De la part de ta famille de Hyères, de Bernin, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, de Paris, de Séderon.

23, boulevard Maréchal-Leclerc,
tour Belledonne,
38000 Grenoble.

Anniversaires

Dahlia,

pour cet anniversaire,

Etreinte d'automne.
Floraison d'éternité.
CAJE.

Mariages

Camille JOURDE
a la joie d'annoncer le mariage de

son **papa** et sa **maman,**

le 29 septembre 2001, à Montlignon (Val-d'Oise).

4, rue Saint-Vincent-de-Paul,
75010 Paris.

Décès

– Véronique Charaire,
son épouse,
Claude et Philippe Goubaux,
Marie-Claude et Gilles Charaire,
ses enfants,
Geneviève Furn,
Les familles Charaire, Grimbert, Arra,
Et tous ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Georges CHARAIRE,
poète et peintre,
chevalier des Arts et des Lettres,
fondateur du Théâtre du Tertre,

survenu le 23 septembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 28 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, Paris-14e.

Ni fleurs ni couronnes.

42, rue du Dragon,
75006 Paris.

– Estelle Garnier,
son épouse,
Carole,
sa fille,
Et toute la famille,
Tous ses proches,
Et tous ceux qui l'aimaient,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Jean-François GARNIER,
ancien conseiller
au Fonds monétaire international,

survenu le 22 septembre 2001, à Nîmes.

Les obsèques seront célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, avenue de Suffren,
75015 Paris.
35, square Marguerite,
1000 Bruxelles.

– Ennery (Val-d'Oise).

Paola et Nicolas,
ses enfants,
Les familles Generali, Marga, Mazzei et Magnien,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Amédéo GENERALI,

survenu le 23 septembre 2001, dans sa soixante-quatorzième année, à Ennery (Val-d'Oise).

Les obsèques seront célébrées le vendredi 28 septembre, au crématorium du Père-Lachaise, à partir de 9 h 20.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. André THIAIS,

décédé dans sa soixante-dixième année et incinéré le 21 septembre 2001, à Cuers.

André Thiais était un ancien collaborateur du journal *Le Monde* en tant que chargé de sécurité.

– Mme Annette Theys,
son épouse,
Jacques et Anna Maya, Philippe et Odile, Françoise,
ses enfants et belles-filles,
Tatiana, Sophie, Cédric, Alban, Alice,
ses petits-enfants,
M. et Mme Roger Holvoët,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice THEYS,
préfet de région honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 28 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, rue Barbet-de-Jouy,
75007 Paris.

– La famille Thibault,
Ses filleuls,
Ses proches et amis,
ont le chagrin de faire part du décès du

professeur
Philippe THIBAULT,
ancien chef de service
à l'hôpital Bichat,
expert national,

le samedi 22 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 28 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Des dons peuvent être adressés à l'association France Parkinson, 37 *bis*, rue La Fontaine, Paris-16e.

14, rue des Marronniers,
75016 Paris.

– Madeleine Wajemus,
son épouse,
Nicole et Maurice Anconina,
ses enfants,
Jérôme et Bastien,
ses petits-enfants,
Ses frère, beau-frère, belles-sœurs, neveux et nièces,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marcel WAJEMUS,
ancien de la 2e DB,
médaillé militaire,
croix de guerre,
médaille des Evadés,

survenu à Cannes, le 22 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu ce mercredi 26 septembre.

Anniversaires de décès

– A

Pierre DURLOT,

disparu le 27 septembre 2000.

« A tous les repas pris en commun,
nous invitons la liberté à s'asseoir.
La place demeure vide
mais le couvert reste mis. »
René Char.

Sa famille.

– Le 27 septembre 1996,

Catherine MACÉ

entrait dans la paix du Seigneur.

Elle reste vivante dans nos cœurs.

« Heureux les cœurs purs,
car ils verront Dieu. »

Avis de messe

– Une messe sera concélébrée le mardi 2 octobre 2001, à 17 heures, par le Père Schneider et le Père Armogathe, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e, à l'intention de

Julian PITT-RIVERS,

décédé le 12 août 2001.

Offices religieux

– A la suite des tragiques événements survenus le 11 septembre dernier aux Etats-Unis et qui ont durement touché le groupe Aon, de nombreux collaborateurs, clients et amis d'Aon France nous ont exprimé leur désir de participer à un moment de recueillement.

Un office œcuménique à la mémoire des victimes des attentats et de leurs familles est organisé le lundi 1er octobre 2001, à 17 heures précises.

La célébration se déroulera en l'église Saint-Justin, place d'Estienne-d'Orves, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Aon France remercie tous ceux
qui viendront témoigner
de leur sympathie et de leur solidarité.

Communications diverses

Du 15 au 21 octobre 2001,
dans le cadre de la Fête de la science,
« Les chercheurs parlent aux enfants » dans les écoles élémentaires parisiennes.

Scientifique, chercheur,
enseignant-chercheur ou étudiant,
vous avez une expérience simple à montrer,
un problème scientifique
touchant au quotidien des enfants.

Retirez vite un dossier en vous connectant à l'un des sites suivants :
Académie de Paris
w3.scola.ac-paris.fr/
Mairie de Paris :
www.mairie-paris.fr/

Contacts :
Académie de Paris,
Marie-Claude Mombet,
01-44-62-40-57.
Mairie de Paris :
Christian Tremblay,
01-42-76-37-50

TARIF CARNET 2001
Tarif à la ligne : **141 F TTC - 21,50 €**
Tarif abonnés : **119 F TTC - 18,14 €**
Tél. 01-42-17-39-80 — Fax : 01-42-17-21-36
e-mail: carnet@mondepub.fr

Chaque jeudi avec
Le Monde
DATÉ VENDREDI
retrouvez
LE MONDE DES LIVRES

DEBARRAS
integral, tous locaux, récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide tous les jours

Le Monde — Nord Sud EXPORT
PERSPECTIVES DU RISQUE MEXICAIN
Rencontre avec M. Rogelio Ramirez de la O
MARDI 9 OCTOBRE 2001 de 17 h à 20 h
(salle de réunion journal *Le Monde*, 21 *bis*, rue Claude- Bernard - 75005 Paris)
L'exposé, suivi d'une discussion, de M. Ramirez de la O, directeur de la société de conseil Ecanal, l'un des meilleurs analystes de l'économie mexicaine, portera sur :
- **Bilan de la première année de Vicente Fox.** Perspectives macro-économiques : croissance, inflation, balance des paiements, prévisions à court terme et scénario le plus probable pour 2002. Les facteurs extérieurs : USA, crise argentine, stabilité mondiale.
- **La possibilité d'une nouvelle étape de croissance avec réformes structurelles** : consolidation du système bancaire, pétrole, électricité, autres réformes souhaitables.
- **Fox en tant que nouveau modèle politique** : l'actuel rapport de forces politiques (PAN, PRI, PRD et Amis de Fox), scénarios de coopération pour faire avancer les réformes.
Séminaire « entreprises » organisé par *Nord Sud Export* avec Le Monde
Renseignements et inscriptions auprès de Christelle TORRES et Nathalie LEFEVRE
Tél. : 01-44-97-55-35 - Fax : 01-44-97-55-36
E-mail : *nse@lemonde.fr*
Rencontre animée par Daniel SOLANO, responsable Amérique latine de Nord Sud Export

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LITTERAIRES
En voyageant, en écrivant

Participez à la 5e édition du
Prix Le Monde de la recherche universitaire

Si vous avez soutenu votre thèse entre le 1er octobre 2000 et le 31 octobre 2001, le Prix *Le Monde* de la recherche universitaire vous offre la possibilité de publier vos travaux dans la collection « Partage du savoir ».
Date limite d'envoi des dossiers : 5 novembre 2001
Renseignements : 01-44-97-54-95, chupin@lemonde.fr
OFUP — fph fondation Charles Léopold Mayer — de l'éducation — FONDATION DE FRANCE — MINISTERE DE LA RECHERCHE — puf

EN VUE

■ *« Nous sommes tous responsables »*, a déclaré **Vladimir Poutine**, mardi 25 septembre devant le Bundestag, à propos des attentats aux Etats-Unis : *« Nous sommes tous responsables, parce que nous avons fait confiance à un système de sécurité dépassé »*.

■ Dépourvue de commandes, une usine de la région de Tcheliabinsk, dans l'Oural, envisage d'arrêter la chaîne de production, lancée depuis le 20 septembre, de bustes en fonte du président **Poutine**.

■ *« Il semble animé par un désir de vengeance »*, concluent **Caroline Murray,** de l'Académie britannique de graphologie, et **Erik Rees**, président de l'Institut britannique des graphologues, d'après la signature d'**Oussama Ben Laden** en bas d'un fax.

■ Le présumé kamikaze **Mohamed Atta**, armé d'un cutter, aurait, selon le FBI, réexpédié à ses commanditaires, à la veille des attentats, une liasse de dollars qu'il n'avait pas eu besoin de dépenser pour mener à bien sa mission.

■ Les soldats d'élite britanniques du Special Air Service pourraient être appelés à des opérations d'infiltration en Afghanistan face à des moudjahidins, devenus depuis talibans, formés aux méthodes de combat à l'époque de l'occupation soviétique par les officiers instructeurs de leur régiment.

■ Tous les clandestins asiatiques interpellés sans papiers sur les côtes de Grande-Bretagne se déclarent actuellement afghans.

■ En les abandonnant au large de l'Australie, le capitaine et l'équipage d'un bateau de pêche sri-lankais, condamnés par un tribunal de Perth, avaient conseillé à leurs vingt-quatre compatriotes clandestins de ramer jusqu'à la côte, puis de marcher en direction du soleil levant jusqu'à ce qu'ils trouvent un taxi.

■ *« En outre tu disposeras intégralement des 60 yuans par jour gagnés par le vieux dans la récupération des bouteilles de plastique »*, ajoutait dans son contrat **Jia Zhongkui**, fils indigne de Canton, qui a vendu son père à son frère aîné pour la somme de 11 000 yuans, afin de se soigner d'une maladie vénérienne et d'éteindre une dette de jeu.

■ Chargé de placer les millions de dollars amassés par son ami le roi de Tonga en vendant illégalement des passeports tonguiens, **Jesse Bogdonoff**, banquier américain, « bouffon officiel » de **Taufaahau Tupou IV** pour être né un 1er avril, a disparu avec sa marotte et le magot.

Christian Colombani

« Les Temps modernes » face à la question basque

La revue dirigée par Claude Lanzmann consacre un dossier au Pays basque espagnol. Vingt-cinq contributions sur la violence, l'histoire, l'identité, le nationalisme, dans lesquelles on trouve plus d'indignation que de pensée

LE NUMÉRO 614 des *Temps modernes* consacré à « La question basque » comporte 319 pages. Vingt-cinq contributions (journalistes, écrivains, universitaires ou témoins espagnols et basques, sans notule biographique) portent sur la violence, l'histoire, l'autodétermination, l'identité culturelle, les nationalismes et militantismes. C'est un ensemble courageux. Affronter cette « question basque » ne suscite ordinairement que la passion de ceux qui ne la ressentent pas comme une « question ». En d'autres temps, *Les Temps modernes* auraient pu faire valoir que la question basque est une question de l'Etat que combat ETA : une question espagnole, par exemple, ou européenne. La violence et le terrorisme sont exactement ce qu'on ne désire pas penser. Non-désir bien au-delà du refus. Le texte de présentation du numéro en a conscience : *« D'autres temps et d'autres situations différemment noires imposaient d'autres partialités. Par exemple, le temps du contre-terrorisme d'Etat couvert par le gouvernement de Felipe Gonzalez. »* C'est de pensée politique que manquent la plupart des contributions. L'indignation y est. Pas la pensée.

La qualité de l'ensemble tient à sa clarté, à son effort d'élucidation historique (Villota, José Luis de la Granja, Cardus I Ros, Letamendía) : les strates, les accumulations, les guerres, depuis les carlistes, les luttes dont découle la situation, avec sa paranoïa, sont bien établies. Mais les fondateurs historiques d'ETA, en rupture ou en exil, manquent à l'appel (Julen de Madariaga, Azurmendi).

On aurait pu trouver dans la théorie (celle du « spectacle », dont le terrorisme est un cas d'école, ou les travaux de Michel Wieviorka, ou ceux de Gérard Chaliand, ou les Rencontres européennes de 1997 à l'initiative du Groupe d'alliance radicale) d'autres appuis que de simples témoignages. Ou dans l'intense activité des artistes. Bon exemple des articles les plus faibles, « L'Arcadie à l'écran, un bref parcours de l'histoire et des contenus de la télévision autonome basque » (Lucia Martinez Odriozola). A la fois indigent, anodin dans la polémique (passionnante, la haine des txistus, flûtiaux stridents, dans plusieurs articles) et finalement prudemment dosé (éloge des feuilletons !).

GRAND ÉCART

La question (pas basque celle-ci) du ton, de l'ironie, est centrale. Simple politique de la langue. Fernando Savater (« Chronique d'une résistance sans armes à la lutte armée »), par exemple, aimerait provoquer, gesticule beaucoup. Il y faudrait une autre intrépidité du style. Un ou deux auteurs, Anjel Lertxundi, avec beaucoup de douceur, ou José Manuel Fajardo, posent la question de la langue et de la littérature, des pouvoirs de la littérature. Quelques pages d'« Etxemendi » (Florence Delay) montrent la voie.

Plus révélateur, le grand écart entre le crétinisme de quelques idéologues du nationalisme basque (Sabino Arana, et un dangereux curé manipulateur de théories des rhésus) et, d'un autre côté, une passionnante enquête (pas toujours intelligemment commentée) sur « Quelques données sociologiques sur le fait différentiel basque » (Javier Elzo) : comme une machine à démonter, ce qu'on ne désire généralement pas plus que d'analyser la violence, les idées reçues.

Sur les questions (internationales) de mœurs, de société, de vie, de goûts,«l es » Basques, du moins les radicaux de gauche, sont de loin les moins à la traîne de la société espagnole (ou basque traditionnelle, ou française). Ce qui prouverait, grande nouvelle, que la question basque est moins une question de txistu que de politique. Le discret témoignage d'un écrivain de passage à Bilbao en août 2001 (« Encierro en Bilbao », par Xavier Daverat) le prouve sans effet. On peut le lire dans la dernière livraison du *Passant ordinaire,* n° 36, septembre-octobre 2001, intitulée « Que faire ? ». Laquelle « fait » de la politique comme on apprenait à en « faire » par la lecture des *Temps modernes*.

Francis Marmande

★ *Les Temps modernes*, « La question basque, confins, violence, confinements », n° 614.

DANS LA PRESSE

LE FIGARO
Ismaïl Kadaré

■ J'étais déjà frappé lorsqu'on a découvert en ex-Yougoslavie qu'une partie des crimes étaient faits par des soldats qui deux ans auparavant étaient encore des lycéens. Comment peut-on imaginer un lycéen initié aux grands auteurs prendre un couteau et égorger des enfants ? Ça s'est pourtant passé comme ça. On assiste à la même chose avec les intégristes. Il y a parmi eux des gens instruits, des gens qui furent de jeunes idéalistes, nourris de haute culture, et soudainement complètement pervertis. Il faut bien comprendre que la haute culture peut cacher un visage cruel. Il n'y a pas de crime qui marche seul, sans cette arrière-garde qui le pense et le protège, lui fournissant une justification et une sophistication. Tous les grands crimes dans le monde dissimulent une pensée criminelle *(...)*. La littérature et plus largement la culture peuvent jouer un rôle sensible pour faire en sorte que la culture du crime et de la violence ne soit pas présentée comme une culture héroïque.

SACRAMENTO BEE
(Californie, Etats-Unis)

■ Il est déterminant que les Etats-Unis et leurs alliés pensent non seulement aux moyens de frapper les ennemis qui se cachent en Afghanistan, mais aussi à éviter que sa population n'en pâtisse. Pour des raisons humanitaires aussi bien que diplomatiques, son bien-être doit être au cœur de toute stratégie antiterroriste *(...)*. Une attaque américaine pourrait encore aggraver la misère de ce pays et, à moins qu'elle soit largement soutenue par nos alliés et habilement menée pour éviter au maximum des pertes innocentes, elle pourrait rapidement retourner la sympathie qui s'est manifestée dans le monde pour nos souffrances en direction des Afghans. Ce dont ne pourrait que profiter Ben Laden. Toute action militaire américaine doit avoir pour préoccupation fondamentale d'éviter de faire des victimes civiles. Nous devons aussi être prêts à fournir une assistance humanitaire et économique à long terme à la reconstruction de l'Afghanistan, ce que notre imprévoyance nous avait empêché de faire il y a une dizaine d'années après la disparition de la menace soviétique.

www.nic.so

Internet fait une timide apparition en Somalie, grâce à un fragile accord entre factions rivales

OFFICIELLEMENT, sur Internet, la Somalie n'existe pas. La page Web consacrée au domaine « .so » par l'Internic, organisme américain chargé du contrôle technique du système international de l'adressage Internet, est sans équivoque : *« La Somalie est toujours très instable et, par conséquent, nous avons décidé de suspendre tout enregistrement tant qu'un gouvernement reconnu ne sera pas en place.* (...) *Aucun nom de domaine en .so n'est disponible, et nous ne cherchons pas de partenaires pour les enregistrements. »*

A défaut de son propre domaine national, la Somalie, qui compte vingt-cinq mille lignes téléphoniques pour neuf millions d'habitants, possède un fournisseur d'accès Internet, la Somali Internet Company (SIC). Ce consortium est né en août 2000 après deux ans d'âpres négociations, menées sous les auspices des Nations unies, entre les trois compagnies de télécom rivales, Barakat, Nationlink et Astel. Jusqu'en 1998, leurs propriétaires respectifs, qui possèdent chacun leur propre armée de miliciens, refusaient de s'asseoir à la même table. Résultat de cette rivalité militaro-commerciale : dans la capitale, Mogadiscio, il fallait parfois passer par un pays étranger pour téléphoner à un correspondant voisin abonné chez un opérateur concurrent...

En acceptant d'investir en commun dans des équipements Internet, les trois entreprises ont contribué à l'apaisement du climat politique. Le serveur de la SIC a été mis en place à Dubaï par un ingénieur tchèque, tandis que des bureaux commerciaux étaient loués au cœur du marché Baccara, la plus importante place commerciale de Mogadiscio.

Après une année de fonctionnement, le bilan de la SIC reste modeste : en tout 450 abonnés, qui paient un forfait mensuel de dix dollars – pour la plupart des négociants, des ONG étrangères et des membres du gouvernement de transition rentrés d'exil. Le développement d'Internet se heurte à deux obstacles majeurs : l'absence de réseau électrique fiable et le danger physique que représente la présence d'un ordinateur chez soi. Pour les bandes de pilleurs qui sévissent toujours dans la capitale, un tel signe extérieur de richesse est une provocation... La SIC a donc décidé, au début de 2001, d'ouvrir son propre cybercafé, où l'heure de connexion coûte trois dollars. Les intégristes musulmans, sans qui rien ne peut se faire en Somalie, ont donné leur accord : en gage de bonne moralité, la SIC a installé un système de filtrage de contenu importé d'Arabie saoudite.

Géraldine Faes

SUR LA TOILE

SERVICES INTÉGRÉS

■ La société américaine VeriSign, l'un des principaux vendeurs de noms de domaine à l'échelle mondiale et le responsable technique du registre central des noms de domaine, a racheté le prestataire télécom Illuminet. Grâce à cette acquisition, VeriSign espère s'imposer comme leader sur le nouveau marché des technologies d'intégration téléphone-Internet, en offrant notamment des services de couplage entre numéros de portable et adresses Internet. – *(Reuters.)*
www.verisign.com

SEXE VIRTUEL

■ La ville de Tampa (Floride) a perdu son procès en appel contre la société Voyeur Dorm, qui gère un site Web payant diffusant des images érotiques en direct sur Internet. La municipalité voulait faire fermer Voyeur Dorm, car ses studios se trouvent dans une zone résidentielle où les clubs de strip-tease sont interdits. Le tribunal a décidé qu'il n'y avait pas de trouble à l'ordre public, car les studios ne recevaient pas de clients.
laws.lp.findlaw.com/11th/0016346opn.html

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031
ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE*** 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis,* rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Le choc des « Visiteurs » *par Dominique Dhombres*

A CAUSE du « choc des civilisations », qu'on nous prédit pour tout de suite avec ces enfants fanatiques qui nous disent en souriant, l'œil brillant et fixe devant la caméra, « I kill you » du fond de leurs écoles coraniques pakistanaises, ces commandos parachutistes britanniques qui récitent le « Fardeau de l'homme blanc », le regard non moins fixe sous le visage passé au cirage quelque part dans les montagnes afghanes, ces avions d'épandage, interdits de vol aux Etats-Unis, qui devaient répandre des gaz pas hilarants du tout, et, cerise sur le gâteau, ces réseaux dormant sans ronfler dans le 93, qui devaient faire sauter l'ambassade des Etats-Unis à Paris et la place de la Concorde, à cause de tout ça, il y avait comme un doute, un malaise, un soupçon. Oh ! pas grand-chose ! Juste une inquiétude. En rapport avec cet autre choc, qui date de 93 (l'année, pas le département) et nous avait laissé tout pantois et fort ébaubi. Vous avez compris ? Okaaay ? Il s'agit évidemment de la sortie en salle des *Visiteurs*, de Jean-Marie Poiré et Christian Clavier.

Ce dernier était, vous vous en souvenez, à la fois Jacquouille la Fripouille qui pue des pieds et Jacques-Henri Jacquard, qui porte des vestes roses. Jean Reno était Godefroy de Montmirail et, brièvement, le temps d'une méprise, le cousin Hubert qui-a-disparu-dans-le-raid-Gitanes-à-Bornéo. Valérie Lemercier était Frénégonde de Pouille et surtout la plus merveilleuse des Marie-Chantal de notre temps, accent BCBG et petite culotte assortie, j'ai nommé Béatrice de Montmirail qui dit si bien : *« Vous vous êtes lavé les dents ce matin avec des croûtes de fromage, ou quoi ? »* On remarquait aussi Marie-Anne Chazel (Ginette) en guenilles avec des bas filés récupérés dans une poubelle, Christian Bujeau (le mari dentiste), Didier Bénureau (l'interne rigolo de l'asile de fous), j'en oublie.

Et, soudain, l'angoisse. Et si TF1, au nom du politiquement correct, allait d'un seul coup, là, sans prévenir, déprogrammer *Les Visiteurs* ? A cause de cette unique scène inaugurale, où surgit sur une départementale une fourgonnette jaune de La Poste conduite par un Antillais. *« Messire, un Sarrasin dans une chariotte du diable ! »*, s'écrie Jacquouille la Fripouille. Le sang de Godefroy de Montmiral ne fait qu'un tour. Il charge, sur son destrier. Et le facteur prononce cette phrase, qui retentit encore et encore à nos oreilles (huit ans, déjà) : *« C'est des malades ! »* Ils n'ont pas osé. TF1 a maintenu *Les Visiteurs* en prime time. Notre civilisation est sauvée. Pour l'autre choc, et tous ses malades, on verra plus tard.

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Hip-hop **Forum**
22.00 Hommage au poète, chantons Trenet. **Forum**
23.00 Musique sacrée, sacrée musique. **Forum**

MAGAZINES

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. L'impossible réparation. **Arte**
20.55 Des racines et des ailes. Surdoués, le revers de la médaille. DHEA, la pilule miracle ? New York, la vie par-dessus tout. **France 3**
22.25 Ça se discute. Comment vit-on l'éloignement de son conjoint ? **France 2**
23.20 Héros vinaigrette. Le flic. **France 3**
23.55 La Route. Invités : Louis Chédid et Christophe. **Canal Jimmy**
0.30 Vol de nuit. Avec Nathalie Rheims ; Marina Vlady ; Jean-Christophe Rufin ; Marie Darrieussecq ; Régis Jauffrey ; Guy Goffette. **TF 1**
0.55 Des mots de minuit. Invités : Maurice Béjart ; Raphelle Branche. **France 2**

DOCUMENTAIRES

19.00 Connaissance. Les Héritiers de Humboldt. [3/3]. **Arte**
19.35 Au fil du fleuve Paraguay. **Planète**
19.55 Evasion. Chevreuse : le jardin de la grande ville. **Odyssée**
20.00 Emmanuel Le Roy Ladurie. [3/4]. Histoire de vies. **Histoire**
20.00 Nzou, l'éléphante. **Nat. Geographic**
20.30 Eléphants sans domicile fixe. **National Geographic**
20.30 Citizen Bishara. **Planète**
21.00 Courage au sommet. **National Geographic**
21.25 Civilisations. La pierre de Rosette. **La Chaîne Histoire**
21.45 Tribus d'Afrique. [4/5]. Les Afars d'Ethiopie. **Odyssée**
21.50 Musica. Paul Sacher, portrait du mécène en musicien. **Arte**
22.00 Watergate. [4/5]. L'hallali. **Histoire**
22.15 De Gaulle ou l'éternel défi. [2/6]. Orages atlantiques. **Planète**
22.15 Biographie. Stanley et Livingstone. **La Chaîne Histoire**
23.00 Retour sur l'Everest. **National Geographic**
23.00 Pilot Guides. San Francisco. **Voyage**
23.35 Profil. Giacometti, d'argile et de feu. **Arte**

SPORTS EN DIRECT

20.00 Cyclisme. Championnat du monde sur piste. **Eurosport**
20.45 Football. Ligue des champions (1re phase, 3e journée, groupe D) : Nantes - Galatasaray Istanbul. **TF 1**

DANSE

21.00 La Fleur de pierre. Chorégraphie de Youri Grigorovitch. Musique de Serge Prokofiev. Par le ballet du Bolchoï. **Muzzik**
23.45 Roméo et Juliette. Chorégraphie de Rudolf Noureev. Musique de Serge Prokofiev. Avec Monique Loudières (Juliette), Manuel Legris (Roméo)... **Mezzo**

MUSIQUE

20.35 Chtchedrine. *Sonate pour piano.* Enregistré en 1983. Avec Nicolas Economou, piano. **Mezzo**
22.45 Amalia Rodrigues. Enregistré en 1987. **Mezzo**
22.50 Dizzy Gillespie. Montréal, en 1981. **Muzzik**
22.55 Musica. *Sur Incises.* **Muzzik**
0.50 Brian Setzer. Festival de jazz de Montreal. **Paris Première**

THÉÂTRE

22.40 Le père Noël est une ordure. Pièce du Splendid. **Monte-Carlo TMC**

TÉLÉFILMS

20.45 Une femme en péril. Rod Hardy. **RTL 9**
22.10 Les Yeux en bandoulière. Pierrick Guinard. **Festival**

SÉRIES

20.30 Star Trek, DS 9. Faisons un tour dans la holosuite. ○. **Canal Jimmy**
20.45 Les Chemins de l'étrange. The Midas Touch. **13ème RUE**
20.50 Le Lycée. Impasses ○. Un fauteur de troubles. ○. **M 6**
20.50 Louis Page. Le Bienfaiteur. **France 2**
22.50 X-Files. Patience ○. Un coin perdu ○. **M 6**

FILMS

16.50 Le Roi du tabac ■■
M. Curtiz (EU, 1950, 120 min). **TCM**
17.55 Le Marin de Gibraltar ■■
Tony Richardson (Grande-Bretagne, 1967, 85 min) ○. **Cinétoile**
18.05 Bandits, bandits ■■
Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1981, v.o., 115 min) ○. **Cinéfaz**
18.50 Docteur Jekyll et Mister Hyde ■■
V. Fleming (EU, 1941, 115 min) ○. **TCM**
19.40 Monsieur Hire ■■
Patrice Leconte (France, 1989, 80 min) ○. **Cinéstar 2**
20.30 La Vie privée d'Henry VIII ■■■
Alexander Korda (GB, 1933, v.o., 95 min) ○. **CineClassics**
20.45 Dîner ■
B. Levinson (EU, 1982, 115 min) ○. **TCM**
21.00 Le Lendemain du crime ■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1986, 105 min) ○. **CineCinemas 3**
22.05 Quasimodo, le bossu de Notre-Dame ■■
William Dieterle (Etats-Unis, 1939, v.o., 115 min) ○. **CineClassics**
22.20 Le Temps retrouvé ■■
Raoul Ruiz (France - Italie - Portugal, 1999, 160 min) ○. **CineCinemas 1**

22.40 Show Boat ■■
George Sidney. Avec Ava Gardner, Kathryn Grayson (Etats-Unis, 1951, 110 min). **TCM**
22.50 Beau Geste ■■
William A. Wellman (Etats-Unis, 1939, 110 min) ○. **Histoire**
23.05 Douze hommes en colère ■■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1957, 95 min). **Festival**
23.50 L'Invasion des profanateurs ■■
Philip Kaufman (Etats-Unis, 1978, 115 min) ♁. **Cinéfaz**
0.20 La Ville captive ■
Robert Wise (Etats-Unis, 1952, v.o., 90 min) ○. **Cinétoile**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.15 et 1.30 **Exclusif.**
18.50 Le Bigdil.
19.45 et 20.30, 0.25 **Star Academy.**
19.48 Météo, Journal, Météo.
20.35 Football. Ligues des champions.
20.45 Nantes - Galatasaray Istanbul.
0.30 Vol de nuit.

FRANCE 2

18.30 Friends ○.
19.00 On a tout essayé.
19.50 Un gars, une fille.
19.55 et 20.45 **Tirage du Loto.**
20.00 Journal, Météo.
20.50 Louis Page. Le Bienfaiteur.
22.25 Ça se discute. Comment vit-on l'éloignement de son conjoint ?
0.35 Journal, Météo.
0.55 Des mots de minuit.

FRANCE 3

16.35 MNK.
17.35 A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.20 Tous égaux.
20.55 Des racines et des ailes.
22.50 Météo, Soir 3.
23.20 Héros vinaigrette. Le flic.
0.20 Cyclisme.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.45
18.15 Divers et variés. Avec Kelly Joyce.
18.55 + de cinéma.
19.30 Le Journal.
19.45 Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
20.45 Encore + de cinéma.
21.00 Sade ■
Film. Benoît Jacquot ♁.
22.35 The House of Yes
Film. Mark S. Waters ○.
23.55 Midnight +.
0.50 La Tranchée ■
Film. William Boyd ○.
2.30 Stand-By ■■
Film. R.Stéphanik. ○.

ARTE

19.00 Connaissance [3/3].
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Putain d'Europe ! Galères grecques.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. L'impossible réparation.
21.50 Musica. Paul Sacher, portrait du mécène en musicien.
22.55 Sur Incises de Boulez. **23.35** Profil. Giacometti, d'argile et de feu.
0.45 La Lucarne. Les Chaussures d'Amérique. Télefilm. Arkadiy Yakhnis (v.o.).

M 6

18.55 Le Caméléon ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie ○.
20.39 Un jour à part.
20.40 Décrochages info, Caméra Café.
20.50 Le Lycée. Impasses ○.
21.50 Un fauteur de troubles ○.
22.50 X-Files. Patience ○.
23.45 Un coin perdu. ○.
0.40 Drôle de scène. Stéphane Rousseau. Didier Benureau. Eric Massot.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction 30. *Trois hommes gris sur un banc vert,* d'Hervé Prudon.
21.00 Mesures, démesures. Festival Musica [1/2].
22.10 Multipistes. Détruite dit-elle.
22.30 Surpris par la nuit. C'est tout sur ma mère.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

19.05 Le Tour d'écoute.
20.00 Concert. Par le Chœur et l'Orchestre philarmonique de Radio France, dir. Myung-Whun Chung.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Rasenet.
20.40 Juditha Triumphans. Opéra de Vivaldi. Par l'Academia Montis Regalis, dir. A. de Marchi, Magdalena Kozena (Juditha).
22.50 Les Rendez-vous du soir. Suite. Les illuminations de Benjamin Britten. Œuvres de Purcell, Britten.

Le Monde TELEVISION

France-Musiques

20.00 Concert :
La « Transfiguration »
Olivier Messiaen était convaincu que la seule réalité qui vaille se situait dans le domaine de la foi. La *Transfiguration,* créée à Lisbonne en 1969, réunit sept solistes, un chœur de cent voix et un orchestre à l'avenant. Toute l'œuvre se veut une évocation de la lumière répandue sur les hommes, par des effets d'espaces infinis dus à l'alchimie des timbres et de l'harmonie.

Planète

20.30 Citizen Bishara
Comment peut-on être arabe israélien ? Comment ne pas savoir que désormais un Israélien sur cinq est arabe ? Comment ne pas remarquer un Azmi Bishara, arabe, palestinien, citoyen et député d'un Etat se proclamant juif ? Simone Bitton consacre un documentaire révélateur à cet homme politique d'un type nouveau, à l'esprit indépendant, et plein d'humour. Azmi Bishara fait exploser les préjugés.

Canal+

21.00 Sade ■
Mis en scène par le cinéaste Benoît Jacquot, un épisode de la vie du divin marquis, lorsque celui-ci fut transféré en pleine Révolution de la prison de Saint-Lazare au couvent de Picpus. Avec Marianne Denicourt, Daniel Auteuil (dans le rôle de l'écrivain) et Isild Le Besco, qui fut ici une révélation. Ce qui n'empêche pas les réserves sur un film qui déçoit dans l'œuvre de Jacquot.

JEUDI 27 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Prix Nobel de littérature, politiquement incorrects ? **Forum**
22.00 L'idéologie a-t-elle disparu ? **Forum**
22.30 Bibliothèque Médicis. Mondialisation : elle nous sauve ou elle nous tue ? Invités: Gilles Kepel ; Jean-Paul Fitoussi ; Guy Sorman ; Jean Pisani-Ferry. **Public Sénat**
23.00 Révolution, ceux qui attendent le grand soir. **Forum**

MAGAZINES

11.50 Arrêt sur images. L'énigme Ben Laden. **La Cinquième**
15.40 En aparté. Invités : Vincent Lindon et Jean-Christophe Mitterand. **Canal +**
18.05 C dans l'air. **La Cinquième**
18.30 L'Invité de PLS. **LCI**
18.55 + de cinéma. Invités : Vincent Lindon et Catherine Frot. **Canal+**
20.50 L'Invité de l'économie. **LCI**
20.55 Envoyé spécial. Esclaves à domicile. Anti-mondialisation. **France 2**
22.40 L'Actors Studio. Richard Dreyfuss. **Paris Première**
22.45 Boléro. Robin Renucci. **Monte-Carlo TMC**
23.05 Comme au cinéma. Retour sur le phénomène Amélie Poulain. Invités : Audrey Tautou ; Romane Bohringer ; Edouard Baer ; Catherine Jacob. **France 2**
23.15 Le Club. Laurent Heynemann. **CineClassics**

DOCUMENTAIRES

17.00 Fenêtre sur. Le Kenya et la Tanzanie. **La Cinquième**
17.00 Retour sur l'Everest. **National Geographic**
17.05 Les Légendes marines. [1/13]. Cocodrileros. **TMC**
17.10 Gaston Monnerville. **Histoire**
17.35 Les Grandes Aventures du XXe siècle. Les évadés de Colditz. **Chaîne Histoire**
18.00 Cyd Charisse. **Mezzo**
18.05 Valéry Giscard d'Estaing, le président. [3/4]. **Histoire**
18.15 Oum Kalsoum, la voix de l'Orient. **Planète**
18.30 Rats en guerre. **National Geographic**
19.00 Grace Kelly. **La Chaîne Histoire**
19.00 Voyages, voyages. La Namibie. **Arte**
19.05 Le Musée du Prado. [5/5]. L'âge d'or, Bosch et Le Titien. **Odyssée**
19.05 Vietnam, opérations secrètes. [3e volet]. **Histoire**
19.25 Réfugié, un voyage pas comme les autres. **Planète**
20.00 La Rue de la solidarité. **Planète**
20.00 L'Avenir des éléphants. **National Geographic**
20.05 Watergate. [3/5]. Les boucs émissaires. **Histoire**
20.35 Histoires secrètes. Sang contaminé. **La Chaîne Histoire**
20.45 Thema : A la poursuite du risque zéro. **Arte**
21.00 Les parasites attaquent. **National Geographic**
21.00 Les Plus Belles Routes du monde. Pérou, la route des Cités d'or. **Voyage**
21.45 Thema : Ces ondes qui nous entourent. **Arte**
22.00 Poissons de récifs, mais où sont-ils passés ? **National Geographic**
22.00 Saveurs du monde. Le Maroc. **Voyage**
23.00 L'Invincible Armada. [3/3]. La débâcle. **Histoire**
23.00 Pilot Guides. L'Inde du Sud. **Voyage**
23.05 Evasion. Chevreuse : le jardin de la grande ville. **Odyssée**
23.55 La Grande Famine. [2/3]. L'exil. **Histoire**
0.00 Inde, un mariage chez les Rajahs. **Voyage**
0.10 De Gaulle ou l'éternel défi. [2/6]. Orages atlantiques. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

14.30 Cyclisme. Tour d'Espagne (18e étape) : Albacete - Cuenca (155 km). **Eurosport**
17.30 Football. Coupe de l'UEFA (1er tour, retour) : Debrecen - Bordeaux. **Canal+ Vert**
23.00 Football. Championnat du monde des moins de 17 ans : Demi-finale. **Eurosport**

DANSE

17.35 Spartacus. Chorégraphie de Youri Grigorovitch. Musique d'Aram Khatchatourian. Enregistré en 1984. Par le ballet du Bolchoï. Avec Irek Mukhamedov, Natalya Bessmertnova. Avec l'Orchestre du Bolchoï, dir. Alygis Shyuraitis. **Muzzik**

MUSIQUE

17.45 et 20.35, 0.15 Mozart. *Sonate pour piano en mi bémol majeur* KV 282. Daniel Barenboïm, piano. **Mezzo**
19.50 Amalia Rodrigues, a Strange Way of Life. Concert. **Muzzik**
20.00 Schumann. *Etudes symphoniques* op. 13. Andras Schiff, piano. **Mezzo**
21.00 Berlioz. *Messe solennelle.* Enregistré en la cathédrale de Westminster, à Londres, en 1993. Par l'Orchestre révolutionnaire et romantique et le Chœur Monteverdi, dir. John Eliot Gardiner. **Muzzik**
22.00 Diane Schuur & the Count Basie Orchestra. Concert. **Muzzik**
22.15 Fête de la Communauté française. Concert. **RTBF 1**
22.35 A Tribute to the Music of Bob Dylan. Enregistré au Madison Square Garden de New York, en 1991. Avec John Mellencamp, Stevie Wonder, Sophie B. Hawkins, Lou Reed, Pearl Jam, Tracy Chapman, Johnny Cash, Ron Wood, Willie Nelson, Richie Havens et Sinead O'Connor. **Canal Jimmy**
0.45 Betty Carter. Festival de Montréal 1982. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

17.30 La Fureur des anges. Paul Wendkos. [1/2] ○. **Téva**
18.35 Mademoiselle Evelyne. Jean-Louis Fournier. **Festival**
19.05 Les Filles de l'océan. Joyce Chopra. **Disney Channel**
19.30 Deux ans de vacances. Gilles Grangier. [6/6]. **Festival**
20.30 L'Enfant de la honte. Claudio Tonetti. [1 et 2/2]. **Festival**
22.40 La Route de la vengeance. Deran Sarafian ○. **TF 1**
23.15 Terreur dans la nuit. Colin Bucksey ♁. **TF 6**
23.35 Les Visiteurs de la nuit. Jorge Montesi. **M 6**
23.45 Le Crabe sur la banquette arrière. Jean-Pierre Vergne. **Festival**
0.15 Renaissance. Gillies MacKinnon. **Arte**

SÉRIES

17.20 Beverly Hills. L'ami prodigue. **TF 1**
18.30 Les Simpson. Le pire épisode ○. **Canal +**
18.55 Le Caméléon. [1/2]. Instinct naturel ○. **M 6**
20.00 Les Anges du bonheur. Le concours ○. **Téva**
20.30 Friends. Celui qui croyait faire jeune (v.o.) ○. **Canal Jimmy**
20.50 Navarro. Mademoiselle Navarro. **TF 1**
21.35 The Practice. Intégrité. Sur le fil du rasoir ○. **Série Club**
22.45 Ally McBeal. Diffamation ○. **M 6**
0.10 Homicide. Légitime défense. **Série Club**
0.45 Marc et Sophie. Vishnou la paix. ○. **Téva**
0.50 New York District. La fin d'un rêve (v.o.). ○. **13ème RUE**
1.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Le joker. **Série Club**

FILMS

13.40 Promenades d'été ■■
René Féret (France, 1991, 90 min) ○. **Cinéstar 1**
13.50 Une île au soleil ■■
Robert Rossen (Etats-Unis, 1957, 120 min) ○. **CineCinemas 3**
14.50 Bandido ■■
Richard Fleischer (Etats-Unis, 1956, v.o., 90 min) ○. **Cinéfaz**
16.20 Bandits, bandits ■■
Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1981, v.o., 115 min) ○. **Cinéfaz**
16.40 Un jour aux courses ■■
Sam Wood (Etats-Unis, 1937, v.o., 110 min). **TCM**
18.35 Promenades d'été ■■
René Féret (France, 1991, 85 min) ○. **TPS Star**
19.15 Madame du Barry ■■
Christian-Jaque (France, 1954, 105 min) ○. **Cinétoile**
20.30 Lacenaire ■■
Francis Girod (France, 1990, 125 min) ○. **CineCinemas 2**
20.45 Qu'est-ce que maman comprend à l'amour ? ■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1958, 105 min). **TCM**
20.45 Boys Don't Cry ■■
Kimberly Peirce (Etats-Unis, 1999, 115 min) ○. **Canal +**
21.00 Cœurs brûlés ■■
Josef von Sternberg (Etats-Unis, 1930, 90 min) ○. **Histoire**

21.50 The Verdict ■■
Don Siegel. Avec Sydney Greenstreet, Peter Lorre (Etats-Unis, 1946, v.o., 85 min) ○. **CineClassics**
22.25 Monsieur Hire ■■
Patrice Leconte (France, 1989, 80 min) ○. **TPS Star**
22.30 Storm Warning ■■
Stuart Heisler (Etats-Unis, 1951, v.o., 90 min). **TCM**
23.00 Frankenstein ■■
Kenneth Branagh (Etats-Unis, 1994, v.o., 120 min) ♁. **CineCinemas 3**

23.45 Un cœur qui bat ■■
François Dupeyron. Avec Dominique Faysse, Thierry Fortineau, Jean-Marie Winling (France, 1990, 95 min) ○. **TPS Star**
23.55 La Charrette fantôme ■■
Julien Duvivier (France, 1939, 85 min) ○. **Cinétoile**
1.45 Stand-By ■■
Roch Stéphanik (France, 2000, 120 min) ○. **Canal + Vert**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.55 Les Feux de l'amour.
14.45 Meurtre sur écoute. Téléfilm. EW Swackhamer ○.
16.30 Passions.
17.20 Beverly Hills.
18.15 et 1.10 **Exclusif.**
18.50 Le Bigdil.
19.45 et 20.45, 0.10 **Star Academy.**
20.00 Journal, Tiercé, Météo.
20.50 Navarro. Mademoiselle Navarro.
22.40 La Route de la vengeance. Téléfilm. Deran Sarafian ○.
0.15 Histoires naturelles.

FRANCE 2

13.50 Derrick ○.
15.50 Mort suspecte ○.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.20 Qui est qui ?
18.00 Le Groupe.
18.30 Friends ○.
19.00 On a tout essayé.
19.45 Un gars, une fille.
20.00 et 1.10 **Journal, Météo.**
20.20 Question ouverte.
20.55 Envoyé spécial.
23.05 Comme au cinéma.
1.40 Nikita. Main dans la main ○.

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix.
15.00 Vivre sans elle. Téléfilm. Waris Hussein.
16.35 MNK, A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.15 Tout le sport.
20.25 Tous égaux.
20.55 Le Passager de la pluie ■
Film. René Clément ○.
22.55 Météo, Soir 3.
23.25 Cyclisme.
0.20 J'ai pas sommeil.
0.50 Espace francophone. Trois siècles après la paix de Montréal.

CANAL +

13.30 La Grande Course.
14.00 Encore + de cinéma.
14.10 Rushmore ■
Film. Wes Anderson ○.
15.40 En aparté.
16.25 Le Bossu ■
Film. Philippe de Broca ○.
► En clair jusqu'à 18.54
18.30 Les Simpson ○.
18.55 + de cinéma.
► En clair jusqu'à 20.05
19.30 Le Journal.
19.45 Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
20.45 Boys Don't Cry ■■
Film. Kimberly Peirce ○.
23.00 Personne n'est parfait(e)
Film. Joel Schumacher (v.o.) ○.
0.50 Deuxième quinzaine de juillet
Film. Christophe Reichert ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.45 Le Journal de la santé.
14.05 L'Ecole sous tension.
15.05 Picasso érotique.
16.00 Le Guatemala.
17.00 Fenêtre sur.
17.30 100 % question.
18.05 C dans l'air.
18.57 Météo.
19.00 Voyages, voyages. La Namibie.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Putain d'Europe !
20.45 Thema. Vivre avec le risque.
20.46 A la poursuite du risque zéro.
21.45 Ces ondes qui nous entourent.
22.35 Bhopal express
Film. Mahesh Mathai (v.o.).
0.15 Renaissance. Téléfilm. Gillies MacKinnon.
1.45 Music Planet. Femi Kuti. What's going on ?

M 6

13.35 Une étrange disparition. Téléfilm. Roger Young ○.
15.20 Demain à la une ○.
16.05 Central Park West ○.
17.00 M comme musique.
17.30 Spécial info.
17.55 Le Clown ○.
18.55 Le Caméléon ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie ○.
20.40 Caméra Café.
20.50 Popstars. [2/14].
21.50 Ally McBeal. Deux, sinon rien ○.
22.45 Diffamation ○.
23.35 Les Visiteurs de la nuit. Téléfilm. Jorge Montesi.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Cas d'école.
20.30 Fiction 30.
21.00 Le Gai Savoir.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain. François Dagognet (*100 mots pour commencer à philosopher*).
0.40 Chanson dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

19.05 Le Tour d'écoute.
20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Emmanuel Krivine, Sarah Chang, violon. Œuvres de Brahms, Dvorak, Zemlinski.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Clementi, Beethoven. Martha Argerich, piano, G. Kremer, violon.
20.40 Trentième anniversaire de l'Orchestre national des Pays de la Loire. Par l'Orchestre national des Pays de la Loire, dir. Hubert Soudant. Œuvres de Berlioz, Cavanna, Moussorgski, Ravel, Ruggero, Mozart, R. Schumann.
22.35 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Chausson, Franck.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
○ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
♁ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants

Arte

20.45 Thema :
« Vivre avec le risque »
Consacrée à la prévention et à la gestion des accidents, cette soirée thématique tombe à point après l'explosion qui, vendredi 21 septembre, a ravagé la ville de Toulouse. Biologiques, industriels, médicaux, nucléaires, financiers ou juridiques, les risques pèsent sur nos vies. Alain Lasfargues, auteur du premier documentaire de la soirée, a choisi d'étudier le domaine des risques collectifs, non du point de vue des victimes mais de celui des « acteurs » du risque, interrogeant des professionnels dont le métier consiste à assurer, organiser, limiter, réglementer, c'est-à-dire à « gérer » le risque. *Ces ondes qui nous entourent,* de Laurence et Jean-Pierre Lentin, donne ensuite la parole aux plus grands experts en matière de pollutions électromagnétiques. Après les questions grand public, les documentaristes évoquent les dangers encourus par des habitants dont les maisons jouxtent des lignes à haute tension.

Série Club

20.50 « Washington Police »
Produite par Denise Di Novi et Terry George, cette série policière est l'un des programmes qui ont fait l'événement sur CBS en 2000. Une distribution impeccable, une structure narrative solide et remarquablement rythmée. Et cet art consommé d'embrasser dans un même mouvement tensions et légèretés ; d'entrechoquer les ambiances et les émotions les plus contradictoires, loufoquerie, duplicité, inquiétude, gravité noire...

Le Monde

JEUDI 27 SEPTEMBRE 2001

Verts flingueurs

par Pierre Georges

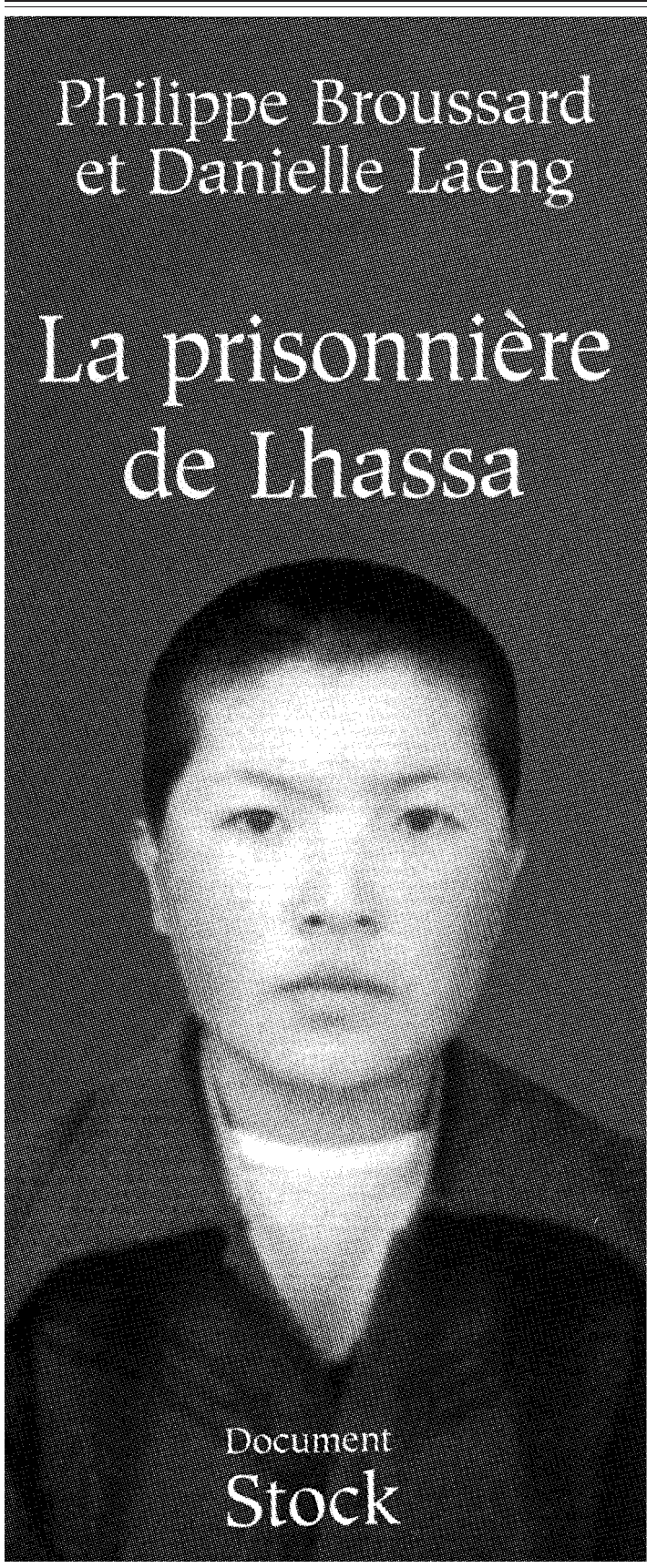
DES BRUITS de pétoires, des regrets déjà éternels, des couinements désolés, la chasse au Lipietz est ouverte. Les Verts parlent au Vert. Pan ! Pour la cause, pour l'écologie, pour les sondages, pour la France, casse-toi, cher Alain, psycho-rigide Alain, intenable Alain, incontrôlable Alain, ami Alain aux immenses qualités, mais... !

Ils l'ont fait candidat. L'ont voulu candidat. L'ont élu candidat. Et se sont aperçus, mais un peu tard, que le profil, le caractère, les idées de l'impétrant étaient de nature à nettement plomber la cause. Que l'homme serait, on cite, autiste, radical, n'écoutant rien ni personne, n'en faisant qu'à sa tête, désespérant ses conseillers, décourageant son directeur de campagne qui avait charge, si l'on a compris, de l'empêcher de faire, dire et écrire des bêtises. Et qui en ce rôle de duègne pare-feu jeta publiquement l'éponge.

Ils l'ont fait candidat. Et ne le veulent plus candidat. C'est aussi simple et simplement cruel que cela, la politique. Ils ne le veulent plus non pas parce qu'après un premier épisode où furent évoquées ses éventuelles et contestables complaisances pour la cause du terrorisme corse il aurait commis une tribune incendiaire, et par trop lyrique, sur les attentats récents. Cette tribune, on l'a sous les yeux, envoyée par son auteur hier après-midi seulement, donc après la nouvelle « affaire », au responsable des pages Débats. Le texte, on le suppose, est non amendé, non purgé de ses outrances, est intitulé « La Justice, pas la vengeance ». Le ton est effectivement un peu lyrique. Le fond est évidemment, comme toute opinion, discutable, susceptible de provoquer des réactions, des désaccords ou des approbations. Mais honnêtement, il n'y a rien dans ces écrits de nature à révolutionner les foules ou à disqualifier et enfoncer un peu plus la cause verte.

Donc c'est que le problème est ailleurs. Et il l'est, nettement plus prosaïque, politiquement prosaïque : le candidat Lipietz ne décolle pas, ne séduit pas, ne rassemble pas, ne passe pas. Les électeurs, sondés, font la moue. Trop vert, disent-ils, et bon pour des.... Les élus qui pourraient lui apporter leurs signatures, les 500 nécessaires, pour parrainer sa candidature ne se bousculent pas. Bref, nul besoin de ce climat de Verts flingueurs pour constater l'évidence : le candidat des Verts est plombé. Donc, halte au feu, préservez l'homme. Et changez de candidat. Tenez, si l'on avait quelque sens de l'humour vert, on dirait qu'il s'agit là d'un simple problème de saturnisme politique.

Et à part cela ? A part cela, une note interne à l'agence de presse Reuters, révélée hier par le *Herald Tribune*. Dans une circulaire, un rédacteur en chef, Stephen Jukes demande aux 2 500 journalistes de l'agence de ne plus employer le mot « terroriste » pour qualifier les attentats de New York et Washington. « *Nous savons tous que le terroriste des uns est le combattant de la liberté des autres.* » Certes, certes. Mais n'est-ce pas Ben Laden lui-même qui disait du terrorisme que c'est « *l'arme atomique des pauvres* » ?



Depuis les attentats aux Etats-Unis, les immigrés « illégaux » ne tentent plus de passer en Espagne

Le gouvernement de Madrid n'envisage plus de « régularisations exceptionnelles de clandestins »

MADRID
de notre correspondante

Est-ce la première conséquence sur l'immigration des attentats qui ont endeuillé les Etats-Unis ? La Guardia civil reste sceptique et les autorités espagnoles perplexes, mais force est de constater que depuis la série d'actes terroristes du 11 septembre dernier à New York et Washington, la vague des immigrés « illégaux », en grande partie marocains et africains, qui traversaient le détroit de Gibraltar en *pateras*, ces embarcations de fortune surchargées, pour tenter de s'infiltrer clandestinement en Espagne, semble s'être provisoirement arrêtée. Et ce malgré des conditions météorologiques favorables.

Les chiffres sont parlants : plus de 480 clandestins interceptés sur les côtes du sud de l'Espagne, durant les deux premières semaines de septembre ; plus un seul, ensuite, après les attentats.

Cette information, confirmée par la Croix-Rouge, à Tarifa, l'une des villes côtières qui en raison de sa proximité avec l'Afrique (moins de 14 kilomètres) reçoit le plus de clandestins, n'a pas manqué d'être largement commentée par la presse espagnole, qui en tire argument, comme *El Pais*, pour affirmer que « *le Maroc ouvre et ferme le robinet de l'immigration clandestine selon ses intérêts* », car, ajoute le quotidien en citant des analystes espagnols anonymes, « *le gouvernement marocain ne veut pas passer pour un élément déstabilisateur, en temps de crise* ».

Pour d'autres commentateurs, les pays musulmans modérés, d'où proviennent nombre d'immigrants, sont dans l'expectative face à ce qu'ils considèrent comme « *une assimilation abusive dans l'opinion publique occidentale de tout ce qui est musulman avec l'intégrisme religieux des terroristes de New York* ».

UNE LOI TRÈS RESTRICTIVE

Le peu d'empressement des Marocains à retenir les flots d'immigrants clandestins vers l'Espagne avait d'ailleurs suscité une vive tension, il y a quelques semaines, entre Madrid et Rabat. Les deux capitales s'accusant mutuellement de ne pas faire le nécessaire pour au moins empêcher que ne se crée tout un entrelacs de minuscules « réseaux » de passeurs qui rançonnent les immigrants et organisent d'autres trafics, comme celui de la drogue ou de la prostitution.

Le gouvernement espagnol, qui, depuis le printemps 2000, applique une loi très restrictive et contestée par l'opposition de gauche sur l'immigration, n'a pas caché par ailleurs que les attentats de New York ne manqueraient pas d'avoir de nouvelles répercussions sur ce dossier. Et, de fait, les contrôles de sécurité ont été encore renforcés aux frontières tandis que le ministre de l'intérieur, Mariano Rajoy, expliquait que l'Espagne « *ne pensait plus autoriser de régularisations exceptionnelles de clandestins* », comme cela avait été le cas, l'année dernière, pour tenter de mieux contrôler les flux migratoires.

Selon le bilan présenté par le ministre, ce sont ainsi quelque 196 000 immigrés clandestins sans papiers qui ont été régularisés en l'an 2000 en trois phases successives. De même, 317 réseaux d'immigration ont été démantelés et 1 010 personnes arrêtées. Enfin, 22 176 clandestins ont été expulsés vers leur pays d'origine, dont 21 454 Marocains.

Marie-Claude Decamps

M. Delanoë va mettre un terme aux loyers préférentiels des partis politiques

LE MAIRE DE PARIS poursuit la chasse aux petits et gros avantages consentis, depuis des années, par la Ville, dans une totale opacité. Après la clarification annoncée sur les logements de fonction mis à la disposition de certains hauts fonctionnaires municipaux (*Le Monde* du 20 septembre), Bertrand Delanoë a déclaré, lundi 24 septembre, en marge du Conseil de Paris, qu'il allait « *rapidement* » mettre un terme aux conditions avantageuses dont jouissent les partis politiques parisiens, pour la location de certains locaux.

Dans une note remise au maire de Paris, son directeur de cabinet, Bernard Gaudillère, a répertorié 8 cas de permanences politiques relevant directement du patrimoine privé de la Ville et 21 cas de locaux gérés par des bailleurs sociaux, dont 7 par la RIVP et 4 par l'OPAC. Même s'il s'agit parfois de locaux vétustes ou de simples boutiques désaffectées, les loyers pratiqués sont très bas, voire dérisoires. La Ville est la plus généreuse avec un prix moyen mensuel au mètre carré de 16 francs, tandis que les bailleurs sociaux appliquent un tarif moyen mensuel frôlant les 20 francs. Dans plus de la moitié des cas, souligne la note, les partis se voient appliquer un loyer inférieur à 10 francs le mètre carré... par an. Selon le cabinet du maire, « *l'avantage global consenti chaque année a été évalué par les services de la Ville à 1,5 million de francs* ».

Dans le patrimoine privé de la Ville, le RPR se taille la meilleure part avec quatre des huit locaux. Deux dans l'ancien fief d'Alain Juppé, le 18e arrondissement, deux autres dans l'arrondissement d'Edouard Balladur, le 15e. Il convient d'y ajouter le local de 110 mètres carrés qu'occupe l'ancien maire de Paris, Jean Tiberi, 5, rue Vésale, dans le 5e, en fait l'ancienne permanence du RPR dans l'arrondissement, dont M. Tiberi a conservé l'usage, pour son groupe, après son exclusion en octobre 2000. Sept (sur 29) des locaux incriminés ont été attribués sous la mandature de M. Tiberi.

A gauche, la permanence de Georges Sarre, député du 11e et président du MDC, est logée dans 212 mètres carrés, propriété de la Ville, rue de l'Orillon, dans le 11e, et le PCF dispose d'un local du domaine privé de 124 mètres carrés dans le 15e. Enfin, les Verts occupent 15 mètres carrés, rue Bourgon, dans le 13e.

S'il n'est pas locataire du domaine privé de la Ville, le PS n'est, toutefois, pas en reste avec six permanences louées, dans Paris, à divers bailleurs sociaux. Pour le parti du maire, pas plus que pour les autres, le cabinet de M. Delanoë n'a souhaité communiquer la liste des adresses ni le montant des loyers. Dans deux cas au moins – le local de la fédération socialiste du 2e arrondissement, appartenant à la SEM Centre, et celui de la rue François-Miron, dans le 4e, propriété de la SAGI –, des responsables socialistes nous ont déclaré que ces locaux, mis à la disposition de l'ancienne SFIO dans l'immédiat après-guerre, étaient loués, depuis une cinquantaine d'années, pour des sommes « *symboliques* », les loyers n'ayant jamais été révisés.

« *Cette situation pose un problème juridique au regard de la loi sur le financement de la vie politique* », conclut la note adressée au maire de Paris. Chaque situation, affirme ce dernier, sans fixer d'échéance, sera « *réévaluée* » en fonction des prix du marché.

Christine Garin

▶ www.lemonde.fr/paris

Nominations à la Ville de Paris

Le militant écologiste Pierre-Alain Brossault, qui s'était porté partie civile dans le dossier des emplois présumés fictifs du RPR, entre à l'Hôtel de Ville comme conseiller de Jean-Pierre Caffet, adjoint chargé de l'urbanisme. M. Brossault sera chargé du prochain plan local d'urbanisme et des relations avec des associations. Le maire de Paris a, par ailleurs, procédé à un mouvement de directeurs. Depuis mars 2001, onze des vingt directions administratives de la Ville ont changé de tête. Sur les sept nouveaux nommés, cinq étaient déjà en poste à la Ville. Les deux entrants sont Martine Ayme, sous-préfète, qui devient directrice de la prévention et de la protection, et Catherine Moisan, inspectrice générale de l'éducation nationale, qui est nommée directrice des affaires scolaires.

« Le Monde » acquiert 20,24 % du quotidien suisse « Le Temps »

LA SOCIÉTÉ ÉDITRICE du quotidien *Le Monde* va entrer dans le capital du quotidien suisse francophone *Le Temps*. Créé en mars 1998, ce journal de qualité basé à Genève est né de la fusion du *Journal de Genève* et du *Nouveau Quotidien*. Réalisé par une équipe de 85 journalistes, il vend chaque jour près de 54 000 exemplaires et vise l'équilibre financier en 2002.

Dans cette opération, qui doit encore recevoir l'aval de la commission suisse de la concurrence, *Le Monde* reprend les 20,24 % de la fondation de la famille Sandoz au sein du groupe des actionnaires genevois du *Temps*. *Le Monde* a également conclu un pacte d'actionnariat avec deux banquiers privés genevois, Benedict Hentsch (Darier et Hentsch) et Claude Demole (Pictet), qui détiennent ensemble 26,76 % du capital du *Temps*. Avec ses partenaires, *Le Monde* aura 47 % du journal suisse. Le reste du capital est aux mains de la Société du personnel (6 %) et de la Société du Nouveau Quotidien, qui conserve également 47 %. Cette dernière entité est majoritairement détenue par le groupe de presse suisse Edipresse (à 80 %), qui est associé dans cette structure à son grand concurrent, le groupe Ringier (20 %).

« *La participation de la famille Sandoz était à vendre puisque le nouveau président du conseil d'administration du journal, Stéphane Garelli, élu en juin, était indirectement l'employé de cet actionnaire. La commission de la concurrence obligeait la famille à vendre ou imposait au président du conseil de cesser sa collaboration chez Sandoz* », explique Eric Hoesli, directeur-rédacteur en chef du quotidien suisse. C'est la première voie qui a été choisie pour que M. Garelli puisse prendre ses fonctions fin septembre. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public.

Cette nouvelle donne dans l'actionnariat du quotidien n'impliquera ni restructuration ni suppressions d'emplois, a précisé M. Hoesli. « *Les rédactions du* Monde *et du* Temps *entretenaient déjà d'excellentes relations. Cette nouvelle collaboration, qui respecte la pleine autonomie éditoriale des partenaires, pourrait passer par des échanges d'articles, l'utilisation commune d'un réseau de correspondants, un regroupement des forces éditoriales sur certaines enquêtes, des actions communes dans le multimédia ou encore un accès au fonds d'archives du* Temps*, qui remonte à 1798* », souligne M. Hoesli. Pour Jean-Marie Colombani, président du directoire du *Monde*, cette entrée dans le capital du *Temps* permettra également de mieux diffuser *Le Monde* en Suisse.

DÉPÊCHE

■ **ESPACE : la fusée Ariane-5**, clouée au sol après l'échec d'une mise sur orbite en juillet, sera prête à reprendre ses vols en janvier 2002, a annoncé, mercredi 26 septembre, Jean-Marie Luton, PDG d'Arianespace, après le lancement réussi du satellite Atlantic Bird-2 par une fusée Ariane-4. – *(AFP.)*

Tirage du *Monde* daté mercredi 26 septembre 2001 : 572 905 exemplaires. 1-3
Nos abonnés Paris-Ile de France trouveront associé au numéro d'aujourd'hui le supplément *aden*.

PARUTION LE LUNDI 1er OCTOBRE

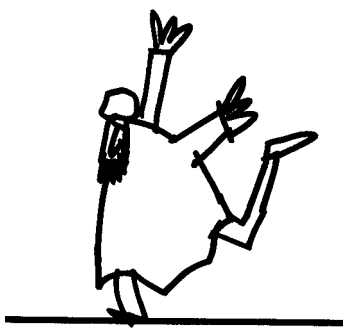
et si le social détenait les clefs de l'économie de demain...

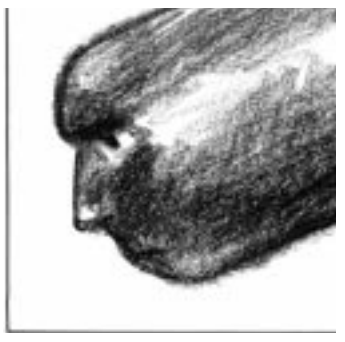
N°1
25 F - 3,81 €
MENSUEL

Le Monde

SUPPLÉMENT

LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL





New York et Washington ont subi le mardi 11 septembre une guerre-éclair terroriste sans précédent. Ce Blitzkrieg, souvent fantasmé par Hollywood et l'industrie des jeux vidéo, a provoqué la mort de plusieurs milliers de citoyens du monde – on dénombre environ quatre-vingts nationalités chez les victimes – en moins d'une heure. A ce jour, on ne connaît ni le visage ni la signature précise des auteurs et des inspirateurs de ce forfait. Mais tout invite à porter le regard vers la mosaïque moyen-orientale où se sont accumulées, ici et là, des frustrations et une haine implacable à l'endroit d'un Occident jugé aveugle, partial et impie. Voilà les Etats-Unis brutalement sortis de neuf années de bonheur économique et projetés dans un XXIe siècle qui s'annonce tragique et sans pitié. Dans ce cahier spécial de douze pages, *Le Monde* se propose de faire le point sur le nouveau désordre mondial né de cette déclaration de guerre à l'Empire. Autour de cinq grands thèmes – le choc, les divergences, le boomerang de l'Histoire, le puzzle orientalet que faire ? – nous donnons la parole à des témoins, des experts et des grands intellectuels qui livrent leur opinion sur ce présent en mouvement. En regard, cinq dessinateurs du Monde expriment leur vision de la nouvelle donne. Nos lecteurs aussi : nous publions de larges extraits du courrier parvenu à notre rédaction après l'attaque du World Trade Center et du Pentagone.

Laurent Greilsamer et Michel Kajman

■ *John McEnroe* *page II*

■ *André Aciman* *page II*

■ *Martin Amis* *page III*

■ *Jean Bricmont* *page IV*

■ *Susan Sontag* *page IV*

■ *Edward W.Saïd* *page V*

■ *Paul Kennedy* *page VI*

■ *Hans Magnus Enzensberger* *page VII*

■ *Tamim Ansary* *page VIII*

■ *Tariq Ali* *page VIII*

■ *Christophe Jaffrelot* *page IX*

■ *Naomi Klein* *page X*

■ *James Rubin* *page X*

■ *Bruno Racine* *page XI*

■ *André Glucksmann et Romain Goupil* *page XII*

■ *Arno J . Mayer* *page XII*

LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

LE CHOC

La fin d'un rêve

C'ÉTAIT un rêve, utopique. Il s'est brisé dans le sang et la terreur lorsque les Etats-Unis, mardi 11 septembre, ont été victimes d'une gigantesque opération terroriste. Un acte de guerre qui traumatise l'Amérique ; un festival de barbarie.
Le rêve était celui de George W. Bush. Il entendait protéger les Etats-Unis de la scène internationale ; les voir moins exposés parce que moins impliqués dans le règlement des conflits en cours. Il ignorait la guerre israélo-palestinienne ; enfin, il jurait de sanctuariser le territoire national en le plaçant à l'abri d'un bouclier antimissile.
Le réveil est terrible.
La réalité du monde volatil de l'après-guerre froide, celle d'une scène internationale où il n'y a plus de règles et où les Etats ne sont plus les seuls acteurs, cette réalité l'a rattrapé avec la violence d'une agression comme les Etats-Unis en avaient rarement subi depuis l'attaque japonaise de Pearl Harbor, en 1941. C'est un nouveau monde qui s'annonce, dans lequel l'hyperpuissance vient d'afficher sa vulnérabilité à l'hyperterrorisme.
L'épreuve survient alors que les grandes lignes de la politique étrangère et de défense du nouveau président sont encore floues.
Le détournement d'avions de ligne par des pirates de l'air qui les ont dirigés vers les symboles de la puissance économique américaine à New York – les tours jumelles du World Trade Center – puis vers le cœur de leur puissance militaire en Virginie, près de Washington – le Pentagone –, a fait des milliers de morts.
Dans le drame, les Américains vont se rassembler derrière leur président.
Mais, passé le deuil, viendra le temps des questions.
Elles porteront sur la pertinence des choix de M. Bush.
Elles viseront son obstination à ne poursuivre qu'un seul objectif stratégique : doter les Etats-Unis d'un système de défense antimissile.
Nombreux étaient les experts et responsables politiques qui l'avaient mis en garde : la véritable menace n'était pas celle d'un improbable Etat voyou lançant un missile sur le territoire des Etats-Unis, mais bien celle d'une agression terroriste. Les questions concerneront la politique républicaine au Proche-Orient, même si les attentats de mardi ont sans doute été préparés bien avant l'arrivée de M. Bush à la Maison Blanche.
Elles mettront en relief la haine que suscite l'Amérique dans une bonne partie du monde arabo-musulman.
Elles souligneront le défi que lancent les terroristes en général et la nécessité d'une lutte commune.
Mais, dans un malheur comme les Etats-Unis en ont rarement connu, elles manifesteront cette évidence : l'isolationnisme n'est jamais une option pour l'Amérique.

*(*Le Monde *du 13 septembre)*

J'ai voulu y aller *par John McEnroe*

John McEnroe
Ancien joueur de tennis professionnel, John McEnroe, quarante-deux ans, a été le numéro un dans sa discipline durant les années 1980. Il commente désormais à la télévision les grandes compétitions tennistiques

UNE semaine s'est-elle vraiment écoulée depuis l'US Open ? Est-ce que je me suis vraiment mis dans tous mes états pour quelques matches de tennis à New York dimanche dernier ? Tout ce qui s'est passé ici depuis défie l'imagination. J'ai l'impression d'avoir été un figurant dans un film surréaliste.

Mardi matin, je me suis réveillé très content de moi. J'avais le sentiment d'avoir travaillé vraiment dur pendant quinze jours à l'Open pour les réseaux de télévision américains – c'est ce qu'on peut penser tant qu'on ne s'est pas rendu compte de ce que veut dire travailler dur. J'avais fait de longues séquences de commentaires, matin, après-midi et soir, souvent jusqu'au petit jour.

J'avais rendez-vous chez le médecin et, en général, je ne regarde pas la télévision le matin, à cause des enfants tout autour, mais mon attention a été attirée par ce qui avait l'air d'un incendie au World Trade Center. Cela paraissait grave. Ce que nous n'avons pas su tout de suite, c'est qu'un avion volant à basse altitude avait traversé la ville du nord au sud, descendant plus ou moins la Ve Avenue et s'était écrasé sur le flanc d'une des tours. Soudain, un autre avion est apparu.

Je n'ai pas besoin de décrire les images. Vous les avez vues des centaines de fois et elles sont marquées au fer rouge dans nos cœurs. Le fait d'être présent et de le vivre en direct a été absolument effrayant. En sortant de chez moi, près de Central Park, j'ai été assailli par des images et des bruits que je ne veux plus jamais ni voir ni entendre. J'habite avec ma femme et mes enfants à vingt bonnes minutes de Wall Street, selon l'état de la circulation, mais la ville était déjà cent fois plus silencieuse que d'habitude.

La circulation était complètement stoppée et plus le temps passait, plus il y avait de personnes qui allaient et venaient, sans un mot, dans un état de confusion totale. Quelques-uns étaient couverts de cendres, blessés, certains saignaient, ils cherchaient simplement à rentrer chez eux. Je n'ai pas perçu de sentiment de panique.

Ma première pensée a été : comment des gens peuvent-ils faire ça à d'autres gens ? Puis : comment ont-ils pu nous faire ça aussi facilement ? Je dis *« ils »* parce qu'on ne sait pas encore qui *« ils »* sont, mais ils nous ont bien b... Ils nous ont dit *« Allez vous faire f... »* En frappant le Pentagone, le cœur de notre système de défense, ils ont attaqué la démocratie elle-même. J'imagine que les tours jumelles du World Trade Centre représentaient le noyau du capitalisme ; elles ne sont plus que décombres.

D'une certaine manière, je me sens plus mal aujourd'hui que jamais. Chaque fois que je parle à l'un des membres de ma famille, nous nous mettons à pleurer et quand nous nous voyons, nous nous étreignons un peu plus fort que d'habitude. On est heureux de ne pas compter de blessés ou de disparus parmi les gens qu'on connaît et, en même temps, on est en colère, une colère monstrueuse. On a envie de s'en prendre à quelqu'un. C'est une sentiment incroyable et effrayant.

Et on ne sait pas quoi faire. Bien qu'étant quadragénaire, je suis vigoureux ; je me maintiens en forme, je joue dans le circuit des vétérans. J'ai voulu y aller, aider moi aussi à déblayer un peu – mais on ne laisse pas les « gens normaux » approcher du site. On a envie de passer devant toutes les casernes de pompiers et tous les postes de police pour serrer la main de ces types.

Nous faisons de notre mieux, mais il est difficile de se faire une opinion sur ce phénomène qui paraît abstrait. On a presque l'impression que New York est composé de deux villes différentes. Dans certains quartiers, les gens sont retournés au travail, ont repris leur vie et – à l'exception d'énormes cicatrices affectives – ils sont indemnes.

Hier, je me suis rendu à ma galerie d'art, à dix blocs seulement de là où s'élevait le World Trade Center ; à l'évidence, si le vent avait soufflé d'est en ouest mardi et non vers Brooklyn, elle aurait pu être en ruine. Nous avons roulé devant ce qui ressemblait à un champ de bataille – et pourtant on ne laissait personne aller au-delà de Canal Street – et nous avons déposé des vêtements, des gants et d'autres affaires. Je n'ai pas eu l'autorisation d'aller sur place, mais peut-être que dans quelques jours, quand certains de ceux qui travaillent là-bas seront vraiment fatigués, on permettra à des gens comme moi d'apporter leur aide. Je veux me rendre utile.

> On est en colère, une colère monstrueuse. On a envie de s'en prendre à quelqu'un. C'est un sentiment incroyable et effrayant

Je commence à vivre avec les histoires poignantes de certaines personnes présentes au moment du drame – l'héroïsme dans les escaliers, les coups de téléphone aux proches. Je n'appartiens pas au cercle des gens qui travaillaient à Wall Street, mais j'ai reconnu le nom de certains avec qui j'ai grandi et qui figurent au nombre des disparus.

Qu'allons-nous devenir maintenant ? Comment va-t-on traiter cela ? Il va falloir attaquer de front le problème de l'immigration. Nous nous sommes mis en quatre pour aider les gens et nous avons donné la liberté de mouvement à ceux qui ont fait volte-face et l'ont retournée contre nous.

Je me suis senti tellement mal pendant cette semaine qu'il m'est arrivé d'avoir envie de pleurer. L'enjeu est énorme, mais au moins, nos rues débordent d'énergie positive. Nous avons placé un drapeau américain à la fenêtre de notre appartement – Patty et moi avons eu le sentiment que c'était important. J'ai frappé dans quelques balles de tennis l'autre jour à Central Park. Ça faisait du bien d'être dehors, mais, au bout d'une demi-heure, je me suis demandé ce que je faisais. On va d'un extrême à l'autre – nous vivons ainsi. Je veux dire néanmoins que je suis fier d'être New-Yorkais – encore plus fier depuis cette semaine.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Florence Lévy-Paoloni
© Telegraph Group Limited 2001

Les tours aussi sont mortes *par André Aciman*

André Aciman
Professeur de littérature comparée au City University Graduate Center de New York, André Aciman est d'origine égyptienne. Son dernier recueil de souvenirs, *False Papers*, sera publié aux éditions Autrement en février 2002

DANS l'Upper West Side, la journée n'aurait pu être plus belle. Et, alors que je me dépêchais d'aller chercher mes jumeaux à l'école, la vue sur Riverside Drive annonçait encore une autre de ces matinées de fin d'été, claires et ensoleillées, qu'on ne voit qu'à Manhattan.

Mais sur Broadway, tandis que nous rejoignions le flot humain qui se dirigeait vers le haut de la ville, l'atmosphère était surréelle. Les gens, en une procession sans fin, se traînaient le long des trottoirs, tous silencieux, chacun empruntant l'allure décidée d'un zombie qui se serait mis à marcher non parce que la journée est trop belle pour rester enfermé mais parce que marcher est la chose que l'on fait lorsqu'on est abasourdi. Chacun marchait, comme mes enfants et moi-même marchions.

En tenant chacun des garçons par la main, je me suis souvenu d'un moment identique, avec ma mère, tandis que nous nous dépêchions de rentrer à la maison lors d'une alerte soudaine en Egypte, en 1956, pendant la crise de Suez.

Je voulais penser à la manière dont elle avait fait face à la situation, et penser aussi à l'ironie redoublée en ce moment, en me souvenant que les mêmes forces antioccidentales et antisémites qui avaient fini par ruiner nos vies en Egypte allaient, revêtant les traits de l'antiaméricanisme et de l'antisionisme, atteindre une fois encore mon existence.

Mais je ne pouvais me concentrer. D'autres images me traversaient l'esprit, des images de gens jetés ou se jetant des Twin Towers, pendant que d'autres s'amassaient sur des rebords de fenêtres, le tout se mêlant à des images de Palestiniens aux anges, saluant l'événement par des applaudissements.

Je me suis mis à serrer plus fort la main de mes deux garçons, pour la raison qui m'avait fait leur tenir la main, un jour que nous traversions le pont de Brooklyn : parce que c'était moi qui avais peur.

A l'endroit où nous nous trouvions sur Broadway, vers la 80e Rue, il n'y avait pas le signe ni la moindre trace de ce qui était en train de se passer dans le bas de la ville. Il allait falloir attendre au moins vingt-quatre heures avant que l'odeur de caoutchouc brûlé ne ramène la réalité jusqu'à la 110e Rue.

Entre-temps, l'incrédulité. L'incrédulité, une façon de ne pas voir davantage que nous ne pouvons en supporter, d'habiter un autre monde, de permettre à d'autres versions de la vérité de se frayer un chemin parmi les innombrables alternatives que le destin nous réserve. Et d'ailleurs, le mot « s'effondrer » voulait-il vraiment dire « s'effondrer », ou n'était-ce qu'une métaphore, une formule journalistique ?

Tout en marchant avec mes enfants, je repense à une autre alerte, non pas rapportée par les médias mais par Hérodote, quand les Athéniens désertèrent leur ville et s'amassèrent dans toutes sortes d'embarcations, pendant que les Perses, ayant envahi la ville abandonnée, mettaient le feu à l'Acropole, brûlant ce dont Athènes était la plus fière, parce que ce faisant, ils incendiaient aussi quelque chose de l'âme athénienne.

Ceux qui virent le feu le contemplèrent, silencieux et horrifiés, pas moins impuissants que ceux qui regardaient les images en boucle de l'avion transperçant la seconde tour, celles des tours s'effondrant, celles de la fumée tourbillonnante qui signifiait que tout était fini.

Et peut-être est-ce ce qui est le plus douloureux dans la chute du World Trade Center. Pas seulement qu'il y ait eu autant de milliers de morts mais que les immeubles eux-mêmes soient morts et qu'en mourant, ils aient fait disparaître une part de la ville, une part du paysage et par conséquent une part de nous-mêmes – cette part qui regarde et tâtonne autour d'elle, trouve ses repères et sait qui elle est par la manière dont elle marque la terre qui l'entoure.

Le lendemain matin, je pensais toujours aux Athéniens abasourdis alors que j'emmenais mes fils pour une promenade à bicyclette sur Riverside Drive. L'école était fermée, et, exactement comme cela s'était produit dans ma propre enfance pendant les derniers jours de 1956, il y avait comme une atmosphère étrange de petites vacances.

Alors que nous descendons vers la jetée reconstruite sur la 67e Rue, je sais ce que nous tous allons y chercher. Un petit attroupement s'est silencieusement formé là, chacun écarquillant les yeux en direction de la pointe sud de l'île. Nous buvons de l'eau à la bouteille. Nous avons encore du chemin à faire avant de gagner le barrage annoncé sur la 14e rue. Un touriste français accompagné de sa femme et de sa fille, m'entendant parler en français à mes fils, demande où se dressaient les tours. Il le sait sûrement, mais il le demande quand même, tout comme je me le demande moi-même, juste au cas où nous nous serions trompés tous deux, et où, dans notre précipitation à imaginer le pire, nous les aurions tout simplement ratées.

> L'atmosphère était surréelle. Les gens, en une procession sans fin, se traînaient le long des trottoirs, tous silencieux, chacun revêtant l'allure décidée d'un zombie

Je désigne une tâche de fumée blanche au large : « Là-bas. » C'est ce qu'il craignait, dit-il. Puis il confie qu'ils sont arrivés la veille. Ils avaient prévu de prendre des photos depuis la terrasse panoramique ; les voici qui photographient un nuage.

Et je réalise enfin que, moi aussi, je regarde fixement ce nuage. Je tâche de me persuader qu'il n'y a rien derrière, absolument rien, mais je sais aussi que dès que ce nuage se sera dissipé, deux grandes tours baliseront à nouveau la pointe sud de l'île. Elles sont seulement cachées, de la façon qu'a la mort de se cacher derrière le masque à oxygène. Il nous faut, pour un moment, l'illusion d'une présence, de n'importe qu'elle présence, ne serait-ce qu'un nuage, avant que les choses nous soient enlevées.

C'est seulement alors que je commence à me douter de ce qui me trouble vraiment. Nos bâtiments ne sont pas des repères stables dont le but est de nous indiquer qui et où nous sommes. Ils possèdent quelque chose que nous n'avons pas. Ils ont la longévité et l'intemporalité forgées dans chacun des piliers d'acier. Ils sont bâtis dans un seul but : nous survivre, porter témoignage, nous donner l'illusion suprême que nous pouvons nous projeter dans les générations futures.

Comme l'a dit à la télévision un père ayant perdu son fils dans l'une des tours, les fils ne devraient pas mourir avant leurs pères. Nos monuments ne devraient pas s'écrouler avant ceux qui les ont construits.

Un instant, je me suis imaginé au temps de la Grèce antique, posant à un Athénien la question que m'avait adressée le Français : où se trouvait le temple ? Désignant l'Acropole, l'homme m'aurait indiqué un monticule fumant surplombant sa ville. Et cependant, je trouve quelque chose d'encourageant en tout cela. Après que les Perses eurent quitté l'Attique, les Athéniens reconstruisirent leur temple et en firent la merveille qui se tient encore aujourd'hui sur l'Acropole. Nous pouvons et nous devons toujours reconstruire nos monuments. Quant aux barbares, nous savons ce qui leur est arrivé.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Renaud Machart
© New York Times

LA TRIBUNE DES LECTEURS

PAR-DELÀ LE BIEN ET LE MAL

J'ai observé trois minutes de silence à la mémoire des innocents morts dans les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Peu importe la nationalité et la religion de ces victimes. Moi le Maghrébin de France, cela me concerne. Ma culture, ma formation, mon éducation et mon expérience d'être humain m'ont appris une chose fondamentale : la violence quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente est condamnable (...).

Cela voudrait-il dire que j'ai choisi un camp ? Oui, certainement, celui de l'humanisme. Ce camp-là est au-delà du Bien et du Mal, tel que nous les définissent les idéologues qui voudraient séparer le monde entre un Nord occidental et un Sud islamisé et fanatisé. Ben Laden et les talibans ne sont ni des modèles ni des héros pour les Arabes et les musulmans, reste que la politique américaine, depuis au moins une dizaine d'années, est un vrai désastre dans de nombreuses régions du monde et que Ben Laden est leur Frankenstein. (...)

Après ces trois minutes de silence, j'étais un peu soulagé. Ma présence souhaitée auprès d'amis et collègues devait être le signe d'un ralliement. Mon absence aurait été un indicateur d'une non-adhésion à une communauté, et je me demande laquelle ? (...)

Je suis dans un entre-deux, un bâtard, peut-être, qui croit à un monde meilleur, car l'Occident, cette abstraction insignifiante, je l'ai rarement rencontré.

Hakiki Fawzi,
Montpellier (Hérault)

INSUPPORTABLE

C'est à douze ans que j'ai vu pour la première fois un meurtre. C'était un jour comme les autres, il faisait même beau. Le meurtrier comme la victime étaient des gens qui ne paraissaient pas très différents de moi. Cela fait déjà vingt-trois ans.

La plupart de nous, citoyens du tiers-monde, ne raffolons pas de la mort. Nous n'aimons pas plus les armes ou les guerres que vous. On aime rire, les parcs, les longues conversations, le cinéma, les week-ends en famille, le travail ; on aime aussi faire l'amour, les bons souvenirs, la surprise et les petits miracles inutiles.

On en a marre de la guerre depuis longtemps, comme on a marre de la vengeance. (...) Les attentats ne sont pas horribles parce qu'ils ont eu lieu à New York. Ils ne sont pas horribles parce qu'on les a vu en direct. Ils sont insupportables parce que des êtres humains pleins de haine ont réussi à ôter 5 000 à 6 000 personnes à leurs familles, à leurs amis ; parce que des êtres humains pensent que tuer en mourant va rendre le monde meilleur.

Jorge Holguin Lew,
Saint-Mandé
(Val-de-Marne)

La douleur, la honte et la peur *par Martin Amis*

LA survenue du deuxième avion enfreignant l'espace aérien au-dessus de la statue de la Liberté fut le moment déterminant. Jusque-là, l'Amérique croyait n'assister à rien de plus grave que la pire catastrophe aérienne de l'histoire ; elle prit alors conscience de la violence fantastique qui s'opposait à elle. Je n'ai jamais vu d'objet de notre environnement quotidien subir un tel transfert. Le deuxième avion semblait animé d'une vie ardente, galvanisé par la malveillance et complètement étranger à notre expérience. Pour les milliers de personnes de la tour sud, il signifiait la fin de tout. Pour nous, son éclat était un aperçu sur un futur à venir.

Le terrorisme est une communication politique selon d'autres moyens. Le message du 11 septembre est le suivant : Amérique, il est temps que tu saches la haine implacable que tu soulèves. Le vol 175 de United Airlines était un missile balistique visant son innocence. Cette innocence était une illusion somptueuse et anachronique, était-il proclamé.

Martin Amis

Romancier anglais, essayiste et critique, Martin Amis bénéficie d'une grande notoriété dans le monde anglo-saxon. Parmi ses derniers romans publiés en France, *L'Information* (1998) et *Poupées crevées* (2001) ont paru chez Gallimard

Une semaine après l'attaque, on a tout loisir de goûter l'amertume de cette atroce ingéniosité. Il est déjà devenu banal d'insister sur le fait qu'une telle mise en scène aurait paru embarrassante dans le story-board d'un réalisateur ou sur le carnet d'un auteur de thrillers (*« Ce qui s'est passé aujourd'hui n'était pas vraisemblable »*, telles ont été les paroles gauches du romancier Tom Clancy, auteur de *La Somme de toutes les peurs*). Et pourtant, en plein jour et en pleine conscience, ce synopsis est devenu la réalité indéniable : une vingtaine de cutters ont provoqué un demi-million de tonnes de décombres.

Plusieurs secteurs de la politique américaine ont été mis en faillite par les événements du 11 septembre, parmi lesquels la défense antimissiles. Quelqu'un s'est rendu compte que le ciel de l'Amérique grouillait déjà de missiles, tous amorcés.

Le plan consistait à capturer plusieurs avions de ligne en une demi-heure. Ils devaient voler à destination de la côte ouest pour avoir le maximum de carburant. Le premier devait percuter la tour nord au moment où la journée de travail parvenait à son plein régime. Une pause de quinze minutes devait suivre pour donner au monde le temps de se rassembler devant les postes de télévision. Une fois l'attention assurée, le second avion devait percuter la tour sud et, à cet instant, la jeune Amérique devait vieillir d'un coup.

Si l'architecte de cette destruction était Oussama Ben Laden, ingénieur diplômé, il devait connaître un peu les facteurs de charge du World Trade Centre. Il devait aussi connaître les effets du kérosène enflammé : à 500 °C (un tiers de la température effectivement atteinte), l'acier perd 90 % de sa résistance. Il a dû envisager qu'une tour ou les deux allaient s'effondrer.

Néanmoins, aucun génie visionnaire de la cinématique ne pouvait espérer recréer l'infamie majestueuse de cette double reddition à laquelle la taille des bâtiments a conféré un mouvement d'une grande lenteur. Il a été bien compris qu'un édifice aussi manifestement composé de béton et d'acier deviendrait aussi une métaphore inoubliable. Ce moment a été l'apothéose de l'ère postmoderne – l'ère des images et des perceptions. Le vent était également favorable : en quelques heures, Manhattan paraissait avoir reçu une bombe de dix mégatonnes.

Le deuxième avion fut un moment de terreur révélée – la terreur doublée ou portée au carré. On parle de « fureur des avions », mais on avait l'impression que l'avion lui-même était frénétique tandis qu'il accélérait, se stabilisait et se désintégrait dans la tour sud. Même les flammes et la fumée étaient d'une opulence malfaisante avec leurs rouges et leurs noirs vampiriques. Le meurtre-suicide venant du dehors se reproduisait à l'intérieur et offrait peut-être le spectacle le plus affligeant du jour. Elles oscillèrent violemment et regimbèrent en s'écroulant. Comme si on pouvait parer cette chute insondable.

Le World Trade Center est, ou était, un symbole et un avion de ligne américain est aussi un symbole de la mobilité et de l'enthousiasme des habitants et de l'infinité de destinations attirantes. Ceux qui ont apporté la terreur ce mardi étaient moralement des "barbares", d'une manière inexpiable, mais ils ont mis une sophistication démente dans leur travail. Ils ont pris ces grandes réalisations américaines et les ont broyées toutes ensemble.

Dire que les attaques étaient « lâches » ne sert à rien. La terreur plonge toujours ses racines dans l'hystérie et dans l'insécurité psychotique ; cependant, il faut connaître notre ennemi. Les pompiers n'avaient pas peur de mourir pour une idée. Les kamikazes appartiennent toutefois à une autre catégorie mentale et leur efficacité au combat ne possède pas d'équivalent de notre côté. A l'évidence, ils n'ont que mépris pour la vie. De la même manière, ils n'ont que mépris pour la mort. Leur objectif était de torturer des dizaines de milliers de personnes et d'en terrifier des centaines de millions d'autres. Ils ont réussi. La température de la peur planétaire s'est élevée au point de se transformer en fièvre ; le *« bourdonnement du monde »*, selon le terme du romancier Don DeLillo, est devenu aussi audible que des acouphènes. Pourtant, l'héritage le plus durable concerne un futur plus lointain et la disparition d'une illusion sur ceux qu'on aime, en particulier nos enfants.

Les parents américains vont le ressentir avec intensité, nous aussi. L'illusion est la suivante : les mères et les pères ont besoin de penser qu'ils peuvent protéger leurs enfants. Ils ne le peuvent pas, bien sûr, et ne l'ont jamais pu, mais ils ont besoin de le penser. Ce qui semblait plus ou moins impossible auparavant – leur protection – paraît maintenant inconcevable de façon évidente et palpable. A partir d'aujourd'hui, il va falloir s'en tirer sans ce besoin.

La date de mardi ne se révélera peut-être pas capitale ; la tâche immédiate du gouvernement actuel est de l'empêcher de le devenir. Il ne faut pas oublier que l'attaque aurait pu être infiniment plus grave. Le 11 septembre, des experts du Centre of Disease Control (contrôle des maladies) « se sont précipités » sur la scène du drame pour tester l'atmosphère à la recherche d'armes biologiques et chimiques. Ils savaient que leur présence était possible et qu'elle le resterait.

Il y a aussi le risque absolument insoluble que représentent les centrales nucléaires inactives des Etats-Unis (aucune centrale nucléaire n'a été démontée où que ce soit). Des attaques du même type sur de telles cibles pourraient transformer d'immenses régions en cimetières pollués par le plutonium pendant des dizaines de milliers d'années. Il y a aussi la menace presque inévitable d'armes nucléaires terroristes – dirigées, peut-être, sur une centrale nucléaire. Bush et ses conseillers risquent de ne pas se montrer à la hauteur d'un concept : la terreur de mardi, en dépit de sa malveillance délibérée, n'était qu'une ébauche. Nous sommes encore dans le premier cercle.

Les Américains vont également trouver horriblement difficile et pénible d'assimiler l'idée qu'ils provoquent la haine et une haine intelligible. Combien d'entre eux savent, par exemple, que leur gouvernement a anéanti au moins 5 % de la population irakienne ? Combien d'entre eux vont transposer ce chiffre à la population américaine (et arriver au chiffre de quatorze millions) ? Plusieurs particularités nationales – la confiance en soi, un patriotisme plus ardent que dans les pays d'Europe occidentale, une absence prononcée de curiosité pour la géographie – ont créé un manque d'empathie avec les souffrances des peuples lointains.

Plus critique, et encore une fois plus pénible, l'ego des Américains est étayé à un degré presque tautologique par l'assurance d'avoir raison et de représenter le bien : les Américains sont bons et ils ont raison par le simple fait d'être américains. L'écrivain Saul Bellow parle d'« angélisation ». Du côté américain, nous devons non seulement révolutionner notre mode de pensée, mais aussi adapter notre caractère national : tâche qui prendra, peut-être, une génération.

Et de l'autre côté ? Etrangement, le monde paraît soudain bipolaire. L'Occident se retrouve face à un système irrationnel, argumentateur, théocratique/idéocratique qui s'oppose par essence et de façon implacable à son existence. L'ancien ennemi était une superpuissance ; le nouvel ennemi n'est même pas un Etat.

L'URSS a fini par être détruite par ses contradictions et ses anomalies ; elle a dû se rendre compte que *« le socialisme n'existe pas et l'Union soviétique l'a fabriqué »*, selon les termes de l'historien Martin Malia. En même temps, le socialisme était une expérience moderniste, voire futuriste, alors que le fondamentalisme militant se convulse dans une phase de son évolution correspondant à la fin du Moyen Age. Il va nous falloir assister à une Renaissance, une Réforme et attendre ensuite le siècle des Lumières. Et nous ne le ferons pas.

> Le deuxième avion fut un moment de terreur révélée – la terreur doublée ou portée au carré

Qu'allons-nous faire ? La violence est inévitable ; la catharsis est nécessaire à l'Amérique. Il nous reste à espérer qu'elle ne répondra surtout pas par l'escalade. La réponse devra refléter la première attaque par l'effet de surprise. Exemple utopique : le peuple d'Afghanistan, infirme et plongé dans l'ignorance, tapi dans l'attente d'un hiver de famine, ne devrait pas être bombardé par des missiles de croisière ; il devrait être bombardé par des colis de nourriture, sur lesquels serait écrit lisiblement « prêt-bail des USA ».

Pour être plus réaliste, à moins que le Pakistan puisse réellement livrer Ben Laden, les représailles américaines risquent fort de devenir éléphantesques. La terreur provenant d'en haut alimentera la source de la terreur provenant d'en bas : blessures sans espoir de guérison. C'est le cycle bien connu, si bien saisi par le sujet et le titre du roman de V.S. Naipaul, *Dis-moi qui tuer*. Notre destin le plus souhaitable, en tant qu'habitants de la même planète, est le développement de ce qu'on appelle la « conscience de l'espèce » – quelque chose qui dépasse les nationalismes, les blocs, les religions, les ethnies. Au cours de cette semaine de détresse incrédule, j'ai tenté de mettre en pratique cette conscience et cette sensibilité. En pensant aux victimes, aux auteurs des attentats, j'ai éprouvé de la douleur pour l'espèce, puis de la honte pour l'espèce et de la peur pour l'espèce.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Florence Lévy-Paoloni
© Martin Amis

LA TRIBUNE DES LECTEURS

DIEU S'INTERROGE

A voir s'agiter, en son nom, pour notre plus grand malheur, les fanatiques de tout poil, nous sommes fondés à nous poser cette question : Et Dieu dans tout ça ? Que peut-il bien penser du spectacle que nous lui offrons ? Sans trop de peine, nous pouvons l'imaginer. Dieu est inquiet. Il se ronge les sangs et se rogne les ongles à coups de dents devant sa télé. Il a beau zapper, la violence est partout au programme. (...) Il sent monter en lui, à la vue des débordements de ces suppôts de Satan qui peuplent la terre, troublent la paix et l'apparent silence de l'univers, une sainte colère. Dieu prie Dieu pour que cela cesse enfin, c'est dire dans quel désespoir il est plongé. Il se surprend même, parfois, lui d'ordinaire si poli, si discret, si mesuré, à cracher un chapelet d'injures, à blasphémer... Mais là, aujourd'hui, c'est le bouquet, ces tours effondrées et ces milliers de victimes... Dieu a brisé son écran télé, a gagné son petit atelier, a ressorti ses anciens plans de la création (...) *« Qu'est-ce qui a bien pu clocher ?... »* D'Eglises, ils ont glissé en esprit de chapelle, en dérives sectaires, et, pour un oui pour un non, c'est la curée.

Décontenancé, la tête dans les nuages, ne voyant plus très bien où il mettait les pieds, Dieu est tombé des nues, dans le vide absolu. Il est toujours vivant, mais, au terme de son interminable chute, il ne souhaite surtout pas toucher terre.

Jean-François Hagnéré,
Creutzwald (Moselle)

EXÉGÈSE ET ELDORADO

Je suis une mère de famille qui en a assez qu'on lui fasse prendre des vessies pour des lanternes et qui est fatiguée d'entendre les spécialistes de tout poil faire de l'exégèse sur du vent. Arrêtez de nous faire croire qu'il y a le Bien et le Mal. Une guerre a des enjeux classiques (quelle que soit sa forme ou sa modernité) : territoire, pouvoir, argent. On ne nous fera pas croire qu'il s'agit de la révolte des pauvres contre les riches. Si l'islam était la terre du *« Bien »* partagé cela se saurait, et si le capitalisme dur était la terre des *« biens »* partagés, cela se saurait aussi. L'Eldorado n'existe ni sur Terre ni au paradis.

Pascale Faure,
Toulouse

LE DIALOGUE CONTRE LE TERRORISME

Le terrorisme relève de la stratégie des réseaux et non de la logique territoriale des Etats. On ne le combattra ni avec des bataillons de fantassins ni avec le plus sophistiqué des avions ou des boucliers antimissiles.

Il y faut de l'intelligence, c'est-à-dire essayer de comprendre pourquoi certains individus s'estiment obligés d'en arriver au terrorisme pour se faire entendre ?

Quels espaces de dialogue y a-t-il pour les problèmes fondamentaux du monde : le développement social équitable, au nord comme au sud, le primat de l'homme sur l'économique ; le laminage des exclus de la mondialisation ; le droit égal des Palestiniens et des Israéliens à vivre dans des États libres ? (...) L'intelligence, c'est aussi de ne pas se tromper d'interprétation, ni d'alliés. (...) N'oublions pas : les Etats-Unis n'ont pas d'autre politique internationale que celle de leurs intérêts, comme tous les empires. (...) S'enrichir du sous-développement et de la faiblesse des moins compétitifs, ne pas laisser de place à une pensée alternative, c'est ne laisser de champ qu'à l'expression terroriste. (...)

Pierre Gondard,
Quito
(Equateur)

DIVERGENCES

Refuser le manichéisme

L'ÉMOTION ressentie à travers le monde après les attentats de New York et de Washington, la solidarité naturelle et spontanée manifestée, notamment en Europe, avec le peuple américain ne justifient pas des conclusions simplistes. Il est légitime que le président George W. Bush cherche à réconforter ses compatriotes et à leur redonner courage. Il est compréhensible qu'il invoque leurs sentiments patriotiques et religieux en s'affirmant déterminé à *« conduire le monde jusqu'à la victoire »* contre les terroristes. Il est normal qu'il attende la coopération de tous les peuples et Etats décidés à défendre une civilisation qui ne soit pas fondée sur la violence aveugle.

Mais cette sympathie profonde ne nous oblige pas à tomber dans le piège du manichéisme. Non, la lutte nécessaire contre le terrorisme n'est pas un *« combat monumental entre le Bien et le Mal »*, contrairement à ce qu'a déclaré George W. Bush.

Non, l'attaque contre les centres vitaux et symboliques du capitalisme triomphant par des kamikazes venus de pays musulmans n'a pas été engendrée par un *« clash des civilisations »*, selon l'expression célèbre du professeur Samuel Huntington. Il ne suffit pas de parer d'un habillage théorique des lieux communs pour que ceux-ci deviennent des vérités. Cette tentation est intellectuellement erronée et politiquement dangereuse.

Si la raison a encore un sens dans les sociétés modernes, c'est précisément parce qu'elle s'oppose au fanatisme, aux amalgames, aux condamnations précipitées et collectives. Diaboliser le milliard de musulmans vivant dans le monde, sous prétexte que les auteurs des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone auraient été élevés dans quelques medersas du Pakistan, ce serait répondre exactement aux attentes des terroristes et déclencher l'apocalypse qu'on se propose d'éviter. George W. Bush était mieux inspiré en se voulant *« patient, concentré, animé d'une détermination sans faille »*.

Les bombardements répétés sur l'Irak depuis dix ans, les frappes *« chirurgicales »* ordonnées par son prédécesseur sur une usine de produits pharmaceutiques du Soudan après les attentats contre des ambassades américaines n'ont pas réglé les problèmes. Peut-être même les ont-ils exacerbés.

Les Etats-Unis obtiendront le soutien de la communauté internationale si l'inévitable riposte vise les auteurs des attentats et leurs commanditaires, et s'ils acceptent de coopérer avec les autres pays dans une lutte de longue haleine. C'est ce que les Européens ont commencé à leur dire à Bruxelles.

C'est d'une telle politique déterminée mais réfléchie que nous pouvons nous sentir solidaires, pas de la dialectique de Dieu et du Diable.

*(*Le Monde *du 15 septembre)*

Quelques questions à l'empire et aux autres *par Jean Bricmont*

Jean Bricmont

Professeur de physique à l'université de Louvain, Jean Bricmont a publié avec Alan Sokal *Impostures intellectuelles* (Odile Jacob, 1997). Un livre qui passait notamment au crible les œuvres de Jacques Lacan, Julia Kristeva et Jean Baudrillard

TOUT allait bien. La Serbie, à genoux, venait de vendre Milosevic au Tribunal pénal international pour une poignée de dollars (dont on apprendra ensuite qu'une partie servira à payer des dettes accumulées depuis Tito). L'OTAN s'étendait à l'est devant une Russie impuissante. On pouvait, en toute impunité, *« bombarder Saddam Hussein »* (c'est-à-dire la population irakienne) quand on le désirait. La Macédoine, envahie par l'UCK, devait accepter la comédie d'un désarmement de cette même UCK par ceux qui l'avaient armée. Les territoires palestiniens étaient quadrillés et leurs dirigeants assassinés par des bombes intelligentes. Pendant ces dernières années, les détenteurs d'actions avaient prospéré comme ils l'avaient rarement fait dans l'histoire. La gauche politique n'existait plus, tous les partis s'étant ralliés au néolibéralisme et à l'interventionnisme militaire « humanitaire ». Bref, même si on n'était pas encore arrivé à *« la fin de l'histoire »,* son cours était maîtrisé et son *happy end* prévisible.

Et puis, le choc, la surprise, l'horreur : la plus grande puissance de tous les temps touchée au centre même de sa richesse et de sa force. Un réseau d'espionnage électronique sophistiqué n'a rien pu faire pour prévenir la catastrophe. Je ne partage évidemment pas les « valeurs » de l'ancienne secrétaire d'Etat américaine, M^me^ Albright, qui lorsqu'on lui demande si la mort d'un demi-million d'enfants irakiens *« vaut la peine »* répond : *« C'est un choix difficile, mais oui, cela en vaut la peine. »* Le massacre de civils innocents ne me paraît jamais souhaitable. Ce qui n'empêche qu'il me semble nécessaire, à l'occasion de cette tragédie, de se poser quelques questions.

Un pacifiste américain, A. J. Muste, faisait observer que le problème, dans toutes les guerres, était posé par le vainqueur : en effet, il avait appris que la violence payait. Toute l'histoire de l'après-guerre illustre la pertinence de cette remarque. Aux Etats-Unis, le département de la guerre fut rebaptisé département de la défense, alors qu'il n'y avait en réalité aucun danger direct qui les menaçait. Les gouvernements américains successifs se sont lancés dans des campagnes d'interventions militaires et de déstabilisations politiques telles qu'il faut beaucoup de bonne volonté pour n'y voir qu'une tentative d'endiguer le communisme (qu'est-ce que des gouvernements modérément nationalistes, comme ceux de Goulart au Brésil, de Mossadegh en Iran ou d'Arbenz au Guatemala avaient à voir avec le communisme ?). Mais limitons-nous à l'actualité et essayons de voir comment celle-ci peut être perçue en dehors de l'Occident. Et cela non pas en essayant de penser dans les termes d'une autre culture ou d'une autre religion, mais en nous demandant simplement comment nous réagirions si nous étions placés face à certaines situations.

– Le protocole de Kyoto. Les objections américaines ne sont pas principalement scientifiques, mais du genre « cela nuit à notre économie ». Comment cette réaction est-elle perçue par des gens qui travaillent douze heures par jour pour des salaires de misère ?

– La conférence de Durban. L'Occident refuse toute idée de réparations pour l'esclavage et le colonialisme. Mais comment ne pas voir que l'Etat d'Israël fonctionne comme réparation pour les persécutions antisémites, sauf que, là, le prix est payé par les Arabes pour des crimes commis par des Européens ? Et comment ne pas comprendre que ce transfert de responsabilité soit perçu par les victimes du colonialisme comme une manifestation de racisme ?

– La Macédoine. Voilà un pays que l'Occident a poussé à l'indépendance pour affaiblir la Serbie et dont le gouvernement a toujours suivi fidèlement les ordres occidentaux. Il est soumis à des attaques de terroristes armés par l'OTAN et provenant de territoires sous contrôle de celle-ci. Comment cela est-il perçu dans le monde orthodoxe et slave, surtout après l'expulsion, sous les yeux del'OTAN, de la population serbe du Kosovo et l'éradication d'une bonne partie de son patrimoine culturel ?

– L'Afghanistan. Les Américains n'ont pas hésité à former et à armer Ben Laden pour déstabiliser l'URSS, selon un scénario de Z. Brzezinski, conseiller du président Carter. Combien de gens meurent dans ce jeu que Z. Brzezinski appelle le « grand échiquier » ? Et combien de terroristes, en Asie, en Amérique centrale, dans les Balkans ou au Proche-Orient sont lâchés dans la nature après avoir servi le « monde libre » ?

– L'Irak. La population est étranglée par un embargo qui a fait des centaines de milliers de morts qui sont aussi, même s'ils ne passent pas à la télévision, des victimes civiles. Tout cela parce que l'Irak a cherché à récupérer des puits de pétrole qui avaient été de facto confisqués par les Britanniques. Comparons avec le traitement réservé à Israël, qui occupe de façon parfaitement illégale les territoires conquis en 1967. Pense-t-on réellement que l'idée généralement acceptée en Occident selon laquelle tout cela est la faute de Saddam Hussein impressionne qui que ce soit dans le monde arabo-musulman ?

– La Chine. Lorsqu'un avion d'espionnage américain est abattu le long des côtes chinoises et son équipage brièvement fait prisonnier, on s'indigne : comment les Chinois osent-ils ? Mais combien d'avions chinois ou indiens s'aventurent si près des côtes américaines ?

– Est-il vraiment de toute première urgence de dilapider les ressources rares de la planète, entre autres l'intelligence, pour construire un bouclier antimissile qui ne protégera pas les Etats-Unis contre des actes terroristes et, à long terme, même pas contre des attaques nucléaires ?

Tout cela n'excuse pas le terrorisme, dira-t-on. Soit, mais cela permet de comprendre pourquoi la réaction en dehors des Etats-Unis est souvent mitigée : sympathie pour les victimes, oui ; pour le gouvernement américain qui tente de jouer sur ces sentiments pour légitimer ses politiques et qui s'apprête à violer à nouveau le droit international, non.

Par une pure coïncidence, ces attentats ont lieu le 11 septembre, anniversaire du renversement d'Allende, qui a marqué non seulement l'installation du premier gouvernement néolibéral, celui de Pinochet, mais aussi le début de la fin des mouvements nationaux et indépendants dans le tiers-monde – en gros, ceux qui sont issus de la Conférence de Bandung – qui allaient bientôt tous s'incliner devant les diktats des Etats-Unis et du FMI. Cette coïncidence rappelle que la victoire de l'Occident contre les mouvements politiques indépendants dans le tiers-monde a été obtenue par des moyens fort peu démocratiques : Pinochet, évidemment, mais aussi Suharto, l'assassinat de Lumumba, les armées terroristes en Amérique centrale, et, *last but not least,* le soutien aux « bons » fondamentalistes musulmans, en Arabie saoudite et en Afghanistan.

> On expliquera que cette barbarie nous est étrangère. En effet, nous préférons bombarder de haut et tuer à petit feu au moyen d'embargos

En fait, tant que les forces obscurantistes et féodales pouvaient être utilisées contre la gauche politique, elles l'ont été à profusion. Si les accusations lancées contre ces forces se confirment, alors il sera opportun de méditer sur cette curieuse ironie de l'histoire.

Marx pensait qu'une lutte politique contre l'oppression ferait reculer l'obscurantisme religieux. Depuis une vingtaine d'années, on a assisté au mouvement inverse : plus la gauche politique perdait du terrain, plus l'obscurantisme se renforçait, et pas seulement dans le monde musulman ; et cela en grande partie parce qu'il est devenu la seule forme de protestation possible contre cette « vallée des larmes » qu'est la Terre.

En Occident, on applaudira bien sûr les « réponses fermes » lorsqu'elles se produiront. On trouvera quantité d'intellectuels pour lier ces attentats à tout ce qui leur déplaît dans le monde : Saddam Hussein, les pacifistes occidentaux, le mouvement de libération palestinien et, tant qu'on y est, le mouvement dit « antimondialisation ». On construira plus de réseaux d'espionnage. On contrôlera mieux les citoyens. On se racontera des histoires édifiantes sur la lutte entre le Bien et le Mal et sur les méchants qui nous attaquent parce qu'ils n'aiment ni la démocratie, ni la libération des femmes, ni le multiculturalisme. On expliquera que cette barbarie nous est étrangère : en effet, nous préférons bombarder de haut ou tuer à petit feu au moyen d'embargos. Mais tout cela ne résoudra aucun problème de fond. Le terrorisme pousse sur un terreau de révolte qui est elle-même le fruit de l'injustice du monde.

Dans l'immédiat, on peut craindre que ces attentats aient au moins deux conséquences politiques négatives : d'une part, la population américaine, qui est dans sa grande majorité d'un nationalisme inquiétant, risque de se rassembler *« autour du drapeau »*, comme ils disent, et d'appuyer la politique de son gouvernement, aussi barbare soit-elle. Elle voudra, plus que jamais, *« protéger son mode de vie »*, sans se demander ce que cela coûte au reste de la planète. Les timides mouvements de dissidence qui se sont fait jour depuis Seattle seront sans doute marginalisés, sinon criminalisés.

D'autre part, les millions de gens vaincus, humiliés et écrasés par les Etats-Unis de par le monde auront la tentation de voir dans le terrorisme la seule arme qui puisse réellement frapper l'empire. C'est pourquoi une lutte politique – et non terroriste – contre la domination culturelle, économique et surtout militaire d'une toute petite minorité du genre humain sur l'immense majorité est plus nécessaire que jamais.

Ne soyons pas stupides ensemble *par Susan Sontag*

Susan Sontag

Essayiste réputée, Susan Sontag incarne la figure de l'Américaine de gauche, féministe.
Son dernier livre, *En Amérique* (Bourgois, 2000), a été couronné par le National Book Award.
Elle a fait connaître Roland Barthes outre-Atlantique

POUR une Américaine et New-Yorkaise épouvantée et triste, l'Amérique n'a jamais semblé être plus éloignée de la reconnaissance de la réalité qu'en face de la monstrueuse dose de réalité du mardi 11 septembre.

Le fossé qui sépare ce qui s'est passé et ce qu'on doit en comprendre, d'une part, et la véritable duperie et les radotages satisfaits colportés par pratiquement tous les personnages de la vie publique américaine et les commentateurs de télévision, d'autre part, cette séparation est stupéfiante et déprimante.

Les voix autorisées à suivre les événements semblent s'être associées dans une campagne destinée à infantiliser le public. Qui a reconnu qu'il ne s'agissait pas d'une « lâche » agression contre la « civilisation » ou la « liberté », ou l'« humanité », ou encore le « monde libre », mais d'une agression contre les Etats-Unis, la superpuissance mondiale autoproclamée, une agression qui est la conséquence de certaines actions et de certains intérêts américains ?

Combien d'Américains sont au courant de la poursuite des bombardements américains en Irak ? Et puisque l'on emploie le mot « lâchement », ne devrait-on pas l'appliquer à ceux qui tuent hors du cadre des représailles, du haut du ciel, plutôt qu'à ceux qui acceptent de mourir pour en tuer d'autres ? Quant au courage – une vertu moralement neutre —, quoi qu'on puisse dire de ceux qui ont perpétré le massacre de mardi, ce n'étaient pas des lâches.

Les dirigeants américains veulent absolument nous faire croire que tout va bien. L'Amérique n'a pas peur. Notre résolution n'est pas brisée. « Ils » seront pourchassés et punis (qui que soit ce « ils »). Nous avons un président-robot qui nous assure que l'Amérique a toujours la tête haute. Tout un éventail de personnages publics, violemment opposés à la politique menée à l'étranger par cette administration, se sent apparemment libre de ne rien dire d'autre que : nous sommes tous unis derrière le président Bush.

On nous a affirmé que tout allait bien ou presque, même s'il s'agissait d'un jour qui resterait marqué par le sceau de l'infamie, et même si l'Amérique était maintenant en guerre. Pourtant, tout ne va pas bien. Et ce n'est pas Pearl Harbor. Il va falloir beaucoup réfléchir, peut-être le fait-on à Washington et ailleurs, sur le colossal échec de l'espionnage et du contre-espionnage américains, sur les choix possibles de la politique étrangère américaine, en particulier au Moyen-Orient, et sur ce qui constitue un programme de défense militaire intelligent.

Mais ceux qui occupent des fonctions officielles, ceux qui y aspirent et ceux qui en ont occupé autrefois ont décidé – avec la complicité volontaire des principaux médias – qu'on ne demanderait pas au public de porter une trop grande part du fardeau de la réalité. Les platitudes satisfaites et unanimement applaudies du Congrès d'un parti soviétique semblaient méprisables. L'unanimité de la rhétorique moralisatrice, destinée à masquer la réalité, débitée par les responsables américains et les médias au cours de ces derniers jours est indigne d'une démocratie adulte.

Les responsables américains, et ceux qui voudraient le devenir, nous ont fait savoir qu'ils considèrent que leur tâche n'est qu'une manipulation : donner confiance et gérer la douleur. La politique, la politique d'une démocratie – qui entraîne des désaccords et qui encourage la sincérité – a été remplacée par la psychothérapie. Souffrons ensemble. Mais ne soyons pas stupides ensemble. Un peu de conscience historique peut nous aider à comprendre ce qui s'est exactement passé, et ce qui peut continuer à se passer.

« Notre pays est fort », ne cesse-t-on de nous répéter. Pour ma part, cela ne me console pas vraiment. Qui peut douter que l'Amérique soit forte ? Mais l'Amérique ne doit pas être que cela.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean Guiloineau
© Susan Sontag
*(*Le Monde *du 18 septembre)*

LA TRIBUNE DES LECTEURS

Trois minutes de silence

J'ai boycotté les trois minutes de silence en mémoire des victimes des attentats du 11 septembre 2001. Je les remplace par trois minutes d'expression.

Je veux dire ma sympathie aux familles endeuillées par l'innommable, mais je dédie aussi ces trois minutes à tous ces peuples que nos nations, celles-là mêmes qui sont en deuil aujourd'hui, ont humiliés, mutilés, ruinés de leurs richesses terrestres et culturelles. Comment sincèrement communier dans le silence avec ceux qui voudraient sans doute consoler et témoigner, sans vouloir aussi le faire pour ces millions d'hommes déshumanisés par nos conduites séculaires colonialistes, mercantiles et égoïstes. Comment ne pas dire notre sympathie à tous ces peuples pour lesquels nos puissantes nations ont appliqué les plus folles frontières au lendemain de nos guerres mondiales. Comment collaborer à ce silence qui tait nos complicités dites républicaines avec les élus qui détournent par la corruption le peu de richesse que nous injectons vers les nations du tiers et du quart monde sous couverts de programmes internationaux. (...)

Cet événement n'est ni le fruit du hasard ni celui de la fatalité. Il est le fruit de ce que l'humanité a semé et cultivé. La fortune d'un seul homme ne peut fabriquer ces peuples entiers qui donnent leurs enfants à la mort et à la grâce d'un Dieu. Il ne faut donc pas se taire. Il faut ouvrir les yeux. Il faut entendre.

Thierry Gallet,
Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne)

Bonne conscience

L'espoir de la vengeance et de l'application de la loi du talion qui coïncideraient avec un prestige et un honneur retrouvés semble le sentiment le plus répandu actuellement dans les discours des Américains. Leur épouvantable bonne conscience me terrifie. Est-il pensable que ce peuple prenne un jour conscience que le spectacle de désolation, de souffrance et de mort qui l'accable sur son sol ne constitue qu'une infime parcelle de ce qu'il a infligé directement, indirectement ou sous couvert d'alliances à d'autres peuples : on meurt encore des suites d'interventions américaines au Japon, au Vietnam, au Cambodge, en Irak, dans les territoires de l'ex-Yougoslavie. On recherche encore les corps de malheureux victimes des bourreaux de la Grèce, de l'Argentine, du Chili, installés au pouvoir par les Etats-Unis.

Pierre Amiot,
La Roche-de-Glun (Drôme)

Interroger Gandhi

Comment peut-il espérer combattre le terrorisme en y répondant par une violence tout aussi inconditionnelle ? *« La plus grande force de l'homme est la non violence »,* disait Gandhi. Pourquoi la première puissance mondiale ne cherche-t-elle pas à dépasser les événements avec intelligence plutôt que d'embourber le monde dans une incontrôlable escalade de violence ? Pourquoi se précipite-t-elle vers des représailles encore plus sanglantes au lieu d'appeler à la paix ? (...) Où est le progrès ?

Stéphanie Lopez, courriel

Passion collective *par Edward W. Saïd*

Edward W. Saïd
Professeur de littérature comparée à l'université Columbia de New York, Edward W. Saïd est l'un des intellectuels palestiniens les plus célèbres. Il a entre autres publié *Des intellectuels et du pouvoir* (Seuil, 1996)

DANS un monde d'assaillants invisibles et inconnus, l'horreur spectaculaire qui a frappé New York – et dans une moindre mesure Washington – annonce l'apparition de missions de terreur et de destruction insensées, sans message politique. Les habitants de cette ville blessée éprouveront certainement pendant encore longtemps la consternation, la peur et un sens durable de révolte et de choc – un tel carnage aura cruellement imposé à nombre d'entre eux un sentiment incontestable de peine et de tristesse.

Toutefois les New-Yorkais ont eu la chance de voir leur maire, Rudy Giuliani, habituellement rébarbatif et fâcheusement combatif, atteindre rapidement un statut digne de Churchill. C'est avec calme, sang-froid et une sensibilité extraordinaire qu'il a dirigé la police, les pompiers et les services d'urgence héroïques de la ville. Ceux-ci ne purent malheureusement pas éviter des pertes humaines effroyables.

Giuliani fut le premier à mettre en garde New York contre toute panique et contre toute attaque chauvine à l'encontre de la vaste communauté arabe et musulmane de la ville ; il fut aussi le premier à exprimer le sentiment collectif d'angoisse et à pousser chacun à poursuivre une vie normale, après un tel choc dévastateur. Si seulement les choses en étaient restées là !

Les reportages diffusés à la télévision nationale ont porté la tragédie dans tous les foyers, sans répit, avec insistance et de manière peu constructive. La majorité des commentaires n'a fait que souligner, voire accentuer, les sentiments attendus et prévisibles de la plupart des Américains : une sensation d'abandon terrible, la colère, la révolte, une impression de vulnérabilité violée, une soif de revanche et de riposte incontrôlée.

Les plus grandes chaînes de télévision n'ont pour ainsi dire rien montré : elles n'ont fait que rappeler les événements du 11, préciser la manière dont l'Amérique fut attaquée, et notamment dévoiler l'identité des terroristes – accusations répétées heure après heure, même si à ce jour aucune preuve n'existe. Par-delà les formules toutes faites de douleur et de patriotisme, politiciens, experts ou savants accrédités ont tous répété avec soumission que nous ne serions pas vaincus, que nous ne serions pas découragés, et que nous ne cesserions qu'une fois le terrorisme exterminé.

Nous sommes en guerre contre le terrorisme : tout le monde le dit. Mais où ? Sur quelle ligne de front ? Et avec quels objectifs concrets ? Personne n'offre de réponse. Rien, sauf une proposition indiquant vaguement que nos ennemis sont le Moyen-Orient et l'islam, et que le terrorisme doit être annihilé.

On passe peu de temps à chercher à comprendre le rôle joué par l'Amérique dans le monde et son implication directe dans la réalité complexe existant au-delà des « deux côtes » : et c'est ce qui est proprement déprimant. Depuis longtemps, les Etats-Unis gardent leurs distances avec le reste du monde – l'Américain de base n'y songe d'ailleurs presque jamais. Ainsi, « l'Amérique » s'apparente plus à un géant assoupi qu'à une superpuissance menant la guerre – ou tel ou tel conflit – de manière quasi permanente dans toutes les zones islamiques.

Le nom et le visage d'Oussama Ben Laden sont aujourd'hui tellement insupportables pour les Américains que ceux-ci ont perdu toute curiosité pour son histoire et celle de ses disciples. Ils pourraient pourtant s'intéresser au fait que ceux-ci furent utilisés bien commodément lors du djihad déclaré il y a vingt ans par les Etats-Unis contre l'Union soviétique en Afghanistan...

Ces gens sont aujourd'hui devenus les symboles mêmes de l'exécrable dans l'imaginaire collectif. Il est donc inévitable que des passions collectives s'engouffrent soudain dans un désir de guerre ressemblant étrangement au capitaine Achab lancé à la poursuite de Moby Dick. Les événements actuels découvrent pourtant une puissance impériale blessée pour la première fois sur ses terres et agissant systématiquement pour ses propres intérêts, suivant une géographie conflictuelle soudainement modifiée, sans tracé de frontières ni protagonistes apparents. On agite vigoureusement une pléthore de symboles manichéens et de scénarios apocalyptiques, jetant au vent leurs conséquences à long terme – et toute retenue rhétorique.

Il nous faut comprendre la situation de manière raisonnée, et cesser de faire résonner le tam-tam guerrier apparemment cher à George Bush et son équipe. Pour la plupart des habitants du monde arabe et islamique, le gouvernement des Etats-Unis est synonyme de puissance insolente. De surcroît, le pays est aussi célèbre pour son soutien généreux et béat à Israël qu'à de nombreux régimes arabes tyranniques. Et il est connu pour avoir ignoré les possibilités de dialogue avec certains mouvements séculaires, ou des populations ayant de légitimes griefs.

> On agite vigoureusement une pléthore de symboles manichéens et de scénarios apocalyptiques, jetant au vent leurs conséquences à long terme

Il faut donc voir, dans ce contexte, que l'antiaméricanisme ne repose ni sur une haine de la modernité ni sur une frustration technologique, comme le répètent certains érudits accrédités. Non, il provient d'une série historique d'interventions concrètes, de politiques cruelles et inhumaines appliquées avec une froideur de glace. Ainsi, citons le cas des Irakiens qui souffrent tous des sanctions américaines imposées à leur pays, ou le soutien américain donné à l'occupation des territoires palestiniens par Israël depuis maintenant trente-quatre ans.

Aujourd'hui, Israël exploite de manière cynique la catastrophe américaine en intensifiant son occupation militaire et sa violence contre les Palestiniens. Depuis le 11 septembre, les forces militaires israéliennes ont causé de nombreuses pertes civiles et entraîné de multiples destructions. Tout cela étant mené effrontément, avec des armes américaines et le nappage habituel d'hypocrisies mensongères sur la lutte contre le terrorisme.

Les alliés d'Israël aux Etats-Unis sont hystériques : *« Nous sommes tous Israéliens ! »* Ils cherchent ainsi à créer un lien absolu entre les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone et les agressions palestiniennes en Israël, expliquant qu'il s'agit d'un « terrorisme international » dans lequel Ben Laden et Arafat sont des entités interchangeables. Les Américains auraient pu réfléchir aux raisons probables des événements à New York – condamnés d'ailleurs par de nombreux Palestiniens, musulmans et Arabes ; mais le 11 septembre s'est transformé en une énorme propagande triomphale au bénéfice de Sharon. Les Palestiniens n'ont à l'évidence pas les moyens de se défendre à la fois contre les formes les plus viles et les plus violentes de l'occupation israélienne et contre la diffamation vicieuse de leur lutte pour la libération nationale.

La rhétorique politique américaine a recouvert ces faits de termes comme « terrorisme » ou « liberté ». Pourtant ces vastes abstractions ne dissimulent pratiquement que des intérêts matériels sordides. Ainsi, on pense au profit pétrolier, à la défense et aux lobbies sionistes qui consolident leur emprise sur tout le Moyen-Orient en nourrissant leur antique hostilité religieuse pour « l'islam » – qu'ils méconnaissent largement. L'islam prend pourtant des formes qui changent quotidiennement !

Il faut se souvenir que la consommation de pétrole en Chine rattrapera bientôt celle des Etats-Unis. Il est donc de plus en plus urgent pour les Etats-Unis de contrôler fermement les ressources situées dans le golfe Persique et la mer Caspienne. Attaquer l'Afghanistan en utilisant certaines ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale comme bases arrière permettrait ainsi de consolider un axe stratégique américain allant du Golfe aux champs de pétrole nordiques. Cet axe serait ensuite extrêmement difficile à percer. Alors que la pression sur le Pakistan monte chaque jour, attendons-nous à des troubles importants dans la région à la suite des événements du 11 septembre.

Toute responsabilité intellectuelle nécessite une compréhension très critique de la situation sur le terrain. Certes, la terreur existe : mais presque tous les mouvements de lutte modernes se sont à un moment tournés vers la terreur. Ainsi, l'ANC de Mandela, mais encore bien d'autres, sionisme inclus. Les bombardements de civils sans défense à l'aide de F16 et d'hélicoptères gunships possèdent les mêmes structures, et engendrent les mêmes conséquences que des actes de terreur nationalistes plus conventionnels.

En outre, tout acte de terreur est encore aggravé lorsqu'il s'accompagne d'abstractions religieuses et politiques et de mythes réducteurs qui s'éloignent en permanence de l'histoire et du bon sens. Aucune cause, aucun dieu, aucune idéologie ne peut justifier l'assassinat en masse d'innocents, surtout lorsque les responsables de telles actions sont peu nombreux, et s'imaginent représenter la cause sans avoir été élus et sans véritable mandat.

Par ailleurs – et même si les musulmans ne sont pas tous d'accord sur ce point – il y a plusieurs islams, comme il y a plusieurs Amériques. Cette diversité est générale : elle existe dans toutes les traditions, dans toutes les nations et dans toutes les religions, et ce même si certains de leurs membres ont toujours cherché – sans succès – à s'enfermer derrière des barrières et à fixer une fois pour toutes leur credo.

L'Histoire est bien plus complexe, bien plus contradictoire ; elle ne saurait être établie par des démagogues qui représentent beaucoup moins que ce que prétendent à la fois leurs disciples et leurs ennemis. Les extrémistes religieux et moraux d'aujourd'hui ont des idéaux primitifs de révolution et de résistance – y compris l'acceptation de tuer et de se faire tuer – qui collent apparemment bien trop facilement à une sophistication technologique menant à des actions horrifiantes — mais apparemment gratifiantes — d'une sauvagerie symbolique.

En 1907, Joseph Conrad traçait avec une clairvoyance singulière le portrait du terroriste type – benoîtement nommé le « professeur » – dans son roman *L'Agent secret.* Il s'agissait d'un homme dont le seul souci était de fabriquer un détonateur parfait, capable de fonctionner dans toutes les circonstances. Il finit par fabriquer une bombe qui explosa grâce à l'aide un pauvre garçon envoyé à son insu détruire l'observatoire de Greenwich dans le but de frapper « la science pure ».

Les kamikazes de New York et de Washington étaient apparemment des hommes éduqués, de classe moyenne – ce n'étaient pas de pauvres réfugiés. Les pauvres et les désespérés bénéficient rarement de conseils sages. Les pauvres sont le plus souvent dupés, entraînés vers des raisonnements magiques et des exemples de solutions rapides et sanglantes fournis par d'effroyables modèles tels que celui du 11 septembre, et enveloppés d'un mensonger boniment religieux.

Cela est vrai au Moyen-Orient, et plus particulièrement en Palestine – mais également aux Etats-Unis, sans aucun doute le pays le plus religieux de la planète. L'un des plus grands échecs de la classe des intellectuels séculaires est de n'avoir jamais redoublé d'efforts pour fournir analyses et modèles destinés à compenser les souffrances d'une vaste part de leurs populations appauvries et rendues misérables par la mondialisation et un militarisme sans pitié. Face au néant, comment ne pas se tourner vers une violence aveugle et de vagues promesses d'une libération future ?

Une puissance économique et militaire telle que les Etats-Unis ne représente pourtant pas une garantie de sagesse ou de visée morale : surtout lorsque l'inflexibilité est considérée comme une vertu et l'exceptionnalisme comme un destin national. La crise actuelle n'a laissé aucune place à la réaction humaine qu'est le doute. « L'Amérique » se prépare à mener une guerre quelque part dans le monde, flanquée d'alliés poussés à s'activer dans des conditions tout à fait incertaines et pour des objectifs imprécis. Eloignons-nous de ces seuils imaginaires qui prétendument séparent les populations et font s'entrechoquer les civilisations. Réexaminons les étiquettes, passons encore en revue les quelques ressources à notre disposition, et décidons de partager nos destinées, d'une manière ou d'une autre, en suivant l'histoire des cultures, et malgré les cris et les théories va-t-en-guerre.

> «L'Amérique» se prépare à mener une guerre quelque part dans le monde, flanquée d'alliés poussés à s'activer dans des conditions tout à fait incertaines et pour des objectifs imprécis

« L'islam », « l'Occident » sont des bannières inadaptées : ne les suivons pas aveuglément. Certains, bien sûr, leur courront après, mais que les générations à venir se condamnent elles-mêmes à une longue guerre et à des souffrances sans même y réfléchir, sans regarder les histoires interdépendantes d'injustice et d'oppression, et sans chercher à atteindre une émancipation commune et une compréhension mutuelle ressemble plus à de l'opiniâtreté qu'à un destin. La diabolisation de l'Autre ne formera jamais la pierre angulaire d'une politique digne de ce nom.

Aujourd'hui, les racines de la terreur – l'injustice et la misère – sont visibles et guérissables. Les terroristes eux-mêmes peuvent être aisément isolés, contenus ou tout au moins démotivés. Pour cela, il faut de la patience et de l'éducation, en un investissement pour l'avenir contraire à une accélération de la violence et des souffrances sur une vaste échelle.

Nous redoutons actuellement de nombreuses destructions et une détresse accrue dans le monde : les décideurs américains exploitent les appréhensions et les inquiétudes de leurs électeurs, et sont cyniquement persuadés qu'un tel patriotisme réaffirmé ne saurait être contré, ces efforts redoublés de guerre pouvant pour l'instant ensevelir toute réflexion, voire tout bon sens. Aussi, ceux d'entre nous qui ont les moyens de parler à des gens prêts à écouter – et ceux-ci sont nombreux, au moins aux Etats-Unis, en Europe et au Moyen-Orient – doivent s'exprimer avec autant de raison et de patience que possible.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Emmanuelle Rivière
© Edward W. Saïd

LA TRIBUNE DES LECTEURS

SUPPLIQUE AU PEUPLE AMÉRICAIN

Je ne suis pas américain. Je ne me reconnais pas dans *« les valeurs de l'Amérique »* qui viennent d'être attaquées par des assassins fanatisés. (...) Je n'accepte pas que des Américains aient pu prétendre être le peuple-guide de tous les autre peuples, parce qu'ils détenaient entre leurs mains ce World Trade Center, ce centre mondial du commerce, ou si vous préférez le centre commercial du monde (...)

Je ne suis pas américain. Pourtant, je me suis nourri d'Amérique, quand un peu après la guerre sont arrivés chez moi, derrière des GI's qui riaient, chargés de chewing gum et de Coca-Cola, des écrivains (Faulkner, Steinbeck, Hemingway, Dos Passos, Melville...), et surtout des cinéastes (Ford, Capra, Hawks, Huston, Kazan, Mankiewicz, Cukor, Hitchcock...), qui me racontaient des histoires d'ailleurs, où je rencontrais des hommes et des femmes jeunes, libres, dans des décors plus larges, plus audacieux que ceux que je connaissais jusque-là. Cette Amérique-là, je la garde, elle fait partie de ma France et de mon Europe. Elle n'est pas celle de MM. Bruce Willis, Schwarzenegger et Stallone.

Je juge insupportable le massacre de cinq mille êtres humains. (...) D'autant plus insupportable qu'elle fut commise au nom d'une prétendue guerre sainte de fidèles d'Allah contre des suppôts du grand Satan. Je n'accepte pas que l'on mêle Dieu, sous quelque nom qu'on le désigne, à des actes que, s'il existait comme on le dit, il ne pourrait que réprouver. Demander à Dieu de légitimer la défense d'intérêts privés est toujours le fait d'êtres lâches, incapables d'assumer seuls leurs engagements. (...)

Je veux bien être Américain, juste le temps d'une prière fraternelle. Gens d'Amérique, femmes et hommes du peuple qui ne détenez aucun pouvoir, filles et fils de Lincoln le pacificateur, sœurs et frères de Martin Luther King, votre dernier prophète qui vous a laissé son rêve d'une société où l'on parlerait d'abord d'amour, sortez de vos peurs, de vos maisons, surtout si elles sont confortables ; sortez de vos temples où l'on vous vole votre parole ; dites à votre président de mettre sa petite vanité dans sa poche. Suppliez-le de mesurer sa colère à une juste appréciation de l'événement qui vient de vous frapper avec lui. Convainquez-le. Alors, grâce à vous, j'aurai envie d'être Américain.

Michel Rebondy,
Clichy (Hauts-de-Seine)

LE SILENCE DES EGLISES

Dans la tradition biblique, lorsqu'arrivait un tel cataclysme, le peuple ainsi frappé était appelé par ses chefs spirituels à se couvrir de cendre, à faire pénitence et à rentrer en lui-même pour se remettre en cause.

Il n'est pas question, bien sûr, d'en revenir au Dieu vengeur, pas plus qu'il n'est question de justifier le crime. Mais, dans un tel malheur, n'est-il pas bizarre de n'entendre parler que de riposte, de vengeance, d'écrasement de l'ennemi... Les pays nantis n'ont-ils rien à se reprocher ? Les fanatismes ambiants viendraient-ils du néant ? On sait bien qu'il n'y a pire école d'extrémisme que le désespoir...

Si les médias ont été bavards (trop..., souvent !), quel silence de notre Eglise ! Où sont les paroles de pardon, de paix, de conversion du cœur, d'appel à la contrition, les paroles d'amour, à part ces appels, certes justifiés, à la compassion pour les victimes d'un seul camp ? Aux trois minutes de silence pour les morts des Etats-Unis, combien de minutes de silence répondront pour les morts passés et à venir de nos suffisances et de nos vengeances ?

Michel Blondel,
Toulouse

LE BOOMERANG DE L'HISTOIRE

Puissance de l'ennemi et fragilité américaine *par Paul Kennedy*

A 8 h 45, le mardi 11 septembre 2001 – et non pas le premier jour de l'an 2000 –, l'Amérique est entrée pleinement dans le XXIe siècle. Les célébrations du millénaire sur Times Square à New York furent des manifestations purement éphémères ; la destruction du World Trade Center, quelques kilomètres à peine au sud, un événement épique et transformateur. Il y a vingt mois, le grand public américain pouvait se réjouir de la bonne fortune de la nation, de sa situation géographique et de ses richesses matérielles, de ses prouesses technologiques et du simple poids de son armée, autant d'éléments qui se combinaient pour faire des Etats-Unis la nation la plus puissante et la plus influente que le monde ait connue depuis la Rome impériale, si on la compare aux autres Etats.

L'Union soviétique s'était effondrée, et la Russie qui lui avait succédé implosait lentement. Le « défi » japonais avait vécu. Le monde adoptait le capitalisme de type américain, Internet, MTV et les espérances de Wall Street. Le XXIe siècle serait américain, comme l'affirmait déjà avec confiance un livre optimiste dix ans plus tôt. Cette confiance s'est envolée dans les panaches de fumée montant d'un Pentagone ravagé et des tours en ruine du World Trade Center. Il est peu probable qu'elle revienne dans un avenir prochain, ni même jamais.

A peine les réseaux d'information envoyaient-ils sur les écrans les images stupéfiantes du second avion plongeant dans la tour sud que les Américains pensaient Pearl Harbor, autre attaque surprise qui arracha la nation à sa satisfaction, à son sentiment d'innocence et de sécurité. Mais l'analogie avec Pearl Harbor n'est utile que par le contraste à établir avec ce qui s'est passé la semaine dernière. Car si les Américains ont été ébranlés il y a soixante ans, la riposte politique à cette attaque traîtresse était à la fois évidente et possible.

L'aviation militaire d'un Etat souverain, le Japon, avait frappé les forces aériennes et navales américaines. En réponse, les Etats-Unis lancèrent une opération essentiellement militaire sur terre, sur mer et dans les airs pour vaincre un adversaire reconnaissable ; et comme le produit intérieur brut américain était à l'époque à peu près dix fois celui du Japon, l'issue de ce conflit inégal était prévisible. Une Amérique en colère, entièrement mobilisée, frappait un ennemi sournois et obtenait une victoire totale.

C'est évidemment ce que les citoyens américains espèrent après les attentats terroristes du 11 septembre. Commerçants et particuliers ont placardé dans les villes des affiches demandant à George W. Bush : *« Monsieur le Président, bombardez-les MAINTENANT ! »* Là précisément s'arrête la ressemblance avec Pearl Harbor. Car, cette fois-ci, l'Amérique n'a pas été frappée par l'aviation militaire d'un autre Etat, mais par ses propres avions civils, qui ont fait l'objet d'un détournement – avec un symbolisme diabolique, ce sont des avions d'American Airlines et de United Airlines, les deux compagnies aériennes américaines les plus importantes et les plus connues.

Les attentats ont été commis par des terroristes incroyablement bien organisés, qui ont exploité les points forts de l'Amérique – sa technologie, sa société ouverte, ses lignes aériennes facilement accessibles et jusqu'à ses réseaux de télévision – pour semer la peur et la confusion. Or cet ennemi se tient dans l'ombre, à l'écart, il est difficilement identifiable et certainement pas très facile à anéantir. Vaincre le Japon, c'était abattre un éléphant ; vaincre les terroristes qui ont blessé l'Amérique, c'est fouler aux pieds des méduses.

L'audace et le cocasse de l'attentat n'échappent à personne. Il y a quelques semaines à peine, je me livrai à quelques calculs sur la « puissance » des Etats-Unis d'aujourd'hui, tels que la mesurent les critères des sciences sociales. Il s'en dégageait une écrasante supériorité de cette nation sur tous ses rivaux possibles dans le monde.

Certes, l'Amérique ne représente que 4,5 % de la population mondiale, mais la démographie est rarement, à elle seule, un bon indicateur de comparaison. A côté de cela, le pays assure 30 % environ de la production mondiale des biens et des services, pourcentage qui s'est accru ces dernières années en raison de la paralysie de l'économie russe et de la langueur de celle du Japon.

Plus marquante encore est la domination sur le plan militaire. L'an dernier, 36 % de toutes les dépenses de la planète dans ce domaine revenaient au Pentagone ; de fait, le budget américain de la défense égale celui des neuf pays suivants réunis, des chiffres encore jamais atteints dans l'histoire (pour autant que je puisse en juger). Les indicateurs technologiques, des sciences et de l'éducation accentuent encore l'avance de l'Amérique ; sa part des communications sur Internet est de 40 %, celle des lauréats du prix Nobel (de 1975 à 2000) de 70 %.

La juxtaposition de ces chiffres qui mesurent le pouvoir du pays fait courir le risque d'une terrible erreur. L'Amérique, certes, est notre colosse des temps modernes, qui quadrille le monde avec ses avions, ses systèmes de communication, ses sociétés géantes, qui le marque de son empreinte culturelle puissante. Et pourtant ce colosse est en même temps des plus vulnérables aux armes qui diffèrent entièrement de l'aviation de Yamamoto et des divisions blindées de Hitler.

Il a un talon d'Achille, dont il est en grande partie responsable. Sa supériorité culturelle et commerciale et le battage incessant en faveur de sa doctrine du libre-échange ont été perçus comme une menace par beaucoup de communautés religieuses et de groupes sociaux, en particulier dans les sociétés traditionnelles. Ses firmes puissantes sont considérées par les plus critiques à l'égard de l'Amérique comme ayant une forte influence, excessive lorsqu'elles bloquent, par exemple, les accords internationaux sur la régulation du climat, poussent au changement sur les marchés protégés, terrorisent les gouvernements faibles du tiers-monde.

Son important soutien à Israël – dans des proportions qui auraient étonné, par exemple, le président américain Dwight Eisenhower – lui valent des ennemis dans tout le monde musulman. Son invention d'Internet et son rôle de premier plan dans l'ouverture des marchés des valeurs 24 heures sur 24 le rendent immensément riche, mais aussi incroyablement sensible au sabotage. Sa politique libérale d'immigration (du moins comparée à celle de l'Europe) et l'ouverture de ses universités aux étudiants étrangers en font un immense creuset où se côtoient des individus venus du monde entier, qui peuvent être débauchés en vue d'actes terroristes. (On a dit que certains des pilotes kamikazes avaient été formés aux Etats-Unis.)

Ce n'est pas du tout la forteresse Amérique : en fait, c'est tout l'opposé. Cette contradiction entre l'apparence d'une puissance américaine inégalée à l'étranger et la réalité de la lutte contre la « nouvelle » menace que représente le terrorisme pour la sécurité du pays n'a peut-être jamais été plus flagrante que lorsqu'on a appris, la semaine passée, que trois corps expéditionnaires américains embarqués faisaient route vers le large à partir de la côte Est.

> Le président Bush et les médias américains ont parlé de « chasse » aux coupables, comme si les terroristes étaient des braqueurs de banque du Far West

A bien des égards, un tel ensemble de bâtiments de guerre modernes et puissants (chacune de ces forces d'intervention était composée d'un immense porte-avions capable de transporter cent appareils, d'un croiseur Aegis, de plusieurs destroyers et d'un sous-marin) est le signe le plus imposant de la force de frappe de l'Amérique, à des milliers de milles marins de leur port d'attache ; ce sont ces navires qui croisent dans le détroit de Taïwan, patrouillent dans le sud du golfe Persique. Aucune autre marine ne peut s'y frotter.

Mais ces forces aéronavales rentrent à présent rapidement au pays, encore que leur mission ne soit pas claire. Surveilleront-elles de leurs avions la Maison Blanche, secoueront-elles les rescapés du World Trade Center ? Dans tous les cas, de telles tâches ne sont pas celles pour lesquelles elles ont été conçues. Ce qui nous amène à la question cruciale de savoir si les forces armées de l'Amérique (et celles de l'Occident, de façon plus générale) sont prêtes à parer les possibles menaces du nouveau siècle.

Depuis dix à vingt ans, un nombre croissant d'experts des affaires internationales et des questions militaires laissent entendre que le Pentagone est trop centré sur les stéréotypes de combat de la deuxième guerre mondiale et de la guerre froide, et très peu enclin à prendre sérieusement en compte à la fois l'origine des conflits et le changement de nature des affrontements. Nul ne peut dire qu'il n'y aura plus jamais d'agression du type de celle des nazis, d'un Etat contre ses voisins, et il est prudent de conserver des forces armées efficaces pour s'en prémunir, ainsi que de rendre les organismes internationaux comme l'OTAN et le Conseil de sécurité des Nations unies aussi solides que possible. Mais le gros des chars de combat et des forces tactiques d'intervention n'est pas d'une grande utilité contre ces causes d'instabilité et de conflit que constituent la pression des populations, les migrations illégales massives, les catastrophes écologiques, la malnutrition et les atteintes aux droits de l'homme, des situations si souvent rencontrées en Afrique, dans les Balkans, à Haïti et au Proche-Orient, où l'on trouve ces jeunes recrues prêtes à mourir avec leur bombe ou à exécuter d'autres actions terroristes.

Les vastes plates-formes d'armes américaines qui valent des milliards de dollars ne sont guère plus utiles dans la lutte contre le crime organisé ou les cartels de la drogue. Enfin, elles n'ont vraiment qu'un usage limité contre les actes de terrorisme dont nous avons été témoins le 11 septembre. Nul ne doute qu'Oussama Ben Laden et ses comparses seront poursuivis, et des bombes ingénieusement lancées dans les grottes à flanc de coteau ; mais les organisations terroristes ont une structure lâche en cellules, et pas vraiment de quartier général ; de nouveaux chefs succéderont aux précédents à la tête de ces cellules, et de fougueux jeunes gens attendent de s'engager dans la lutte. Le président Bush et les médias américains ont, la semaine dernière, parlé de chasse aux coupables, comme si les terroristes étaient des braqueurs de banque du Far-West qui s'étaient enfuis au galop dans les collines du Montana, avec le shérif à leurs trousses. Si seulement ce pouvait être aussi simple. Ainsi, les armes et l'organisation militaire les plus élaborées dans lesquelles le Pentagone a investi ne serviront-elles ni à réduire les causes d'instabilité dans le monde d'aujourd'hui, ni à stopper des kamikazes déterminés à nuire, ni à éradiquer la menace terroriste.

Cette conclusion n'est ni choquante ni nouvelle. Au début de cette année, les anciens sénateurs Gary Hart et Warren Rudman, à la tête de la Commission américaine de sûreté nationale, ont publié un rapport très complet sur les menaces qui pèsent sur la sécurité du pays. Le texte invitait explicitement à porter davantage attention aux nouvelles formes de danger et à restructurer dans ce sens les forces de police. A l'époque, hélas, politiciens et stratèges étaient occupés par la campagne que menait le président pour faire accepter sa défense antimissile, et le rapport Hart-Rudman passa pour l'essentiel inaperçu.

Etant donné la gravité des événements du 11 septembre et le désir de tous les Américains de faire preuve de solidarité, personne n'a jusqu'à présent eu l'indélicatesse de demander au président ou au secrétaire d'Etat à la défense, Donald Rumsfeld, d'expliquer comment la dépense de 80 milliards de dollars pour un bouclier contre les missiles balistiques aurait pu protéger le World Trade Center. Mais l'heure de poser ces questions viendra inévitablement, et vite.

Il est difficile de ne pas conclure que non seulement la menace terroriste ne disparaîtra pas, mais que nous ne serons pas non plus très efficaces à la parer. Le génie vengeur est sorti de sa boîte ; la voiture piégée est devenue avion piégé. Pis, si le monde terroriste se réjouit de la mort de milliers et de milliers d'innocents américains, comment imaginer qu'un avion qui s'écrase soit le coup le plus rude qu'une volonté criminelle impitoyable et bien organisée puisse porter ? Sommes-nous si loin d'autres atrocités comme une bombe atomique miniature à la Bourse du commerce de Chicago ou le bacille de l'anthrax dans le métro de San Francisco ?

L'aimable et douce époque de Norman Rockwell et des années 1930, où les Américains se sentaient en sécurité et bien dans leur peau, fut ébranlée par Pearl Harbor. Le 11 septembre, elle a volé en éclats, exactement comme les deux gratte-ciel. Ce ne sont pas des choses que les Américains aiment entendre. Cela paraît trop pessimiste, trop défaitiste. De toutes parts on réclame une action rapide, vengeresse, et c'est bien naturel, étant donné l'horreur que nous avons vécue.

L'esprit américain applaudit aux ripostes rapides et décisives, aux victoires sans conteste et à la liberté, encore et toujours : la liberté vis-à-vis du gouvernement, la liberté vis-à-vis du fisc, vis-à-vis des instances internationales, la liberté de conduire de grosses voitures grandes consommatrices de carburant et d'exiger une essence à bas prix, la liberté de prendre l'avion avec des kilos de bagages à main, la liberté d'être entièrement à l'abri des problèmes extérieurs. La lassitude et la circonspection des habitants de Belfast, de Jérusalem ou du Cachemire, les Américains dans leur majorité ne savent pas ce que c'est, et je les soupçonne de ne pas être prêts psychologiquement à vivre avec.

Tout cela place les dirigeants politiques de cette vaste et complexe démocratie face à un problème auquel, jusqu'ici du moins, ils ne se sont jamais honnêtement attaqués. Ils n'ont pas dit, n'en déplaise à Winston Churchill, qu'ils n'avaient à offrir que le sang, la sueur et les larmes. Ils n'ont pas dit que ce nouvel ennemi pouvait sans doute faire aux Américains beaucoup plus de mal que les Américains ne pouvaient leur en faire. Ils n'ont pas dit que les vieilles vérités pourraient n'avoir plus cours, et que l'ancienne stratégie et l'ancienne efficacité militaires étaient peut-être révolues.

Ils n'ont pas prévenu que les libertés traditionnelles de l'Amérique ne seraient peut-être plus jamais, chez elle, ce qu'elles ont été. Ils n'ont pas dit cela, le mardi 11 septembre, où les Etats-Unis ont entrevu ce que le XXIe siècle nous réservait peut-être à tous, ni que le chemin pourrait bien être plus difficile et incertain que l'effondrement d'immeubles à Wall Street et ce coup oblique porté au Pentagone.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize

Paul Kennedy
Professeur d'histoire à l'université Yale aux Etats-Unis, Paul Kennedy est un spécialiste de la stratégie militaire, de la diplomatie et des relations internationales. Il a publié en 1996 *Préparer le XXIe siècle* aux éditions Odile Jacob

Terreur(s)

LES attaques terroristes menées le 11 septembre à New York et Washington vont amener les dirigeants occidentaux à repenser leur idée même du terrorisme. Derrière ce terme se cachent des interprétations différentes, non seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais au sein même des Quinze, comme vient de le constater pour le déplorer la Commission de Bruxelles. Comment combattre ensemble un fléau si l'on n'est pas d'accord sur sa définition ? Force est de constater que les Occidentaux, pour ne s'en tenir qu'à eux, n'ont pas toujours eu la même conception du terrorisme et des rapports avec les terroristes. Au moment où les soupçons se portent sur le milliardaire d'origine saoudienne Ben Laden, il est difficile de ne pas rappeler que ce même Ben Laden a été naguère formé et utilisé par la CIA pour lutter contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Est-ce à dire qu'il y aurait, selon les lieux et les moments, des « bons » et des « mauvais » terroristes ? Non sans un certain cynisme, le pouvoir militaire en Algérie feint de regretter que la communauté internationale se soit posé des questions sur la légitimité de la politique d'« éradication » menée contre les islamistes algériens. Quant à Vladimir Poutine, il avait déjà arraché à George W. Bush, lors de leur première rencontre en juin, et plus récemment au premier ministre israélien Ariel Sharon, des déclarations communes condamnant le terrorisme islamiste. Il peut estimer aujourd'hui sa rhétorique contre les *« terroristes tchétchènes »* renforcée par les attentats du 11 septembre et espérer faire oublier que le pouvoir russe a délibérément déclenché, à l'été 1999, une guerre sans pitié contre la petite République indépendantiste de Tchétchénie. Slobodan Milosevic, dont les méthodes au Kosovo étaient aussi condamnables mais plutôt moins brutales que celles de Vladimir Poutine en Tchétchénie, n'a pas eu droit à la même indulgence. A juste titre. Mais l'UCK, qui eut son utilité dans la lutte contre le dictateur de Belgrade, n'était pas seulement un rassemblement de combattants pour la liberté. Les métastases de la guérilla kosovare en Serbie du Sud et en Macédoine le montrent. Autrement dit, il est arrivé à la communauté internationale et aux Etats-Unis de n'être pas toujours très regardants sur les alliés qu'ils se donnaient. Cette remarque n'explique aucun des actes barbares commis au cours des derniers jours et constitue moins encore une esquisse de justification. Elle est là uniquement pour souligner que la lutte contre la terreur, pour être efficace et légitime, ne doit souffrir ni exception ni compromission. Ici moins qu'ailleurs, la fin ne saurait justifier les moyens.

*(*Le Monde *du 14 septembre)*

LA TRIBUNE DES LECTEURS

L'HISTOIRE, HIER ET AUJOURD'HUI

Dans les années 1930, le nazisme proclamait la pureté d'une race, sa supériorité sur toutes les autres et sa vocation à dominer le monde ; et pour parvenir à ses fins il formait des tueurs fanatiques : les SS.

Aujourd'hui, le fondamentalisme proclame la supériorité d'une religion, sa supériorité sur toutes les autres et sa vocation à dominer le monde ; et pour parvenir à ses fins il forme des tueurs fanatiques : les terroristes kamikazes.

Dans les années 1930, certains trouvaient au nazisme des circonstances atténuantes, voyant en lui (non sans raison) une conséquence de l'arrogance des vainqueurs de 1918, qui avaient humilié l'Allemagne en lui imposant le traité de Versailles. Aujourd'hui, certains trouvent des circonstances atténuantes au terrorisme, en expliquant (non sans raison également) qu'il est une conséquence de l'arrogance américaine, qui ne cesse d'humilier les nations du tiers-monde. (...)

Dans les années 1930, bien des Européens (la majorité sans doute) pensaient qu'il ne fallait surtout pas riposter aux provocations de Hitler afin de préserver la paix à tout prix ; c'est ce point de vue qui l'a emporté à Munich (...). On connaît la suite.

René Martin,
Antony (Hauts-de-Seine)

LEUR MONDE

Les intégristes de tout poil, et particulièrement les islamistes, sentent bien que l'époque est en train de les sortir du monde, de les laisser derrière et de les oublier, avec indifférence et une sorte de bonheur. Leur Dieu, l'époque s'en fout ; leurs peurs, l'époque s'en fout ; tout ce qui fonde leur monde, l'époque s'en fout. Ils sont au point d'avoir perdu et ils le sentent. Alors c'est leur dernière charge, et leur dernière chance : détruire ce qui leur échappe et les laisse au néant.

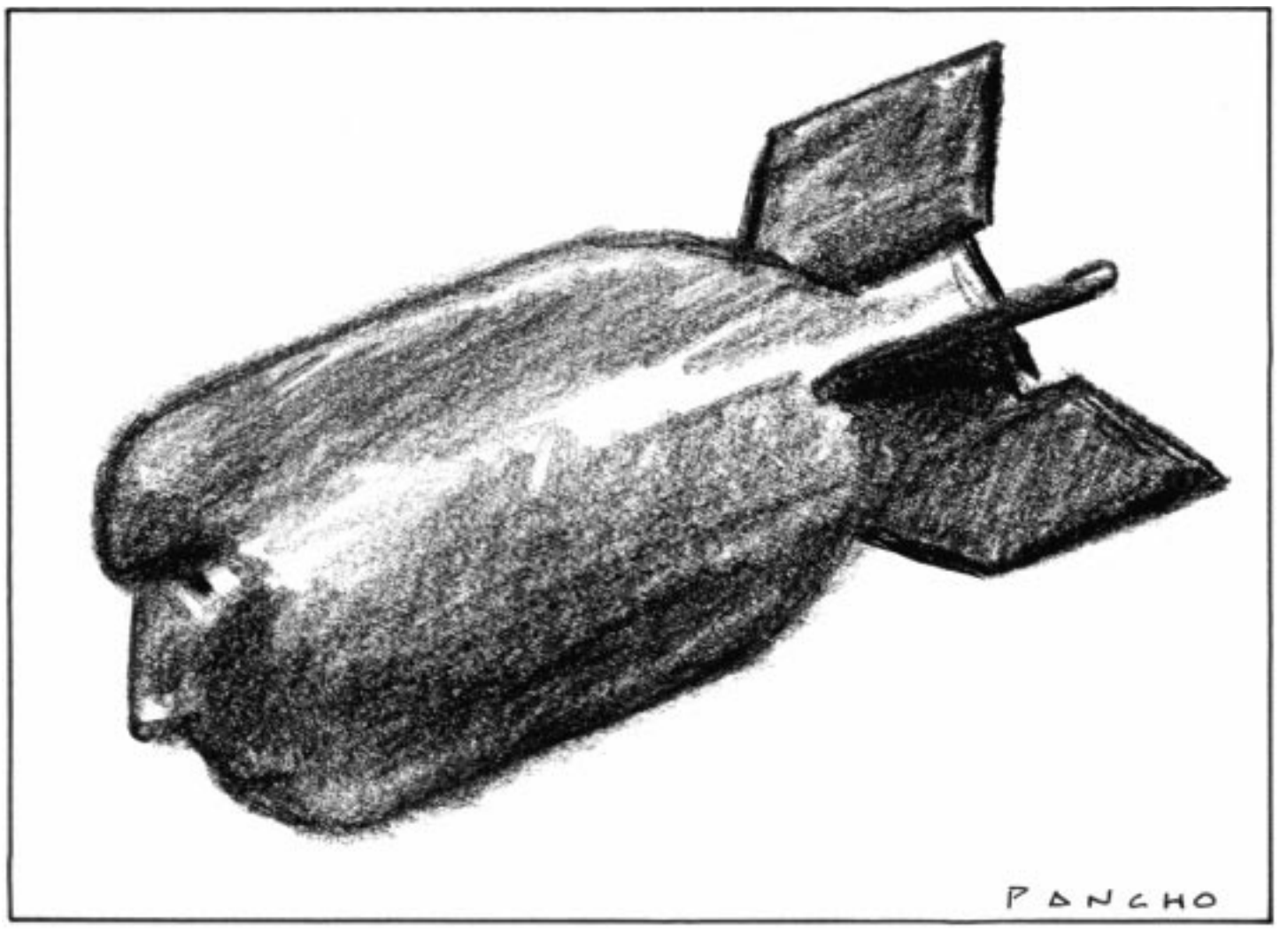
Guy Abeille,
Paris

ENTRE CAUCHEMAR ET RÊVE

Est-ce que le peuple afghan opprimé, les femmes afghanes victimes de la barbarie la plus diabolique qu'on puisse imaginer à leur encontre, les enfants afghans affamés par un pouvoir terroriste et mafieux, est-ce que les malheurs de ce peuple ont un jour empêché de dormir toutes les bonnes consciences qui maintenant se réveillent ? (...)

Mon vœu le plus cher serait de voir se déverser sur l'Afghanistan des tonnes de cerfs-volants multicolores, des mallettes de médicaments, de la nourriture, des cordes à sauter, des toupies et autres jouets pour les enfants afghans à qui l'on vole leur enfance, à qui l'on vole leur vie.

Monique Anrofel,
Paris



Retour du sacrifice humain *par Hans Magnus Enzensberger*

PLUS le commentaire se fait à chaud, plus sa demi-vie est, en général, éphémère. Nulle offense à l'actualité ! Mais c'est justement dans les moments où nul ne sait quelle voie suivre qu'il semble indiqué de prendre un peu de distance. Par exemple en ce qui concerne la mondialisation : il y a maintenant cent cinquante ans, un scientifique du nom de Karl Marx analysait ce processus de manière relativement approfondie. Or, il ne lui serait certainement pas venu à l'esprit d'être « pour » ou « contre » ; le conflit qui s'est envenimé, de Seattle à Göteborg puis à Gênes, lui serait apparu tout au plus comme un pugilat d'ombres. Aussi honorables que puissent être les protestations contre un fait historique d'une telle ampleur, elles engendrent dans le meilleur des cas des shows télévisés de dimension planétaire. Ce qui montre déjà qu'un opposant naïf participe de ce qu'il combat.

Ce savant allemand, en son temps, avait décrit la mondialisation comme un pur phénomène d'économie politique. C'était, en 1848, la seule perspective possible, puisque l'expansion du marché mondial et la politique des puissances coloniales en étaient le moteur essentiel. Depuis, toutefois, ce processus irréversible a gagné tous les systèmes. Qui n'envisage que sa dynamique économique passe à côté du problème. Rien aujourd'hui n'est plus en mesure de s'y soustraire : ni la religion ni la science, ni la culture ni la technique, sans même parler de la consommation ou des médias. Aussi son coût se fait-il sentir partout et dans tous les domaines.

Les innombrables perdants de l'économie ne sont pas les seuls concernés. Le marché mondial et ses flux de capitaux et de connaissances entraînent aussi dans leur sillage autour du globe un cortège de crises subites, de virus informatiques, d'armes, d'épidémies nouvelles, de catastrophes écologiques, de guerres civiles et de crimes. L'idée qu'une société puisse se tenir à l'écart de telles conséquences est absurde. Or, le terrorisme est une de ces conséquences. Que lui et lui seul s'abstienne d'opérer à l'échelle planétaire relèverait du miracle.

H. M. Enzensberger

Ecrivain et poète allemand, Hans Magnus Enzensberger publie de nombreux auteurs contemporains dans sa revue *Kursbuch*. Son dernier recueil, *Musique de l'avenir,* a été publié cette année aux éditions La Différence

Face aux masses fanatisées, la modernité s'est longtemps accrochée à l'idée qu'elle avait affaire à quelque singularité de sociétés arriérées. Beaucoup croyaient que la marche irrésistible de la modernisation mettrait tôt ou tard un terme à de tels atavismes, fût-ce au prix de rechutes occasionnelles. Cette illusion, au moins à partir de la montée des régimes totalitaires au XX[e] siècle, aurait dû perdre de son attrait ; elle s'est pourtant perpétuée jusqu'à nos jours, en négatif dans le stéréotype des « ténèbres du Moyen Age », et sur un mode plus optimiste dans l'évocation des « pays en voie de développement ».

Pourtant, les énergies meurtrières du présent ne se laissent pas ramener à de quelconques traditions. Qu'il s'agisse des guerres civiles des Balkans, d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, des dictatures du Proche-Orient ou des innombrables « mouvements » se réclamant de l'islam, on a bien affaire, dans tous les cas cités, non à des restes d'archaïsme, mais à des phénomènes absolument contemporains, à des réactions à l'état présent de la société mondiale. Cela vaut aussi pour une religion foncièrement respectable comme l'islam, même si cette dernière, à l'instar du judaïsme ultra-orthodoxe, n'a plus généré d'idées fécondes depuis longtemps. Sa force se manifeste pour l'instant exclusivement dans la négation déterminée d'une modernité à laquelle, justement, elle reste par là même liée.

L'immanence de la terreur, d'où qu'elle vienne, ne se révèle pas dans le seul comportement de ses acteurs, mais également dans le choix des moyens mis en œuvre. A cet égard, il s'agit de répliques pathologiques de l'adversaire, semblables à celles qu'un rétrovirus confectionne à partir de la cellule atteinte. Le sentiment que l'agression vient de l'extérieur est trompeur, puisqu'il n'existe pas, pour les actions humaines ou inhumaines, d'espace externe qui se situerait en dehors du contexte global. La menace est omniprésente, comme le sont les caméras, les téléphones,Internet et les satellites d'espionnage.

Les auteurs des attentats de New York n'étaient pas seulement en pointe dans le domaine technique. S'inspirant de la logique symbolique des images ayant cours en Occident, ils ont mis en scène leur massacre à la façon d'un grand spectacle médiatique. Ils ont suivi à la lettre les scénarios des films d'horreur et des thrillers de science-fiction. Une compréhension aussi intime de la civilisation américaine ne témoigne pas d'une mentalité anachronique. Elle jette au contraire une lumière sur les prétendues convictions de leurs auteurs.

Ce n'est pas un hasard si, dans les premières heures, des hésitations se sont fait jour quant à la paternité de l'attentat. Sur Internet, la responsabilité en fut attribuée au milieu de l'extrême droite américaine, tandis qu'ailleurs on évoquait des groupes de terroristes japonais ou les agissements d'on ne sait quels services secrets sionistes. Comme toujours dans ce genre de situation, les théories du complot les plus diverses ont aussitôt foisonné. Ces interprétations permettent de mesurer à quel point la folie des tueurs est contagieuse. Mais elles contiennent aussi un noyau de vérité, en ce qu'elles montrent combien les mobiles sont interchangeables.

Jargonneuses, apprises par cœur, les « lettres de revendication » qui nous parviennent après la plupart des attentats se ressemblent par leur vacuité. L'imitation réciproque à laquelle se livrent les groupes d'activistes les plus divers est éloquente, qu'il s'agisse de technique, de procédure tactique ou de mise en scène de la propagande. Bien entendu, la recherche des mobiles est du plus haut intérêt pour les enquêteurs et les services secrets, parce qu'elle peut mettre sur la piste des coupables. Mais pour ce qui est de savoir d'où provient l'énergie psychique qui alimente la terreur, l'analyse idéologique est sans réponse.

> Le terrorisme est une des conséquences du marché mondial. Que lui et lui seul s'abstienne d'opérer à l'échelle mondiale relèverait du miracle

Des déterminations telles que gauche ou droite, nation ou secte, religion ou libération, conduisent exactement au même type d'actions. Avec pour dénominateur commun la paranoïa. Même dans le cas de l'hécatombe new-yorkaise, il faudra bien se demander jusqu'à quel point le mobile islamiste résiste à l'analyse ; car toute autre justification eût fait l'affaire.

Dans un champ aussi obscur, il ne peut y avoir de certitudes. Mais pratiquement tous les actes terroristes que nous connaissons ont un point commun qu'il est difficile d'ignorer, à savoir le degré d'autodestruction auquel les acteurs aspirent. Cela ne vaut pas seulement pour les groupuscules conspirateurs et les innombrables chefs de guerre, milices et organisations paramilitaires qui dévastent des zones entières d'Afrique et d'Amérique latine, mais aussi pour des Etats dits « voyous » comme la Corée du Nord ou l'Irak. Ces dictatures visent moins à l'anéantissement de leurs ennemis avérés ou imaginaires qu'à la ruine de leur propre pays.

Hitler, qui savait en cela la majorité des Allemands derrière lui, peut passer pour un pionnier jusqu'à présent inégalé de telles ambitions. Dans le cas de la Russie, il a fallu pas moins de soixante-dix ans pour parvenir à l'effondrement total. Et il n'est pas jusqu'à l'Irak qui ne soit fier de son propre naufrage. Bien entendu, nombreux sont les pays où des « mouvements de libération » poursuivent des objectifs semblables. L'Afghanistan, l'Algérie, l'Angola, le Burundi, le Cachemire, le Cambodge, la Colombie, le Congo, le Guatemala, l'Indonésie, l'Irlande du Nord, le Liberia, le Nicaragua, le Nigeria, l'Ouganda, le Pays basque, le Pérou, les Philippines, le Rwanda, le Salvador, la Serbie, la Sierra Leone, le Soudan, le Sri Lanka, le Tchad et la Tchétchénie – la liste est longue, abécédaire d'horreur dont on ne voit pas la fin.

Cette logique d'automutilation vaut également pour l'attaque terroriste menée contre les Etats-Unis. Ses effets les plus dévastateurs à long terme ne seront pas subis par l'Occident, mais précisément par les régions du monde au nom desquelles elle a été perpétrée. Pour des millions de musulmans, les répercussions que l'on peut d'ores et déjà prévoir seront catastrophiques. Les islamistes applaudissent à une guerre qu'ils ne gagneront jamais. Ce ne sont pas seulement les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants qui auront à en souffrir. Au-delà de toute justice, des peuples entiers, d'Afghanistan ou de Palestine, auront à payer un prix politique et économique immense pour les actes de ceux qui prétendent les représenter. Les représailles auxquelles on peut s'attendre n'épargneront pas moins de figurants que l'attaque qui les aura précédées.

Cependant, la soif collective d'autodestruction, sinon de suicide, est une motivation que l'Occident s'obstine à sous-estimer. Pour rendre l'incompréhensible à tout le moins un peu plus compréhensible, la réflexion sur notre propre passé ne suffit manifestement pas. Aussi peut-il paraître opportun de tenter une comparaison heuristique avec des phénomènes qui nous sont plus proches. Un simple regard sur la rubrique des faits divers montre combien le désir de naufrage est irrésistible, jusques et y compris dans les sociétés prétendument ultra-développées.

Bien que les toxicomanes et les skinheads se privent délibérément de toute chance dans la vie, bien que chaque jour apporte son lot de « drames familiaux » et d'accès de folie meurtrière, on s'en tient encore et toujours au postulat d'un instinct de conservation qui serait l'instance régulatrice des comportements humains.

Pourtant, chaque journée fournit de nouvelles preuves du contraire. Tel élève blessé dans son narcissisme se lance, couteau à la main, sur ses enseignants et ses camarades de classe. Tel séropositif transmet son virus au plus grand nombre de partenaires possible. Tel homme qui s'estime injustement traité par son patron monte sur une tour et tire à l'aveuglette autour de soi, et cela non pas malgré, mais parce que ce massacre précipitera sa perte. Dans ces cas-là aussi, les motivations sont secondaires ; l'individu concerné ne les connaît souvent pas lui-même.

Le délire de mort individuel présente quelques ressemblances avec la structure pulsionnelle des auteurs d'attentats. Dans les deux cas, que l'horreur sans fin à laquelle il est exposé soit réelle ou imaginaire, le candidat individuel ou collectif au suicide préfère une fin dans l'horreur à toute autre alternative. La différence réside uniquement dans les dimensions de l'acte. Tandis que le skinhead n'a que sa batte de baseball et l'incendiaire son bidon d'essence, l'auteur d'attentat bien formé dispose de bailleurs de fonds, d'une logistique ultra-développée et des moyens de communication et techniques de cryptage les plus modernes, auxquels s'ajouteront vraisemblablement, dans un avenir proche, armes atomiques, biologiques et chimiques.

> La soif collective d'autodestruction, sinon de suicide, est une motivation que l'Occident s'obstine à sous-estimer

Par-delà les différences d'échelle dans la terreur, une chose semble donc réunir ces auteurs d'actes violents : leur agressivité flottante ne se tourne pas seulement au hasard vers les autres, elle se dirige avant tout contre eux-mêmes. Et si le terroriste, ce faisant, peut se prévaloir d'un but supérieur, grand bien lui fasse. Peu importe de quel fantasme il s'agit. Toute instance supérieure, mission divine, sainte patrie ou révolution, fera aussi bien l'affaire.

Au besoin, l'assassin suicidaire s'en sortira sans ces justifications de seconde main. Son triomphe consiste dans le fait qu'on ne peut ni le combattre ni le punir, puisqu'il s'en charge lui-même. Quant à son lointain donneur d'ordre, il attend lui aussi dans son bunker le moment de sa propre extinction ; comme Elias Canetti l'avait déjà compris voici un demi-siècle, il se repaît de la seule idée que tous les autres, y compris ses partisans, auront si possible trouvé la mort avant lui.

Quiconque préfère rester en vie, aura de la peine à comprendre cela. Et, bien qu'ils forment une majorité écrasante, ceux qui ne ressentent pas l'envie de céder à leurs pulsions meurtrières n'auront aucune chance au moment de la confrontation avec le candidat au suicide. Comme les bombes vivantes se comptent vraisemblablement par centaines de milliers, leur violence nous accompagnera plus avant dans le XXI[e] siècle. Pratique ancestrale de notre espèce, le sacrifice humain vit ainsi, lui aussi, sa mondialisation.

Traduit de l'allemand
par Daniel Argelès
© Hans Magnus Enzensberger

LA TRIBUNE DES LECTEURS

Le silence et la peur

J'étais prête à la faire cette minute de silence. J'étais prête à la faire pour ces morts-là comme je l'aurais faite pour d'autres morts. J'étais prête à m'incliner un instant pour et sur nous tous, sur notre difficulté à vivre, à trouver notre liberté d'êtres humains. J'étais prête à me concentrer un moment pour nous, les vivants autant que pour eux, les morts. Cela nous manque, d'ailleurs, cette minute de silence et de concentration quotidienne sur la marche de notre monde. Mais j'étais chez moi, seule, j'ai oublié... Et puis, dans le cours de la journée, j'ai rencontré des gens qui avaient travaillé dans les écoles, les administrations et qui ne l'avaient pas faite. Je sais aussi que, dans une classe, une enseignante a ajouté une autre minute de silence pour toutes les morts qu'avaient provoquées ces mêmes Américains et que dans une autre classe une jeune Arabe a rigolé pendant !

Lorsque j'ai entendu, sur les radios, dire que *« la France entière a fait une minute de silence pour les morts américains »,* j'ai trouvé cela injuste que l'on nous vole notre parole, notre temps, et notre opinion. Non, nous n'avons pas fait la minute de silence ! (...)

Aujourd'hui, voici que des dizaines de milliers d'Afghans marchent sur les routes, voici que nous sommes plus nombreux à vouloir la paix que ne le sont ceux que la haine et la vengeance animent. Nous qui ne savons dire avec certitude où sont et le Bien absolu et le Mal absolu.

Je propose une minute de silence par jour, à midi, à l'heure où le soleil est à son zénith, juste pour la beauté du monde, et ça ferait le tour de la terre, et ça serait beau comme un poème : *« Si tous les gars du monde...* » Peut-être cela nous aidera-t-il à remplacer la peur !

Frédérique Soulard,
Nantes (Loire-Atlantique)

Bénédiction

J'ai peur que l'Occident réagisse en semant la terreur. Et je n'arrive pas à savoir la différence entre semer la terreur et pratiquer le terrorisme. Je m'interroge : quelle image l'Occident donne-t-il de ses, de nos valeurs ? J'affirme : il faut riposter, mais il ne faut pas imiter. Je demande : ne parlons pas de « guerre », mais de lutte, de combat (...). Pour le démantèlement de la corruption et pour le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, écrite en 1948 après un autre cataclysme.

Si nous voulons vivre et survivre en paix civile, il ne faut pas anéantir des gens mais des comportements, des paroles, des théories, des slogans. (...)

Que Yahvé, qu'Allah, que Dieu bénissent l'Amérique qui souffre, bénisse aussi le monde et l'aide à construire entre les peuples des tours jumelles liées par le même ciment d'humanité.

Maurice Duthel,
Saint-Symphorien/Coise (Rhône)

Regard trouble

Dans mon journal, *The Atlanta Journal-Constitution,* ce 23 septembre, un article montre le monde partagé en trois camps : rouge, pays solidaires des Etats-Unis ; bleu, pays contre ; gris, apport conditionnel. La France est dans le camp gris avec la Chine, l'Iran, le Soudan. Le Pakistan est dans le camp rouge, comme l'Arabie saoudite. Cette page sera certainement affichée dans l'entreprise où je travaille. Mes collègues, qui déjà me jettent des regards noirs avec mon nom arménien (la plupart pensent que les gens originaires du Moyen-Orient sont tous des ennemis musulmans), vont encore me raconter que l'Amérique ne peut pas compter sur la France. C'est douloureux.

Mireille S. Tchiboukdjian-Wilson,
Marietta, Etats-Unis

LE PUZZLE ORIENTAL

Les mots

GUERRE contre la drogue. Guerre contre la pauvreté. Guerre contre le crime. Que de « guerres » déjà annoncées avec fracas à Washington ! Et plus perdues que gagnées – simplement parce l'expression, employée à tort et à travers –, n'a guère de sens. En a-t-elle lorsqu'il s'agit de lutter contre une nébuleuse de réseaux terroristes s'appuyant ouvertement sur des Etats qui sont parfois des alliés et jouant à plaisir des contradictions de la politique d'une grande puissance ? Rien n'est moins sûr.
Si elle ne veut pas connaître le sort des précédentes ou se révéler pire que le mal, la *« guerre »* contre le terrorisme islamiste, que le président George W. Bush a promise dimanche 17 septembre, devra être d'une intelligence et d'une efficacité hors du commun.
Les Etats-Unis envisagent une *« campagne »* longue. Mais ce ne sera pas que cela, a dit le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld :
« La riposte va être large, politique, économique, diplomatique et militaire. »
Il ne s'agira pas seulement de viser des organisations, mais aussi les Etats qui ont *« facilité, financé, soutenu »* leurs opérations.
Si le régime des talibans afghans, qui se refuse à livrer Oussama Ben Laden, paraît être une cible toute trouvée, alors, que d'occasions ratées...
Car il est difficile de ne pas rappeler, au lendemain de l'enterrement du commandant Ahmad Shah Massoud, que les Etats-Unis se sont toujours refusés à aider l'homme qui incarnait la résistance à la folie des talibans. Si l'Arabie saoudite est considérée comme un allié, alors que d'hypocrisie ces dernières années...
Car c'est bien de ce pays, appui militaire et politique essentiel des Etats-Unis au Proche-Orient, qu'est assuré depuis longtemps le financement de l'islamisme radical. Sous l'étroit contrôle de la famille royale régnante, la presse saoudienne est la première à entretenir dans la région le discours le plus extrémiste et le plus radical, notamment en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien.
Ces exemples soulignent à quel point la politique américaine dans la région devra changer si les mots aujourd'hui entendus à Washington doivent un jour avoir un sens.
M. Bush a cru bon dimanche de parler de *« croisade »*.
Mais si cette *« guerre »* contre le terrorisme doit prendre une forme qui heurte de front les opinions des pays arabes modérés, si elle a l'allure d'un affrontement entre civilisations, elle risque fort de contribuer à réaliser l'objectif d'Oussama Ben Laden : un conflit entre le monde arabo-musulman et l'Occident haï. C'est justement ce qu'il faut éviter.

*(*Le Monde *du 18 septembre)*

Un Américain-Afghan vous parle *par Tamim Ansary*

Tamim Ansary
Ecrivain installé à San Francisco, Tamim Ansary est d'origine afghane. Fils d'un ancien homme politique à Kaboul, il plaide ci-dessous pour sa première patrie déjà réduite « à l'âge de pierre » depuis trop longtemps

A la radio débat KGO de San Francisco, j'ai beaucoup entendu un certain Ronn Owen parler de *« pilonner l'Afghanistan pour le faire revenir à l'âge de pierre »*. Il admet que cela signifie sacrifier la vie d'innocents, des personnes, femmes et enfants, qui n'ont strictement rien à voir avec l'attaque terroriste du 11 septembre qui a frappé les Etats-Unis. Mais, assure-t-il : *« Nous sommes en état de guerre et nous devons accepter de faire des dommages collatéraux. Que faire d'autre ? »* Quelques minutes plus tard, j'écoutais un ponte d'une chaîne de télévision se demander : *« Avons-nous assez de tripes pour faire ce qui s'impose. »*

J'ai d'autant plus prêté attention à ces propos et réfléchi à leur sens que je suis originaire d'Afghanistan. Même si je vis aux Etats-Unis depuis trente-cinq ans, je suis toujours au courant de ce qui se passe là-bas. Voilà pourquoi j'aimerais faire part de mon point de vue à ceux qui sont prêts à m'écouter.

Je parle en ennemi des talibans et d'Oussama Ben Laden. Je ne doute pas qu'il soit responsable des atrocités commises à New York. Je suis persuadé qu'il faut régler leur compte à ces monstres.

Mais les talibans et Oussama Ben Laden ne sont pas l'Afghanistan. Ils ne représentent même pas le gouvernement de ce pays. Disons plutôt qu'ils forment une secte de psychopathes ignares qui ont pris le contrôle du pays en 1997. Ben Laden est un criminel politique qui a monté son plan. Quand vous pensez aux talibans, pensez aux nazis. Quand vous pensez à Ben Laden, pensez à Hitler. Et quand vous évoquez les Afghans, rappelez-vous des juifs dans les camps de concentration. Non seulement les Afghans n'ont rien eu à voir avec les affreux attentats du 11 septembre, mais ils furent les premières victimes des auteurs de ce crime. Et si seulement quelqu'un débarquait et nettoyait les trous à rats de ces brigands internationaux terrés dans leur pays, ils exulteraient.

Certains disent : mais qu'attend le peuple afghan pour se soulever et renverser les talibans ? La réponse est qu'ils sont affamés, épuisés, blessés, handicapés et souffrants. Il y a quelques années, les Nations unies estimaient qu'il y a cinq cent mille orphelins invalides en Afghanistan. L'économie du pays est ravagée, la famine y règne. Il y a des millions de veuves. Et les talibans les ont souvent enterrées vivantes dans des fosses communes. Le sol est truffé de mines, les fermes ont été détruites par les soviets. Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles les Afghans n'ont pas renversé les talibans. Alors, faut-il ou non ramener l'Afghanistan à l'âge de pierre à coup de bombes ? C'est déjà fait. Les soviets s'en sont chargés. Faut-il faire souffrir le peuple afghan ? Il souffre déjà. Réduire leurs maisons à néant ? C'est déjà fait. Transformer leurs écoles en tas de pierres, c'est fait aussi. Réduire à néant leurs hôpitaux, détruire leurs infrastructures, les priver de médicaments et de soins : il est trop tard pour le faire. D'autres s'en sont chargés.

Lâcher de nouvelles bombes ne ferait que remuer les décombres laissés par les premières. Mais ces bombes pourraient-elle au moins frapper les talibans ? Il y a peu de chances. A l'heure qu'il est, dans ce pays, seuls les talibans ont de quoi manger à leur faim, et eux seuls disposent de moyens de transport. Ils disparaîtraient et se cacheraient quelque part. Il est possible que ces bombes atteignent certains de ces orphelins amputés, car ils ne peuvent se déplacer vite faute de chaises roulantes. Alors, survoler Kaboul et la bombarder ne serait pas un coup porté contre les criminels qui ont perpétré cet acte épouvantable. Cela reviendrait à faire cause commune avec les talibans et violer une fois de plus ce peuple qu'ils profanent déjà depuis longtemps.

Quelle autre solution ? Que pouvons-nous faire d'autre ? Laissez-moi vous le dire avec angoisse, en tremblant. Le seul moyen de mettre la main sur Ben Laden est d'aller là-bas, de débarquer des troupes sur le terrain. Et quand des stratèges en chambre parlent d'avoir *« les tripes pour faire ce qu'il faut »*, ils

> Nous jouons avec l'éventualité d'une guerre entre l'Islam et l'Occident. C'est justement le programme d'Oussama Ben Laden

veulent dire qu'il faut avoir le courage de tuer autant de personnes que nécessaire, de surmonter les scrupules à sacrifier des innocents.

Mais ne nous voilons pas la face ! En fait, il s'agit de perdre des Américains. Et le défi n'est pas seulement de perdre beaucoup de soldats en progressant à travers le pays jusqu'au repaire de Ben Laden. Non, il s'agit de bien autre chose, mesdames et messieurs. Il s'agit de traverser le Pakistan pour amener des troupes jusqu'en Afghanistan. Pensez-vous que le Pakistan nous laisserait faire ? Il y a peu de chances. Il faudrait d'abord le conquérir. D'autres pays musulmans se montreraient-ils solidaires ? Voyez-vous où je veux en venir ? Nous jouons avec l'éventualité d'une guerre entre l'Islam et l'Occident.

Et devinez quoi ? C'est justement le programme de Ben Laden. Voilà exactement ce qu'il veut. C'est la raison pour laquelle il a commis cette série d'attentats. Lisez donc ses discours, ses déclarations. Tout cela y figure. Il est persuadé que l'Islam vaincra l'Occident en cas de guerre. Nous pourrions en sourire, mais il s'imagine que, s'il peut polariser le monde sur un affrontement entre l'Islam et l'Occident, il disposerait d'un milliard de soldats.

Si jamais l'Occident perpétue un massacre dans ces régions, cela enfantera un milliard d'individus qui n'ont plus rien à perdre. De son point de vue, c'est l'idéal. Il est probable qu'il se trompe : au bout du compte, l'Occident gagnerait, quoique cela veuille dire, mais cette guerre prendrait des années, et des millions de personnes y perdraient la vie, pas seulement la leur, mais les nôtres aussi.

Qui aurait les *« tripes »* pour faire cela ? Ben Laden ? Certes. Qui d'autre se propose ?

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jeannine Guy
© www.salon.com

Les dangers de l'axe Islamabad-Kaboul ! *par Tariq Ali*

Tariq Ali
Ecrivain et réalisateur de films, Tariq Ali bénéficie de la double nationalité britannique et pakistanaise. Bon connaisseur du sous-continent indien, il analyse ci-dessous les liens qui unissent le Pakistan aux talibans de Kaboul

IL y a quelques années, lors d'un voyage au Pakistan, je parlais avec un ancien général de l'armée des groupes islamistes militants de la région. Je lui demandais pourquoi ces gens, qui avaient volontiers accepté de l'argent et des armes des Etats-Unis tout au long de la guerre froide, étaient brusquement devenus anti-américains. Il m'expliqua alors qu'ils n'étaient pas les seuls. Beaucoup d'officiers pakistanais qui avaient loyalement servi les Etats-Unis à partir de 1951 s'étaient sentis humiliés par l'indifférence de Washington. *« Le Pakistan,* me dit-il, *fut le préservatif dont les Américains avaient besoin pour pénétrer en Afghanistan. Nous avons joué notre rôle et ils ont estimé pouvoir se débarrasser de nous en nous jetant aux latrines. »*

On vient repêcher le vieux préservatif, mais va-t-il encore pouvoir servir ? La nouvelle *« coalition contre le terrorisme »* a besoin des services de l'armée du Pakistan. Pourtant, le général Musharraf va devoir se montrer extrêmement vigilant. Un surengagement aux côtés de Washington pourrait conduire à une guerre civile et diviser les forces armées. Bien des choses ont changé en vingt ans, mais l'ironie de l'histoire continue de plus belle.

Au Pakistan même, l'islamisme tirait sa force du soutien de l'Etat plus que d'un appui populaire. La montée du fondamentalisme religieux est le legs d'un précédent dictateur militaire, le général Zia Ul-Haq, qui a reçu un solide soutien de Washington et de Londres au cours des onze années qu'il a passées au pouvoir. C'est sous son gouvernement (1977-1989) qu'un réseau de madrasas (écoles coraniques), créées par le régime saoudien, a été mis en place. Les enfants, qu'on envoyait ensuite se battre en Afghanistan comme moudjahidins, apprenaient à bannir le doute. La seule vérité était la vérité divine. Quiconque se rebellait contre l'imam se rebellait contre Allah. Les madrasas avaient un unique objectif : fabriquer des fanatiques déracinés, au nom d'un sinistre cosmopolitisme islamique.

Les premiers livres enseignaient que la lettre ourdoue *« jeem »* était celle de djihad ; *« tay »*, celle de *« tope »* (canon) ; *« kaaf »*, celle de kalachnikov ; *« khay »,* celle de *« khoon »* (sang). Deux mille cinq cents madrasas donnèrent une moisson de deux cent vingt-cinq mille fanatiques prêts à tuer et à mourir pour leur foi lorsque leurs chefs religieux le leur demanderaient. Envoyés par l'armée pakistanaise de l'autre côté de la frontière, ils furent poussés au combat contre d'autres musulmans dont on leur disait qu'ils n'étaient pas de vrais musulmans.

La foi des talibans est ultrasectaire et inspirée du mouvement wahhabite qui gouverne l'Arabie saoudite. La sévérité des mollahs afghans a été dénoncée par le clergé sunnite de la mosquée Al-Azhar au Caire et par les théologiens chiites de la ville de Qom, et qualifiée de honte du Prophète. Les talibans ne pouvaient, cependant, s'emparer seuls de Kaboul par le zèle religieux. Ils étaient armés et commandés par des « volontaires » de l'armée du Pakistan. Si Islamabad avait pris la décision d'en finir, les talibans auraient pu être délogés, mais pas sans de sérieux problèmes. La victoire à Kaboul constitue le seul triomphe de l'armée pakistanaise.

Aujourd'hui encore, l'ancien secrétaire d'Etat américain Zbignew Brzezinski se défend : « Qu'est-ce qui était le plus important du point de vue de l'histoire ? Les talibans, ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques musulmans survoltés, ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ? »

Si les règles de Hollywood exigent une guerre courte et propre contre le nouvel ennemi, le César américain serait mieux avisé de ne pas trop compter sur les légions pakistanaises. Les conséquences pourraient être terribles : une guerre civile brutale et perverse qui alimenterait le ressentiment et encouragerait plus encore les actes individuels de terrorisme.

Islamabad fera tout pour empêcher une expédition militaire en Afghanistan. D'abord, des soldats, des pilotes et des officiers pakistanais se trouvent à Kaboul, à Bagram et sur d'autres bases. Quels ordres, cette fois, leur seront donnés. Y obéiront-ils ?

Beaucoup plus vraisemblable : Oussama Ben Laden sera sacrifié dans l'intérêt supérieur du pays, et il sera livré, mort ou vif, à ses anciens employeurs de Washington. Mais cela suffira-t-il ?

La seule vraie solution est politique. Elle exige de supprimer les causes du mécontentement. C'est le désespoir qui nourrit le fanatisme, et il est le résultat des politiques américaines au Proche-Orient et ailleurs. La casuistique orthodoxe des fidèles factotums, chroniqueurs et courtisans du régime de Washington, a un symbole, le conseiller personnel de Tony Blair pour les affaires étrangères, l'ancien diplomate Robert Cooper, qui écrit très ouvertement : *« Il faut nous habituer à l'idée de deux mesures. »*

> Les talibans ne pouvaient s'emparer seuls de Kaboul par le zèle religieux. Ils étaient armés et commandés par des « volontaires » de l'armée du Pakistan

La maxime qui se cache sous cette cynique déclaration est : nous punirons les crimes de nos ennemis et récompenserons ceux de nos amis. Cela n'est-il pas, du moins, préférable à l'impunité générale ?

A cela, la réponse est simple : la *« punition »* en ces termes ne réduit pas le crime mais elle le suscite, de la part de ceux qui infligent le châtiment. Les guerres du Golfe et des Balkans furent des exemples du chèque en blanc moral qui a été donné pour que s'exerce une vigilance sélective. Israël peut impunément défier les résolutions de l'ONU, l'Inde tyranniser le Cachemire, la Russie détruire Grozny, mais c'est l'Irak qui doit être châtié et ce sont les Palestiniens qui continuent de souffrir.

Cooper poursuit avec ce conseil aux Etats postmodernes : *« accepter que l'intervention dans le prémoderne fasse partie de l'existence. Ces actions ne règlent peut-être pas les problèmes, mais elles peuvent sauver les consciences. Elles ne sont d'ailleurs pas nécessairement ce qu'il y a de pire à ce titre ».* Allez expliquer cela aux survivants de New York et de Washington... Les Etats-Unis sortent de leurs gonds. Leurs idéologues parlent d'attaque contre la civilisation, mais quel type de civilisation est-ce là, qui pense en termes de revanche sanglante ?

Depuis soixante ans et plus, les Etats-Unis ont renversé des dirigeants démocrates, bombardé des pays sur trois continents, utilisé l'arme nucléaire contre les civils japonais, mais sans jamais savoir ce qu'on ressent quand ses propres villes sont l'objet d'une attaque. Ils le savent à présent.

Aux victimes des attentats et à leurs familles, on peut manifester sa profonde sympathie comme on le fait à ceux qui ont été victimes du gouvernement américain.

Mais accepter, en quelque sorte, qu'une vie américaine ait plus de valeur que celle d'un Rwandais, d'un Yougoslave, d'un Vietnamien, d'un Coréen, d'un Japonais, ou d'un Palestinien... cela est inadmissible.

Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize
*(*Le Monde *du 20 septembre)*

LA TRIBUNE DES LECTEURS

J'AI LU LE CORAN

J'ai vingt ans. Je suis un citoyen français, musulman, issu de la seconde génération d'immigrés marocains. J'ai lu le Coran, comme tout musulman qui se respecte, j'y ai appris la tolérance, l'ouverture, la solidarité. (...) Ma mère dit toujours qu'il ne faut jamais se faire justice soi-même. *« Les redresseurs de tort sont le mal du monde »*, disait Giraudoux. Quand bien même nos frères palestiniens meurent sous le joug israélien, quand bien même l'embargo américain sur l'Irak a des conséquences dramatiques... Personne n'a le droit, au nom de quoi que ce soit, de juger, de décider de la vie ou de la mort de quelqu'un d'autre. (...)

Si le monde occidental avait pris la peine, juste un moment, de s'ouvrir et d'écouter une religion partagée par près d'un tiers de la planète, alors peut-être que, tous ensemble et de façon humaine, nous aurions pu résoudre ses éventuelles contradictions. Prenons le temps de réfléchir... Pourquoi ne pas tous se serrer les coudes, même si le projet semble utopique ? (...) La plupart de mes amis sont juifs, chrétiens ou athées. J'ai grandi en France, en Occident, en Europe, mais jamais ma foi n'a été ébranlée. Je suis fier d'être le fruit de ce « multiculturalisme ».

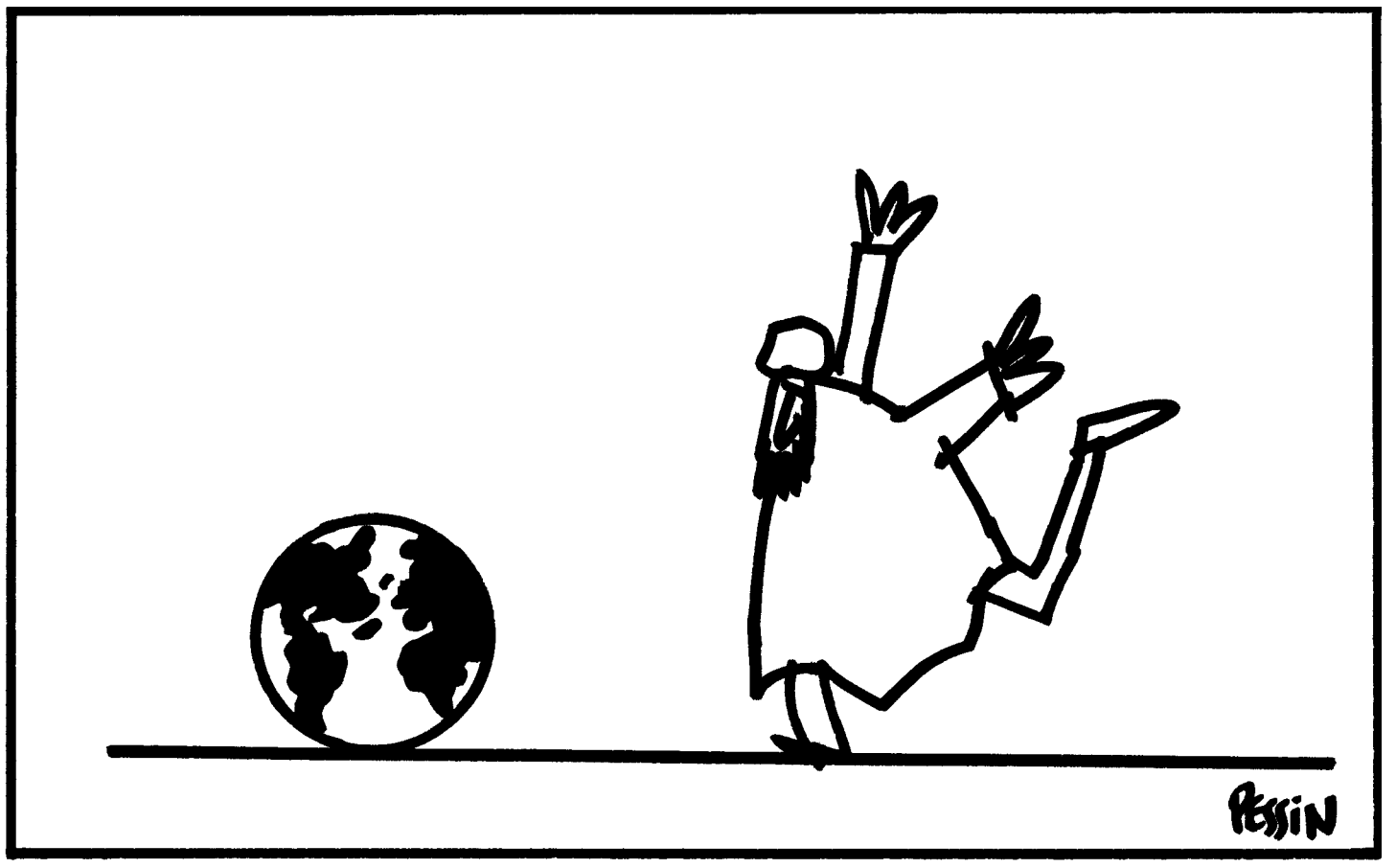
Mansouri Badreiddine, Clichy (Hauts-de-Seine)

IMPOSER LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Il est vraisemblable qu'une action militaire des Américains entraînera notre participation. Mais nous allons nous retrouver comme durant la guerre du Golfe, liés à la machine de guerre US sans que nos positions politiques sur les problèmes du monde soient pris en compte. Si une action de guerre est menée contre les milices terroristes et leurs alliés, le problème majeur que constitue le conflit israélo-palestinien *« passera sous la table »* et Israël en profitera immédiatement pour faire ce qu'il veut en Palestine, avec la pratique du fait accompli qui lui réussit si bien et que les Etats-Unis acceptent. (...)

La riposte militaire américaine qui se prépare, et qui est justifiée, va permettre à Israël d'exercer des exactions supplémentaires sur les Palestiniens à Jérusalem-Est comme dans les territoires occupés qui sont mités par les colonies israéliennes de peuplement. Cette situation (...) provoquera une nouvelle montée de l'islamisme radical qui pourrait agir jusque dans nos cités. C'est ce que veulent les terroristes. Un engagement auprès des Etats-Unis doit être contrebalancé par des efforts simultanés pour trouver une solution de justice au conflit du Proche-Orient et surtout par l'envoi concomitant de troupes d'interposition de l'ONU, qui soient capables de bloquer l'armée d'occupation israélienne, de protéger les Palestiniens, d'empêcher l'extension des colonies et la propagation du terrorisme qui en résulte. Cette politique doit être imposée à Israël. Un engagement militaire auprès de l'armée américaine ne doit se faire qu'à ces conditions.

Robert Petiot, Lyon



Une nouvelle donne en Asie *par Christophe Jaffrelot*

IDENTIFIER à chaud les conséquences durables d'un événement de politique internationale est toujours périlleux. Mais la portée des attentats du 11 septembre est tellement considérable qu'en théorie on devrait d'ores et déjà entrevoir la façon dont ils vont changer la donne dans la région d'où le coup est parti, l'Asie – non seulement dans cette zone sensible que composent l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran et l'Inde, mais, au-delà, au sein d'un véritable deuxième cercle, en Russie (une puissance, on l'oublie trop souvent, qui se veut asiatique depuis, notamment, le Grand Jeu du XIX[e] siècle), en Chine et en Arabie saoudite.

Pourquoi s'intéresser ainsi, de façon exclusive, à des Etats alors que les attentats du 11 septembre, de l'avis général, sont l'expression la plus dramatique de la déterritorialisation du politique, de l'avènement d'un âge nouveau, celui des réseaux. De fait, les terroristes viennent de toutes sortes de pays – certains sans véritable Etat, comme les Palestiniens, ou affligés de *« failed states »,* comme la Somalie, le Soudan, voir l'Afghanistan, car des réseaux comme celui de Oussama Ben Laden prospèrent à la faveur du vide étatique. Mais cela ne veut pas dire que les Etats ne leur résistent pas – au Pakistan, l'armée finira peut-être par réprimer les islamistes en vertu d'un réflexe de survie étatique –, ni que ces réseaux transnationaux ne valorisent pas l'Etat.

L'appel au Jihad ne vise pas seulement une réislamisation des sociétés musulmanes par-delà les frontières, c'est aussi une lutte politique. Et ce n'est peut-être pas faire de la politique fiction que de prêter aux « islamistes de réseau » une stratégie de conquêtes de l'Etat, à commencer par celui du Pakistan voire de l'Arabie saoudite, dont l'arme nucléaire pour le premier et les pétro-dollars pour la seconde aiguisent bien naturellement les convoitises.

Un tournant dans le conflit indo-pakistanais ? Qui, de l'Inde ou du Pakistan, sortira renforcé de la crise actuelle ? A priori, l'Inde pourrait profiter de la situation pour avancer ses pions de candidat au rang de grande puissance et consolider son rapprochement avec les Etats-Unis, un processus qui, l'an dernier, s'est traduit par deux rencontres au sommet entre les chefs de l'exécutif des deux pays. New Delhi a en effet beau jeu de dire aux Américains que le terrorisme dont ils viennent de subir les atteintes sévit quotidiennement au Cachemire et que les groupes responsables de ces actions, tant en Inde qu'aux Etats-Unis, viennent de la même matrice pakistano-afghane. Les Indiens se sont d'ailleurs empressés de fournir à Washington les informations dont ils disposaient sur les camps d'entraînement au Jihad, tant au Pakistan qu'en Afghanistan.

Non seulement ce sentiment de solidarité et cette collaboration devraient servir les intérêts indiens, mais le pays devrait apparaître plus nettement encore que dans le passé comme le véritable élément de stabilité en Asie du Sud. Ce statut d'exception lui avait déjà été reconnu après la guerre de Kargil, en 1999, lorsque l'Inde avait repoussé l'offensive de *« mujahideens »* (des mercenaires dans la terminologie indienne) épaulés par l'armée pakistanaise au Cachemire, tout en faisant preuve d'une grande retenue.

Mais est-ce à dire que le Pakistan a perdu une manche de plus dans le conflit qui l'oppose depuis 1947 – avec des hauts et des bas – à son puissant voisin ? Rien n'est moins sûr. Le dos au mur, le Pakistan cherche encore à tirer les marrons du feu. Il joue de sa situation stratégique. Il monnaye son soutien aux Etats-Unis. Ce qui n'est pas sans rappeler les années 1980, lorsque le général Zia avait fait monter les enchères pour ne participer pleinement à la politique de *« containment »* américaine contre l'invasion soviétique en Afghanistan qu'après avoir reçu une manne financière, des armes sophistiquées et le « droit » de continuer son programme nucléaire.

Que négocie aujourd'hui Moucharraf ? Il a obtenu ce week-end la levée des sanctions imposées par Washington à la suite des essais nucléaires de 1998 – les Etats-Unis ont naturellement mis l'Inde à la même enseigne, mais les sanctions la pénalisait moins fortement. Moucharraf veut plus, un soutien financier de la part des Etats-Unis qui l'aiderait à sortir le Pakistan de la crise où il est englué : la dette extérieure de ce pays atteint 38 milliards de dollars, ce qui l'oblige à consacrer plus de 50 % de son budget au service de la dette. Au-delà, il s'efforce d'impliquer les Américains dans le règlement de la question du Cachemire, ce qui reviendrait à internationaliser ce conflit au grand dam de l'Inde.

Pour Moucharraf, des contreparties à la coopération pakistanaise sont indispensables à court terme pour justifier ne serait-ce que la présence, aujourd'hui d'experts, demain de soldats américains sur le sol pakistanais, auprès d'une opinion publique largement hostile aux Etats-Unis. Les islamistes pourraient mobiliser bien plus massivement que vendredi dernier si l'honneur national venait à être bafoué. L'armée elle-même pourrait se rebeller, elle qui a vécu comme une véritable humiliation l'indifférence – puis la méfiance – dans laquelle les Etats-Unis ont tenu le Pakistan après l'avoir utilisé avec succès dans leur guerre contre les Soviétiques.

Il est probable que s'il se montre vraiment conciliant, en fermant sa frontière avec l'Afghanistan et en apportant un réel soutien logistique aux Etats-Unis, le Pakistan sera récompensé en termes sonnants et trébuchants mais que l'opposition de l'Inde ne lui permettra pas d'impliquer les Etats-Unis dans une négociation sur le Cachemire. Au-delà, si l'impact des événements récents sur le Pakistan s'annonce moins négatif qu'on aurait pu le penser initialement, le pays en sortira néanmoins affaibli, ne serait – ce qu'en raison de la remise en cause de sa présence en Afghanistan, un pays où il avait acquis une *« profondeur stratégique »,* pour reprendre l'expression consacrée au Pakistan. Tout au plus, le Pakistan sera consulté au moment d'installer un nouveau pouvoir à Kaboul.

Si le régime des talibans semble vivre ses derniers jours, la question de la succession reste ouverte. Une des hypothèses avancées concerne le roi Zahir Shah, en exil à Rome, qui pourrait former un gouvernement sous mandat onusien ou simplement otanien, une autre consiste à remettre en scelle l'Alliance du Nord. Les deux pistes peuvent être poursuivies simultanément, du moins au début. Dans les deux cas, le Pakistan perdrait un allié à Kaboul. Qu'elle débouche sur l'émergence d'un nouveau pouvoir ou non à court terme, la relance de l'Alliance paraît dans l'ordre des choses.

Au profit de qui s'opérera cette perte d'influence du Pakistan en Afghanistan ? D'abord de ceux qui soutiennent l'Alliance, c'est-à-dire les Américains, mais aussi les Ouzbèkes (qui, déjà inquiets des activités de groupes islamistes sur leur territoire, ont été parmi les premiers à apporter une aide logistique aux américains en vue de leur opération militaire), les Indiens, les Iraniens et les Russes qui avaient déjà commencé à intensifier leur aide à Massoud – toujours modeste – au cours des derniers mois.

La crise actuelle pourrait permettre à Moscou de remettre un pied – sinon de reprendre pied – en Asie centrale, une douzaine d'années après la déroute de l'Armée Rouge en Afghanistan. Les armes utilisées par l'Alliance du Nord sont souvent de fabrication russe et on devrait les voir arriver en plus grande quantité au cours des jours et des semaines qui viennent, quitte à ce qu'elles soient financées par les américains !

Les Russes trouvent un intérêt objectif au démantèlement de ce qu'ils considèrent comme une base arrière des *« terroristes Tchétchènes ».* Comme les Indiens, les Russes peuvent aujourd'hui dire au monde qu'ils sont victimes depuis des années des mêmes réseaux que ceux qui ont frappé le 11 septembre. Et justifier ainsi un durcissement de la répression en Tchétchènie et leur participation à l'éviction des talibans via l'Alliance du Nord ou de façon plus directe encore.

L'Inde et l'Iran peuvent également renforcer leurs positions dans la région en soutenant l'Alliance du Nord. Agir de concert leur est d'ailleurs devenu plus facile, étant donné l'intensification récente du dialogue entre Téhéran et New Delhi. En vertu du vieil adage selon lequel l'ennemi de mon ennemi est mon ami, les deux pays se sont retrouvés dans une même hostilité à l'égard du Pakistan.

Ce sentiment était bien moins fort dans le cas de l'Iran, un vieil ami du Pakistan avec lequel il avait par exemple participé à la répression de la guérilla baloutche dans les années 1970. Mais une pomme de discorde majeure est apparue dans les années 1990 lorsque le Pakistan, non seulement est devenu l'allié d'un régime taliban ouvertement antichiites, mais que les violences à l'encontre de la minorité chiite (qui représente tout au plus 20 % de la population) se sont multipliées. Téhéran peut aussi s'investir derrière l'Alliance pour permettre le retour des réfugiés afghans qu'il abrite aujourd'hui, non sans difficulté alors que leurs rangs ne cessent de gonfler ; l'argument humanitaire pourra être invoqué par les Iraniens pour justifier une intervention en Afghanistan...

L'Iran risque toutefois de ne pas pleinement profiter de la situation. Certes, le réchauffement progressif des relations entre Téhéran et Washington va sans doute se poursuivre dans un contexte plus propice encore, mais, d'une part, il reste, y compris au sommet de l'Etat, des voix pour condamner le Grand Satan et, d'autre part, les Etats-Unis ne peuvent appuyer leur politique dans la région sur ce pays en raison des oppositions israéliennes, qui résultent notamment du programme nucléaire iranien.

Si on élargit la perspective pour mesurer l'impact des événements les plus récents sur le devenir du rapport des forces au sein de ce que les anglo-saxons appellent l'Asie de l'Ouest (West Asia) et de l'Asie orientale, l'attention se concentre nécessairement sur deux pays : l'Arabie saoudite et la Chine.

Non seulement Ben Laden a gardé des liens avec sa famille restée au pays, mais son réseau compte de nombreux ressortissants de ce pays, y compris en Afghanistan, aux côtés des talibans. On objectera que ces affaires de réseau n'ont rien à voir avec l'Etat. Sauf que des liens existaient entre les deux. Non seulement l'Arabie saoudite était, avec les Emirats Arabes unis et le Pakistan, l'un des rares Etats à avoir reconnu le régime des talibans, mais en outre, le prince Turki Al-Fayçal servait d'intermédiaire entre Ben Laden et son pays d'origine – à tel point que le déclenchement des opérations du 11 septembre peut être interprété comme une réaction à la mise à l'écart du prince sous la pression des Etats-Unis.

Si Riyad a pu se plier à certaines pressions, au lendemain des attentats, la capitale arabe n'a pas jugé utile de rompre, comme les Emirats Arabes unis, ses relations diplomatiques avec Kaboul. Surtout, l'Arabie saoudite s'est refusée à apporter un soutien logistique aux Américains lorsque ceux-ci ont commencé à préparer leur opération militaire contre les talibans. Les relations entre Riyad et Washington en seront-elles durablement affectées ? Elles sont si anciennes et reposent au principal sur des intérêts pétroliers tellement essentiels pour l'économie (et la politique) des Etats-Unis qu'on peut en douter. Au plan géopolitique, il faudrait que Washington puisse troquer cet allié pour un autre dans la région, or il n'y a guère de candidats valables.

De l'autre côté de ce deuxième cercle, la Chine peut, elle aussi, avoir plus à perdre qu'à gagner aux événements actuels. Au crédit de son compte d'exploitation, sans jeu de mots, elle pourra inscrire – comme l'Inde « avec » ses cachemiris et la Russie « avec » ses Tchétchènes – une plus grande marge de manœuvre dans la répression des islamistes Ouighours qui l'indisposent au Xinjiang, une zone dont Pékin voudrait mieux mettre en valeur les ressources naturelles.

En revanche, elle risque de voir son allié pakistanais affaibli par rapport à l'Inde. Résultat, celle-ci risque de n'être plus autant que dans le passé « fixée » sur sa frontière occidentale. Elle se met d'ores et déjà à regarder vers l'Est et notamment l'Asie du Sud-Est, où certains pays commencent à considérer New Delhi comme un contre-poids potentiel à l'influence chinoise dans la région. Les Etats-Unis eux-mêmes pourraient finir par penser en ces termes, surtout depuis que l'Inde a manifesté son approbation au projet de « bouclier antimissiles » que la Chine rejette parce qu'elle y voit – non sans raison – une machine de guerre dirigée contre elle.

Si l'ampleur des changements politiques en Asie risque de ne pas être à la hauteur de l'événement du 11 septembre, c'est largement dû au pragmatisme américain. Le maintien d'un lien fort entre Islamabad et Washington en est une excellente illustration : l'intérêt national l'emporte souvent sur les principes. C'est ce qui avait déjà amené les Etats-Unis à soutenir les islamistes contre les Soviétiques en Afghanistan. Les attentats du 11 septembre en sont une des lointaines conséquences.

On apprend lentement en politique internationale. En Asie comme ailleurs, les Etats jouent volontiers le même jeu machiavélique – le fait que nombre d'entre eux s'apprêtent sans doute à réprimer leurs minorités musulmanes au nom de la lutte antiterroriste en témoigne. C'est la grammaire même du pouvoir. Mais leurs opinions publiques se lassent du manichéisme et de l'égoïsme américains.

Nombreux ont été ceux qui se sont félicités, en privé, des événements du 11 septembre, y compris dans un pays comme l'Inde où l'islamisme n'est pas la valeur dominante. Ce sentiment est naturellement le plus fort dans les pays musulmans où la politique américaine au Moyen-Orient est vécue comme une injustice sans limite. De ce point de vue, oui, les Etats risquent de perdre de leur pertinence s'ils ne renouent pas le dialogue avec leurs sociétés. Mais la balle est d'abord dans le camp des Etats-Unis et des Européens s'ils peuvent les aider à ouvrir les yeux sur les haines qu'ils suscitent.

Christophe Jaffrelot
Directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Christophe Jaffrelot est spécialiste du Pakistan, auquel il vient de consacrer une monographie aux éditions Fayard. Il est rédacteur en chef de *Critique internationale*

Sur le plan géopolitique, il faudrait que Washington puisse troquer l'Arabie saoudite contre un autre allié dans la région, or il n'y a guère de candidats valables

LA TRIBUNE DES LECTEURS

LES DANGERS DE LA RIPOSTE

L'inimaginable vient donc de se produire, les terroristes ont retourné contre l'Occident sa propre puissance technique. Sans doute cette puissance est-elle incomparablement supérieure à celle du monde musulman, et la capacité d'essor scientifique et technique du monde riche le met-il apparemment à l'abri de toute inversion du rapport des forces comparable à celle qui s'est produite il y a mille ans avec le déclin de l'Espagne musulmane et la montée en puissance du monde chrétien, mais qui peut aujourd'hui prévoir comment vont évoluer dans les prochaines décennies nos rapports avec le monde pauvre, dont font plus ou moins partie la plupart des pays musulmans ?

Il est vraisemblablement possible d'éviter des détournements d'avions, mais, avec le brassage croissant des peuples qui résulte de la mondialisation, qui pourra jamais empêcher des ressortissants de pays misérables, ou ceux qui à tort ou à raison se veulent mystiquement solidaires de leur misère, de mettre des bombes dans un TGV ou d'être les instruments d'attentats bactériologiques préparés par quelque mouvement anti-occidental haineux, qui ne viendrait pas forcément du seul monde musulman ?

La fermeture de l'Occident n'est pas possible. La mondialisation continuera et, à moins de développer dans nos pays une politique sécuritaire obsessionnelle et probablement raciste, on ne pourra pas parer à toutes les menaces. Les Occidentaux envisagent-ils de vivre dans vingt ou trente ans dans une situation israélienne étendue à l'échelle de l'Occident ?

Prenons garde, si les « représailles » sont trop brutales et aveugles, porteuses de trop de dommages collatéraux, elles ne provoqueront chez les extrémistes et les désespérés du monde pauvre qu'une haine plus forte d'un Occident par ailleurs jalousé par les classes moyennes de ces pays. Elles fermeront les perspectives d'avenir, au moment même où s'impose une réflexion sur les moyens de parvenir à des rapports Nord-Sud moins inégalitaires ?

Pierre Guichard, Lyon

NE NOUS OUBLIEZ PAS

J'ai été profondément choquée et peinée devant tant d'horreur, tant de morts innocents vivant moi-même, en Algérie, dans une telle horreur et depuis dix ans. Il y a quand même quelque chose qui me fait mal, c'est de voir tout le monde se mettre du côté des Américains, partager leur peine, faire des minutes de silence partout (...), dans les écoles expliquer aux enfants et ados les images atroces des attentats, et que personne n'ait jamais considéré « notre » terrorisme. Nos enfants ont vu l'horreur en direct devant leurs yeux et non pas à travers une télévision, mais jamais personne ne s'est soucié de notre sort, ne serait-ce qu'humainement parlant. Deux poids et deux mesures (...).

Mokrani Mourad, courriel

DJIHAD ET BANLIEUE

Je suis chef de projet politique de la ville et je crains vraiment des répercussions sur les quartiers dans lesquels on intervient. Quand un jeune Français me dit : *« Ici je n'ai pas d'avenir, je vais donner un sens à ma vie en allant me battre au côté des Palestiniens, j'ai peur. »* Si la paix ne se fait pas, il va y avoir des phénomènes de plus en plus durs dans notre société. Il nous faut tous nous engager pour lutter contre la misère, le totalitarisme de l'argent et le respect de l'égale dignité pour tous les êtres humains. C'est en gagnant ces combats que l'on réussira à tarir toutes les sources de l'extrémisme. Il n'y a pas d'autre solution que d'agir avec amour dans ce monde de dingue.

Bruno Rakedjian, courriel

QUE FAIRE?

« Wanted »

LA cible est désignée : *« Ben Laden, mort ou vif. »* Le président George W. Bush a affiché, lundi 17 septembre, un *« wanted »* sur la tête du dissident saoudien Oussama Ben Laden. Il individualise le combat à mener contre le terrorisme. Comme son père, George H. Bush avait, en 1991, singularisé l'Irakien Saddam Hussein, alors comparé à Hitler. Ce faisant, le président américain commence à calibrer sa réplique. Il sait que les milieux économiques seront sensibles à l'ampleur, à la durée et à la localisation des opérations militaires : ils veulent une riposte rapide, loin des puits de pétrole. Mais M. Bush prend aussi un risque. Le succès ou l'échec de sa réponse au massacre du mardi 11 septembre sera jugé à l'aune de l'objectif ainsi fixé : *« Ben Laden mort ou vif. »* Un prisonnier ou un cadavre. En d'autres termes, il ne suffira pas de détruire le réseau Ben Laden en Afghanistan, ni la logistique dont il peut disposer auprès du régime des talibans. On se fera fort aux Etats-Unis de rappeler en temps voulu à M. Bush que son père fut vertement dénoncé, ici et là, pour avoir chassé les troupes irakiennes du Koweït sans en finir avec le régime de Bagdad. La cible est difficile. L'un des rares journalistes à avoir séjourné à plusieurs reprises dans ses bases, le Britannique Robert Fisk, du quotidien *The Independent*, raconte combien l'homme est déterminé, réfléchi, posé dans son obsession à chasser les Américains du Proche-Orient. Du Pakistan à l'Afghanistan, en passant par le Yémen (terre natale des Ben Laden) et l'Arabie saoudite, il dispose de multiples réseaux capables de le cacher et de le protéger. Il peut sans doute aussi compter sur une solide base financière. Sa famille – qui l'a officiellement *« renié »* en 1994 – a développé l'un des conglomérats les plus diversifiés du Proche-Orient. Celui-ci compte des dizaines de participations dans des sociétés nichées dans des paradis fiscaux (Bahamas, îles Vierges ou Caïmans). Elles peuvent parfaitement servir de sociétés-écrans pour Oussama Ben Laden. C'est dire que la cible Ben Laden suppose le démantèlement de ses réseaux financiers. Le Trésor américain vient d'annoncer la création d'une unité chargée de cette tâche. Elle aura fort à faire. L'une des premières décisions de l'administration Bush a été d'essayer de torpiller une initiative de l'OCDE en ce sens. Il s'agissait de traquer ces paradis fiscaux qui permettent le détournement d'argent sale et son blanchiment ; ils assurent la porosité entre le monde légal et celui du crime et du terrorisme. C'est de cette absence de transparence que profitent les Ben Laden. Et c'est cette opacité que le secrétaire au Trésor, Paul O'Neil, sous la pression des milieux d'affaires américains, entendait protéger... Ici, comme ailleurs, la cible Ben Laden demandera aux Etats-Unis de déchirantes révisions. Pour ne pas rester à l'état de *« wanted »*.

*(*Le Monde *du 19 septembre)*

Les sondeurs d'opinion ne font pas de bons généraux *par Naomi Klein*

Naomi Klein
Journaliste, canadienne d'origine américaine, Naomi Klein s'est fait connaître dans le monde entier par sa critique de la « tyrannie des marques ». Son livre *No logo* a été publié cette année chez Actes Sud

ET si nos dirigeants nous suivaient, au lieu du contraire ? S'ils se précipitaient sur les derniers sondages et se réinventaient pour devenir les dirigeants que nous disons vouloir ? S'ils faisaient la guerre non pas parce qu'ils ont trouvé une riposte efficace au terrorisme, mais parce que nous avons exprimé notre impatience auprès des sondeurs ?

Selon une enquête du New York Times, 58 % des Américains sont favorables à une guerre *« même si plusieurs milliers de civils innocents doivent être tués »*. Pouvons-nous vraiment vivre avec cela ? Je ne parle pas uniquement de morale, mais de stratégie : pouvons-nous assumer les retombées possibles de tous ces *« dommages collatéraux »* ?

Les dommages collatéraux sont, en jargon du métier, les conséquences involontaires d'une guerre, les civils innocents qui meurent quand les bombes pleuvent. Mais il existe bien d'autres conséquences involontaires de la guerre. Il y en a tant, en fait, que la CIA a inventé un mot pour désigner le phénomène qui se produit quand les décisions à court terme d'un conflit reviennent tourmenter ceux qui les ont prises : le *« retour de souffle »*.

Dans ce qui ressort de sa vie, Oussama Ben Laden est à l'évidence un produit de ces innombrables *« conséquences involontaires »* de la guerre. Pour qui a envie de chercher à comprendre son idéologie perverse, il suffit de suivre les *« dommages collatéraux »*.

M. Ben Laden s'est formé et a pris goût à la guerre dans la résistance à l'invasion soviétique en Afghanistan. Pendant la guerre froide, le gouvernement américain n'a pas estimé son fanatisme religieux contraire à la civilisation (selon le discours actuel). La CIA l'a considéré, à l'époque, comme une arme précieuse dans la lutte contre le communisme, autre menace pour la civilisation.

Sans passer par les voies directes, les fonds, l'entraînement et les armes fournis par la CIA sont parvenus jusqu'aux rebelles islamiques d'Afghanistan. Le plan d'ensemble obéissait à une certaine logique : quel meilleur moyen de repousser une armée d'athées que le soutien discret à une autre armée qui se dit conduite par la propre fureur de Dieu ?

Or il apparaît aujourd'hui que tout cet argent et ces encouragements n'ont pas seulement vaincu les Soviétiques. Ils ont fait naître chez les rebelles un sentiment d'invincibilité : si un djihad islamique a eu raison d'une superpuissance, pourquoi pas de deux ? Appelons cela les dommages collatéraux à retardement de la guerre froide.

Mais ce legs n'a pas à lui seul engendré Oussama Ben Laden... Il a fallu pour cela d'autres dommages collatéraux. Né en Arabie saoudite et opposé à la monarchie de son pays, Ben Laden a encore davantage cultivé sa haine quand l'armée américaine a pris l'Arabie saoudite comme base d'opérations pendant la guerre du Golfe. Pour beaucoup de musulmans, la présence américaine est devenue le symbole d'un nouvel impérialisme : voilà que ceux qui se proclamaient les combattants de la liberté faisaient alliance avec une monarchie autoritaire, et cela sur le sol islamique sacré. Pour les forces américaines, cette foule de nouveaux ennemis a sans doute paru sans importance à l'époque, simple fâcheux dommage collatéral de la guerre du Golfe... un de plus.

Qu'est-ce qui a pu, pendant toutes ces années, maintenir à son comble la fureur d'Oussama Ben Laden ? Il prétend venger d'autres dommages collatéraux encore : la mort des enfants victimes des sanctions contre l'Irak, le bombardement de l'usine de produits pharmaceutiques au Soudan. Ils sont néanmoins experts à utiliser à leurs fins une injustice réelle.

S'il se confirme qu'il est responsable des attentats, il nous faudra voir Oussama Ben Laden tel qu'il est : figure démoniaque du fanatisme, oui. Mais aussi l'enfant monstrueux et dénaturé de toutes ces conséquences involontaires des guerres présentes et passées... un Frankenstein des dommages collatéraux.

> S'il se confirme qu'il est responsable des attentats, il nous faudra voir Oussama Ben Laden tel qu'il est : un Frankenstein des dommages collatéraux

Pour les terroristes, les dommages collatéraux ne sont pas une menace, il sont un carburant : ils créent d'autres terroristes, les entretiennent et les soutiennent. C'est une chose dont il faut se souvenir avant d'agir dans la précipitation et de répandre de nouvelles traînées de dommages collatéraux dans le monde.

En Afghanistan, où une attaque sans discrimination désespérerait une population de plus, qui avait besoin d'aide pour renverser une dictature brutale et qui, au lieu de cela, souffrirait davantage encore.

Au Pakistan, où la présence américaine serait perçue par beaucoup comme une offense à la religion et à la souveraineté de la nation, qui pourrait scinder le pays en deux.

Dans les territoires occupés, où jusqu'au tout récent cessez-le-feu les forces israéliennes profitaient de l'occasion pour préparer des attaques qu'elles n'auraient pas tentées deux semaines plus tôt.

Dans nos propres quartiers, où l'esprit de vengeance, si peu informé des faits, donne libre cours à des agressions racistes rampantes. Sommes-nous prêts à de nouveaux dommages collatéraux ? Ne devrait-on pas plutôt commencer par faire face à ceux qu'on a déjà créés ?

Beaucoup d'entre nous n'éprouvent guère que rage et chagrin depuis le 11 septembre. Mais si nos dirigeants doivent vraiment nous suivre, nous avons la responsabilité de ne plus agir sous l'émotion. Si nos dirigeants nous suivent, il nous faut conduire. Et les conduire loin d'autres dommages collatéraux.

Traduit de l'anglais (Canada) par Sylvette Gleize
© Globe Interactive 2001

L'an I d'une coalition contre le terrorisme a sonné *par James Rubin*

James Rubin
Spécialiste des relations internationales, J. Rubin a été premier conseiller de Madeleine Albright, l'ancien secrétaire d'Etat, et porte-parole du département d'Etat sous la présidence Clinton

LES Américains ont apprécié la solidarité qui s'est manifestée dans toute l'Europe – non seulement par les dix-neuf Etats membres de l'OTAN mais également les réactions spontanées de citoyens ordinaires. A quoi s'ajoute ce titre fort à la une du *Monde* : *« Nous sommes tous américains »*. Ces manifestations de sympathie nous ont rappelé que même si l'on n'apprécie pas toujours la puissance de l'Amérique et sa politique, une grande partie du monde a reconnu que les attentats contre le World Trade Center visaient l'ordre mondial et la civilisation.

Mais cette solidarité sera sérieusement mise à l'épreuve dans les semaines et les mois à venir. Pour les Européens, il va être difficile de se tenir aux côtés des Etats-Unis, car la politique étrangère américaine, que certains gouvernements-clés d'Europe ne partagent pas entièrement, est considérée comme étant à l'origine de ces attentats. Beaucoup en Europe craignent déjà que certains responsables américains n'utilisent les événements de la semaine dernière pour justifier une guerre élargie contre tous les Etats qui soutiennent le terrorisme, même s'il n'existe pas de lien direct avec les coupables de la destruction du World Trade Center.

Une fois lancée l'opération militaire – et ce jour n'est pas loin –, les pressions ne pourront que s'intensifier. Certains gouvernements seront irrités par l'absence de consultation précédant un engagement de l'armée américaine, en particulier si des civils innocents sont pris dans les combats, ce qui se produira certainement. Enfin, il existe un risque sérieux que les villes européennes soient la cible des terroristes pour punir les pays de l'OTAN de leur soutien à une intervention armée.

Côté Américain, il y aura des déceptions aussi. Les non-Américains ont beau faire, il leur est difficile de mesurer l'effet produit par les attentats sur les esprits dans le pays : notre sentiment de sécurité ne sera plus jamais ce qu'il était. Or, de même qu'ils ne sont pas près d'oublier les manifestations de soutien des jours qui ont suivi les attentats, les Américains seront attentifs au comportement de leurs amis en temps de crise.

Les Cassandre ont souvent annoncé la fin de l'OTAN. Cette fois, le risque est réel. Si les membres de cette organisation n'avaient pas été prêts à considérer les actes terroristes de la semaine dernière aux Etats-Unis comme une agression contre tous les pays de l'Alliance atlantique, alors je crois que les Américains, toutes convictions politiques confondues, auraient considéré ce traité comme caduc.

Avec le développement de la crise et le début du combat de longue haleine contre le terrorisme, les Etats-Unis seront donc préoccupés par l'inévitable temporisation des démocraties occidentales. C'est dans la nature de la démocratie - en particulier de la démocratie parlementaire -, mais cela constituera un problème réel.

Il en va de même de l'idée qui progresse selon laquelle tout ce qui est arrivé l'a été par notre faute, que notre soutien à Israël, notre défense du Koweït contre l'Irak nous mettent aux prises avec le monde islamique et constituent même un début de justification de la violence terroriste. Les références continuelles au rôle central que doivent jouer les Nations unies seront aussi source de friction.

Gérer ces points de tension exigera une grande habileté de la part des dirigeants des deux côtés de l'Atlantique. Jusqu'ici, le secrétaire d'Etat Colin Powell a brillamment conduit le processus. Mais certaines décisions difficiles vont devoir être prises dans les jours qui viennent.

En tout premier lieu, l'Amérique doit trouver dans la Charte des Nations unies une légitimation de sa riposte militaire. De la souplesse sera nécessaire pour permettre à l'armée des Etats-Unis d'agir seule dans certaines circonstances, ou en coopération avec des coalitions de plus en plus larges selon les besoins. Pour les pays européens, comme pour ceux qui composent la coalition stratégique au Proche-Orient, en particulier le Pakistan, la référence à la Charte des Nations unies facilitera sans aucun doute une coopération à long terme avec les Etats-Unis dans cette guerre contre le terrorisme.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'inquiétude de voir les Etats-Unis s'engager dans une guerre élargie contre tous les Etats terroristes, il est nécessaire que la politique américaine s'exerce à deux niveaux. Le premier consisterait à construire une coalition de soutien en vue d'une riposte militaire décisive aux attentats du World Trade Center. Son objectif est de neutraliser les coupables, y compris les Etats susceptibles de les financer, afin d'empêcher qu'ils n'agissent de nouveau, ce qu'il feront sûrement même en l'absence de représailles. C'est, dès aujourd'hui, l'organisation de Ben Laden soutenue par les talibans qui est visée.

L'existence de cette coalition obligera les Etats à prendre parti, et ceux qui refuseraient d'intervenir dans la destruction des organisations terroristes internationales seraient confrontés au second niveau d'intervention. Celui-ci consisterait pour l'essentiel en une application renforcée de la loi et dans la communication de renseignements relatifs aux terroristes ; les pressions diplomatiques et les sanctions seraient également utilisées afin qu'il soit mis fin définitivement au soutien des Etats au terrorisme international. L'action militaire n'est pas à écarter, mais elle ne devrait pas faire partie de la riposte initiale aux récents attentats.

Troisièmement, il est capital que les dirigeants de l'Europe et des Etats-Unis fassent savoir que ces attentats n'ont rien à voir avec le processus de paix au Proche-Orient. L'organisation de Ben Laden s'en est déjà pris à des cibles américaines, et cela à l'époque où le processus de paix d'Oslo portait ses fruits et où les dirigeants palestiniens louaient les Etats-Unis de leur intense action de médiation entre Israël et la Palestine. On estime que l'organisation des attentats contre les Etats-Unis a été mise en place il y a plus d'un an. Il y avait alors, au Proche-Orient, d'excellentes perspectives de paix durable, et de très réelles chances de succès, le dirigeant israélien Ehoud Barak étant prêt à faire d'importantes concessions.

> Les Etats-Unis pourraient envisager une aide massive à l'étranger afin d'alléger la colère des laissés-pour-compte et des désenchantés de pays-clés comme le Pakistan

La politique américaine ne doit pas changer en raison du terrorisme, mais il faut œuvrer davantage après ces événements à réduire l'amertume du monde musulman à l'égard de l'Occident. Soyons clairs, il ne s'agit pas d'opposer l'Occident à l'islam. Toutes les religions ont leurs fanatiques, à cet égard les noms de Baruch Goldstein en Israël et de Timothy McVeigh dans l'Oklahoma viennent à l'esprit. Une telle agression contre la civilisation englobe toutes les religions.

Pour souligner cet argument, les contraintes budgétaires étant aujourd'hui levées, les responsables politiques pourraient envisager une aide globale massive à l'étranger afin d'alléger la colère des laissés-pour-compte et des désenchantés de pays-clés comme le Pakistan, et plus largement peut-être du Proche-Orient. Plus important encore, les chefs religieux de l'islam ont leur rôle à jouer. Dans leur enseignement, il leur faut insister sur le fait que les fanatiques qui tuent des civils ne sont pas des martyrs mais des pécheurs.

Enfin, en dépit des réserves sur les questions tactiques, les dirigeants européens doivent maintenir leur solidarité avec les Etats-Unis en ces jours qui s'annoncent difficiles. Il y aura sans doute d'autres attentats contre l'Amérique, quelle que soit l'action entreprise, et des villes d'Europe pourraient bien être également visées.

C'est dire si ce combat est un combat sur la durée qui demandera tout à la fois de la détermination et des nerfs d'acier. Les ennemis de la civilisation veulent nous diviser. Il nous faut être unis pour les vaincre.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize
© James Rubin

LA TRIBUNE DES LECTEURS

LES PARADIS FISCAUX

Les attentats perpétrés aux Etats-Unis ont nécessité une logistique importante. Donc des financements conséquents. Que Ben Laden soit l'instigateur ou pas, il n'en demeure pas moins qu'il fallait bien financer ces opérations. Dès lors, ne faudrait-il pas couper l'herbe sous le pied aux terroristes en contrôlant les modes de financement ? Le milliardaire Ben Laden dispose de nombreuses sociétés-écrans dans divers pays qui lui permettent de recevoir des fonds et de distribuer des dollars à ses tueurs. Peut-on espérer que cet acte de guerre décide enfin les Etats-Unis et les pays occidentaux en général à éradiquer les paradis fiscaux et faire disparaître le sacro-saint secret bancaire ?

Laurent Hugot, courriel

PRENDRE CONSCIENCE

La riposte sera-t-elle destinée à venger une opinion américaine profondément blessée et atteinte dans son amour-propre ou, plus intelligemment, à essayer d'extirper le mal terroriste à sa racine ? La question mérite d'être posée car la stratégie suivie n'est pas la même. Si l'ennemi est l'Afghanistan, il faut savoir que ce pays de hautes montagnes, de grottes et de vallées étroites est, avec quelques autres, géographiquement imprenable. (...) Si l'adversaire est un groupe extrémiste organisé en un réseau international, il sera difficile à vaincre. On ne combat pas un réseau comme on combat un pays. C'est une pieuvre invisible qui étend ses multiples tentacules jusque dans les pays censés être les mieux protégés. La vaincre suppose de la patience et de la subtilité dans les modes d'intervention. L'opinion publique américaine, avide de revanche, s'en satisfera-t-elle ? Outre cette riposte inévitable et sans doute compréhensible, ne faut-il pas aller plus loin, élargir notre horizon, dépasser notre petit pré carré occidental et ouvrir les yeux sur les formidables jalousies et frustrations que notre monde économiquement développé génère autour de lui ? N'y a-il pas une certaine naïveté à croire (ou à faire semblant de croire) qu'il pourrait continuer à s'enrichir et à vivre comme si de rien n'était, en laissant les trois quarts de l'humanité derrière lui ? Soyons plus explicite. N'est-ce pas jouer avec le feu que de laisser des millions de jeunes des pays du tiers et du quart monde sans travail, sans avenir, dans un tel état de désœuvrement et de désespérance ? (...)

Au-delà des répercussions économiques et financières, au-delà des représailles attendues, au-delà du terrorisme qu'il faut à tout prix combattre, faisons en sorte que cet événement majeur nous élève à un niveau supérieur de responsabilité et de lucidité, qu'il nous aide à mieux comprendre les véritables enjeux de notre monde ; qu'il nous fasse prendre conscience que le développement, le développement authentique et durable n'est pas, ne peut être réservé à une minorité de pays, à une minorité de peuples, à une minorité d'habitants de la planète. Il ne doit laisser personne sur le bord du chemin.

Jean Chaussade,
Le Buisson-de-Cadouin (Dordogne)

La guerre et les larmes *par Bruno Racine*

FACE aux attaques sans précédent qui ont meurtri New York et Washington, les Etats-Unis, ainsi que leurs alliés, sont confrontés à la nécessité d'une riposte aussi efficace et incontestable que possible, alors même que nombre de questions capitales n'ont pas encore trouvé de réponse. L'horreur de l'agression va-t-elle entraîner, au-delà des condoléances de commande, une véritable prise de conscience chez ceux qui croyaient habile de jouer ou de pactiser avec le terrorisme ? La tragédie du 11 septembre est-elle un événement condamné par son excès même à demeurer isolé, ou au contraire le signe annonciateur de stratégies visant ni plus ni moins à la destruction des organes essentiels des grands Etats occidentaux ?

Chacun a le sentiment, en tout cas, d'une césure historique, que reflète la mise en jeu, pour la première fois depuis sa fondation, de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Chacun pressent également que la nature et les conséquences de la réponse seront déterminantes pour l'avenir.

Les Etats-Unis, faisant preuve d'un sang-froid remarquable, ont évité la précipitation émotionnelle.

Bruno Racine

Magistrat à la Cour des comptes, Bruno Racine est directeur de l'Académie de France à Rome. Il a été directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des affaires étrangères de 1993 à 1995 et conseiller du ministre

Dès lors qu'il s'agit de mener la guerre au terrorisme, le premier coup ne doit pas être asséné avant que la stratégie d'ensemble ne soit établie. Cette phase de réflexion et de préparation présente l'avantage d'asseoir la future réaction sur la base d'un accord international aussi large que possible. Après le Conseil de sécurité, la prochaine assemblée générale des Nations unies s'honorerait en prenant position sans ambiguïté sur le sujet.

Soumis à la pression des Etats-Unis ou désireux de profiter de l'occasion pour repenser leurs relations avec Washington, les voisins de l'Afghanistan ouvrent la voie à une opération militaire visant le *« suspect n° 1 »,* c'est-à-dire en réalité le régime des talibans lui-même, tant il est vrai qu'Oussama Ben Laden en constitue l'un des piliers essentiels. Au terme d'une préparation minutieuse, une opération *« chirurgicale »,* mobilisant aviation, forces spéciales et résistants anti-talibans, pourrait être menée avec succès.

Le démantèlement effectif de ce qui apparaît comme l'un des principaux centres nerveux du terrorisme ou de l'hyper-terrorisme comme l'appelle justement François Heisbourg, aurait à n'en pas douter un impact considérable, porterait un coup d'arrêt au moins momentané à la surenchère terroriste et rétablirait l'image de la puissance américaine. Une telle opération coup de poing pourrait associer des pays alliés qui possèdent des unités entraînées : la Grande-Bretagne, qui a perdu des centaines de citoyens dans les décombres du World Trade Center, ou la France qui, dès le premier jour, a exprimé sa solidarité.

La participation alliée, même si elle n'était pas militairement indispensable, serait cohérente avec la récente décision du Conseil atlantique et aurait une portée politique de premier ordre. Elle conditionnera sans doute pour longtemps la vision qu'auront les Etats-Unis de chaque pays. Toutefois, il ne faut pas attendre de miracle d'une telle opération. Non seulement elle doit être complétée par la suppression des sources de financement et des centres d'entraînement extérieurs à l'Afghanistan, mais même ceci réussi, le réservoir auquel puise le terrorisme ne se tarira pas de si tôt.

Au moins deux grands problèmes continueront de l'alimenter : le conflit israélo-palestinien, dans lequel les Etats-Unis n'auront d'autre option que de s'engager à nouveau s'ils veulent briser l'engrenage d'une violence sans fin, et l'endurcissement du pouvoir iranien, qui contraste avec l'habileté tactique de l'Iran ou de la Syrie. Ce dernier obstacle pourrait représenter à terme le défi le plus redoutable. Car si l'on peut envisager une reprise du dialogue entre Israéliens et Palestiniens, le régime de Saddam Hussein ne semble plus pouvoir se donner d'autre mission que la guerre à l'Amérique et à Israël.

Si les réseaux les plus dangereux étaient pourchassés partout ailleurs, il pourrait constituer le refuge d'un terrorisme d'autant plus redoutable que l'on connaît les ambitions de cet Etat dans le domaine des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques : l'interruption des contrôles internationaux n'a pu que favoriser la poursuite ou la reprise des programmes clandestins dans ces domaines. Entre l'absence de contraintes sur ses programmes d'armement et l'amélioration du sort de sa population, le régime actuel de Bagdad choisira toujours, hélas, le premier terme de l'alternative. Pour la France, les efforts déployés en vue d'une hypothétique réinsertion de l'Irak dans la communauté internationale appartiennent désormais à une page révolue.

Depuis que, par crainte des représailles, la Libye elle-même semble s'être acheté une conduite, l'Irak est un cas extrême. Toutefois, il serait hasardeux de parier sur une rupture générale et définitive avec les anciens errements dans un contexte où de nombreux Etats auraient le sentiment que le monde est soumis à la loi du plus fort. La lutte contre le terrorisme elle-même exige le renforcement de nombreux instruments juridiques à l'échelle mondiale, notamment pour casser les mécanismes de financement.

> Le régime de Saddam Hussein ne semble plus pouvoir se donner d'autre mission que la guerre à l'Amérique et à Israël

Sur ce point, la tragédie du 11 septembre devrait amener le gouvernement américain à considérer qu'un *« multilatéralisme raisonné »* présente, en fin de compte, plus d'avantages que d'inconvénients : l'on peut ainsi espérer, entre autre, que les réticences internes céderont devant d'autres impératifs et que les Etats-Unis accepteront les mesures internationales permettant de contrôler l'interdiction des armes chimiques ou le commerce des armes légères. En outre, si la lutte contre le terrorisme devient la priorité, elle ne peut atteindre ses objectifs principaux que si la Russie et la Chine, y contribuent d'une manière ou d'une autre.

La récente tragédie pourrait conduire les Etats-Unis à revoir l'ordre de leurs priorités de défense et à replacer la question des systèmes antimissiles dans une perspective plus globale. S'il est peu probable que leur nécessité soit remise en cause, leur degré d'urgence peut apparaître moindre, facilitant ainsi le dialogue avec la Russie et la Chine.

Nous devons être conscients, cependant, que, dans la meilleure des hypothèses, le terrorisme sera marginalisé ou confiné, mais non éradiqué avant longtemps – d'autant que l'habitude de la clandestinité l'encourage à survivre aux causes qui l'ont suscité. Admettons, par exemple, qu'un accord soit conclu et mis en œuvre entre Israël et les Palestiniens. Comment imaginer que le « droit au retour » des réfugiés prenne une autre forme, dans la plupart des cas, qu'un droit à compensation ? La frustration et le ressentiment fourniront pendant des années voire des décennies des volontaires au terrorisme dont le recrutement, au surplus, est lui-même international. Ainsi, même en cas d'accord de paix, le rêve israélien d'obtenir enfin la sécurité risque, hélas, de ne pas se réaliser pleinement avant de longues années : c'est une donnée dont devraient être davantage conscients ceux qui, en Europe, ont la condamnation facile à l'égard d'Israël.

Plus généralement, il faut s'attendre à la persistance d'un terrorisme que l'on peut espérer résiduel lorsque l'on évoque l'action internationale à mener pour en traiter les causes profondes. L'inégalité entre « riches » et « pauvres » ne joue d'ailleurs pas nécessairement un rôle décisif, comme le montrent certains comportements ambigus de l'Arabie saoudite à l'égard des mouvements fondamentalistes. Plus préoccupants de ce point de vue sont l'effondrement de structures étatiques dignes de ce nom sur de vastes zones de la planète et la fréquente collusion de ces pouvoirs locaux avec des organisations adonnées aux trafics illégaux en tout genre : phénomène qui, depuis l'Afghanistan, tend à gangrener l'Asie centrale, a pris en Afrique une extension effroyable, dans la quasi-indifférence de la plupart des Etats occidentaux, et n'épargne pas l'Europe, notamment en Albanie.

Il est aussi évident que les risques de déstabilisation politique, religieuse et sociale de pays aussi peuplés que l'Indonésie, ou le Pakistan, ne devraient pas davantage nous laisser indifférents. Quoi qu'en pensent les *« anti-mondialisation »,* il y a là de quoi justifier et alimenter les réunions du G8, éventuellement élargi à d'autres pays selon les sujets comme cela s'est esquissé à Gênes, où étaient invités les représentants des pays les plus endettés.

La gravité de l'agression du 11 septembre appelle donc bien plus qu'une riposte militaire, fût-elle spectaculaire. Il doit y être répondu aussi en précisant notre vision de ce monde multipolaire si souvent évoqué dans les discours. En vérité, celui-ci peut être le meilleur ou le pire des mondes selon qu'il acceptera ou non de s'organiser autour d'institutions et de règles communes. Touchée au cœur, la puissance américaine n'a plus le choix de se replier sur elle-même après des représailles réussies.

Le peuple des Etats-Unis a conscience d'être en guerre pour de longues années. Pour la première fois depuis le retrait du Vietnam, il est prêt à des sacrifices douloureux et à des pertes militaires. Ses dirigeants doivent, de nouveau, affronter une responsabilité immense pour que le monde de demain respecte les valeurs essentielles de l'Amérique qui sont aussi les nôtres. Soudée par l'émotion et la conscience d'un danger commun, l'Union européenne ne saurait faillir au devoir de solidarité avec les Etats-Unis dans l'action, comme l'ont dit le chef de l'Etat et le gouvernement, quelle que soit la forme de cette contribution, mais pas davantage à l'obligation d'articuler enfin une vision commune de l'avenir.

En raison de ses liens étroits avec les Etats-Unis, l'Europe est le partenaire le mieux placé, et à vrai dire le seul, capable de peser sur les grandes décisions qui pourraient façonner les rapports mondiaux pour la prochaine décennie. En particulier, Européens et Américains partagent le souci de convaincre le monde musulman qu'ils n'appliquent pas deux poids et deux mesures et qu'ils veulent écarter le spectre du *« conflit de civilisations »* décrit par Samuel Huntington : il ne serait pas mal venu, au moment où se prépare une riposte que l'on espère décisive contre les instigateurs ou les complices de l'agression perpétrée aux Etats-Unis, de hâter l'arrestation par les forces de l'OTAN de Karadjic et du général Mladic, en tant que criminels de guerre responsables du massacre de Srebrenica qui fit, en juillet 1995, à peu près autant de victimes civiles parmi les musulmans bosniaques que la monstrueuse destruction du World Trade Center.

LA TRIBUNE DES LECTEURS

Argent sale

Ce qui me frappe surtout dans « l'affaire Ben Laden », c'est son aspect financier : comment cet homme, considéré comme l'ennemi public n° 1 des Etats-Unis, parvient-il à amasser et conserver une telle fortune qui lui permet de financer les réseaux terroristes internationaux et de monter des opérations de cette envergure ? (...)

De fait, la question des comportements de nos élites vis-à-vis du monde financier est posée. (...) Comment ne pas voir que les fameux « paradis fiscaux » sont des Etats croupions qui n'ont que l'existence que leur accordent de fait et sciemment les grands Etats occidentaux ? Au World Trade Center, on devait aussi traiter au quotidien les opérations financières louches des sociétés écrans du réseau Ben Laden parce que c'était « le système » qui le voulait, parce que les puissants refusent une réelle répression de ce genre de pratiques.

La lutte contre les grands fléaux qui assaillent notre planète passe par l'assainissement réel des places financières. Au-delà des répliques militaires, inévitables et indispensables, la réponse à long terme est là. Nos dirigeants, et pas seulement le président américain, en ont-ils les capacités ? En ont-ils seulement l'envie ? En auront-ils le courage, eux qui gravitent si près de ces mondes interlopes qu'on se demande parfois s'ils n'en font pas partie ?

Christophe Maillard, Comines (Nord)

Pour une mondialisation humaine

Je suis égyptien, musulman, homme d'affaires. Je me considère aussi comme citoyen du monde. J'ai ressenti le mardi 11 septembre un sentiment d'horreur, de peur et de profonde tristesse. A l'heure de la riposte, j'ai envie de dire : *« Réfléchissons, ne nous trompons pas de cible ! »* (...)

La meilleure riposte aujourd'hui serait d'apporter de l'aide à ces populations abandonnées, de leur envoyer de la nourriture et non des bombes ni un embargo. En éradiquant la misère, on détruit le fonds de commerce du terrorisme. C'est une évidence. Les terroristes ne s'y sont pas trompés en choisissant comme cibles les Etats-Unis, le World Trade Center et le Pentagone. En aucun cas nous ne devons imaginer qu'ils ont fait cela pour défendre les pauvres. En revanche, ils ont choisi cette cible pour trouver une véritable légitimité auprès de tous ceux qui sont victimes du système.

Souvenons-nous du choc des premières images des hommes des femmes et des enfants qui se réjouissaient de cette horreur ! Nous devons admettre que pour les trois quarts de l'humanité qui vit dans la pauvreté le World Trade Center et le Pentagone symbolisent tout ce qui génère leur malheur : un capitalisme sauvage imposant des systèmes politiques ayant pour effet que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Un système matérialiste où le pouvoir de l'argent régit tout. (...)

Pour beaucoup d'hommes, l'attentat du 11 septembre a symbolisé la remise en cause de ce système. Depuis quelques années, le mouvement anti-mondialisation dans les pays riches le dénonce avec des moyens parfois maladroits. Je pense donc qu'il est urgent que les pays développés et démocratiques se remettent en cause. Les gouvernements, les institutions internationales doivent réfléchir à ce que pourrait être une mondialisation plus humaine. (...)

Dans les pays en voie de développement, tous ceux qui, comme moi, attendent ces changements, ne peuvent agir sans l'appui et le soutien des populations des pays développés. (...)

Mustapha El Guendy, président de TDF International

L'équation nihiliste *par André Glucksmann et Romain Goupil*

1 Notre première émotion fut la bonne. L'horreur et les larmes. Une immense pitié pour les malheureux captifs de l'enfer. Un haut-le-cœur universel quand l'accident apparut crime. Sidération et colère devant un acte monstrueux. La sensation d'assister en direct à quelque fin du monde. Une angoisse gigantesque que de pauvres adjectifs expriment et commencent à gommer : « incroyable », « inimaginable », « impensable ».

2 Seule était imprévisible la réussite, techniquement parfaite, de cette catastrophe programmée. Rien d'inimaginable, sauf pour les experts qui prédisent savamment la fin des grandes violences et bégaient une « fin de l'Histoire » : ils négligent le cinéma et détournent le regard des infos de 20 heures. Rien d'impensable, les religions évoquent depuis toujours déluges et apocalypses. Les penseurs mécréants, tel Lucrèce, et les historiens attentifs, tel Thucydide, connaissent les « pestes », ces brusques renversements de valeurs qui ébranlent les sociétés de fond en comble. Proust décrit Paris sous les obus de la première guerre mondiale et scrute dans *« la nuit mérovingienne »* une cruauté illimitée qui reflue du fond des âges. Brünehilde, héroïne du *Crépuscule des dieux,* torche en main, met le feu au ciel. Wagner, ami de Bakounine, semble mieux informé que les grandes oreilles digitales des services secrets sur les tenants et les aboutissants des fièvres incendiaires.

3 L'événement, prétendument « imprévisible », a eu lieu. Evitons désormais de prévoir qu'il n'aura plus lieu. Ce qui est fait peut être refait. En modèle réduit comme en pire. *« Une fois renversées les bornes du possible, qui n'existaient pour ainsi dire que dans notre inconscient, il est difficile de les relever »,* écrit Clausewitz. Inutile de s'illusionner, même si les criminels sont arrêtés et leurs réseaux éradiqués, ils suscitent des émules et pas seulement des indignés. Une page est tournée. Nous vivrons et nos enfants survivront dans une histoire où l'abomination des Twin Towers projette l'horizon indépassable d'un crépuscule terroriste de l'humanité. Le 11 septembre 2001 aura toujours lieu. C'est à l'aune de son horreur médiatique et planétaire qu'il faut apprendre à mesurer nos émotions et nos décisions.

André Glucksmann
Romain Goupil

Philosophe et essayiste, André Glucksmann a notamment milité en faveur des dissidents d'Union soviétique et des boat-people vietnamiens. Il est intervenu ces dernières années pour le peuple tchétchène. Il a récemment publié *Le Bien et le Mal* (Robert Laffont, 1997) et *La Troisième Mort de Dieu* (Nil éditions, 2000). Cinéaste et écrivain, Romain Goupil a notamment réalisé *Mourir à trente ans* (Caméra d'or à Cannes en 1982) et *A mort la mort*

4 Inutile de chercher à fuir son angoisse. On minimise l'ampleur de l'événement qui devient une affaire étrangère. Les « pauvres » de la planète sont invités à contempler le malheur des « riches ». Les petits et grands bourgeois du monde entier sont conviés à méditer le châtiment de l'« arrogance américaine ». *« Chacun son tour ! », « Ils l'ont cherché », « Qui sème le vent récolte la tempête »,* profèrent les esprits faux. Et de postuler qu'une providence cosmique ne punit que ceux qui le méritent. Autant d'obscènes dénégations qui masquent l'extrême et cruelle universalité de l'événement : si pareille ignominie frappe le pays le plus fort, elle menace d'autant plus facilement n'importe quelle collectivité. Qui peut le plus peut le moins. Le vieux monde a rattrapé le nouveau monde. La fin de l'exception américaine signifie que nous sommes tous logés à la même enseigne. Et dans les tours en feu, garçons d'étage et banquières, ingénieurs et secrétaires, Noirs et Blancs, Latinos et Chinois, riches et pauvres, en firent l'épouvantable expérience.

5 Inutile d'esquiver la chose en ergotant sur les mots. Oui, c'est une déclaration de guerre. Une guerre de type nouveau. L'acte terroriste parle de lui-même. Il nous place devant une équation à cinq inconnues. X frappe Y. X reste dans l'ombre. Y c'est n'importe qui. Le motif de l'opération est tu. Les outils employés sont interchangeables. Le moment choisi semble quelconque, seule la météo décide. Qui tue qui, comment, pourquoi, quand ? Rien n'est spécifié. Bourreau inconnu, victime inconnue, moyens inconnus, motifs inconnus, moment inconnu, autant de variables qui rendent l'opération répétable à l'infini. La mise à feu des Twin Towers, comme celle du Pentagone, n'a pas été revendiquée. Ni avant. Ni après. Son inventeur ne s'est pas fait connaître. La terreur est d'autant plus absolue qu'elle s'affirme sans phrase, suspendue au-dessus de nos têtes. Elle ponctue une guerre non moins absolue qu'elle.

6 *« La guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté »* (Clausewitz). La violence criminelle qui écrase le World Trade Center ne demande rien, c'est-à-dire exige tout. L'agression touche au cœur le triple centre de gravité – économique, militaire, politique –, de toute société. L'absence de discours, de revendication, d'ultimatum indique que la violence monte à l'extrême, sa puissance annihilatrice s'affirme non négociable. Dans l'univers concentrationnaire, les victimes interrogent : *« Pourquoi ? »,* le bourreau répond : *« Ici, il n'y a pas de pourquoi. »* L'incendiaire des Twin Towers frappe n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, n'importe comment. Le maître terroriste se veut sans conditions. Il veut notre capitulation sans conditions. Il veut notre esclavage.

7 *« Viva la muerte ! »* Dernières secondes avant le crash. Imaginez l'extase du pilote pirate fonçant sur les tours jumelles. *« Je n'étais rien, juste un bipède sans plumes parmi tant d'autres. Désormais, je suis tout, je meurs et le monde avec moi. »* En Mohamed Atta, reconnaissez Erostrate, ce Grec obscur qui, en 356 av. J.-C., incendia le temple de Diane, une des sept merveilles du monde, prêt à tout et à la mort pour dépasser Alexandre en immortalité. Plus grande est la dévastation, plus énorme est la gloire. *« Je voudrais trouver un crime dont l'effet perpétuel agît même quand je n'agirai plus »,* proclame un héros de Sade. La joie folle de détruire pour détruire a ravagé le XX[e] siècle. La culture de la mort, le nihilisme, *« l'élan froid d'êtres humains mêlant leur suicide à l'assassinat collectif »* (Al Hayat), animent l'islamisme radical. Mais pas lui seulement. La maladie est contagieuse. Il faut sous-titrer les images de CNN avec Dostoïevski. D'une bourgade en flammes de l'empire tsariste jusqu'au septembre noir de Manhattan, la fureur nihiliste accumule ruines sur ruines. Toujours plus efficace dans ses moyens. Toujours plus universelle dans la table rase qu'elle projette. Kirilov se suicide pour démontrer au monde que Dieu n'existe pas. Atta, en percutant les gratte-ciel, s'éprouve-t-il plus fort que l'Amérique, ce tigre de papier ?

8 Evitons de justifier. Quand l'angoisse tourne à la panique mentale, celle-ci s'assourdit d'arguments contradictoires, dont les paralogismes échappent aux paniqués. Tantôt Washington se voit incriminer comme *« gendarme du monde »* et tantôt condamner pour *« isolationnisme ».* Tantôt le soutien à Israël est dénoncé *« racine du mal ».* Tantôt le *« désengagement »* de Bush est vitupéré. Sans oublier l'*« horreur économique »,* la dictature *« néolibérale »,* l'orgueil de l'*« hyperpuissance »* et du *« gouvernement mondial »,* façon G 7. Pareil argumentaire paraît plus nombriliste que jamais, depuis le 11 septembre les impuissances de l'hyperpuissance éclatent au grand jour. Adulateurs et contempteurs de l'Amérique invulnérable doivent revoir leurs catéchismes. Partisans et adversaires du « système » tout-puissant cultivent l'idée évidemment fausse que les Etats-Unis – ou le G 7 – conduisent, partout et toujours, angéliquement ou diaboliquement, le bal. Comme si l'Occident démiurge faisait la pluie et le beau temps. L'outrecuidance commune aux « mondialistes » et aux « antimondialistes » postule que l'avenir de l'humanité se décide « entre nous ». Excusez du peu ! L'offensive nihiliste suit sa propre logique. Les élections américaines, la ratification ou non du programme de Kyoto n'y peuvent mais. Le premier attentat (1993) contre le World Trade Center eut lieu sous le démocrate Clinton. La signature des accords d'Oslo tout comme leur échec motivent les bombes.

9 Patron présumé de l'apocalypse du 11 septembre 2001, le monstrueux Ben Laden bénéficia d'un double parrainage. Premier apprenti sorcier, toujours négligé, la Russie. Si Moscou n'avait pas, sous Brejnev et Andropov, envahi l'Afghanistan, dévasté le pays, exterminé les hommes, cassé les structures sociales, les extrémistes n'auraient pas eu l'occasion d'investir les ruines. Les Russes, sous Poutine, n'ont rien appris : ils pillent et martyrisent les Tchétchènes et veulent la peau d'un président modéré, démocratiquement élu, Maskhadov. Au bénéfice de qui ? Sinon de la ceinture verte et fasciste qui enserre l'ancienne Union soviétique. Plus huntingtonien qu'Huntington, Poutine pose en héraut du *« choc des civilisations ».* Au nom de la chrétienté, il va buter le Tchétchène jusque dans les chiottes. Pareil *« lutte contre le terrorisme international »* est suicidaire pour les démocraties. Les méthodes néostaliniennes qui ont réduit en cendres une capitale de 400 000 habitants (Grozny) révulsent les honnêtes gens, musulmans ou non, et soudent Islam et islamistes. Des alliances tactiques, au coup par coup, sont envisageables avec le Kremlin ou d'autres puissances non moins équivoques, pour débusquer les assassins. Mais former un bloc stratégique avec la Russie et la Chine serait s'aligner derrière deux pompiers pyromanes.

> Former un bloc stratégique avec la Russie et la Chine serait s'aligner derrière deux pompiers pyromanes

10 Deuxièmes apprentis sorciers : les démocraties spécialisées dans l'abandon des démocrates. Tandis que l'Europe somnolait, les Etats-Unis armaient les fondamentalistes au lieu d'aider les résistants modérés. Si le commandant Massoud avait obtenu le soutien qu'il réclamait, il siégerait à Kaboul et très probablement les Twin Towers seraient encore debout. Des milliers d'Américains avec elles. Victimes non d'une erreur politico-stratégique ponctuelle, mais d'un aveuglement récurrent.

11 Un spectre hante la planète, celui du nihilisme. Il utilise les anciennes religions, les anciennes idéologies et les exaltations communautaires, mais ne les respecte pas. Il revendique la transgression comme signe de son élection. La secte terroriste des « assassins » tuait aussi bien les chefs musulmans que les croisés chrétiens, elle opérait sans souci des normes et des usages, par-delà le bien et le mal. Religieux ou non, les nihilistes sont des hors-la-loi antinomistes. Ils pratiquent une double rupture, avec le monde « ennemi », avec la communauté « amie » qu'ils prétendent régénérer malgré elle. Ainsi creusent-ils en chaque culture le gouffre dans lequel ils précipitent les autres et parfois eux-mêmes pour une misérable gloire. Que ceux qui trouvent leur défi immonde et bête gardent en mémoire les derniers mots de Thomas E. Burnett, passager du vol 93 d'United Airlines : *« Nous avons les couteaux en plastique des plateaux- repas. Je sais que nous allons tous mourir, mais trois d'entre nous vont tenter quelque chose. »* Et tous moururent. L'avion s'écrasa loin de sa cible, d'autres vies furent épargnées. Le nihilisme n'est pas invincible.

© André Glucksmann 2001

Réflexions intempestives *par Arno J. Mayer*

Il est impératif aujourd'hui de savoir résister à la tentation, sinon à la superstition, et de ne pas imputer à une cause unique la perte de la supériorité et de la superbe invulnérabilité de l'Amérique, le 11 septembre 2001. En effet, l'infâme attaque terroriste, vraisemblablement conçue par le fanatique musulman Oussama Ben Laden, n'est pas plus la *causa causans* (cause première) de la crise qui marque l'aube de ce XXI[e] siècle, que l'assassinat de François Ferdinand, archiduc d'Autriche-Hongrie, par le fanatique serbe Gavrilo Princip, ne fut la *causa causans,* qui entraîna, en juillet-août 1914, la crise crépusculaire du long XIX[e] siècle.

Aujourd'hui, hormis le caractère nébuleux de l'« autre-ennemi », il n'existe pas l'ombre d'un équilibre militaire des forces : même sans alliés, l'Amérique, gendarme autoproclamé du monde, a la capacité militaire de « faire la loi ». Les conséquences, tant immédiates qu'à long terme, n'en seront pas moins incertaines, chargées d'impondérables.

La tentation de la guerre, en 2001 comme finalement en 1914, interroge le principe énoncé par Montaigne, qui avait sans doute lu Eschyle et Aristote, lorsqu'il écrivait qu'*« une guerre étrangère est un mal bien plus doux que la civile »,* et que recourir à une guerre étrangère est donc *« un mauvais moyen employé à une bonne fin ».* Aujourd'hui, nous assistons à la révision de cet axiome : la violence d'une guerre internationale serait elle aussi moins mauvaise que la violence de la terreur. De fait, nous observons en ce moment le début d'une collaboration entre ce qu'Arnold Toynbee appelait un *« prolétariat intérieur et extérieur »,* contre la montée d'une suprématie impériale. C'est ce qui remplacera la guerre civile internationale d'antan.

Cette sagesse millénaire tenant la guerre étrangère pour *« moralement supérieure »* à la guerre civile fut contestée par Chateaubriand. Pour lui, une guerre civile pouvait être à la fois *« moins injuste et révoltante »* et *« plus naturelle »* qu'un conflit étranger. En tout état de cause, il invitait à réfléchir à cette idée que la guerre étrangère et la guerre dite civile pourraient bien être en réalité les deux faces d'une seule et même violence. Sauf en Amérique, la seconde guerre mondiale opéra une réduction radicale de la distinction entre combattants héroïques et civils innocents. Cette transformation du champ de la guerre, pour des motifs idéologiques et technologiques, supprime l'une des principales raisons de préférer le conflit militaire à l'affrontement civil dans l'économie morale de la violence et de la guerre perpétuelles – n'en déplaise à Kant. La présence croissante de femmes, depuis 1945, dans les services armés, les élites stratégiques et les secteurs-clés de l'économie, réduit encore les frontières entre société civile et société militaire en temps de guerre – civile ou étrangère – tout comme dans un contexte de violence terroriste.

Arno J. Mayer

Professeur émérite d'histoire européenne à l'université de Princeton, Arno J. Mayer a notamment publié en France, en 1990, *La Solution finale dans l'Histoire* à La Découverte, livre dont Pierre Vidal-Naquet a pu dire : *« C'est le plus grand effort jamais fait pour penser de façon critique l'impensable »*

Ce brouillage de la ligne qui sépare le champ de bataille du champ domestique est d'autant plus meurtrier qu'il n'existe pas de stratégie ni de loi gouvernant la guerre indirecte et irrégulière. L'absence d'un traité sur la guerre civile, comparable au *De la Guerre* de Clausewitz, est éloquente. A ce jour, la guerre civile reste essentiellement aveugle et sauvage, notamment parce qu'elle est imprégnée de vengeance sans fin. Cela vaut, au moins autant, pour la violence terroriste. Aucune sorte de « lois de la guerre » ne régit non plus le terrorisme, sinon à l'état embryonnaire dans les tribunaux punissant le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Jusqu'à présent, à l'époque moderne, les actes de terreur à échelle individuelle restaient l'arme des faibles et des pauvres, tandis que la terreur étatique et économique est l'arme des forts. Dans les deux cas, il est évidemment important de faire la distinction entre cible et victime. Cette distinction est limpide dans l'attaque fatale sur le World Trade Center : la cible est un symbole éminent et l'un des cœurs névralgiques de la puissance économique et financière mondialisée ; la victime, infortunée, la force de travail souvent subalterne. La même distinction ne vaut pas pour l'attaque sur le Pentagone, en dépit de dommages *« collatéraux »* en vies humaines, pour reprendre précisément la terminologie du Pentagone. Y est abrité le commandement militaire suprême – *la ultima ratio regnum* – de la mondialisation capitaliste.

L'Amérique est, depuis 1947, le pionnier et l'acteur principal de la terreur d'Etat « préventive », exercée exclusivement dans le tiers-monde et par conséquent dans une indifférence quasi générale. Outre la subversion et le renversement assez classiques de gouvernements dans le cadre de la compétition avec l'Union soviétique durant la guerre froide, Washington a eu recours aux assassinats politiques, aux escadrons de la mort, à de douteux combattants de la liberté (dont Ben Laden). Washington est aussi derrière la mise à mort de Lumumba et Allende ; sans oublier les tentatives de meurtre pour éliminer Castro, Kadhafi et Saddam Hussein. Ces actes « voyous » ont aggravé la situation économique et politique locale, et procèdent du même arsenal dépourvu de scrupule que les blocus, embargos, interventions militaires, frappes aériennes punitives (missiles) et enlèvements, toujours pratiqués au nom de la justice, de la liberté et de la démocratie.

Bien sûr, pour certaines de ces actions, l'Amérique s'était assuré la bénédiction des Nations unies et la collaboration de ses alliés de l'OTAN. Mais dans le même temps, Washington refusait de payer son écot à l'ONU et opposait son veto à tous les efforts pour contenir non seulement les violations des accords internationaux par Israël, mais également sa propre pratique de la terreur d'Etat préventive.

Ayant implanté une culture de la terreur d'Etat dans le système mondial, les Etats-Unis à la fois brandissent et sapent les règles établies dans la conduite de la politique internationale, au bénéfice de ses intérêts d'empire. Car les Etats-Unis sont bien un empire, et pas une superpuissance, empire dont la maîtrise et la portée hégémoniques dépassent celles de l'empire romain.

L'Amérique n'est peut-être pas, comme le proclame son catéchisme, le pays le plus beau, le plus démocratique et le plus libre du monde. Mais il est sans aucun doute l'empire le plus puissant de l'histoire, si l'on prend pour mesure, outre son pouvoir économique et militaire, son influence culturelle et idéologique.

> L'Amérique n'est pas, comme le proclame son catéchisme, le pays le plus beau, le plus démocratique et le plus libre du monde. Mais il est l'empire le plus puissant de l'Histoire

Cette domination impériale planétaire est d'autant plus unique et impressionnante qu'elle s'exerce indirectement et de façon informelle, hormis les bases militaires extraterritoriales qui encerclent le globe. Il n'est pas étonnant que cette omnipotence, sans précédent ni concurrence, nourrisse une arrogance hors du commun. La riposte de l'Amérique aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 risque d'être d'une disproportion et d'une violence extrêmes, parce qu'elles sont vécues comme un coup porté à cet orgueil insolent.

Alors que le reste du monde occidental, partenaire dans la concurrence certes, mais partenaire à part entière de cette hégémonie impérialiste, courbe parfois la tête face à l'arrogance américaine, la plus grande partie du tiers-monde ne l'admet pas et en subit tout le poids. Les *« damnés de la terre »* de Franz Fanon constituent une proie facile pour des dirigeants politiques qui imputentà la domination néo-impérialiste la mort dans l'œuf de l'eden post-colonial.

Ces damnés de la terre, qui se manifestent actuellement en premier lieu dans les mondes arabe et musulman, constituent peut-être ce que Nietzsche envisageait comme des classes sociales toujours plus nombreuses, plus astucieuses, plus appauvries, plus asservies, bouillant d'un ressentiment alimenté non seulement par une impuissance rentrée, mais aussi par la peur aiguë d'être vaincues s'elles se dressaient une fois de plus pour rompre leurs chaînes.

Il est plus que probable que cette privation de pouvoir, ajoutée à la rage refoulée, s'installe où les terroristes trouvent recrues et soutien, tandis que l'intervention unilatérale de l'Amérique dans le conflit israëlo-palestinien sert de catalyseur. Le contexte géopolitique et l'environnement international d'un terrorisme des faibles et des pauvres de plus en plus rusés font qu'il ne peut être ni contenu, ni contrôlé, ni éradiqué par l'élimination d'un ou plusieurs de ses cerveaux ou agents. User de la terreur d'Etat – sous forme de chantage militaire –, sous les ors d'une corruption financière – prêts et effacement de dettes –, revient à tuer le porteur de mauvaises nouvelles, au lieu de s'attaquer à leurs causes profondes. Mettre à prix la tête des suspects, à livrer morts ou vifs, est introduire une anarchie de Far West dans le tissage qui fait l'étoffe et la pratique de la loi impériale.

La guerre froide qui opposa hier la liberté capitaliste au totalitarisme communiste, et dont la terreur complexe d'aujourd'hui est l'une des nombreuses séquelles fâcheuses, est à la veille de renaître sous la forme d'un affrontement entre le Bien absolu et le Mal absolu. Avec le manichéisme porté haut et fier dans les deux camps, les temps vont être une fois encore très sombres pour les êtres pensants et, comme toujours, pour les *« damnés de la terre ».*

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Françoise Cartano